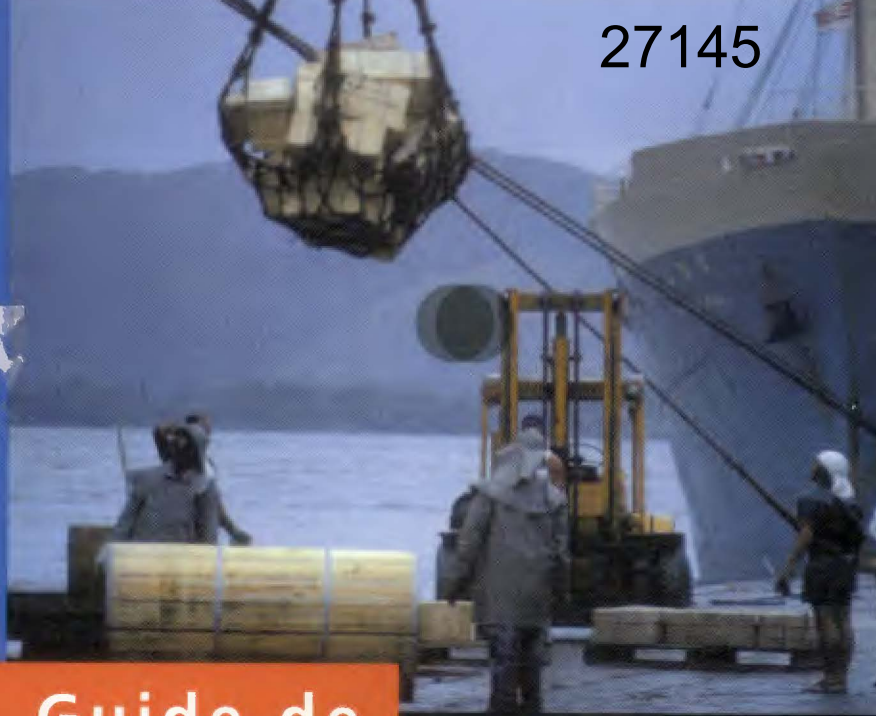


27145



Guide de la Banque mondiale



de boeck

LA BANQUE MONDIALE

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Guide de

la Banque mondiale

Guide de

la Banque mondiale



LA BANQUE MONDIALE

A Guide to the World Bank

Copyright © 2003 by

The International Bank for Reconstruction and Development/ The World Bank
1818 H Street, NW, Washington, DC 20433, USA

Guide de la Banque mondiale

Copyright © 2005 by

The International Bank for Reconstruction and Development/ The World Bank
1818 H Street, NW, Washington, DC 20433, USA

Illustration de couverture : La Banque Mondiale ; Fond social du Yemen

This work was originally published by the World Bank in English as *A Guide to the World Bank* in 2003. This French translation was arranged by De Boeck Université. De Boeck Université is responsible for the accuracy of the translation. In case of any discrepancies, the original language will govern.

L'ouvrage original a été publié en anglais par la Banque Mondiale sous le titre *Guide de la Banque Mondiale* en 2003.

La traduction en langue française est réalisée par De Boeck Université. De Boeck Université est responsable de l'exactitude de la traduction. En cas de divergence, la langue originale prime.

Les découvertes, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs ni des pays que ceux-ci représentent.

La Banque Mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées. Les frontières, couleurs, dénominations ou quelque autre information mentionnées sur les cartes de l'ouvrage n'impliquent aucun jugement de la Banque Mondiale sur le statut légal des territoires ni sur son adhésion ou acceptation de telles frontières.

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : www.deboeck.com

© De Boeck & Larcier s.a., 2005
Éditions De Boeck Université
rue des Minimes 39, B-1000 Bruxelles
Pour la traduction et l'adaptation française

1^{re} édition

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale, Paris : février 2005

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2005/0074/071

ISBN 2-8041-4788-6

Table des matières

Avant-propos xiii

Remerciements xiv

Acronymes xv

La mission de la Banque mondiale 1

CHAPITRE 1

Introduction 3

CHAPITRE 2

L'organisation du Groupe de la Banque mondiale 7

La direction du Groupe de la Banque mondiale 8

Les textes fondateurs 8

La propriété des pays membres 8

Le Conseil des Gouverneurs 8

Les Administrateurs 9

Le Président du Groupe de la Banque mondiale 9

Les Directeurs Généraux 10

Les cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale 10

La Banque mondiale : la BIRD et l'IDA 11

La Société financière internationale 16

L'Agence multilatérale de garantie des investissements 20

Le Centre international pour le règlement des différends
relatifs aux investissements 21

Les principes d'organisation 23

Les relations avec le FMI et les Nations Unies 29

Les institutions de Bretton Woods 29

L'Agence spécialisée des Nations Unies 31

CHAPITRE 3

Le fonctionnement du Groupe de la Banque mondiale 33

Les stratégies 34

Les Objectifs de développement pour le Millénaire 34

Les directions et la structure des stratégies 35

Les stratégies thématiques et sectorielles 35

Le Cadre de développement global 36

Les stratégies de lutte contre la pauvreté 37

Les Stratégies d'assistance aux pays 38

Les politiques et les procédures 39

Le Manuel opérationnel 39

Les politiques de la SFI, de la MIGA et du CIRDI 43

Les finances du Groupe de la Banque 43

Le financement et les prêts de la BIRD et de l'IDA 43

Le financement de la SFI, de la MIGA et du CIRDI 44

Les fonds fiduciaires 44

Les comptes rendus financiers : les rapports annuels du Groupe de la Banque 46

Les produits et les services 47

Les produits et les services de la Banque mondiale 47

Les produits et les services de la SFI 53

Les produits et les services de la MIGA 54

Les produits et les services du CIRDI 55

Le cycle des projets de la Banque mondiale 55

Identification du projet 55

La préparation 56

L'appréciation 56

L'approbation 56

L'entrée en vigueur 57

La mise en œuvre et la surveillance 57

L'évaluation 57

Les autres contrôles 57

Les informations sur les projets 58

Le cycle des projets de la SFI 60

La demande de financement de la SFI 60

L'évaluation des projets 60

La notification au public 61

La révision et l'approbation du Conseil 61

La mobilisation des ressources 61

L'engagement légal 61

Le décaissement des fonds 61

La supervision et l'évaluation du projet 61

La clôture 61

Les informations sur les projets 62

Les partenariats 62

Les partenariats institutionnels 62

Les agences bilatérales de développement 63

Les partenariats dans les opérations systémiques 63

Les organisations non gouvernementales et la société civile 64

Le personnel, les consultants et les fournisseurs 64

Le personnel du Groupe de la Banque mondiale 64

Les débouchés, les stages et les bourses d'études 65

Les expertises, les fournisseurs et le service des achats 66

CHAPITRE 4

Les Pays et les régions du Groupe de la Banque mondiale 69

Les pays membres 72

Le statut de membre 72

Les modes de classification des pays 73

Les opérations et les activités dans les pays 77

Les initiatives pour les groupes de pays 78

Les regroupements par régions 80

L'Afrique (subsaharienne) 82

La Banque mondiale en Afrique subsaharienne 83

La SFI en Afrique subsaharienne 84

La MIGA en Afrique subsaharienne 84

Les initiatives régionales 85

L'Asie de l'Est et le Pacifique 87

La Banque mondiale en Asie de l'Est et dans le Pacifique 87

La SFI en Asie de l'Est et dans le Pacifique 88

La MIGA en Asie de l'Est et dans le Pacifique 89

Les initiatives régionales 89

L'Asie du Sud 91

La Banque mondiale en Asie du Sud 91

La SFI en Asie du Sud 92

La MIGA en Asie du Sud 94

Les initiatives régionales 94

L'Europe et l'Asie centrale 95

La Banque mondiale en Europe et en Asie centrale 95

La SFI en Europe et en Asie centrale 97

La MIGA en Europe et en Asie centrale 98

Les initiatives régionales 98

L'Amérique latine et les Caraïbes 100

La Banque mondiale en Amérique latine et dans les Caraïbes 101

La SFI en Amérique latine et dans les Caraïbes 102

La MIGA en Amérique latine et dans les Caraïbes 103

Les initiatives régionales 103

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord 104

La Banque mondiale en Moyen-Orient et en Afrique du Nord 104

La SFI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord 106

La MIGA au Moyen-Orient et en Afrique du Nord 106

Les initiatives régionales 106

CHAPITRE 5

Les thèmes du développement 109

L'agriculture et le développement rural 110

Le Département agroalimentaire (SFI) 110

Le Département pour l'agriculture et le développement rural
(Banque mondiale) 110

L'allègement de la dette 111

L'aménagement urbain 112

L'autonomisation et la participation 113

Le commerce 114

La SFI et le commerce 114

La conduite des affaires gouvernementales et le secteur public 115

Le développement du secteur privé 116

Le Département des petites et moyennes entreprises (Groupe de la Banque mondiale) 117

Le développement durable 119

La SFI et la viabilité du développement 119

Le développement social 120

Les données et les recherches économiques 120

Les données et les statistiques 121

La recherche 121

Le droit et la justice 123

L'éducation 124

Le Département de l'éducation (Banque mondiale) 124

L'Institut de la Banque mondiale 125

Les investissements de la SFI dans l'enseignement privé 125

L'efficacité de l'aide 126

L'évaluation des opérations 126

Le Groupe d'assurance de la qualité 126

L'égalité des sexes 127

L'emploi et la protection sociale 128

La SFI et la protection sociale 128

L'énergie et les mines 129

L'environnement 130

Le Département de l'environnement (Banque mondiale) 130

Le Département du développement social et environnemental (SFI) 130

La gestion de l'eau 132

La SFI et les ressources en eau 132

Les infrastructures 133

La SFI et les infrastructures 133

La lutte contre la corruption	134
La mondialisation	135
La pauvreté	135
La SFI et la pauvreté	135
Les populations autochtones	136
La SFI et les populations autochtones	137
La reconstruction et la prévention des conflits	137
La santé, la nutrition et la population	138
La Banque mondiale et la santé	138
La SFI et la santé	140
Le secteur financier	141
Le Réseau du secteur financier (Banque mondiale)	141
Le Groupe des marchés de capitaux mondiaux (SFI)	141
Les technologies de l'information et de la communication	142
Le Département des technologies de l'information et de la communication au niveau mondial	142
La Division de communication de développement	143
Les transports	144
La SFI et les transports	144
Appendices	145
A Contacter le Groupe de la Banque mondiale	147
B Historique du Groupe de la Banque mondiale : Chronologie	151
C Les présidents du Groupe de la Banque mondiale	159
D L'adhésion des pays aux institutions du Groupe de la Banque mondiale	161
E Les représentations des pays au sein du Conseil des Administrateurs	169
F Les secteurs de la Banque mondiale	179
G Les autres sources d'informations nationales	181
Index	239

Encadrés

- Encadré 1.1 Les cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale 4
- Encadré 2.1 James D. Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale 10
- Encadré 2.2 Origine de l'expression « Banque mondiale » 11
- Encadré 2.3 En bref: La Banque internationale pour la reconstruction et le développement 12
- Encadré 2.4 En bref: l'Association internationale pour le développement 16
- Encadré 2.5 En bref: la Société financière internationale 16
- Encadré 2.6 En bref: l'Agence multilatérale de garantie des investissements 20
- Encadré 2.7 En bref: le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements 22
- Encadré 3.1 Les objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015 35
- Encadré 3.2 Les stratégies de lutte contre la pauvreté: étapes fondamentales 37
- Encadré 3.3 Constat de fraude ou de corruption 42
- Encadré 3.4 Les liens électroniques pour les produits et les services 47
- Encadré 3.5 Les conditions financières des nouveaux prêts de la Banque mondiale 48
- Encadré 3.6 Pour obtenir les publications du Groupe de la Banque mondiale 52
- Encadré 3.7 Les liens électroniques pour obtenir des informations, des communications et des évaluations sur les projets 59
- Encadré 3.8 Les liens électroniques des partenariats 62
- Encadré 4.1 Liens électroniques vers les informations sur les pays membres 72
- Encadré 4.2 Gradués BIRD 78
- Encadré 4.3 En bref: les pays d'Afrique subsaharienne membres de la BIRD, exercice 2002 83
- Encadré 4.4 En bref: les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique membres de la BIRD, exercice 2002 88
- Encadré 4.5 En bref: les pays d'Asie du Sud membres de la BIRD, exercice 2002 92
- Encadré 4.6 En bref: les pays d'Europe et d'Asie centrale membres de la BIRD, exercice 2002 96
- Encadré 4.7 En bref: les pays d'Amérique latine et des Caraïbes membres de la BIRD, exercice 2002 101
- Encadré 4.8 En bref: les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord membres de la BIRD, exercice 2002 105
- Encadré 5.1 Les liens électroniques vers les données et les statistiques 121

Figures

- Figure 1.1 Flux financiers nets vers les pays en développement (1995–2002) 5
- Figure 2.1 Relations entre les pays membres et le Groupe de la Banque mondiale 8
- Figure 2.2 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la BIRD 9
- Figure 3.1 Volume total des prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 36

- Figure 3.2 Volume total des prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 36
- Figure 3.3 Le cycle des projets de la Banque mondiale 55
- Figure 4.1 Volume total des prêts de l'IDA et de la BIRD par région, exercice 2002 81
- Figure 4.2 Afrique : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 84
- Figure 4.3 Afrique : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 84
- Figure 4.4 Asie de l'Est et Pacifique : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 88
- Figure 4.5 Asie de l'Est et Pacifique : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 89
- Figure 4.6 Asie du Sud : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 93
- Figure 4.7 Asie du Sud : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 93
- Figure 4.8 Europe et Asie centrale : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 97
- Figure 4.9 Europe et Asie centrale : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 97
- Figure 4.10 Amérique latine et Caraïbes : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 102
- Figure 4.11 Amérique latine et Caraïbes : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 102
- Figure 4.12 Moyen-Orient et Afrique du Nord : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002 105
- Figure 4.13 Moyen-Orient et Afrique du Nord : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002 106
- Figure E.1 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la BIRD 170
- Figure E.2 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de l'IDA 172
- Figure E.3 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la SFI 174
- Figure E.4 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la MIGA 176

Tableaux

- Tableau 2.1 Conditions requises pour qu'un pays puisse bénéficier d'un prêt de la Banque mondiale (conformément aux règles en application en date du 1^{er} juillet 2002) 14
- Tableau 2.2 Souscriptions et contributions cumulées à l'IDA 17
- Tableau 3.1 Volume de prêt cumulé de la BIRD et de l'IDA, classification par pays en date du 30 juin 2002 45
- Tableau 4.1 Classification des pays par région et niveau de revenu 74
- Tableau D.1 Les pays membres et la répartition de leur droit de vote au sein de chaque institution 162
- Tableau E.1 Répartition du droit de vote des administrateurs de la BIRD 170
- Tableau E.2 Répartition du droit de vote des administrateurs de l'IDA 172
- Tableau E.3 Répartition du droit de vote des administrateurs de la SFI 174
- Tableau E.4 Répartition du droit de vote des directeurs généraux de la MIGA 176

Avant-propos

La mission du Groupe de la Banque mondiale est de lutter contre la pauvreté et de favoriser la croissance économique. Le débat sur la mondialisation et la lutte contre le terrorisme n'ont servi qu'à sensibiliser davantage les citoyens aux immenses enjeux du développement. Nos objectifs sont ambitieux : améliorer la qualité de vie et augmenter considérablement les profits économiques et l'autonomisation dans les sociétés. À présent, nous cherchons un consensus grandissant. D'une part, nous voulons que les pays riches prennent davantage conscience qu'ils doivent en faire plus et, d'autre part, nous souhaitons que la communauté internationale s'engage à nouveau dans la collaboration et l'harmonisation des nombreux efforts actuels.

Les différentes branches du Groupe de la Banque mondiale sont impliquées dans pratiquement tous les aspects du développement. Leurs activités vont de la recherche économique à l'analyse en vue d'apporter aux gouvernements et aux entreprises privées une aide financière et technique. Nous jouons un important rôle de soutien lorsque les pays en développement élaborent et mettent en pratique leur stratégie de lutte contre la pauvreté et de stimulation de croissance économique. Nous accordons par ailleurs une place privilégiée à la communication des connaissances sur le développement, mettant à profit nos 60 ans de pratique et l'expérience de nos 184 pays membres, industrialisés ou en développement.

L'objectif de *Un guide de la Banque mondiale* est de rendre cette organisation plus accessible, en expliquant notre organisation et notre travail. Cet ouvrage vient compléter les divers outils bien établis qui permettent d'obtenir des renseignements sur les institutions du Groupe de la Banque : nos rapports annuels, nos sites Internet et nos publications papier qui couvrent un éventail de thèmes. Il explique l'organisation de nos institutions, nos opérations et la manière dont nous concentrons nos efforts sur les régions du monde et les principaux défis du développement. Tout au long de ce livre, nous vous indiquons où trouver de plus amples informations sur le sujet traité.

Nous espérons que cette nouvelle publication augmentera, dans le grand public et chez les parties prenantes, la sensibilisation et la compréhension quant à la mission et aux activités du Groupe de la Banque mondiale et, ce faisant, contribuera à notre lutte collective contre la pauvreté.

Ian Goldin
*Vice-Président, Relations Extérieures,
Communication et Relations avec les Nations Unies*

Remerciements

Nous remercions Paul McClure, qui a conçu et publié cet ouvrage en se basant sur de nombreux documents en version papier et électronique du Groupe de la Banque mondiale, documents qu'il a, par la suite, adaptés et développés. Nous tenons également à remercier Steven Kennedy, Afshin Molavi et Stuart Tucker pour leurs recherches et la rédaction de textes supplémentaires. Un grand merci tout particulier à Dirk Koehler et Guy Brussat, Nicole Frost, Angela Gentile, Gabriela Gold, Dana Lane, Jeffrey McCoy, Barbara Murek et Santiago Pombo-Bejarano pour leurs commentaires sur l'élaboration de ce manuscrit. Enfin, nous exprimons notre reconnaissance au personnel du bureau des publications de la Banque mondiale pour leur travail et leurs nombreuses idées.

Acronymes

ACS	<i>Administrative and Client Support Group</i>
AMSCO	Société de services de gestion pour l'Afrique
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BP	Bonne pratique
CAS	Stratégie d'assistance au pays
CDF	Cadre de développement global
CEB	Comité de coordination du système des Nations Unies
CGAP	Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CMFI	Comité monétaire et financier international
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CSR	Responsabilité sociale des entreprises
CUP	<i>Cooperative Underwriting Program</i>
DACON	Base de données des compagnies de consultation
DEVCOMM	Division de communication de développement
DG	Directeur général
DGF	Fonds de subvention au perfectionnement
DO	Directive opérationnelle
DPE	Développement de la petite enfance
EIE	Évaluation de l'impact environnemental
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ED	Administrateur
EKE	Éducation pour l'économie de la connaissance
EPT	Éducation pour tous
ESSD	Développement socialement et écologiquement durable
FEM	Fonds pour l'environnement mondial

FMI	Fonds monétaire international
G 5, G 7, G 8	Groupe des Cinq, Groupe des Sept, Groupe des Huit
GDLN	Réseau mondial de formation pour le développement
GICT	Technologies de l'information et de la communication au niveau mondial
HDN	Réseau du développement humain
HNP	Santé, nutrition et population
IBM	Institut de la Banque mondiale
IDA	Association internationale pour le développement
IDE	Investissements directs étrangers
MAP	Programme plurinationale de lutte contre le SIDA
MDB	Banque multilatérale de développement
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODM	Objectif de développement pour le Millénaire
OECS	Organisation des États des Caraïbes orientales
OED	Département de l'évaluation des opérations
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisations des Nations Unies
OPCS	Politique opérationnelle et services aux pays
PAD	Document d'évaluation du projet
PB	Procédure de la Banque
PGD	Document de programme
PIB	Produit intérieur brut
PIC	Centre d'information du public
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PO	Politique opérationnelle
PPIAF	Organisme consultatif pour les infrastructures publiques/privées
PPTE	Pays pauvres très endettés
PREM	Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique
PSI	Développement du secteur privé et infrastructure
QAG	Groupe d'assurance de la qualité
REEF	Fonds pour le développement de l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique
SDP	Directions stratégiques
SFI	Société financière internationale
SFP	Cadre de stratégie
UNDG	<i>U.N. Development Group</i>
UNSIDA	Programme collectif des Nations Unies contre le SIDA
VP	Vice-présidences
WorldL	World Links pour le développement (programme d'enseignement interactif mondial soutenu par l'Institut de la Banque mondiale et en partenariat avec l'organisation World Links)

La mission de la Banque mondiale

Notre rêve : un monde sans pauvreté

- Lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour obtenir des résultats durables.
- Aider les populations à se prendre en charge et à maîtriser leur environnement par la fourniture de ressources, la transmission de connaissances, le renforcement des capacités et la mise en place de partenariats dans les secteurs public et privé.
- Exceller en tant qu'institution capable d'attirer, de motiver et de développer un personnel dévoué, aux compétences exceptionnelles, qui soit à l'écoute et capable d'apprendre.

Nos principes

- Optique client, travail en partenariat, engagement à obtenir des résultats de qualité, souci d'intégrité financière et de coût-efficacité, motivation et innovation.

Nos valeurs

- Honnêteté personnelle, intégrité, volonté de travailler en équipe, dans un esprit ouvert et un climat de confiance qui renforce la puissance d'agir de chacun, respecte les différences, encourage la prise de risque et de responsabilité, et favorise l'épanouissement professionnel et familial.



Réunion d'un groupe de discussion dans une zone rurale de la République du Yémen

CHAPITRE 1

Introduction

Créé en 1944 pour reconstruire l'Europe ravagée par la guerre, le Groupe de la Banque mondiale est devenu l'une des plus importantes sources d'aide au développement. Il mène en outre une lutte passionnée contre la pauvreté en incitant les populations à se venir elles-mêmes en aide.

Les cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale se compose de cinq institutions:



- La *Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)* accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des États pauvres solvables.



- L'*Association internationale pour le développement (IDA)* fournit des prêts à intérêt zéro, appelés crédits, aux gouvernements des pays les plus pauvres.



- La *Société financière internationale (SFI)* octroie des prêts directement au secteur privé des pays en développement.



- L'*Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)* offre des garanties contre les pertes occasionnées par des risques non commerciaux à ceux qui investissent dans les pays en développement.



- Le *Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)* fournit les infrastructures internationales nécessaires à la conciliation et à l'arbitrage des conflits dans ce domaine.

Bien que le Groupe se compose de cinq institutions, seules la BIRD et l'IDA forment la Banque mondiale.

Grâce à ses cinq institutions (voir encadré 1.1), le Groupe de la Banque travaille dans plus de 100 économies en développement, y apportant idées et programmes de financement destinés à améliorer le niveau de vie et à éradiquer la pauvreté au pire sens du terme. Au cours de ces dernières années, ce rôle a gagné en importance relative dans le monde des finances internationales, tandis que les flux financiers nets du secteur privé vers les pays en développement reculaient (voir figure 1.1).

Le Groupe de la Banque est dirigé par ses pays membres (débiteurs, créanciers et donateurs), dont les représentants résident au siège du Groupe de la Banque à Washington, D.C., et dans les bureaux nationaux du monde entier. De nombreux pays en développement font appel à son aide, qui se présente sous forme de prêts et de services d'aide technique et de conseils sur les politiques à mettre en œuvre. Tous ces efforts s'assortissent d'un large éventail de partenaires : des agences officielles, des organisations non gouvernementales et autres groupes d'aide, le secteur privé, etc. Une fraction grandissante de son personnel est basée dans les pays assistés.

Cet ouvrage vous guidera à travers le travail conceptuel du Groupe de la Banque mondiale. Il se veut introductif, comme un point de départ que le lecteur utiliserait pour approfondir ses recherches sur les sujets qui l'intéressent particulièrement. Il offre un aperçu des nombreuses activités des institutions du Groupe et dirige le lecteur vers

des sources d'informations plus détaillées en versions papier et électronique.

Il s'agit d'un texte descriptif qui ne prétend en aucun cas justifier les activités décrites (pour cela, il renvoie aux rapports annuels des institutions, aux discours présidentiels et aux nombreuses publications axées sur l'actualité que le Groupe fait paraître). Il n'existe aucune relation entre la longueur des descriptions et l'importance relative des activités exposées.

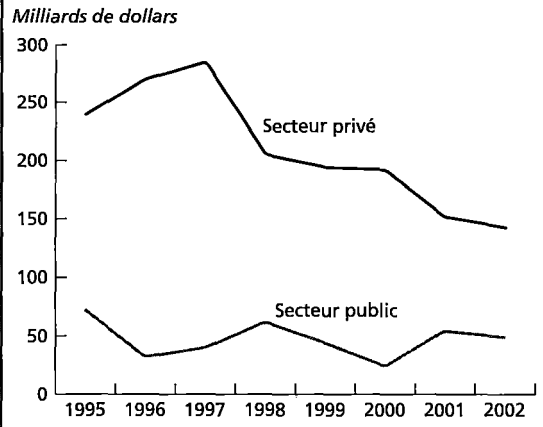
Cet ouvrage est destiné à tous ceux qui ont besoin de renseignements fondamentaux sur la mission du Groupe de la Banque, par exemple les personnes qui travaillent dans le développement, les étudiants,

le grand public et le personnel du Groupe lui-même. En raison du nombre considérable de lecteurs ciblés, cet ouvrage met l'accent sur l'organisation et les principes des activités et oriente le lecteur vers des sources où il pourra, s'il le désire, obtenir plus de détails sur les travaux actuels. Les rapports annuels des institutions apportent plus de précisions sur l'ampleur de l'aide au développement et les différentes formes qu'elle peut prendre. *L'annuaire du Groupe de la Banque mondiale* répertorie les coordonnées téléphoniques du personnel et des divers départements.

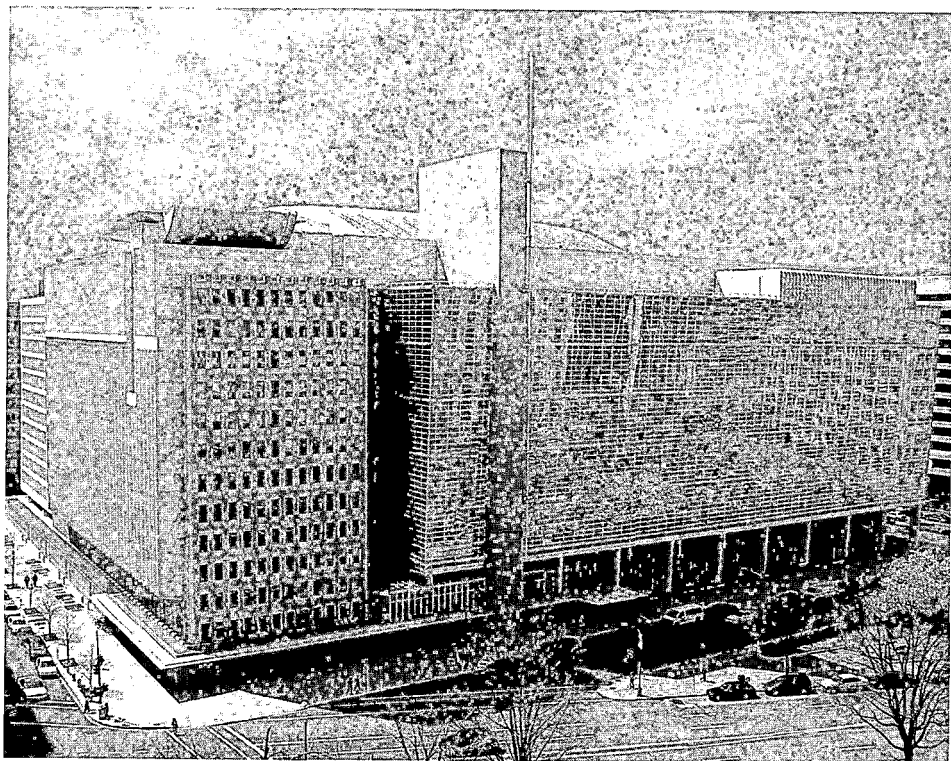
Les chapitres qui suivent traitent de l'organisation du Groupe, de ses opérations et de la manière dont il se focalise sur les pays, régions et aspects spécifiques du développement. Les appendices fournissent de plus amples informations sur le Groupe de la Banque : ses contacts, son historique, ses pays membres et la répartition du droit de vote au sein de ses institutions, les subdivisions sectorielles et thématiques de ses activités ainsi que ses sources d'informations supplémentaires dans chaque pays.

Nous serions heureux de connaître vos commentaires sur cet ouvrage, ainsi que sur les nombreux projets et activités des institutions du Groupe. Pour nous communiquer vos remarques, consultez notre site <<http://www.banquemondiale.org>> et cliquez sur « écrivez-nous » ou envoyez un courrier à <feedback@worldbank.org>.

Figure 1.1 Flux financiers nets vers les pays en développement (1995-2002)



Source : Système de notification de la dette à la Banque mondiale (DRS) et estimations du personnel.



Le siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington, D.C.



CHAPITRE 2

L'organisation du Groupe de la Banque mondiale

Ce chapitre traite de la manière dont le Groupe de la Banque mondiale est dirigé et organisé afin de mener à bien sa mission. Il fournit également des informations détaillées sur ses cinq institutions ainsi que sur d'autres grands services organisationnels. La dernière partie traite des relations que le Groupe entretient avec le Fonds monétaire international et les Nations Unies.

La direction du Groupe de la Banque mondiale

Les textes fondateurs

Chacune des cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale dispose de ses propres Statuts ou document fondateur équivalent. Ces textes établissent légalement l'objectif de l'institution, son organisation et ses actions, notamment ses instruments de régime de propriété et de direction. En signant ces textes et en répondant à leurs conditions, un pays peut devenir membre des institutions du Groupe de la Banque mondiale.

La propriété des pays membres

Chaque institution du Groupe de la Banque mondiale appartient à ses pays membres (ses actionnaires). Leur nombre varie en fonction de l'institution, allant de 184 pour la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) à 139 pour le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), selon les chiffres de mai 2003. Les conditions d'adhésion et les classifications par pays du Groupe de la Banque mondiale sont expliquées dans le chapitre 4.

En pratique, les pays membres dirigent le Groupe de la Banque mondiale par le biais des Conseils des Gouverneurs et des Administrateurs. Ces organes prennent toutes les grandes décisions en matière de politique organisationnelle (voir figure 2.1).

Figure 2.1 Relations entre les pays membres et le Groupe de la Banque mondiale



Le Conseil des Gouverneurs

Le Groupe de la Banque mondiale relève de l'autorité du Conseil des Gouverneurs. Chaque pays membre des institutions est représenté par un gouverneur, un ministre en règle générale. Il existe deux Conseils des Gouverneurs : un premier pour la BIRD, la Société financière internationale (SFI) et l'Association internationale pour le développement (IDA) et un second pour l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Le CIRDI est, quant à lui, dirigé par un

Conseil d'administration. À moins qu'un gouvernement ne désigne quelqu'un autre, son gouverneur de la Banque mondiale siège de droit au Conseil d'administration du CIRDI.

Les Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du FMI se réunissent une fois l'an : ce sont les Assemblées annuelles. Nous y reviendrons dans la dernière partie de ce chapitre. Les positions des États membres sont représentées tout au long de l'année par les Administrateurs.

Les Administrateurs

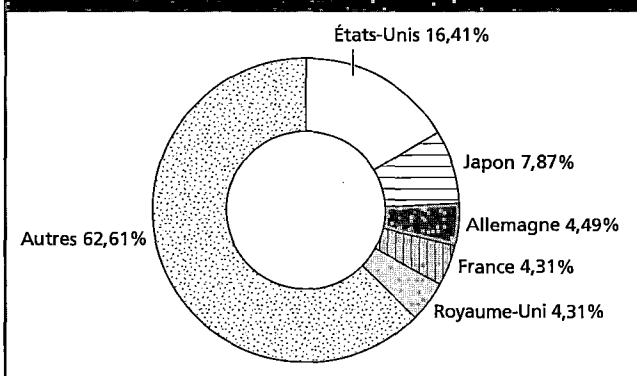
La gestion générale des activités est déléguée à un plus petit groupe de représentants : le Conseil des Administrateurs avec, à sa tête, le Président du Groupe. Les administrateurs, parfois appelés ED (*Executive Directors*), sont basés au siège de Washington, D.C. Le Conseil décide de la conduite générale des opérations du Groupe et donne son approbation à tous les prêts. D'ordinaire, il se réunit deux fois par semaine pour surveiller la bonne marche des activités. Chaque administrateur est également membre d'un ou plusieurs comités permanents : le Comité d'audit, le Comité du budget, le Comité pour l'efficacité du développement, le Comité du personnel et le Comité des questions administratives relatives aux administrateurs.

Le Conseil de la BIRD se compose de 24 membres. Les cinq principaux actionnaires (les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni) désignent chacun un administrateur. Les autres sont rassemblés par groupes, chacun d'eux étant représenté par un administrateur élu par un ou plusieurs États. Les membres décident eux-mêmes de la manière dont ils sont regroupés. Certains pays (la Chine, la Fédération de Russie et l'Arabie Saoudite) forment des représentations à pays unique. Les groupes correspondent grosso modo à des régions géographiques dotées de certains facteurs politiques et culturels qui déterminent de façon précise leur constitution.

Conformément aux Statuts de l'IDA et de la SFI, les administrateurs de la BIRD siègent de droit aux Conseils de l'IDA et de la SFI. La MIGA dispose d'un Conseil propre formé, lui aussi, de 24 membres, tous élus.

En règle générale, les conseils statuent par consensus. Cependant, le droit de vote relatif de chaque administrateur dépend des parts du capital que possède le pays qu'il représente (voir figure 2.2). Pour plus d'informations sur les représentations par groupe de pays, le droit de vote et les élections des administrateurs, consulter les appendices D et E.

Figure 2.2 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la BIRD



Le Président du Groupe de la Banque mondiale

Le président, choisi par le Conseil des Administrateurs, est également président de chacune des institutions du Groupe de la Banque mondiale. Les Statuts ne spécifient pas sa nationalité mais, traditionnellement, l'administrateur des États-Unis fait une nomination. Par un accord non officiel de longue date, le président est un citoyen américain, tandis que le Directeur Général du FMI est européen. La durée du mandat présidentiel initial est de cinq ans ; celle d'un second mandat, de cinq ans ou moins. Il n'y a pas d'âge de retraite obligatoire.

James D. Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale

James D. Wolfensohn est entré en fonction le 1^{er} juin 1995 et a entamé un second mandat de cinq ans en 2000. Né en Australie en décembre 1933, M. Wolfensohn est devenu citoyen américain. Il est titulaire d'une licence ès lettres (BA) et d'une licence en droit (LLB) de l'Université de Sydney, ainsi que d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de la Harvard Business School.

Avant d'entrer dans le Groupe de la Banque mondiale, M. Wolfensohn était banquier d'affaires international. Parallèlement, il a fondé une société fournissant des services de conseils à de grandes entreprises américaines et internationales.

Auparavant, il a occupé divers postes hauts placés dans le secteur financier, notamment chez Salomon Brothers à New York, Schroders Ltd à Londres, J. Henry Schroders Banking Corporation à New York et Darling & Co en Australie. Il a également travaillé en tant qu'avocat, servi dans l'armée de l'air et participé aux Jeux Olympiques dans l'équipe australienne d'escrime.

Parmi les diverses activités culturelles et bénévoles de M. Wolfensohn, il importe de mentionner qu'il est membre du conseil d'administration de nombreuses fondations, d'unions dans le domaine des affaires et d'associations sans but lucratif. Il a été président du Carnegie Hall à New York, du Kennedy Center à Washington, D.C. et de l'Institut d'études supérieures de l'Université de Princeton.

Les divers services du Groupe de la Banque mondiale rendent compte au président et, par son intermédiaire, aux administrateurs, exception faite du Département de l'évaluation des opérations de la Banque mondiale, qui rend compte directement aux administrateurs. Le président délègue certaines de ses responsabilités de surveillance aux directeurs généraux.

James D. Wolfensohn est président du Groupe de la Banque mondiale (voir encadré 2.1). Pour plus d'informations sur ses prédécesseurs, consulter l'appendice C.

Les Directeurs Généraux

Les cinq directeurs généraux assistent le président dans sa tâche de supervision générale de la Banque mondiale (la BIRD et l'IDA). Chaque directeur général, ou DG, contrôle plusieurs services organisationnels. Un DG est également vice-président directeur de la SFI. Quelques responsables haut placés de la Banque mondiale rendent compte directement au président plutôt qu'à un directeur général : ce sont les secrétaires généraux et économistes en chef à la Banque mondiale. Le vice-président directeur de la MIGA et le secrétaire général du CIRDI rendent compte directement au président eux aussi.

Les cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale

Les institutions qui forment le Groupe de la Banque mondiale sont spécialisées, chacune à sa manière, dans différents aspects du développement mais œuvrent toutes dans le même sens : lutter contre la pauvreté. Les termes « Banque mondiale » et « la Banque » ne désignent que la BIRD et l'IDA, tandis que les expressions « Groupe de la Banque mondiale » et « Groupe de la Banque » englobent les cinq institutions (voir encadré 2.2).

Origine de l'expression « Banque mondiale »

L'expression « Banque mondiale » a été utilisée pour la première fois pour désigner la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Il s'agissait d'un article du *The Economist* du 22 juillet 1944, un rapport sur la Conférence de Bretton Woods. La première réunion des Conseils des Gouverneurs de la BIRD et du Fonds monétaire international (FMI), à Savannah, en Géorgie (États-Unis), en mars 1946, a été appelée officiellement « Assemblée d'inauguration du Fonds international et de la Banque mondiale ». En outre, plusieurs articles sur cette conférence, notamment un du *Washington Post*, ont eu recours à l'expression « Banque mondiale ». Ce qui, au départ, était un sobriquet est devenu, en 1975, une abréviation utilisée pour désigner la BIRD et l'IDA.

La Banque mondiale : la BIRD et l'IDA

De par ses prêts, ses conseils en matière de politique à mener et son aide technique, la Banque mondiale soutient toute une série de programmes visant à lutter contre la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Elle partage sa mission entre la BIRD, qui assiste les pays à revenu intermédiaire et les pays pauvres solvables, et l'IDA, qui se focalise exclusivement sur les plus pauvres États de la planète. Grâce aux travaux conjugués de ces deux institutions, la Banque utilise ses ressources financières, un personnel qualifié et une large base de connaissances afin d'aider chaque nation en développement à atteindre une croissance stable, durable et équitable.

Les lignes directrices de la BIRD et l'IDA sont similaires. En effet, elles partagent le même personnel, siègent au même endroit, rendent compte au même département principal de gestion et utilisent les mêmes normes d'évaluation des projets. Certains pays empruntent aux deux institutions. La seule différence, c'est que les fonds débloqués par l'IDA proviennent d'un autre « tiroir ». Un pays doit être membre de la BIRD avant de pouvoir adhérer à l'IDA.

Pour tous ses clients, la Banque met l'accent sur la nécessité :

- D'investir dans les populations, particulièrement grâce à une éducation et des soins de santé élémentaires
- De se focaliser sur le développement social, l'insertion, la conduite des affaires publiques et le renforcement institutionnel, considérés comme les éléments clés de la lutte contre la pauvreté
- De renforcer la capacité des gouvernements à fournir des services de qualité de manière efficace et transparente
- De protéger l'environnement
- De soutenir et de promouvoir le développement du secteur privé
- D'encourager les réformes visant à créer un environnement macroéconomique stable, propice aux investissements et à la planification à long terme.

Pour atteindre les objectifs fixés par la Banque, il est essentiel de disposer de stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté et de prêts centrés sur la pauvreté. Les programmes de la Banque donnent avant tout la priorité au développement humain et social durable, ainsi qu'à une meilleure gestion économique. La conduite des affaires publiques et le renforcement institutionnel sont de plus en plus au centre

des préoccupations. La Banque a favorisé la naissance d'un consensus au sein de la communauté internationale: les pays en développement doivent eux-mêmes prendre en main l'élaboration de leurs stratégies de lutte contre la pauvreté. Elle joue également un rôle de premier ordre en aidant les pays à atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire que les Nations Unies et la majeure partie de la communauté internationale se sont fixées pour 2015.

Par ailleurs, en conjuguant ses efforts à ceux du FMI, la Banque aide les pays à renforcer et à maintenir les conditions nécessaires à l'attraction et à la conservation des investissements privés. Le soutien du Groupe de la Banque (sous forme de prêts et de conseils) permet aux gouvernements de réformer l'ensemble de leur économie et de renforcer leur secteur bancaire. Grâce aux investissements dans les domaines des ressources humaines, des infrastructures et de la protection de l'environnement, les investissements privés deviennent plus attrayants et plus rentables.

La BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et le développement



La BIRD, créée en 1945, est l'institution d'origine du Groupe de la Banque mondiale. Source de prêts, c'est également par elle qu'il est le plus connu. La BIRD reste ce que beaucoup de gens sous-entendent lorsqu'ils parlent de la Banque mondiale. C'est elle qui a le plus de pays membres, la plus grande mission et le plus gros personnel du Groupe de la Banque, tant en son siège que sur le terrain (voir encadré 2.3).

À l'origine, la mission première de la BIRD était d'aider l'Europe à se relever de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, elle joue un rôle prépondérant dans la lutte contre la pauvreté en octroyant des prêts, des garanties et des services de conseils et d'analyses aux pays qu'elle sert aujourd'hui (les pays à revenu intermédiaire et les nations pauvres solvables). Elle leur offre un accès au capital dans des conditions plus favorables, en plus grandes quantités, à plus longues échéances et d'une manière plus viable que celles pratiquées sur le marché. Plus particu-

lièrement, la BIRD :

- Soutient que le développement humain et social à long terme nécessite une absence de financement de la part des créanciers privés
- Préserve la force financière des débiteurs en leur fournissant un soutien en périodes de crise, qui touchent principalement les populations pauvres
- Utilise son influence en tant qu'organe de financement pour promouvoir des réformes institutionnelles et politiques fondamentales (telles que celles qui visent à instaurer un filet de sécurité et à lutter contre la corruption)
- Crée un climat propice aux investissements pour attirer des capitaux privés
- Apporte un soutien financier (en octroyant des prêts grâce au revenu net de la BIRD) dans des domaines essentiels au bien-être des démunis du monde entier.

Encadré 2.3

En bref: La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Année de création: 1945

Nombre de pays membres: 184

Volume de prêt cumulé:
USD 371 milliards

Volume de prêt à l'exercice 2002:
USD 11,5 milliards pour 96 nouvelles opérations dans 40 pays

Site:

<http://www.worldbank.org/ibrd>

La BIRD emprunte la plupart de ses capitaux sur les marchés financiers mondiaux. Institution financière avec une notation AAA¹, elle est néanmoins dotée de caractéristiques inhabituelles. Ses actionnaires sont des gouvernements souverains. Ses membres débiteurs ont leur mot à dire dans la mise sur pied des politiques. Les prêts de la BIRD (et les crédits de l'IDA) s'accompagnent, en règle générale, de services hors prêt destinés à assurer une utilisation plus efficace des fonds débloqués. En outre, contrairement aux banques commerciales, la BIRD est davantage motivée par les retombées sur le développement que par la maximisation des bénéfices.

Traditionnellement, les débiteurs de la BIRD sont des pays à revenu intermédiaire qui ont partiellement accès aux marchés des capitaux privés. Certains États ont le droit de recevoir des crédits de l'IDA à cause du faible revenu de leurs habitants mais peuvent également se voir octroyer des prêts de la BIRD en raison de leur solvabilité : ce sont les débiteurs « mixtes » (voir tableau 2.1). Les pays qui reçoivent des prêts de la BIRD abritent 75 % de la population mondiale vivant avec moins de 1 dollar par jour. Même si on retire les pays « mixtes », ce chiffre atteint 25 %. Pour plus d'informations sur les classifications des pays, consulter les *Indicateurs sur le développement dans le monde* ou le *Rapport annuel de la Banque mondiale*.

On considère qu'un pays obtient la mention « satisfaisant » de la BIRD lorsqu'il cesse d'emprunter parce que son revenu par habitant dépasse le niveau considéré comme intermédiaire. Pour plus d'informations à ce sujet et notamment pour obtenir une liste de ces pays, consulter le chapitre 4 et l'encadré 4.2.

Bien que la BIRD ne vise pas à maximaliser ses bénéfices, elle affiche un revenu net positif depuis 1948. Celui-ci est utilisé dans diverses actions en faveur du développement et permet d'assurer sa stabilité financière. Elle peut ainsi emprunter à faible coût sur les marchés financiers et accorder des conditions favorables aux pays débiteurs. La BIRD accorde un certain nombre de voix à ses pays membres en fonction du montant de leur souscription au capital, laquelle est, à son tour, fonction de leur puissance économique. Vous trouverez plus d'informations sur les prêts de la BIRD dans le chapitre suivant. Pour plus de renseignements sur les souscriptions au capital, consulter le chapitre 4 et la liste des pays membres dans l'appendice E.

L'IDA : l'Association internationale pour le développement

Après la reconstruction de l'Europe à la suite de la Seconde Guerre mondiale, l'attention de la Banque mondiale s'est tournée vers les pays en développement. De toute évidence, les plus pauvres ne pouvaient pas se permettre d'emprunter des capitaux pour le développement aux conditions qu'offrait la Banque. C'est pourquoi un groupe de pays membres a décidé de fonder l'IDA, une institution qui pourrait octroyer des prêts à des conditions plus favorables aux nations très pauvres en développement. Soucieux de lui donner la discipline d'une banque, ces pays se sont accordés sur le fait qu'elle devait faire partie de la Banque mondiale. L'IDA est entrée en fonction en 1960 (voir encadré 2.4).



¹ Notation AAA – la cote de crédit la plus élevée possible (N.d.t.).

Tableau 2.1 Conditions requises pour qu'un pays puisse bénéficier d'un prêt de la Banque mondiale (conformément aux règles en application en date du 1^{er} juillet 2002).

groupe de revenu et pays	RNB par habitant en 2001 ^a	groupe de revenu et pays	RNB par habitant en 2001 ^a
Pays ne pouvant bénéficier que de prêts de la BIRD			
Revenu par habitant supérieur à USD 5185			
Slovénie	9 780	République dominicaine	2 230
Corée, République de	9 400	Îles Marshall	2 190
Antigua et Barbuda	9 070	Micronésie, États fédérés de	2 150
Argentine	6 960	Fiji	2 130
St. Kitts et Nevis	6 880	Tunisie	2 070
Palau	6 730	El Salvador	2 050
Uruguay	5 670	Pérou	2 000
Mexique	5 540	Thaïlande	1 970
Trinidad et Tobago	5 540	Nambie	1 960
République tchèque	5 270	Colombie	1 910
Seychelles	—	Iran, République islamique d'	1 750
		Jordanie	1 750
		Russie, Fédération de	1 750
Revenu par habitant entre USD 2976 et USD 5185			
Hongrie	4 800	Roumanie	1 710
Venezuela, République bolivarienne de	4 760	Macédoine, ERY de	1 690
Croatie	4 550	Suriname	1 690
Chili	4 350	Guatemala	1 670
Pologne	4 240	Algérie	1 630
Liban	4 010	Bulgarie	1 560
Costa Rica	3 930	Égypte, République arabe d'	1 530
Maurice	3 830		
Estonie	3 810	Revenu par habitant entre USD 746 et USD 1435	
Slovaquie	3 720	Kazakhstan	1 360
Malaisie	3 640	Paraguay	1 300
Botswana	3 630	Swaziland	1 300
Panama	3 290	Équateur	1 240
Lettonie	3 260	Biélorussie	1 200
Gabon	3 160	Maroc	1 180
Lituanie	3 080	Philippines	1 050
Brésil	3 070	Syrie, République arabe de ^b	1 000
		Turkménistan	950
		Chine	890
		Irak ^c	—
Revenu par habitant entre USD 1436 et USD 2976			
Belize	2 910	Revenu par habitant inférieur à USD 746	
Afrique du Sud	2 900	Ukraine	710
Jamaïque	2 700	Guinée équatoriale	700
Turquie	2 530		
Pays « mixtes »^d			
Revenu par habitant entre USD 2976 et USD 5185			
Ste Lucie ^e	3 970	Revenu par habitant inférieur à USD 746	
Grenade ^e	3 720	Indonésie	680
Dominique ^e	3 060	Azerbaïdjan	650
		Papouasie-Nouvelle-Guinée	580
Revenu par habitant entre USD 1436 et USD 2976			
St. Vincent et les Grenadines ^e	2 690	Ouzbékistan	560
		Zimbabwe ^e	480
Revenu par habitant entre USD 746 et USD 1435			
Bosnie-Herzégovine	1 270	Inde	460
Bolivie	940	Pakistan	420
Yougoslavie, République fédérale (Serbie et Monténégro) ^c	—	Nigeria	290
Pays ne pouvant bénéficier que de crédits d'IDA^d			
Revenu par habitant entre USD 1436 et USD 2976			
Maldives ^e	2 040	Vanuatu ^e	1 050
Tonga ^e	1 530	Djibouti	890
Samoa ^e	1 520	Honduras	890
		Guyane	840
Revenu par habitant entre USD 746 et USD 1435			
Cap Vert ^e	1 310	Kiribati	830
Albanie	1 230	Sri Lanka	830

Tableau 2.1 Conditions requises pour qu'un pays puisse bénéficier d'un prêt de la Banque mondiale (conformément aux règles en application en date du 1^{er} juillet 2002)

groupe de revenu et pays	RNB par habitant en 2001 ^a	groupe de revenu et pays	RNB par habitant en 2001 ^a
Revenu par habitant inférieur à \$746		São Tomé et Príncipe	280
Congo, République du	700	Tanzanie	280
Bhoutan	640	Ouganda	280
Côte d'Ivoire	630	République centrafricaine ^c	270
Îles Salomon ^c	580	Cambodge	270
Cameroun	570	Togo ^c	270
Géorgie	570	Madagascar	260
Arménie	560	Népal	240
Lesotho	550	Rwanda	220
Angola	500	Burkina Faso	210
Haiti ^c	480	Mali	210
Sénégal	480	Mozambique	210
Yémen, République du	460	Tchad	200
Vietnam	410	Érythrée	190
Guinée	400	Malawi	170
Mongolie	400	Niger	170
Moldovie	390	Guinée-Bissau	160
Comores	380	Tadjikistan	160
Bangladesh	370	Sierra Leone	140
Bénin	360	Burundi	100
Mauritanie	350	Éthiopie	100
Kénya	340	Afghanistan ^c	—
Gambie	330	Congo, République démocratique du ^c	—
Soudan ^c	330	Libéria ^c	—
Zambie	320	Myanmar ^c	—
Laos, Rép. démocratique populaire du	310	Nicaragua	—
Ghana	290	Somalie ^c	—
République du Kirghizstan	280		

— Nous ne disposons pas de chiffres exacts.

^aMéthodologie de l'Atlas de la Banque mondiale ; les RNB (revenu national brut, anciennement PNB) par habitant datent de 2001 et sont exprimés en dollars américains.

^bPrêts/crédits non régularisés selon les chiffres du 30 juin 2002.

^cPrêts/crédits non régularisés selon les chiffres du 1^{er} juillet 2002.

^dLes pays peuvent bénéficier de crédits de l'IDA sur base (a) de leur pauvreté relative et (b) de leur insolvabilité. Pour l'exercice 2003, l'IDA base l'octroi de fonds sur un RNB par habitant de maximum USD 875 pour 2001 et utilise la méthodologie de l'Atlas. Pour recevoir des prêts de cette institution, les pays doivent répondre à des tests de performance. Dans des cas exceptionnels, l'IDA accepte de venir momentanément en aide à des pays dont le RNB se situe au-delà de la limite des USD 875 qui déploient de gros efforts de réajustement mais qui ne sont pas solvables pour bénéficier de prêts de la BIRD. Certaines économies de petites îles ont fait partie de ces exceptions (voir note de bas e).

^eL'IDA a revu à la hausse la limite du RNB par habitant (USD 875 pour l'exercice 2003) pour diverses économies de petites îles qui, dans le cas contraire, n'auraient pu bénéficier que légèrement, voire pas du tout, de l'aide du Groupe de la Banque en raison de leur insolvabilité. Pour ces États, l'IDA considère au cas par cas le financement de projets ou de programmes de réajustement destinés à développer la solvabilité.

L'IDA aide les pays les plus pauvres du monde à lutter contre la misère en leur concédant des crédits, c'est-à-dire des prêts à intérêt zéro avec un différé de paiement de 10 ans et des échéances de 35 à 40 ans. On appelle souvent ces crédits « prêts sous conditions privilégiées ». Ils renforcent le capital humain, les politiques à mettre en œuvre, les institutions et les infrastructures matérielles dont ces pays ont grand besoin afin de pouvoir atteindre une croissance écologiquement durable. L'objectif de l'IDA est de réduire les disparités entre et au sein même des pays (particulièrement en termes d'accès à l'enseignement primaire, aux soins de santé élémentaires, à l'eau courante et à l'hygiène publique) et d'intégrer plus de personnes dans le tourbillon de la vie économique par l'accroissement de leur productivité.

Les gouvernements des pays membres industrialisés contribuent en grande partie au financement de l'IDA (voir tableau 2.2). Les représentants des pays donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'IDA. Le total des

Encadré 2.4**En bref: l'Association internationale pour le développement**

Année de création: 1960

Nombre de pays membres: 164

Volume de prêt cumulé:
USD 135 milliardsVolume de prêt à l'exercice 2002:
USD 8,1 milliards pour 133 nouvelles opérations dans 62 pays

Site:

<http://www.worldbank.org/ida>

contributions cumulées depuis la fondation de l'IDA s'élève à quelque USD 109 milliards. Les autres capitaux proviennent du remboursement des crédits antérieurs et du revenu net de la BIRD. Les donateurs profitent également de cette occasion pour discuter de l'orientation à venir de l'IDA. Pour la première fois en 2001, les représentants des pays débiteurs se sont joints au débat. On fait fréquemment allusion aux cycles trisannuels du financement de l'IDA en utilisant un nombre. Par exemple, le cycle qui couvre les crédits octroyés entre les exercices 2003 et 2005 est le 13^e Cycle de la reconstitution des ressources de l'IDA, ou IDA 13.

L'IDA octroie des crédits aux pays dont le revenu par habitant est très faible (inférieur à USD 875 en 2002) et qui ne disposent pas de la capacité financière suffisante pour pouvoir emprunter à la BIRD. Actuellement, ces pays comptent 2,5 milliards d'habitants, soit 50 % de la population totale des pays en développement. Dans la plupart de ces États, la grande majorité de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, alors que 4 personnes sur 10 (soit 1,1 milliard, selon les estimations) survivent avec moins de 1 dollar. Comme nous l'avons vu dans la partie concernant la BIRD, certains répondent aux conditions de l'IDA en raison de leur faible revenu par habitant mais peuvent également, grâce à leur solvabilité, bénéficier de prêts de la BIRD. C'est le cas de l'Inde et l'Indonésie, par exemple.

Les conditions d'obtention de crédits de l'IDA résultent d'un arrangement de transition qui permet aux pays les plus pauvres d'accéder à des capitaux substantiels avant d'être en mesure d'obtenir des marchés les fonds dont ils ont besoin pour investir. Quand leur croissance économique démarre, ils reçoivent la mention « satisfaisant » de l'IDA. Les remboursements, ou « renflouements », qu'ils effectuent sur les crédits de l'IDA permettent ensuite à l'IDA de financer de nouveaux prêts pour les autres nations pauvres. Au fil des années, plus de 20 pays ont vu leur économie se développer et atteindre une certaine croissance au-delà du seuil des conditions de l'IDA. À titre d'exemples, citons notamment le Costa Rica, le Chili, la République arabe d'Égypte, le Maroc, la Thaïlande et la Turquie. Certains pays deviennent donateurs de l'IDA tout en continuant à emprunter à la BIRD.

Encadré 2.5**En bref: la Société financière internationale**

Année de création: 1956

Nombre de pays membres: 175

Engagements en portefeuille:
USD 21,6 milliards (dont USD
6,5 milliards de prêts syndiqués)Engagements de l'exercice 2002:
USD 3,6 milliards pour 204 projets
dans 75 paysSite: <http://www.ifc.org>**La Société financière internationale**

La Société financière internationale (SFI) favorise le développement économique par le biais du secteur privé (voir encadré 2.5). En collaboration avec des partenaires commerciaux, la SFI investit dans les entreprises privées viables des pays en développement sans accepter de garanties du gouvernement. La différence fondamentale entre la Banque mondiale et la SFI est que cette dernière prête directe-

Tableau 2.2. Souscriptions et contributions cumulées à l'IDA

Membre	Souscriptions et contributions cumulées à l'IDA (millions de dollars U.S.)	Souscriptions et contributions cumulées à l'IDA (pourcentage du total)
États-Unis	25 841,78	23,62
Japon	24 137,67	22,07
Allemagne	12 467,53	11,40
Royaume-uni	8 068,19	7,38
France	7 562,38	6,91
Canada	4 763,45	4,35
Italie	4 462,91	4,08
Pays-Bas	4 054,32	3,71
Suède	2 802,32	2,56
Arabie saoudite	2 158,21	1,97
Australie	1 824,58	1,67
Belgique	1 778,30	1,63
Danemark	1 475,61	1,35
Suisse	1 449,61	1,33
Norvège	1 398,50	1,28
Autriche	905,86	0,83
Koweït	707,35	0,65
Finlande	698,02	0,64
Espagne	667,87	0,61
Corée, République de	309,80	0,28
Brésil	305,33	0,28
Russie, Fédération de	174,00	0,16
Irlande	142,74	0,13
Mexique	137,83	0,13
Nouvelle-Zélande	131,49	0,12
Turquie	113,79	0,10
Afrique du Sud	91,70	0,08
Argentine	69,80	0,06
Luxembourg	66,62	0,06
Pologne	59,09	0,05
Portugal	58,38	0,05
Hongrie	45,63	0,04
Grèce	41,24	0,04
Tchèque, République	35,34	0,03
Colombie	24,43	0,02
Islande	23,22	0,02
Israël	13,19	0,01
Slovaquie, République	12,57	0,01
Yougoslavie, Rép. féd. (Serbie et Monténégro)	6,80	0,01
Émirats arabes unis	5,58	0,01
Croatie	5,54	0,01
Slovénie	3,00	0,00
Bosnie-Herzégovine	2,34	0,00
Botswana	1,61	0,00
Oman	1,33	0,00
Macédoine, ex-République yougoslave de	1,03	0,00
Barbades	0,63	0,00
Total des donateurs	109 108,51	99,74
Total des non donateurs	279,20	0,26
Grand total	109 387,71	100,00

Note: Il se peut que l'addition des différents montants ne corresponde pas aux totaux en raison de l'arrondi.

ment aux entreprises : conformément aux Statuts, la BIRD et l'IDA ne peuvent faire crédit qu'aux gouvernements des pays membres. La SFI a été créée principalement dans le but de corriger cette limite.

La SFI fournit à ses clients des capitaux, des prêts à long terme, des garanties et des services de conseils et de gestion des risques. Il s'agit de la plus grande source multilatérale de prêts et de financement des fonds propres pour les projets du secteur privé dans les pays en développement. Elle cherche à atteindre les entreprises des régions et des pays qui, autrement, auraient un accès limité aux capitaux. Elle fournit des programmes de financement de marchés qui, sans la participation de la SFI, seraient jugés trop risqués par les investisseurs commerciaux. En outre, elle soutient les projets qu'elle finance en apportant une gestion d'entreprise, une expertise environnementale et sociale et des services de conseils et d'aide technique aux entreprises et aux gouvernements.

Le financement des projets

La SFI offre toute une série de services et de produits financiers aux entreprises implantées dans ses pays membres en développement, notamment :

- Des prêts à long terme en devises principales et nationales, à intérêt fixe ou variable
- Des investissements de capitaux
- Des instruments de créance assimilables à des titres de participation (des prêts subalternes, des actions privilégiées, des titres participatifs, des dettes convertibles en actions, etc.)
- Des prêts syndiqués
- Une gestion des risques (par exemple, des dispositifs de couverture et une intermédiation des monnaies et des échanges de taux d'intérêt)
- Un financement intermédiaire

La SFI peut fournir les instruments financiers séparément ou dans n'importe quelle combinaison nécessaire afin de garantir le financement approprié des projets dès le début. Elle peut également structurer les offres financières en coordonnant les placements de l'étranger, des banques nationales, des sociétés et des agences de crédit à l'exportation.

La SFI facture ses produits aux taux du marché et refuse toute garantie gouvernementale. Par conséquent, elle réexamine avec prudence les probabilités de succès de chaque entreprise. Afin d'obtenir un prêt de la SFI, les projets doivent être rentables pour les investisseurs, favorables à l'économie du pays hôte et répondre à des directives environnementales et sociales rigoureuses. La SFI finance des projets dans tout type de secteur, notamment l'industrie de transformation, les infrastructures, la santé et l'éducation, le tourisme et les finances. Un nombre considérable de projets dans ce dernier domaine ont été récemment approuvés. Ils concernent aussi bien les investissements dans des crédits-bails naissants, les assurances et les marchés hypothécaires que les bourses d'études et les lignes de crédit pour les banques nationales qui, à leur tour, offrent des financements à plus petite échelle ou des prêts commerciaux aux petites et moyennes entreprises. Bien que la SFI soit avant tout un financier des projets du secteur privé, elle peut également investir dans une société contrôlée partiellement par l'État, à condition qu'il y ait participation du secteur privé et que l'entreprise soit gérée sur une base commerciale. Elle peut financer des sociétés détenues totalement par des partenaires nationaux aussi bien

que des entreprises mixtes qui appartiennent à la fois à des actionnaires locaux et étrangers.

Pour garantir la participation d'investisseurs et de créanciers privés, la SFI limite le volume total de la dette pour compte propre et du financement en fonds propres qu'elle apportera à chaque projet. Pour les nouveaux plans, le maximum est de 25 % du coût total estimé et peut aller exceptionnellement jusqu'à 35 % pour les petits projets. Dans le cadre de programmes d'expansion, la SFI peut fournir jusqu'à 50 % du coût, à condition que ses investissements n'excèdent pas 25 % de la capitalisation totale de la société concernée. En moyenne, pour chaque dollar de la SFI, les autres investisseurs ou bailleurs de fonds fournissent plus de USD 5.

En règle générale, les investissements de la SFI varient entre 1 et 100 millions de dollars. Les fonds de la SFI peuvent être utilisés dans un capital permanent d'exploitation ou pour des dépenses étrangères ou nationales dans tout pays membre de la BIRD afin d'acquérir des actifs fixes. Étant donné que la SFI opère en termes commerciaux axés sur la rentabilité, elle enregistre chaque année des bénéfices depuis sa création.

La mobilisation des ressources

La SFI ne participe à un investissement que lorsqu'elle peut y apporter une contribution spéciale qui complète le rôle des opérateurs du marché. En raison de ses succès et de son statut particulier d'institution multilatérale, elle est en mesure de catalyser les investissements privés. En effet, le fait qu'elle participe à un projet augmente la confiance de l'investisseur et attire d'autres créanciers et actionnaires. La SFI mobilise le financement direct des sociétés viables des pays en développement en syndiquant des prêts aux banques commerciales internationales et en soutenant financièrement les fonds d'investissements et les émissions de titres des sociétés. Elle traite également les placements privés en titres.

Les services de conseils

L'objectif original de la SFI est de promouvoir le développement économique en encourageant la croissance des entreprises privées et l'essor de marchés de capitaux efficaces dans ses pays membres. Pour ce faire, elle fournit des conseils aux sociétés des pays en développement dans une grande variété de domaines : la restructuration matérielle et financière, l'élaboration de plans commerciaux, l'identification des marchés, des produits, des technologies et des partenaires financiers et techniques, la mobilisation du financement des projets, etc. La SFI peut également fournir des services de conseils dans le cadre d'un investissement ou de manière indépendante, moyennant une rémunération conforme aux pratiques des marchés.

En outre, la SFI conseille les gouvernements des pays en développement pour les aider à créer un environnement propice au commerce et à attirer des investissements directs étrangers (IDE). Elle favorise, par exemple, le développement des marchés de capitaux nationaux. Elle participe également à la restructuration et la privatisation des entreprises publiques.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements

Encadré 2.6

En bref : l'Agence multilatérale de garantie des investissements

Date de création : 1988

Nombre de pays membres : 163

Montant cumulé des garanties émises : USD 10,34 milliards

Garanties émises pendant l'exercice 2002 : USD 1,36 milliards

Site : <http://www.miga.org>



L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) encourage les investissements étrangers dans les pays en développement en fournissant des garanties contre les pertes liées à des risques non commerciaux tels que l'expropriation, l'inconvertibilité de la monnaie, les restrictions aux transferts, les guerres et troubles civils ou la rupture de contrat. Elle offre aussi des services d'aide technique pour permettre aux pays de faire connaître les possibilités d'investissements qu'ils offrent. Sur demande, elle assure également des services de médiation en

cas de différends liés aux investissements.

Les quatre principes directeurs de la MIGA sont :

- *Donner la priorité aux clients* : servir les investisseurs, les bailleurs de fonds et les gouvernements des pays hôtes en soutenant les entreprises privées et en encourageant les investissements étrangers.
- *S'engager dans divers partenariats* : collaborer avec d'autres assureurs, agences gouvernementales et organisations internationales afin de garantir la complémentarité des services et des approches.
- *Promouvoir les retombées sur le développement* : s'efforcer d'améliorer la vie des populations des économies émergentes, conformément aux objectifs des pays hôtes et aux principes de viabilité des entreprises et de protection environnementale et sociale.
- *Garantir une bonne santé financière* : équilibrer les objectifs de développement et les aspirations financières grâce à une réassurance sage et une gestion saine des risques.

Tous les membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à la MIGA. Cette agence dispose d'un capital social de 1 milliard de dollars. En mars 1999, le Conseil des Gouverneurs de la MIGA a adopté une résolution visant à augmenter le capital d'environ USD 850 millions. Elle a également reçu un capital d'exploitation de USD 150 millions de la part de la Banque mondiale.

Les retombées sur le développement

Les projets soutenus par la MIGA profitent à de très nombreux niveaux. Ils créent des emplois à petite échelle, génèrent des recettes fiscales et transfèrent les compétences et le savoir-faire technologique. Souvent, les communautés locales en tirent sensiblement parti par la suite grâce à l'amélioration des infrastructures, par exemple les routes, l'électricité, les hôpitaux, les écoles et la gestion de l'eau. Les IDE appuyés par la MIGA favorisent également des investissements similaires au niveau local et donnent une impulsion à la croissance des entreprises régionales de biens et de services apparentés. Ainsi, les pays en développement ont plus de chances de briser le cycle de la pauvreté.

Pour bénéficier de la couverture de la MIGA, les investisseurs doivent adhérer à ce qu'il y a de mieux en matière de normes environnementales et sociales. La MIGA soutient et met à profit les nombreuses ressources du Groupe de la Banque mon-

diale : elle applique aux projets qu'elle garantit des connaissances sans précédent sur les économies émergentes.

Un parapluie dissuasif

Le parapluie qu'offre la MIGA dissuade les gouvernements d'entamer des actions qui pourraient perturber les investissements. Ce rôle lui permet d'influer dans la résolution des éventuels conflits. Grâce à son statut d'intermédiaire objectif potentiel, les investisseurs ont plus facilement tendance à penser que leurs placements seront protégés contre les risques non commerciaux.

On note souvent une certaine réticence à placer des fonds dans les économies émergentes. En effet, les investisseurs s'inquiètent de l'instabilité et des risques politiques. Par conséquent, les IDE sont généralement destinés à un nombre restreint de pays, laissant les économies les plus pauvres du monde dans l'ombre. Grâce à ses garanties, son assistance technique et ses services juridiques, la MIGA catalyse et incite de plus en plus d'IDE (une des clés de voûte de la croissance) dans les pays en développement.

Depuis sa création, la MIGA a émis plus de 500 garanties pour des projets dans 78 pays en développement. En juin 2001, le total des couvertures émises dépassait les USD 9 milliards, portant à plus de USD 41 milliards le montant estimé des IDE favorisés par la MIGA depuis sa fondation. Lors de l'exercice 2001, elle a mobilisé 153 autres millions de dollars en garanties d'investissements grâce à son *Cooperative Underwriting Program* (CUP), qui encourage les courtiers du secteur privé à assurer les transactions qu'ils n'auraient pas garanties autrement et qui permet à l'Agence d'élargir sa clientèle.

Les services d'aide technique de la MIGA jouent également un rôle à part entière dans le processus de canalisation des IDE : ils aident les pays en développement du monde entier à définir et à mettre en œuvre des stratégies visant à promouvoir les investissements. La MIGA développe et déploie outils et technologies pour soutenir la diffusion des informations sur les possibilités d'investissements. Des milliers d'utilisateurs tirent profit de l'ensemble de ses services en ligne de renseignements sur les placements. Ces prestations viennent compléter les travaux de renforcement des capacités au niveau national.

Les services juridiques de la MIGA servent à réduire les éventuels obstacles aux investissements. Grâce à son programme de médiation des différends, l'Agence aide les gouvernements et les investisseurs à résoudre leurs désaccords et, en fin de compte, à améliorer le climat national des investissements.

Les activités de la MIGA viennent compléter celles d'autres assureurs des investissements. Cette institution travaille en collaboration avec des partenaires grâce à ses programmes de coassurance et de contre-assurance, son but étant d'étendre la capacité de revenu du secteur des assurances pour les risques politiques. À ce jour, la MIGA a établi 18 partenariats officiels de ce genre.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements



Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) favorise les placements étrangers grâce à des services internationaux de règlement, par voie de conciliation ou d'ar-

En bref : le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Date de création : 1966

Nombre de pays membres : 139

Nombre total de cas enregistrés : 103

Nombre de cas enregistrés durant l'exercice 2002 : 16

Site :

<http://www.worldbank.org/icsid>

bitrage, des différends relatifs aux investissements. Il contribue par là à instaurer un climat de confiance mutuelle entre les États et les investisseurs étrangers (voir encadré 2.7). De nombreux accords internationaux en la matière mentionnent les mécanismes d'arbitrage du CIRDI. Ce centre est également présent dans le domaine de la recherche et publie des documents de droit relatifs à l'arbitrage et aux investissements étrangers.

Le CIRDI a été créé conformément à la Convention sur le règlement des différends relatifs aux investissements entre les États et les ressortissants étrangers. La Convention du CIRDI est entrée en vigueur en 1966. Ce centre dispose d'un

Conseil d'administration et d'un secrétariat. Son Conseil se compose du président de la Banque mondiale (qui le dirige) et d'un représentant de chaque pays ayant ratifié la Convention du CIRDI. Ses assemblées annuelles se tiennent en même temps que celles du Groupe de la Banque et du FMI.

Bien que le CIRDI soit une organisation internationale autonome, il est intimement lié à la Banque mondiale. Tous ses membres sont également membres de la Banque. À moins qu'un gouvernement ne fasse une désignation contraire, son gouverneur à la Banque siège de droit au Conseil d'administration du CIRDI. La Banque prévoit un budget pour les dépenses de son secrétariat, bien que les coûts des procédures individuelles soient supportés par les parties concernées.

Le CIRDI fournit trois types de services :

- *Les services de règlement, par voie de conciliation ou d'arbitrage, des différends entre les États membres et les investisseurs ou ressortissants d'autres États membres.* Le recours aux services de conciliation ou d'arbitrage du CIRDI est totalement volontaire. Néanmoins, après que les parties ont consenti à l'arbitrage conformément à la Convention du CIRDI, aucune d'elles ne peut, de manière unilatérale, revenir sur cette décision. De plus, tous les États contractants du CIRDI, qu'ils soient impliqués ou non dans le différend, sont tenus, de par la Convention du CIRDI, de reconnaître et d'appliquer les décisions arbitrales du CIRDI.
- *Certains types de procédures entre les États et les ressortissants étrangers qui échappent à la portée de la Convention du CIRDI.* Il s'agit, par exemple, des procédures de conciliation et d'arbitrage lorsque soit l'État partie, soit l'État d'origine du ressortissant étranger n'est pas membre du CIRDI. Il existe également d'autres mécanismes de conciliation et d'arbitrage lorsque le différend n'est pas lié aux investissements, à condition qu'il soit en rapport avec une opération autre qu'une transaction commerciale ordinaire. De plus, le Règlement relatif aux mécanismes supplémentaires habilite le CIRDI à administrer un type de procédures qui n'est pas prévu par la Convention du CIRDI : les procédures d'enquête auxquelles tout État ou ressortissant étranger peut avoir recours s'il souhaite ouvrir une instruction pour examiner les faits et en établir un rapport.

- *Les désignations de médiateurs pour les procédures ponctuelles (c'est-à-dire non institutionnelles) d'arbitrage.* Le plus souvent, ces désignations se font dans le cadre d'ententes conformément aux règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), conçues spécialement pour les procédures ponctuelles.

Les principes d'organisation

Cette partie explique les principes fondamentaux qui régissent l'organisation du travail du Groupe de la Banque mondiale. Elle dresse également la liste des principaux services organisationnels. Les chapitres suivants traitent avant tout du travail concret du Groupe de la Banque.

La matrice : les réseaux et les régions

Dans le cadre d'un effort de renouveau institutionnel qui a débuté dans la moitié des années 1990, le Groupe de la Banque mondiale organise la plupart de son travail de développement sur deux plans. En plus des services traditionnels qui se concentrent sur les régions du monde, le Groupe de la Banque dispose aujourd'hui de réseaux thématiques d'expertise dans divers aspects spécifiques du développement qui concernent les différentes régions. L'agencement de cette matrice permet à un membre du personnel du Groupe de la Banque de travailler pour un réseau thématique, mais aussi de participer à des opérations dans une région ou un pays donnés.

Les services des vice-présidences

Les services des vice-présidences sont les principales unités organisationnelles du Groupe de la Banque mondiale. On les appelle communément « vice-présidences », ou VP. Chacune rend compte à un directeur général ou, dans le cas des services exceptionnels, au président. En règle générale, chaque vice-présidence correspond à une région du monde, à un réseau thématique ou à une fonction centrale.

Les parties suivantes contiennent des renseignements sur les VP et les autres grands services de la Banque. Pour plus d'informations, consulter <<http://www.worldbank.org/vpu>>.

Les secteurs et les vice-présidences de réseaux

Le Groupe de la Banque a créé des réseaux pour relier les différents groupes du personnel qui travaillent dans le même domaine du développement et pour les mettre en rapport avec les partenaires extérieurs. Ces réseaux permettent de tirer des leçons des expériences nationales et régionales et de trouver les méthodes globales les plus adaptées pour répondre au mieux aux besoins spécifiques de chaque pays. En pratique, une part importante du personnel des réseaux loue ses services aux départements régionaux.

Chaque réseau thématique couvre plusieurs secteurs connexes du développement. En termes organisationnels, il y a généralement un sous-service pour chaque secteur qui, à son tour, dispose d'un comité propre, formé de représentants choisis au niveau

des régions ou du réseau lui-même. Ces comités sont responsables devant un conseil de réseau. Ils définissent en outre des « thèmes » (sujets du développement plus ciblés que le travail du secteur lui-même) sur lesquels un petit nombre de personnes se concentrent, souvent en association avec d'autres organisations.

Une des fonctions centrales des secteurs (et, par extension, des réseaux eux-mêmes) est de créer des stratégies sectorielles cohérentes pour l'ensemble des travaux du Groupe de la Banque dans un aspect donné du développement. Les réseaux et les secteurs ont également créé des services de conseils ou des bureaux d'aide pour traiter les questions du personnel (et, dans la plupart des cas, du grand public) dans leurs domaines de spécialisation.

Les différents réseaux thématiques et secteurs qu'ils couvrent sont expliqués ci-dessous. Les programmes sectoriels correspondent grosso modo aux subdivisions du chapitre 5. Vous y trouverez des renseignements sur des dizaines de programmes sectoriels qui existent au sein de la Banque mondiale et de la SFI. Il importe de préciser que le terme « secteur » n'est pas employé invariablement dans les noms des réseaux et de leur(s) sous-service(s). Pour en obtenir une liste exhaustive, consulter l'appendice F.

- *Le réseau du développement socialement et écologiquement durable (ESSD)*. Ces secteurs (aussi appelés « familles de pratique ») sont l'environnement, le développement rural et le développement social.
- *Le réseau du secteur financier*. Les services financiers spécialisés sont les politiques et les opérations financières sectorielles, les opérations mondiales et l'intégrité du marché financier. Ce réseau est dirigé par un seul comité sectoriel.
- *Le réseau du développement humain (HDN)*. Les secteurs sont l'éducation, la santé, la nutrition, la population et la protection sociale.
- *Le réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique (PREM)*. Les secteurs sont la politique économique, l'égalité des sexes, la réforme du secteur public et de la conduite des affaires gouvernementales ainsi que la pauvreté.
- *Le réseau du développement du secteur privé et infrastructure (PSI)*. Les secteurs sont l'énergie, les technologies de l'information et de la communication, les mines et le pétrole, le gaz et les produits pétrochimiques, le secteur privé, les transports, l'aménagement urbain, l'hygiène publique et la gestion de l'eau. Certains sont gérés par des services mixtes de la Banque mondiale et de la SFI.

Quelques subdivisions du Groupe de la Banque qui ont une mission plus administrative ont adopté certaines caractéristiques d'une organisation de réseaux. C'est le cas notamment de l'OPCS (Politique opérationnelle et services aux pays), décrite plus loin sous l'intitulé « Les autres grands services du Groupe de la Banque mondiale », l'Internet Solutions, qui regroupe tous les employés travaillant dans la technologie de l'information, CommNet, une association de professionnels des communications dans l'ensemble du siège du Groupe de la Banque et les bureaux nationaux ainsi que l'ACS (*Administrative and Chief Support Group*), qui comprend l'ensemble du personnel des services généraux.

Les vice-présidences régionales et les bureaux nationaux

Les institutions du Groupe de la Banque ont longtemps organisé la majeure partie de leur travail autour des principales régions du monde et l'ont amené dans l'ensemble des bureaux des pays membres. Aux cours de ces dernières années, un effort de renouveau institutionnel semblable à celui qui est à l'origine de la création des réseaux thématiques a fait de la décentralisation une priorité. Cette méthode vise à rapprocher davantage d'employés du Groupe de leurs clients dans les pays membres. Par exemple, la Banque mondiale envoie deux tiers de ses administrateurs nationaux sur le terrain depuis la moitié des années 1990. Le nombre de fonctionnaires assignés aux régions qui travaillent sur le terrain a, lui aussi, augmenté de manière significative.

Toutes les institutions du Groupe de la Banque ont en commun qu'ils se focalisent de plus en plus sur les pays et les régions, mais la manière dont la Banque mondiale et la SFI organisent leurs efforts régionaux et nationaux varie quelque peu. Les paragraphes suivants en donnent un bref aperçu. Vous trouverez un résumé des travaux régionaux du Groupe de la Banque, ainsi que les noms des pays concernés, dans le chapitre 4. Une liste exhaustive des adresses des bureaux situés ailleurs qu'à Washington, D.C., apparaît en appendice G.

La Banque mondiale dispose de six vice-présidences régionales : l'Afrique (subsaharienne), l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Europe et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Asie du Sud. La Banque administre des bureaux dans plus de 100 pays membres, ainsi qu'aux Nations Unies (New York) et dans ses VP européenne (Paris) et japonaise (Tokyo). Les bureaux de Paris et de Tokyo, ainsi que de nombreux autres situés dans les pays en développement, sont également des Centres d'information du public (PIC) pour le Groupe de la Banque mondiale. Les bureaux nationaux coordonnent leurs activités avec les gouvernements des pays membres, les représentants de la société civile et d'autres agences donatrices internationales actives dans le pays. Ils travaillent également avec l'équipe nationale du siège.

La division par régions de la SFI diffère quelque peu de celle de la Banque. Elle affecte des administrateurs aux régions suivantes : Europe de l'Est et Europe centrale, Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Asie du Sud, Europe méridionale et Asie centrale, et Afrique subsaharienne. Quelques pays ne relèvent pas de la même région pour la SFI que pour la Banque. Les administrateurs régionaux rendent tous compte au vice-président des opérations de la SFI. La Société gère son propre réseau de plus de 60 bureaux dans les pays membres. Dans certains cas, ceux-ci se situent au même endroit que ceux de la Banque mondiale.

La MIGA a des représentants qui résident en Europe, en Afrique et en Asie.

Autres grands services et activités du Groupe de la Banque mondiale

Les paragraphes suivants décrivent d'autres services importants du Groupe de la Banque mondiale (VP ou son équivalent). Il importe de préciser que certaines fonctions sont gérées par un seul service pour toutes les organisations du Groupe de la Banque alors que, parfois, il existe des services séparés pour chaque organisation. Notons également que cette liste ne prétend, en aucun cas, être exhaustive.

Le secrétariat des entreprises

Ce service traite les affaires quotidiennes du Conseil des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale. Il est responsable de l'administration des affaires relatives à l'adhésion, notamment des Assemblées annuelles du Conseil des Gouverneurs et des souscriptions au capital. Il soutient également le Panel d'inspection indépendant (voir plus bas sous l'intitulé « Évaluation des opérations »).

Le service du développement économique

Ce service principal de recherche de la Banque mondiale est dirigé par l'économiste en chef. Il fournit des données, des analyses de perspectives de développement, des conclusions de recherches, des outils analytiques et des recommandations politiques en soutien aux opérations ainsi que des conseils aux clients. Vous trouverez plus d'informations sur les données et la recherche au sein du Groupe de la Banque dans le chapitre 3.

La SFI dispose de son propre département économique, dirigé par l'économiste en chef de la SFI.

Le service des relations extérieures

Le service des relations extérieures et communication et relations avec les Nations Unies gère la communication sur les principaux points concernant la Banque et entretient les rapports avec le public, les médias, d'autres organisations, les gouvernements des pays donateurs et la communauté locale. De plus, il arrange des ententes verbales pour les représentants de la Banque, produit et distribue des publications, coordonne les PIC du monde entier et s'occupe du site Internet externe de la Banque. Parmi les programmes, on note les Communications du développement, CommNet et le Dialogue du développement relatif aux valeurs et à l'éthique. Les bureaux de la Banque situés à New York, en Europe occidentale et au Japon font partie de ce service.

La SFI et la MIGA gèrent chacune un service de relations des entreprises.

Le service de gestion financière

Pour les postes de directeur financier, contrôleur, gestionnaire de la trésorerie, des prêts, des portefeuilles et des garanties, l'organisation de la Banque mondiale, de la SFI et de la MIGA varie sensiblement.

Les vice-présidences de la Banque mondiale sont :

- La direction financière
- Le contrôle (supervise les départements de responsabilité financière et de prêts)
- Le cofinancement et la mobilisation des ressources (supervise la mobilisation des fonds pour l'IDA et les principales initiatives en matière d'environnement et d'allègement de la dette, gère les fonds fiduciaires et les subventions au développement. Elle est en outre responsable de l'interaction avec les partenaires bilatéraux, les fondations et les banques multilatérales de développement)

- La gestion des stratégies et des ressources (supervise les réformes budgétaires de la Banque et l'amélioration de la capacité analytique de la gestion des ressources)
- La trésorerie (supervise l'administration des actifs et des passifs, notamment l'aide technique aux pays débiteurs, les marchés de capitaux et l'ingénierie financière, les services et les produits financiers ainsi que la gestion des investissements).

La vice-présidence pour la gestion des risques et des portefeuilles de la SFI regroupe les services suivants : contrôle et prévisions budgétaires, responsabilité en chef de l'information, administration des portefeuilles, révision des crédits, opérations financières, gestion des risques et politique financière, opérations spéciales et fonds fiduciaires.

À la MIGA, les services suivants rendent compte directement au vice-président exécutif : garanties et réassurances, direction financière et gestion des risques et des finances, et services de commercialisation des investissements.

Le service général

Responsable de l'agencement et de l'entretien des locaux du siège du Groupe de la Banque et des bureaux situés à l'étranger, ce service est également chargé de l'approvisionnement en biens et services, de la traduction et de l'interprétation, de la sécurité, du soutien aux expéditions, de l'impression et du graphisme, ainsi que des services de courrier électronique, de messagerie et d'alimentation. Dans le cas de la SFI et de la MIGA, certaines de ces responsabilités sont assumées par leur propre bureau d'administration et de gestion des installations.

Les ressources humaines

Ce service traite toutes les questions relatives au personnel. Il fournit des renseignements sur les offres d'emploi et les stages. La Banque mondiale et la SFI disposent chacune de leur propre VP des ressources humaines. À la MIGA, ce domaine relève du Bureau de l'administration centrale. La VP des ressources humaines de la Banque mondiale oriente tous les nouveaux membres du personnel et est à la tête d'un programme d'échange avec d'autres organisations et sociétés.

Outre ces services, il existe le Système de résolution des conflits du Groupe de la Banque. Cette association de responsables indépendants traite les problèmes rencontrés sur le lieu de travail, tels que les conflits et les questions d'éthique relatifs au règlement du personnel, les augmentations salariales, les promotions professionnelles et les boni. Par ailleurs, l'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale, une organisation indépendante et bénévole, représente les droits et les intérêts des employés.

Le département informatique

Ce service construit et gère les infrastructures des technologies de l'information et de la communication du Groupe de la Banque. Il est dirigé par le responsable en chef de l'information, qui est également chargé de la surveillance de la bibliothèque. La SFI dispose d'un service à part dans ce domaine.

Les services juridiques

La Banque mondiale, la SFI et la MIGA comptent leur propre VP juridique, chacun étant dirigé par son conseil général respectif. Chacun fournit des services juridiques à son institution et garantit le respect de sa charte, de ses politiques et de ses règles au cours des activités. La réforme juridique et judiciaire dans les pays en développement constitue un de leurs objectifs.

Le bureau du président

Ce bureau aide le président du Groupe de la Banque mondiale dans l'exercice de ses fonctions et tient à jour les informations relatives à ses voyages, interviews et discours.

L'évaluation des opérations

À la Banque mondiale, le Département de l'évaluation des opérations (*OED*) est un service indépendant qui rend compte directement au Conseil des Administrateurs. Quant à ceux de la SFI et de la MIGA, ils rendent chacun compte au vice-président exécutif de leur institution. Leur mission est d'évaluer les résultats du travail du Groupe de la Banque et d'offrir des recommandations pertinentes. L'OED intervient dans la phase d'évaluation de tous les projets de la Banque mondiale, comme nous le verrons dans les grandes lignes dans le chapitre 3. Il soutient également le développement des compétences d'évaluation dans les pays receveurs.

D'autres services s'apparentent à l'OED de par leur mission : le Département du conseiller/médiateur en matière de conformité de la SFI et de la MIGA, le Bureau des conflits d'intérêt, qui s'occupe des services mixtes de la Banque et de la SFI, et le Groupe d'Assurance de la Qualité de la Banque mondiale.

Par ailleurs, la Banque mondiale a mis sur pied un Panel d'inspection indépendant. Il s'agit d'un organe de trois membres auquel les citoyens des pays en développement peuvent s'adresser s'ils jugent qu'eux ou que leurs intérêts ont été ou pourraient être directement lésés par un projet financé par la Banque mondiale.

La politique des opérations et services nationaux

Organisé davantage comme un réseau thématique, ce service dirige et coordonne toutes les questions opérationnelles relatives à la conduite des affaires. Il contrôle l'application des politiques de la Banque et s'assure que les équipes jouissent d'un important soutien du personnel et des services qui offrent les prestations essentielles. Consulter le chapitre 3 pour obtenir des informations détaillées sur les procédures et les politiques du Groupe de la Banque.

L'Institut de la Banque mondiale

Souvent désigné par son sigle WBI ou IBM, ce service est le premier en matière de formation et d'éducation du Groupe de la Banque. Il dirige les formations, donne son avis sur la politique et crée, en plus de les soutenir, les réseaux de connaissance liés au développement social et économique international. L'apprentissage à distance et les autres technologies émergentes d'enseignement et de formation font partie de ses objectifs. L'IBM sert les intérêts des pays membres, les clients et le personnel du Groupe de la Banque ainsi que d'autres personnes qui travaillent dans la lutte contre

la pauvreté et pour le développement durable. Pour plus d'informations sur les services organisationnels du Groupe de la Banque mondiale, consulter <http://web.worldbank.org/WBSITE/PAGE/INTERNET/EXTERNAL/EXTABOUTUS/0,,contentMDK:20040598~menuPK:34619~pagePK:34542~piPK:36600~theSitePK:29708,00.html>.

Les relations avec le FMI et les Nations Unies

Agence indépendante spécialisée des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale travaille surtout en étroite collaboration avec une organisation de l'ONU similaire : le FMI. Ces relations sont expliquées plus loin (consulter aussi la ligne du temps de l'histoire de l'appendice B).

Les institutions de Bretton Woods

Tous deux constitués en 1944 lors d'une conférence regroupant les dirigeants du monde entier à Bretton Woods, dans le New Hampshire, la Banque mondiale et le FMI devaient replacer l'économie internationale sur des bases saines au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. De par leurs origines communes, ces deux organisations sont parfois appelées collectivement « institutions de Bretton Woods ». Le Groupe de la Banque et le FMI travaillent en étroite collaboration, disposent de structures de direction similaires et entretiennent le même genre de relations avec les Nations Unies et ont leur siège non loin l'un de l'autre. Seuls les pays qui sont déjà membres du FMI peuvent adhérer aux institutions du Groupe de la Banque. Cependant, le Groupe de la Banque et le FMI restent des organisations distinctes. Leur travail est complémentaire, mais le rôle de chacune est relativement différent.

Les principales distinctions entre la mission du Groupe de la Banque et celle du FMI sont les suivantes :

- Le Groupe de la Banque n'octroie des prêts qu'aux économies en développement ou en transition, alors que tous les pays membres, riches comme pauvres, peuvent bénéficier des services et des capitaux du FMI.
- Les prêts du FMI sont uniquement destinés aux problèmes économiques à court terme. Ils apportent un soutien général à la balance nationale des paiements et aux réserves internationales lorsque ce pays entreprend une action politique pour se concentrer sur ses difficultés. Le Groupe de la Banque, quant à lui, est principalement concerné par les problèmes à plus long terme. Il cherche à intégrer les pays dans l'économie mondiale élargie et à promouvoir la croissance économique en vue de réduire la pauvreté.
- Le FMI donne la priorité aux succès macroéconomiques des pays, ainsi que sur les politiques financières et macroéconomiques. Le Groupe de la Banque va plus loin, il cible des secteurs particuliers d'une économie nationale et se concentre sur des projets de développement spécifique ainsi que sur des questions plus larges de politiques à mettre en œuvre.

Il existe quelques services mixtes du FMI et du Groupe de la Banque, notamment le réseau des bibliothèques, les services de santé et le bureau des conférences

du FMI et de la Banque, qui planifie et coordonne les assemblées annuelles et les assemblées de printemps. Le personnel des deux institutions forme la Coopérative mixte d'épargne et de crédit du personnel du FMI et de la Banque, mais cet organe est indépendant des institutions.

Le Comité de développement et le Comité financier et monétaire international

Le Comité de développement est un forum du Groupe de la Banque et du FMI qui pousse à la formation d'un consensus sur les questions relatives au développement au sein des gouvernements. Connu sous le nom de Comité ministériel mixte des Conseils de la Banque et du Fonds sur le transfert des ressources réelles vers les pays en développement, cette assemblée a été fondée en 1974.

Sa mission est de fournir des recommandations aux Conseils des Gouverneurs des deux institutions sur les questions importantes du développement et sur les ressources financières nécessaires à la promotion de l'essor économique des pays en développement. Au fil du temps, le comité y a ajouté les questions relatives au commerce et à l'environnement mondial en plus des questions traditionnelles du développement.

Le comité se compose de 24 membres, généralement des ministres des finances et du développement, qui représentent tous les pays du Groupe de la Banque et du FMI. Ils sont désignés par les États (ou groupe d'États) représentés dans les Conseils des Administrateurs des deux institutions. Le président est choisi parmi les membres du comité et est assisté par un secrétaire de direction élu par le comité. Le Comité de développement se réunit deux fois l'an.

La structure, le processus de sélection des membres et le calendrier de réunion du Comité du Fonds monétaire international, ou CFMI, sont sensiblement identiques. Il émet des suggestions au Conseil des Gouverneurs du FMI. Cependant, à la différence du Comité de développement, le CFMI est seulement un organe du FMI.

Les Assemblées annuelles et de printemps

Chaque année, au mois de septembre ou d'octobre, les Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du FMI se réunissent lors d'une assemblée annuelle pour débattre d'une série de questions liées à la lutte contre la pauvreté, au développement économique international et à la finance. Ces assemblées fournissent un forum pour la coopération internationale et permettent aux deux institutions de servir au mieux les intérêts de leurs pays membres. Le Comité de développement et le CFMI y sont officiellement convoqués.

Traditionnellement, ces assemblées se déroulent à Washington, D.C., deux ans sur trois, et dans un autre pays membre la troisième année. Les dernières assemblées hors Washington, D.C., ont eu lieu à Hong Kong, en Chine (1977) et à Prague, en République tchèque (2000). Les assemblées de 2003 sont prévues à Dubaï, dans les Émirats arabes. En plus de ces assemblées, le Groupe de la Banque et le FMI organisent une série de réunions pour faciliter l'interaction entre les gouvernements, le personnel du Groupe de la Banque et du FMI, les organisations non gouvernementales (ONG), les journalistes et le secteur privé.

Le Comité de développement et le CFMI se réunissent également en mars ou en avril de chaque année pour discuter des avancées des travaux du Groupe et du Fonds. À l'instar des assemblées annuelles, un certain nombre d'activités y sont organisées pour impliquer la presse, les ONG et le secteur privé. Cependant, les sessions plénières des Conseils des Gouverneurs des deux institutions ne sont programmées que pour les assemblées de septembre ou octobre.

L'Agence spécialisée des Nations Unies

La coopération entre le Groupe de la Banque et les Nations Unies est en place depuis la création des deux institutions (en 1944 et 1945, respectivement) et donne la priorité aux aspects socioéconomiques communs : la lutte contre la pauvreté, la promotion du développement durable et l'investissement dans les personnes, par exemple. En plus d'avoir un agenda commun, elles partagent pratiquement les mêmes membres : seuls quelques pays membres de l'ONU ne font pas partie de la BIRD.

Les rapports entre la Banque mondiale et les Nations Unies sont définis dans un accord de 1947 qui confère à la Banque, aujourd'hui Groupe de la Banque, le statut d'agence spécialisée indépendante des Nations Unies (et d'observateur dans de nombreux organes de l'ONU, notamment l'Assemblée Générale). De par cette position, le Groupe est régi par les articles du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC). Ces dernières années, l'ECOSOC dirige une réunion de la plus haute importance avec les institutions de Bretton Woods immédiatement après l'assemblée de printemps. Le président du Groupe de la Banque est également membre du Comité de coordination du système des Nations Unies (CEB), qui se rassemble deux fois l'an. Autre rôle prépondérant de la Banque : elle soutient les opérations chapeautées par l'ONU, comme la Conférence internationale sur le financement du développement et le Sommet mondial sur le développement durable. La Banque apporte des connaissances sur les défis nationaux et formule des recommandations en matière de politique internationale.

En collaboration avec d'autres programmes et fonds de l'ONU, le Groupe de la Banque tente de coordonner les politiques à mettre en œuvre, les subventions et l'exécution des projets. Il aide à la préparation de la plupart des conférences mondiales des Nations Unies et y participent. Il joue également un rôle considérable dans le suivi, et surtout dans la mise en œuvre, des objectifs nationaux.

Vous trouverez de plus amples informations sur la collaboration du Groupe de la Banque et des agences des Nations Unies dans la partie relative aux partenariats du chapitre 3.



La salle de transactions de la Trésorerie de la Banque mondiale

Le fonctionnement du Groupe de la Banque mondiale

Ce chapitre traite du fonctionnement de base du Groupe de la Banque. Ses activités se recoupent sur de nombreux points, mais ce chapitre est organisé comme suit :

- *Les stratégies.* Cette partie explique la structure générale du Groupe de la Banque dans sa lutte contre la pauvreté, ainsi que les stratégies spécifiques à chaque pays et à divers secteurs du développement.
- *Les politiques et les procédures.* Cette partie donne un aperçu des politiques et des grandes lignes opérationnelles que le Groupe de la Banque a établies pour garantir la qualité et l'impartialité dans ses projets.
- *Les finances du Groupe de la Banque.* Cette partie offre une vue d'ensemble du financement et de l'utilisation des fonds des institutions du Groupe de la Banque.
- *Les produits et les services.* Le Groupe de la Banque offre toute une série de services pour soutenir les actions de développement et de lutte contre la pauvreté dans les pays membres. Vous trouverez dans cette partie des détails concernant la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).
- *Les projets de la Banque mondiale.* Cette partie traite des étapes classiques d'un projet et des documents que chaque étape génère. Vous y trouverez également les sources pour obtenir des détails sur ces projets.
- *Les projets de la SFI.* Cette partie traite des phases traditionnelles par lesquelles passe un projet de la SFI.
- *Les partenariats.* Cette partie donne un aperçu des différents types de partenaires avec qui travaille le Groupe de la Banque, notamment les institutions affiliées dont les secrétariats se situent au siège de Washington, D.C.
- *Le personnel, les consultants et les fournisseurs.* Cette partie fournit des détails sur le personnel et les possibilités professionnelles au sein du Groupe de la Banque : débouchés, stages et bourses d'études. Elle offre également des liens vers les renseignements de base nécessaires pour se mettre en rapport avec le Groupe de la Banque.



Les stratégies

Cette partie traite des principales stratégies d'orientation du travail du Groupe de la Banque. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter <<http://www.developmentgoals.org>>.

Les Objectifs de développement pour le Millénaire

Les Objectifs de développement pour le Millénaire définissent (et quantifient) ce qui pourrait être fait pour améliorer la vie des populations les plus pauvres de la planète. Ils visent à lutter contre la pauvreté tout en améliorant la santé, l'éducation et l'environnement. 189 pays les ont approuvés lors de l'Assemblée générale du millénaire des Nations Unies à New York, en septembre 2000. Ils fixent une priorité aux efforts du Groupe de la Banque mondiale, d'autres organisations multilatérales, de gouvernements et d'autres partenaires de la communauté du développement : arriver à des améliorations considérables et mesurables.

Parfois désignés par leur sigle ODM, les Objectifs de développement pour le Millénaire sont le fruit des consensus et des résolutions nés lors des conférences mondiales organisées par les Nations Unies dans les années 1990. Chaque objectif doit être atteint d'ici 2015 et il faut enregistrer des progrès considérables par rapport à 1990.

Pour en obtenir la liste, voir encadré 3.1. Bien que les objectifs soient parfois numérotés, il ne faut en aucun cas interpréter leur ordre d'apparition comme un indice de priorité ou d'urgence.

Les objectifs établissent des critères d'évaluation des résultats pour les pays en développement, pour les États riches qui participent au financement des programmes de développement et pour les institutions multilatérales qui aident les pays à les appliquer. Les sept premiers objectifs sont complémentaires et visent à lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes. Le dernier (le partenariat mondial pour le développement) porte sur les moyens à mettre en œuvre afin d'atteindre les sept autres. Parmi les pays les plus pauvres du monde, nombreux sont ceux qui auront besoin d'une aide supplémentaire et qui devront se tourner vers les pays riches pour l'obtenir. Les pays pauvres très endettés nécessiteront une assistance supplémentaire pour réduire leur dette. Les nations du monde entier y trouveront leur compte si les barrières commerciales tombent, facilitant ainsi le libre-échange des biens et des services.

Mais atteindre ces objectifs représente un défi énorme. C'est pourquoi seuls les partenariats entre le Groupe de la Banque, l'*UN Development Group*² (ou UNDG) et les autres organisations sont à même d'assurer la coordination et la complémentarité des efforts déployés. L'UNDG est formé d'un grand nombre de fonds, d'agences et de programmes des Nations Unies engagés dans l'aide au développement et activités apparentées. Le Groupe de la Banque y participe et, en plus soutient la structure afin d'augmenter la cohérence et la coopération au sein des opérations de développement des Nations Unies.

² Organe de coordination des agences de développement de l'ONU (N.d.T.).

Les Objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015-

Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim

- Diminuer de moitié le nombre de personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour.
- Diminuer de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim.

Réaliser l'enseignement primaire universel

- Garantir un enseignement primaire complet pour les enfants, indépendamment de leur sexe.

Promouvoir l'égalité des sexes et émanciper des femmes

- Éliminer les discriminations sexuelles à tous les niveaux de l'enseignement.

Réduire la mortalité infantile

- Réduire de 2/3 le taux de mortalité chez les moins de cinq ans.

Améliorer la santé maternelle

- Réduire de 75 % le taux de mortalité chez les mères.

Lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies

- Faire reculer le VIH/SIDA.
- Ne plus enregistrer de nouveaux cas de malaria et autres grandes affections.

Assurer la viabilité de l'environnement

- Intégrer le développement durable dans les politiques nationales et inverser la détérioration de l'environnement.
- Diminuer de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable.
- Améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles.

Établir un partenariat mondial pour le développement

- Augmenter l'aide officielle au développement.
- Élargir l'accès aux marchés.
- Encourager un niveau viable de la dette.

Pour le Groupe de la Banque, tout comme pour les autres agences, le défi des Objectifs de développement pour le Millénaire constitue un point de départ pour toutes les opérations. Consulter le site des ODM sur <<http://www.developmentgoals.org>>.

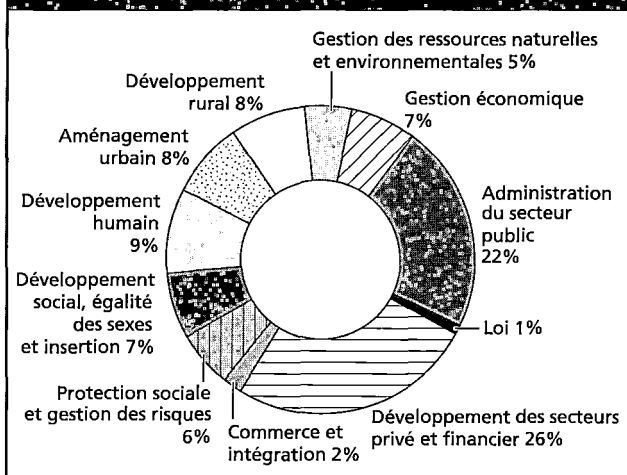
Les directions et la structure des stratégies

En 2001, deux documents exposaient dans les grandes lignes la stratégie de travail du Groupe de la Banque mondiale pour les cinq années suivantes. Le Cadre stratégique (SFP) aligne les efforts du Groupe de la Banque sur les objectifs de développement international affirmés dans la Déclaration pour le Millénaire et précise la manière dont on soutiendra ces objectifs tout en attirant l'attention sur les défis à venir. Les Directions stratégiques (SDP) planifient la mise en œuvre des principaux points de la stratégie du SFP pour la période allant de 2002 à 2004.

Les stratégies thématiques et sectorielles

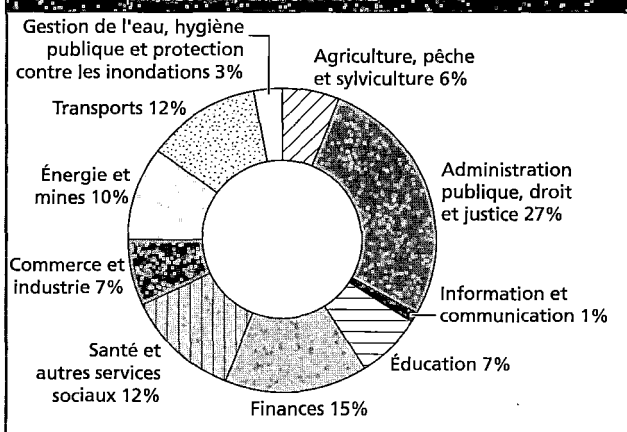
Les stratégies thématiques et sectorielles abordent les multiples facettes de la lutte contre la pauvreté : le VIH/SIDA, l'environnement, la participation, la décentralisation du pouvoir, etc. En plus de fournir une estimation de la justesse et des retombées des politiques menées par le Groupe de la Banque, ces stratégies permettent

Figure 3.1. Volume total des prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002



d'orienter le travail à venir dans un secteur donné. Dans un souci de constante remise à jour, elles sont revues tous les trois ans. Pour ce faire, le Groupe consulte un éventail varié d'actionnaires sur toute une série de points. Ce procédé permet la formation d'un consensus au sein du Groupe de la Banque et renforce les relations avec les partenaires extérieurs. Voir les figures 3.1 et 3.2 concernant le volume total actuel des prêts par thème et par secteur.

Figure 3.2. Volume total des prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002



De nombreuses stratégies sectorielles sont disponibles sur les sites de la Banque mondiale, certaines moyennant achat des publications. Consulter l'appendice G pour obtenir une liste des secteurs et des thèmes ainsi que leurs codes.

Le Cadre de développement global

Le Cadre de développement global, ou CDF, est une approche particulière où les politiques de développement et de lutte contre la

pauvreté relèvent des pays concernés : ils les administrent et elles leur appartiennent. Le CDF souligne l'interdépendance entre tous les aspects du développement, qu'il soit social, structurel, humain, administratif, environnemental, économique ou financier. Il vise à corriger les défauts historiques de nombreux programmes d'aide qui portaient souvent sur un domaine limité et rencontraient peu de soutien du pays concerné.

En particulier, le CDF prône :

- Une stratégie holistique à long terme dirigée par un pays à la fois propriétaire et administrateur de son programme de développement, tandis que le Groupe de la Banque et les autres partenaires définiraient chacun leur soutien dans leur domaine d'activité respectif.

- Un renforcement des partenariats entre les gouvernements, les donateurs, la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes du développement dans la mise en œuvre de la stratégie nationale.
- Une priorité transparente accordée aux résultats obtenus en matière de développement pour améliorer les succès pratiques de la lutte contre la pauvreté.

Le CDF n'est pas un plan qu'on applique aveuglement à tous les pays. C'est une nouvelle façon de travailler pour rentabiliser davantage les efforts dans un monde handicapé par la pauvreté et la détresse. Pour plus d'informations sur le sujet, consulter <<http://www.worldbank.org/cdf>>.

Les stratégies de lutte contre la pauvreté

Les stratégies de lutte contre la pauvreté concrétisent la nouvelle approche définie par le CDF. Auparavant, les organisations donatrices appliquaient des plans types aux pays, mais aujourd'hui les nations pauvres élaborent leurs propres stratégies de lutte contre la pauvreté (voir encadré 3.2) : ce sont les Cadres stratégiques de lutte

Encadré 3.2

Les stratégies de lutte contre la pauvreté : étapes fondamentales

Il n'existe aucun plan de renforcement des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'une méthode qui reflète davantage les caractéristiques et les facteurs propres à chaque pays. Idéalement le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) doit présenter les traits suivants :

- *Une description du procédé de participation utilisé lors de l'élaboration de la stratégie.* Un bon CSLP précise le type de discussions tenues, leur fréquence et l'endroit où elles ont eu lieu. Il résume également les principaux points soulevés et les opinions des intervenants. Enfin, il établit un compte rendu des conséquences des débats sur la conception de la stratégie et examine le rôle de la société civile dans l'exécution et le contrôle à venir du projet.
- *Une analyse complète de la pauvreté.* Un bon CSLP dresse le portrait des démunis et de leur habitat sur base de données réelles. Grâce à cette description, le CSLP peut examiner les facteurs macroéconomiques, sociaux, structurels et institutionnels qui freinent la croissance et entravent le recul de la pauvreté.
- *Des priorités clairement établies et des évaluations des coûts des politiques macroéconomiques, structurelles et sociales.* Par une meilleure compréhension de la pauvreté et de ses causes, un bon CSLP expose les politiques macroéconomique, structurelle et sociale des stratégies de lutte contre la pauvreté. La priorité doit être, autant que possible, accordée à ces directives. L'évaluation des coûts permet une approche plus réaliste, le but étant que ces projets ne se limitent pas à une simple liste de souhaits.
- *Des objectifs, des indicateurs et des systèmes de contrôle et d'évaluation des progrès adaptés.* Un bon CSLP définit des objectifs de lutte contre la pauvreté à moyen et à long terme (monétaires et non-monétaires), établit des indicateurs de progrès et fixe des objectifs annuels et à moyen terme. Pour bien faire, il faut une évaluation exacte de la pauvreté et de la capacité institutionnelle pour pouvoir contrôler les progrès. Idéalement, les indicateurs et les objectifs doivent correspondre aux choix politiques de la stratégie. Enfin, un bon CSLP contient une estimation des systèmes d'évaluation et de contrôle du pays et définit, dans la mesure du possible, les mécanismes qui y participent.

contre la pauvreté (ou CSLP). C'est dès lors sur eux que reposent les crédits de l'IDA de la Banque mondiale, les prêts analogues du Fonds pour la lutte contre la pauvreté et la croissance du FMI et l'allègement de la dette prévue par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Un CSLP est un document actualisé chaque année qu'un pays prépare en collaboration avec la Banque et le FMI. On s'attend à ce qu'il ait une portée globale, qu'il soit axé vers le partenariat et que la société civile et le secteur privé participe à son élaboration. Il décrit les moyens que le pays à imaginer pour favoriser la croissance et lutter contre la pauvreté grâce à des programmes d'ajustement économique étalés sur trois ans et axés sur des politiques macroéconomique, structurelle, sociale, etc. De plus, il dépeint les besoins financiers externes connexes et les principales sources de financement. Le *Recueil de textes sources relatifs aux stratégies de lutte contre la pauvreté* de la Banque mondiale aborde divers secteurs du développement et sert de référence lors de l'élaboration d'un CSLP. Il s'agit d'un document électronique en constante évolution, mais il en existe également une version CD-ROM. Pour consulter les CSLP et obtenir les liens vers les documents, taper <<http://www.worldbank.org/prsp>>.

Pendant la phase de préparation de son CSLP, un pays peut soumettre un projet intermédiaire afin d'empêcher que l'aide n'arrive en retard. Ce document doit faire le point sur la stratégie en cours de lutte contre la pauvreté et tracer la route que le pays va emprunter pour terminer son CSLP. À la réception du document intermédiaire ou définitif, la Banque mondiale et le FMI mènent conjointement une enquête d'évaluation, en fonction de quoi leurs conseils respectifs jugent de la santé du projet avant de poursuivre l'aide et l'allègement de la dette.

Les Stratégies d'assistance aux pays

Le Groupe de la Banque développe une Stratégie d'assistance au pays (CAS) pour chaque État client. C'est le principal instrument qu'utilise le Conseil des Administrateurs lorsqu'il réexamine l'aide aux débiteurs de l'IDA et de la BIRD. Sur base d'une estimation des priorités nationales, du rendement passé des portefeuilles et de la solvabilité, la CAS établit le niveau et la composition de l'aide financière et technique que la Banque envisage de fournir à ce pays.

Le gouvernement national prend part à la préparation de la CAS. Avant que le Conseil ne se prononce dessus, ses composantes principales font l'objet de discussions avec le pouvoir exécutif et, souvent, avec des représentants de la société civile. Cependant, ce document n'est pas le fruit de négociations. La moindre différence entre le programme du pays et la stratégie que préconise le Groupe de la Banque y est soulignée. Même si, comme le précise le CSLP, la stratégie de développement appartient au pays, le Groupe de la Banque se sert en particulier de la CAS pour répondre de son analyse et de son soutien à divers programmes devant ses actionnaires.

Normalement, les CAS centralisent les activités du Groupe de la Banque pour une durée de trois ans. Celles des grands pays sont revues plus fréquemment, chaque année parfois. Après que le Conseil de la Banque a réexaminé toutes les CAS, la Banque publie un avis d'information au public et le résumé des discussions du pré-

sident. Le texte intégral de la CAS peut être rendu public si le gouvernement le souhaite.

Pour de plus amples informations sur l'objectif, le processus et le contenu des CAS (et pour en obtenir une liste), consulter <<http://www.worldbank.org/cas>>.

Les politiques et les procédures

Le Groupe de la Banque mondiale a établi des politiques et des procédures afin de s'assurer que ses opérations reposent sur des bases saines sur le plan économique, financier, social et environnemental. Il souhaite par là que les populations défavorisées profitent davantage de ses activités. Chaque opération doit respecter ces politiques et procédures pour garantir sa qualité, son intégrité et sa conformité par rapport à la mission, aux priorités et aux objectifs stratégiques du Groupe. Elles figurent dans le Manuel opérationnel (notamment les politiques rigoureuses de protection des projets relatifs aux femmes, à l'environnement, aux populations autochtones et aux autres questions délicates), elles sont examinées minutieusement lors de leur formulation et font l'objet d'un contrôle de conformité une fois approuvées.

La vice-présidence OPCS (Politique opérationnelle et services aux pays) dirige et coordonne toutes les affaires relatives aux politiques opérationnelles. Les vice-présidences des réseaux thématiques sont responsables de la formulation et de la révision des politiques ainsi que du contrôle de conformité. Les vice-présidences régionales doivent, quant à elles, répondre de la conformité de toutes les procédures et politiques opérationnelles.

Le Manuel opérationnel

Le Manuel opérationnel du Groupe de la Banque mondiale est disponible sur Internet. Le volume I traite des principaux objectifs de développement de la Banque et des moyens mis en œuvre pour les atteindre. Le volume II aborde les conditions d'obtention de prêts de la Banque. Le manuel comprend plusieurs sortes de documents opérationnels : les politiques, les procédures bancaires, les bonnes pratiques et les directives. Cet ouvrage est disponible sur <<http://www.worldbank.org/opmanual>>.

Les définitions et les documents des politiques

Les politiques opérationnelles (PO) sont de brèves déclarations qui se focalisent sur des points précis. Elles découlent des Statuts de la Banque, des politiques et des conditions générales approuvées par le Conseil des Administrateurs. Elles établissent les paramètres de la conduite des opérations, définissent les situations exceptionnelles et expliquent bien clairement qui autorise ces exceptions. Les procédures de la Banque (PB) expliquent la manière dont le personnel de la Banque appliquent les PO en décrivant les procédures et documents qui garantissent la qualité et l'harmonie de l'ensemble des activités de la Banque. Les bonnes pratiques (BP) fournissent des conseils et des orientations sur la mise en œuvre des politiques (par exemple l'historique du problème, le contexte sectoriel, la structure analytique et

des exemples de bonne pratique). Les directives opérationnelles (DO) mélangent politiques, procédures et orientations. Elles sont progressivement remplacées par les PO, les PB et les BP.

Les PO et les PB sont détaillées dans le Manuel opérationnel. Les DO en cours y figurent également. Quant aux BP, elles relèvent des divers services responsables des politiques spécifiques.

Les politiques de sauvegarde

Les politiques de sauvegarde sont conçues pour que les opérations de la Banque profitent aux populations et à l'environnement plutôt que de leur nuire. Au nombre de 10, elles englobent l'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et les politiques qui entrent dans les catégories suivantes : propriété culturelle, zones sous litige, sylviculture, populations autochtones, voies d'eau internationales, réinstallation forcée, habitats naturels, lutte intégrée contre les parasites et sécurité des barrages. La Banque fait passer chaque proposition par un filtre environnemental afin de déterminer la portée et le type précis d'EIE à entreprendre et d'établir si le projet est susceptible de déclencher d'autres politiques de sauvegarde. La Banque classe ensuite la proposition de projet dans une des quatre catégories (A, B, C et FI) selon son type, son lieu, son degré de vulnérabilité, sa portée et la nature et l'ampleur de ses répercussions éventuelles sur l'environnement.

Les projets de la catégorie A doivent être soumis à une EIE complète et intégrale. Ceux de la catégorie B exigent une évaluation moins pointilleuse et la catégorie C n'en requière aucune. Un projet classé dans les catégories A, B ou C peut toutefois activer d'autres politiques de sauvegarde. Dans ce cas, il s'avère indispensable de procéder à des évaluations supplémentaires portant précisément sur ces politiques. La catégorie FI comporte des projets secondaires que la Banque finance par le biais d'intermédiaires financiers et qui risquent de nuire à l'environnement. Les études d'impact présentent des mécanismes de surveillance et d'évaluation du public.

Le débiteur est responsable des évaluations d'impact exigées par les politiques de sauvegarde et reçoit l'aide générale du personnel de la Banque. La vice-présidence des affaires juridiques de la Banque surveille le respect des politiques relatives aux voies d'eau internationales et aux zones sous litige, tandis que le réseau du Développement socialement et écologiquement durable (ESSD) contrôle toutes les autres politiques de sauvegarde.

L'élaboration et la révision des politiques

La vice-présidence OPCS (Politique opérationnelle et services aux pays) de la Banque oriente l'élaboration et la révision des politiques. Ce processus relève de la vice-présidence du réseau correspondante. Pour ce faire, on rassemble le personnel expérimenté de la région et du réseau, des juristes et des législateurs. Si la politique est de nature complexe, la tâche peut prendre plusieurs années et conduire à des avant-projets et des révisions à répétition. Une première ébauche est esquissée, souvent sur base du travail de stratégie thématique ou sectorielle intéressant la politique en voie de formulation. Elle est ensuite soumise, pour enrichissement, aux experts internes, aux clients, à des spécialistes externes et à divers partenaires comme

les organisations non gouvernementales et le grand public. Finalement, elle est transmise, pour approbation, aux services responsables, aux directeurs de la Banque et au Conseil des Administrateurs.

Certaines politiques ont été revues récemment ou font encore l'objet d'une révision actuellement. Citons, à titre d'exemple, celles relatives aux prêts d'ajustement, aux industries d'extraction, à la sylviculture, à la réinstallation forcée et au Programme de stratégie de lutte contre la pauvreté du FMI et de la Banque mondiale.

Le contrôle de la conformité

La crédibilité de la Banque repose sur la mise en œuvre efficace de ses politiques. L'OPCS est chargé de vérifier que les projets soient en harmonie avec les politiques et œuvre pour le renforcement des mécanismes de contrôle de la conformité. Ce service collabore avec les autres vice-présidences et diverses organisations du Groupe.

La Banque a également mis sur pied le Panel d'inspection, un forum indépendant pour les particuliers qui estiment que leurs droits ou intérêts ont été, ou pourraient être, affectés par un projet financé par la Banque. Si des habitants de la zone concernée par le projet considèrent qu'ils ont été lésés parce que la Banque n'a pas respecté ses politiques et procédures ou qu'ils sont susceptibles de l'être si elle n'y parvient pas, ils peuvent, soit d'eux-mêmes soit par l'entremise d'un représentant, demander au Panel d'inspection de réexaminer le projet. Consulter <<http://www.worldbank.org/inspectionpanel>>.

La diffusion d'informations

Les objectifs de la politique de diffusion de la Banque sont importants : faire preuve d'ouverture au niveau de ses activités, expliquer sa mission à un maximum de personnes et promouvoir un esprit de transparence et de responsabilisation dans le processus de développement. La Banque s'emploie à fournir des informations comparées en établissant des rapports et en tirant des leçons des erreurs comme des succès de ses opérations. Cette politique de diffusion a été récemment élargie. Aujourd'hui, la Banque publie un plus grand nombre de documents sur les projets, diffuse les résumés du président sur les débats du Conseil sur les CAS et les Cadre de stratégie sectorielle et offre une approche plus systématique pour accéder à ses archives, par exemple. En outre, elle réexamine régulièrement les clauses et l'exécution de sa politique de diffusion. Pour plus d'informations, consulter <<http://www1.worldbank.org/operations/disclosure>>.

Les politiques fiduciaires

Ces politiques, exposées dans le volume II du Manuel opérationnel, régissent l'utilisation, les flux et l'approvisionnement des fonds de la Banque. La vice-présidence OPCS donne les lignes directrices pour l'acquisition de biens et de services dans le cadre des projets de la Banque. Celles-ci veillent à ce que les fonds soient utilisés pour les fins auxquelles ils sont destinés, dans un souci d'économie, d'efficacité et de transparence. Elles permettent également l'égalité de traitement des soumission-

naires et protègent les projets financés par la Banque de la fraude et de la corruption (voir encadré 3.3). Consulter le site de la politique d'approvisionnement sur <<http://www.worldbank.org/procure>>.

Dans le but de garantir le respect des règles, les projets de la Banque sont régulièrement soumis à des cabinets d'audits indépendants. Toute allégation de fraude ou de corruption est transmise au Comité de surveillance pour suivi et peut, le cas échéant, mener à une enquête. Si les doutes sont fondés, la Banque est en droit de licencier un membre de son personnel, de radier de ses listes les sociétés impliquées dans l'affaire et d'annuler les fonds destinés au contrat en question.

Encadré 3.3

Constat de fraude ou de corruption

Depuis 1998, la Banque mondiale dispose d'une ligne d'urgence sécurisée pour que l'on puisse plus facilement lui signaler les cas de fraude et de corruption dans le Groupe de la Banque mondiale ou dans les projets qu'il finance. Le personnel de la Banque et le grand public peuvent l'utiliser. Une société extérieure de spécialistes formés est chargée de son fonctionnement, 24h/24 et 7jours/7. Des interprètes sont disponibles sur demande. Le numéro vert est le (1-800) 831-0463.

Ce numéro est accessible à partir de la plupart des pays en contactant un opérateur international et en lui demandant d'être mis en communication avec le service d'assistance téléphonique de la Banque mondiale. Pour obtenir une liste des numéros directs des opérateurs AT&T du monde entier, consulter <<http://www.consumer.att.com/global>>.

Les appelants peuvent garder l'anonymat. Les appels ne sont pas enregistrés et la Banque ne cherche pas à identifier le numéro source. Elle ne révèle aucun renseignement qui pourrait induire l'identification d'un appelant à une personne extérieure à l'équipe chargée de l'enquête, à moins qu'elle n'établisse qu'il est coupable d'un délit.

Étant donné que la ligne téléphonique directe n'est pas accessible à partir de tous les pays du monde, deux dispositifs supplémentaires ont été établis pour permettre au personnel du Groupe de la Banque et au grand public d'informer la Banque de pratiques frauduleuses et de tractations malhonnêtes:

- *Le numéro d'appel direct en PCV.* Les personnes peuvent appeler ce numéro pour contacter le service d'assistance téléphonique de la Banque mondiale à partir de n'importe quel endroit du monde et gratuitement. À l'autre bout de la ligne, l'appelant entendra le message d'accueil de la « Ligne internationale ». Ce numéro est le (1-704) 556-7046.
- *La boîte aux lettres directe.* Les personnes qui n'ont pas accès à un téléphone ou qui ne souhaitent pas communiquer par téléphone peuvent contacter la Banque mondiale directement par courrier postal à l'adresse suivante:

PMB 137
4736 Sharon Road, Suite W
Charlotte, NC 28210, USA

Les politiques de la SFI, de la MIGA et du CIRDI

Les politiques et procédures du Groupe de la Banque mondiale s'appliquent aussi à la SFI et à la MIGA, avec certaines variantes spécifiques dans les directives adaptées à leur clientèle :

- Pour obtenir une liste des politiques de la SFI, consulter les politiques et les projets de la SFI sur <<http://www.ifc.org/policies>>.
- Pour obtenir une liste des politiques de la MIGA, consulter les politiques en matière d'environnement et de communication sur <<http://www.miga.org/screens/policies/policies.htm>>.
- Les politiques du CIRDI sont exposées dans ses documents de base, dans des documents supplémentaires et d'autres documents sont disponibles sur le site <<http://www.worldbank.org/icsid>>.

Les finances du Groupe de la Banque

Cette partie donne un aperçu sur les modes de financement des institutions du Groupe de la Banque, leurs méthodes d'aide aux pays en développement et l'élaboration des rapports sur l'état de leurs finances. Pour obtenir plus de détails sur les prêts et autres services d'assistance du Groupe de la Banque, consulter la partie suivante sur les produits et les services.

Le financement et les prêts de la BIRD et de l'IDA

La Banque mondiale rassemble des fonds pour ses programmes de développement en exploitant les marchés de capitaux du monde et, dans le cas de l'IDA, en augmentant les contributions des gouvernements des plus riches États membres.

La BIRD, qui fait office de médiateur pour 50 % des prêts octroyés chaque année par la Banque, réunit pratiquement la totalité de ses fonds sur les marchés financiers. Elle vend des obligations cotées AAA et autres titres de créance pour verser des capitaux à des fonds, des compagnies d'assurance, des entreprises, d'autres banques et des personnes du monde entier. Elle offre à ses débiteurs des taux d'intérêt qui reflètent le coût de l'emprunt. Les prêts doivent être remboursés dans les 15 à 20 ans et le différé de paiement est de 3 à 5 ans avant que ne commence le remboursement.

Moins de 5 % des fonds de la BIRD proviennent des cotisations d'adhésion des pays. Les gouvernements des pays membres achètent un certain nombre de parts en fonction de leur puissance économique relative, mais ne participent qu'à une petite partie de la valeur de ces actions. Le montant impayé peut être récupéré « sur demande » dans le cas où la Banque subirait de pertes telles qu'elle ne serait plus en mesure de payer ses créanciers, mais ce cas de figure ne s'est jamais présenté. Ce capital garanti ne peut être utilisé que pour payer les porteurs d'obligations, et non pas pour couvrir les frais administratifs ou pour octroyer des prêts. Les règles de la BIRD exigent que les parties impayées et déboursées des prêts n'excèdent pas le total cumulé du capital et des réserves.

L'IDA aide les pays trop pauvres pour emprunter aux taux pratiqués sur les marchés, en utilisant des prêts sans intérêt appelés crédits. Ceux-ci représentent plus de

25 % de l'ensemble des prêts de la Banque. Les débiteurs payent des droits de moins de 1 % du crédit pour couvrir les frais administratifs. Le remboursement doit être effectué dans les 35 à 40 ans, avec un différé de paiement de 10 ans.

Près de 40 pays contribuent au financement de l'IDA, dont la reconstitution des ressources a lieu tous les trois ans. Les nations donatrices ne sont pas uniquement des membres industrialisés comme la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. On y trouve également des pays en développement tels que le Botswana, le Brésil, la Hongrie, la République de Corée, la Fédération de Russie et la Turquie, certains États qui, auparavant, étaient débiteurs. Le financement de l'IDA est géré de la même manière que celui de la BIRD. Comme pour cette dernière, il n'y a jamais eu de cessation de paiements sur un crédit de l'IDA.

En date du 30 juin 2002, le volume de prêt cumulé de la BIRD et de l'IDA s'élève à plus de USD 506 milliards (voir tableau 3.1). Pour de plus amples informations sur les lignes de produits et les instruments de prêts de ces deux institutions, consulter la partie suivante sur les produits et les services. Les subventions et les prêts issus de cofinancements et de partenariats viennent souvent s'ajouter aux fonds débloqués par les gouvernements et aux prêts de la Banque mondiale pour former un amalgame d'aides aux pays.

Le financement de la SFI, de la MIGA et du CIRDI

La SFI et la MIGA disposent toutes deux d'un capital actions versé par les pays membres qui votent proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

La SFI effectue des prêts et des investissements en fonds propres, qu'elle finance à partir du capital encaissé et des retenues sur gains effectuées sur ces investissements. Grâce à un important soutien de ses actionnaires, à des notations AAA et à la base considérable du capital encaissé, la SFI a pu réunir sur les marchés de capitaux internationaux les fonds nécessaires pour octroyer des prêts préférentiels.

Outre son capital actions, la MIGA reçoit des fonds de la Banque mondiale pour couvrir une partie de ses frais d'exploitation. Elle demande également des honoraires pour ses services.

Les frais d'exploitation du secrétariat du CIRDI sont financés par le budget de la Banque mondiale, bien que les coûts des procédures individuelles soient assumés par les parties concernées.

Les fonds fiduciaires

Les fonds fiduciaires sont des ententes financières entre une institution du Groupe et un donateur selon lesquelles ce dernier confie à l'organisation des fonds pour une activité spécifique liée au développement.

À la Banque mondiale, le nombre et le montant en dollars de l'ensemble des fonds fiduciaires ont augmenté rapidement au cours de ces dernières années : il existe aujourd'hui plus de 850 fonds fiduciaires en activité, qui déboursent annuellement plus de 1 milliard de dollars. Le service de mobilisation des ressources et de cofinancement est responsable de la supervision générale de leur gestion et de la mobilisation de leurs ressources. En outre, il administre plusieurs programmes essentiels de fonds fiduciaires de la Banque, notamment le Fonds pour l'élaboration de politiques et le perfectionnement des ressources humaines, le Fonds pour le déve-

Tableau 3.1. Volume de prêt cumulé de la BIRD et de l'IDA, classification par pays en date du 30 juin 2002 (montants en millions de USD)

Pays	Total		Pays	Total	
	Nombre	Montant		Nombre	Montant
Afghanistan	24	330,1	Géorgie	28	649,8
Afrique	13	310,3	Ghana	110	4 223,4
Albanie	47	656,9	Grèce	17	490,8
Algérie	70	5 728,4	Grenada	4	26,5
Angola	11	310,8	Guatemala	38	1 325,3
Argentine	114	18 947,4	Guinée	59	1 368,4
Arménie	28	695,9	Guinée-Bissau	23	285,9
Australie	7	417,7	Guyana	29	387,6
Autriche	9	106,4	Haïti	37	629,1
Azerbaïdjan	18	531,1	Honduras	63	1 975,8
Bahamas	5	42,8	Hongrie	40	4 333,6
Bangladesh	174	9 959,8	Islande	10	47,1
Barbades	12	118,4	Inde	434	58 535,0
Belgique	4	76,0	Indonésie	297	29 040,4
Bélize	9	86,2	Iran, République islamique d'	41	2 290,1
Benin	53	784,5	Irak	6	156,2
Biélorussie	4	192,8	Irlande	8	152,5
Bhoutan	9	64,3	Israël	11	284,5
Bolivie	79	2 051,5	Italie	8	399,6
Bosnie-Herzégovine	39	811,5	Jamaïque	66	1 531,0
Botswana	25	296,5	Japan	31	862,9
Brésil	277	31 945,6	Jordanie	68	2 127,0
Bulgarie	26	1 533,1	Kazakhstan	22	1 883,6
Burkina Faso	56	1 187,4	Kenya	125	4 438,2
Burundi	52	829,3	Kirghistan, République du	25	621,4
Cambodge	19	478,3	Laos, Rép. démocratique		
Cameroun	72	2 473,8	populaire du	32	662,6
Cap Vert	17	178,4	Lettonie	18	395,8
Caraïbes	6	126,0	Liban	20	1 048,6
Corée, République de	120	15 757,8	Lesotho	31	486,8
République centrafricaine	27	448,5	Liberia	33	270,5
Tchad	42	876,0	Lituanie	17	490,9
Chili	63	3 703,9	Luxembourg	1	12,0
Chine	239	36 075,9	Macédoine, ex République		
Colombie	165	10 518,6	Yougoslave	26	654,7
Comores	18	119,1	Madagascar	86	2 197,4
Congo, République			Malawi	79	2 080,7
démocratique du	68	1 981,5	Malaisie	88	4 150,6
Congo, République du	24	490,0	Maldives	7	64,9
Costa Rica	40	944,0	Mali	65	1 567,2
Côte d'Ivoire	87	4 930,4	Malte	1	7,5
Croatie	18	983,6	Mauritanie	52	882,7
Chypre	30	418,8	Maurice	37	479,9
République tchèque	3	776,0	Mexique	182	33 821,1
Danemark	3	85,0	Moldovie	18	504,3
Djibouti	15	125,6	Mongolie	17	300,4
Dominique	5	20,3	Maroc	131	8 596,2
République dominicaine	34	918,7	Mozambique	42	2 262,1
Afrique de l'Ouest	1	45,0	Myanmar	33	837,4
Équateur	77	2 760,1	Népal	72	1 634,5
Égypte, République arabe d'	105	6 531,5	Pays-Bas	8	244,0
El Salvador	35	988,8	Nouvelle-Zélande	6	126,8
Guinée équatoriale	9	45,0	Nicaragua	58	1 323,8
Érythrée	11	385,4	Niger	50	1 030,9
Estonie	8	150,7	Nigeria	107	7 832,7
Éthiopie	82	3 888,1	Norvège	6	145,0
Fidji	12	152,9	OECD, Pays de l'	3	37,1
Finlande	18	316,8	Oman	11	157,1
France	1	250,0	Pakistan	196	13 256,7
Gabon	14	227,0			
Gambie	28	259,2			

(suite)

Tableau 3.1 Volume de prêt cumulé de la BIRD et de l'IDA, classification par pays en date du 30 juin 2002 (suite)

Pays	Total		Pays	Total	
	Nombre	Montant		Nombre	Montant
Panama	45	1 273,2	Swaziland	14	112,6
Papouasie- Nouvelle-Guinée	44	899,8	Syrie, République arabe	20	660,5
Paraguay	43	862,4	Taiwan, Chine	18	344,7
Pérou	87	5 298,2	Tajikistan	17	302,1
Philippines	162	11 432,9	Tanzanie	120	4 229,5
Pologne	37	5 384,8	Thaïlande	124	8 104,2
Portugal	32	1 338,8	Togo	42	753,5
Roumanie	66	5 498,4	Tonga	3	10,9
Russie, Fédération de	51	12 560,0	Trinité et Tobago	21	313,6
Rwanda	54	1 073,0	Tunisie	120	5 028,7
Samoa	10	66,0	Turquie	145	20 296,4
São Tomé et Príncipe	10	68,9	Turkmenistan	3	89,5
Sénégal	100	2 327,8	Ouganda	83	3 410,5
Seychelles	2	10,7	Ouzbékistan	12	539,1
Sierra Leone	30	555,9	Ukraine	22	3 222,8
Singapour	14	181,3	Uruguay	49	1 815,1
Slovaquie, République de	4	335,8	Vanuatu	5	18,9
Slovénie	5	177,7	Venezuela, République bolivarienne de	40	3 328,4
Îles Solomon	8	49,9	Vietnam	36	3 862,5
Somalie	39	492,1	Afrique de l'Ouest	5	68,0
Afrique du Sud	12	287,8	Yemen, République	125	1 995,9
Espagne	12	478,7	Yougoslavie, Rep. Fed. (Serbie et Monténégro)	4	171,8
Sri Lanka	89	2 639,4	Yougoslavie, ex	89	6 090,7
Saint Kitts et Nevis	3	12,4	Zambie	78	3 171,4
Sainte Lucie	7	43,6	Zimbabwe	36	1 645,2
Saint Vincent et les Grenadines	4	16,9	Total	8,070	506 545,3
Soudan	55	1 518,9			

veloppement social au Japon, le Fonds fiduciaire ASEM Rencontre Asie-Europe, le Programme de partenariat entre la Banque et les Pays-Bas et le Programme du fonds fiduciaire pour les services de consultants. Consulter la page principale des fonds fiduciaires de la Banque sur <<http://www.worldbank.org/rmc/tf>>.

La SFI utilise les fonds fiduciaires soutenus par des donateurs pour apporter une assistance technique aux divers projets. Afin de déterminer et de soutenir les premiers pas des projets commerciaux viables dans les pays en développement, la SFI a lancé en 1988 le Programme des fonds fiduciaires pour les services d'aide technique. Il fournit entre autre une assistance technique aux chefs d'entreprise lorsqu'ils préparent leur projet et qu'ils envisagent des propositions en accord avec les critères des investisseurs éventuels, notamment la SFI. Ce programme a déjà encouragé environ 1000 projets d'assistance technique dans un grand nombre de secteurs. Il soutient également certains services de conseils en matière de privatisation de la SFI et les activités des marchés de capitaux qui visent à renforcer les institutions du secteur privé. Le rapport annuel de la SFI sur les fonds fiduciaires est disponible sur <<http://www.ifc.org/tatf/ar2002>>.

Les comptes rendus financiers : les rapports annuels du Groupe de la Banque

Chaque institution du Groupe fournit un compte rendu financier détaillé dans son rapport annuel. L'exercice fiscal débute le 1^{er} juillet pour s'achever le 30 juin de l'an-

née suivante. Les rapports reprennent les résultats financiers et les nouvelles activités. Ils comprennent notamment des informations comparatives sur les différentes régions du monde et les divers secteurs du développement où sont intervenues les institutions. L'accès à ces rapports est payant, aussi bien en version papier qu'en version électronique. Ils sont publiés dans un grand nombre de langues et le site contient plusieurs anciens numéros. Pour obtenir les liens électroniques pour les rapports annuels du Groupe de la Banque, consulter la partie « Contacter le Groupe de la Banque mondiale » de l'appendice A.

Les produits et les services

Cette partie traite des produits et services spécifiques que le Groupe de la Banque mondiale fournit (voir encadré 3.4 pour les liens électroniques). Bien qu'il soit mieux connu pour ses services financiers, le Groupe de la Banque fournit également des services d'analyses et de conseils et participe aux processus de formation et de renforcement des capacités dans les pays en développement du monde entier.

Les produits et les services de la Banque mondiale

Les instruments de prêt

La Banque mondiale offre à ses gouvernements clients deux formes essentielles d'instruments de crédit : les prêts d'investissement et d'ajustement. En fonction de sa capacité d'emprunt, un pays membre choisira de devenir débiteur de la BIRD ou de l'IDA pour soutenir un projet. Le fait d'emprunter à la BIRD ou à l'IDA détermine les conditions du prêt (voir encadré 3.5 pour les principaux taux et conditions).

Encadré 3.4

Les liens électroniques pour les produits et les services

La Banque mondiale

Que fait-on : <http://www.banquemondiale.org>

Qu'est-ce que l'IDA : <http://www.worldbank.org/ida>

Les instruments de prêt : sur <<http://www.banquemondiale.org>>, cliquer sur « Projets »

Les prêts et les crédits : <http://www.worldbank.org/loansandcredits>

La SFI

Que fait-on : <http://www.ifc.org/about/what/what.html>

Les produits et les services : <http://www.ifc.org/proserv>

La MIGA

Les produits et les services : <http://www.miga.org/screens/services/services.htm>

Le CIRDI

Les cas : <http://www.worldbank.org/icsid/cases.htm>

Encadré 3.5

Les conditions financières des nouveaux prêts de la Banque mondiale

La BIRD

Commission d'ouverture : 1,0 % du montant du prêt, payable en fonction de son efficacité

Taux de crédit : propre au produit et, dans certains cas, également spécifique à la monnaie

Commission d'engagement : varie en fonction du produit mais 0,75 % du solde non déboursé pour la plupart des prêts. Possibilité d'introduire une demande d'exonération partielle

Échéance : de 15 à 20 ans, avec un différé de paiement de 3 à 5 ans

L'IDA

Prix du service : 0,75 %

Commission d'engagement : de 0,0 à 0,5 % du solde non déboursé (fixé chaque année, mais maintenu à 0,0 % depuis 1989)

Échéance : 40 ans (35 ans pour les pays dits « mixtes »), avec un différé de paiement de 10 ans

Contact

Le Groupe des services et des produits financiers

La Banque mondiale

1818 H Street, NW

MS MC7-708

Washington, DC 20433, États-Unis

Tél. : (1-202) 458-1122

Télécopie : (1-202) 522-2102

Adresse électronique : fps@worldbank.org

Les prêts font partie intégrante du programme de crédit établi dans le CAS qui façonne l'assistance de la Banque (sous forme de prêts comme de services) en fonction des nécessités de développement de chaque débiteur. Pour plus d'informations sur le CAS, voir plus haut dans la partie consacrée aux Stratégies d'aide aux pays. Les opérations de prêt se déroulent en plusieurs étapes, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, dans la partie consacrée aux projets de la Banque mondiale.

Vous trouverez les descriptions complètes des divers instruments de crédit de la Banque dans sa « Brochure sur les instruments de prêt », disponible sur <http://www.banquemondiale.org> en cliquant sur « Projets ». Pour en savoir plus, contacter le Groupe des services et des produits financiers (voir plus haut).

La Banque dispose d'une base de données de recherches électronique pour tous les projets : cliquer sur « Projets » sur la page d'accueil du site de la Banque mondiale. De plus, la Banque affiche des informations sur les derniers prêts et crédits approuvés par son Conseil des Administrateurs : la liste apparaît en cliquant sur « Nouvelles » sur cette même page. Pour plus d'informations, consulter le point consacré aux informations concernant les projets dans la partie sur les projets de la Banque mondiale et l'encadré 3.7.

Les prêts d'investissement

Les prêts d'investissement fournissent un financement à long terme pour une série d'activités visant à créer les infrastructures matérielles et sociales nécessaires à la lutte contre la pauvreté et au développement durable. Au cours des vingt dernières années, ils ont représenté, en moyenne, 75 à 80 % de l'ensemble des crédits de la Banque.

Leur nature a évolué au fil du temps. Centrés à l'origine sur le matériel, les services d'ingénierie, les briques et le mortier, les prêts d'investissement ont fini par se pencher davantage sur le renforcement des institutions, le développement social et les infrastructures des politiques publiques nécessaires à la promotion des activités du secteur privé. Voici quelques exemples de domaines où des projets récents ont été financés :

- La lutte contre la pauvreté dans les villes (participation des entreprises privées dans la construction de nouveaux logements)
- Le développement rural (officialisation des régimes de propriété foncière dans le but d'offrir plus de sécurité aux petits agriculteurs)
- La gestion de l'eau et l'hygiène publique (plus grande efficacité des services de distribution, d'évacuation et d'épuration des eaux)
- La gestion des ressources naturelles (possibilité de formations en exploitation durable de l'agriculture et de la sylviculture)
- La reconstruction à la suite d'un conflit (réintégration des soldats au sein des communautés)
- L'éducation (promotion de l'enseignement pour les filles)
- La santé (établissement de cliniques rurales et formation d'un personnel soignant).

Les prêts d'ajustement

Les prêts d'ajustement fournissent une assistance qui se caractérise par une arrivée rapide de capitaux pour soutenir des réformes structurelles d'un secteur ou de l'ensemble de l'économie d'un pays. Ils soutiennent les changements politiques et institutionnels nécessaires à la création d'un environnement propice à une croissance durable et équitable. Au cours de ces vingt dernières années, les prêts d'ajustement ont représenté, en moyenne, entre 20 et 25 % du total des crédits de la Banque.

Ils ont été conçus dans le but de fournir un soutien aux réformes des politiques macroéconomiques, notamment celles portant sur les politiques commerciale et agricole. Au fil du temps, leurs priorités ont évolué et, aujourd'hui, ils se focalisent davantage sur la réforme des structures, du secteur financier et de la politique sociale. Ils visent en outre à améliorer la gestion des ressources du secteur public.

Voici quelques objectifs actuels des prêts d'ajustement :

- Promotion des structures de concurrence des marchés (réforme du système juridique et de la réglementation)
- Correction des déformations des régimes d'incitation (réforme fiscale et commerciale)
- Instauration de contrôles et de garanties adaptés (réforme du secteur financier)
- Création d'un climat propice aux investissements du secteur privé (réforme judiciaire et adoption d'une réglementation moderne sur les investissements)

- Promotion des activités du secteur privé (privatisation et formation de partenariats privé-public)
- Promotion de la bonne conduite des affaires gouvernementales (réforme de la fonction publique)
- Atténuation des effets pervers à court terme de l'ajustement (création de fonds de protection sociale)

Entre 1990 et 2002, la Banque mondiale a approuvé 420 prêts d'ajustement dans 102 pays pour un montant total de USD 87 milliards. Leur volume a grossi progressivement en réponse à une augmentation des besoins en financement extérieur dans les pays en développement, principalement durant les exercices 1998 et 1999, lors de la crise financière de l'Asie de l'Est et durant l'exercice 2002, à la suite des événements du 11 septembre 2001 et de la récession économique mondiale qui s'en est suivie. Cependant, la Banque cherche à supprimer progressivement les prêts d'ajustement à moyen terme, tout en redoublant son ardeur à améliorer les infrastructures et à lutter contre la pauvreté.

Les cofinancements et les fonds fiduciaires

La Banque aide ses pays membres à obtenir l'aide des cofinancements et des fonds fiduciaires :

- *Les cofinancements.* La Banque cofinance souvent ses projets avec des gouvernements, des banques commerciales, des agences de crédit à l'exportation, des institutions multilatérales et des investisseurs du secteur privé. Les cofinancements officiels (soit par des agences gouvernementales donatrices, soit par des institutions financières multilatérales) constitue la plus grosse source de financement associé pour les opérations d'assistance de la Banque.
- *Les fonds fiduciaires.* Ils permettent à la Banque, en association avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux, de mobiliser des fonds pour des opérations d'investissements, d'allègement de la dette, de reconstructions urgentes et d'assistance technique. Pour plus d'informations sur ces fonds, consulter la partie ci-dessus les concernant.

Les garanties et la gestion des risques

Les garanties favorisent le financement privé en couvrant les risques que le secteur privé n'est, en principe, normalement pas prêt à absorber ou à gérer. Toutes les couvertures de la Banque sont des garanties partielles de dette privée. Ainsi, les risques sont assumés à la fois par la Banque et par les créanciers privés. L'objectif de la Banque est de couvrir les risques qu'elle seule est en mesure de supporter, étant donné son expérience dans les pays en développement et ses relations avec les gouvernements.

La BIRD offre également des produits de protection qui peuvent modifier la nature du risque des obligations de la BIRD d'un débiteur, même si les conditions des prêts particuliers sont fixes. Grâce à ces produits, les débiteurs sont en mesure de gérer les risques dans le cadre de projets, de programmes de prêts ou de gestion souveraine des actifs et des passifs. Les couvertures de la BIRD comportent notamment des modifications de la périodicité des paiements d'intérêts, des garanties de taux plafond et de fourchettes de taux, des échanges de devises dues (ou swaps de monnaies) et, au cas par cas, des swaps sur marchandises.

Pour plus d'informations sur les services de garanties et de gestion des risques, voir les parties suivantes consacrées aux produits et services de la SFI et de la MIGA.

Les subventions

La Banque met à disposition un nombre limité de subventions, qu'elle finance directement ou par le biais de partenariats. Envisagées pour la plupart comme un capital initial pour les projets pilotes sur des technologies et des approches novatrices, elles favorisent la collaboration avec d'autres organisations et une plus grande participation dans les projets de développement. Le Fonds de subvention au perfectionnement (DGF) est responsable de la stratégie générale, des répartitions et de la gestion des activités subventionnées par la Banque. Le DGF a soutenu divers programmes dans des secteurs comme le développement rural, l'environnement, la santé, l'éducation, la politique économique et le développement du secteur privé (consulter la page d'accueil du DGF sur <<http://www.wbi018.worldbank.org/dgf/dgf.nsf>>).

Le partage des connaissances

Depuis toujours, la mission de développement du Groupe de la Banque comprend des services d'analyses et de conseils, ainsi que des formations et des publications utiles. Cependant, depuis la moitié des années 1990, le Groupe de la Banque fait du partage des connaissances un objectif clair de sa politique et s'efforce d'organiser ses activités de formation de connaissances de manière systématique pour développer au maximum les répercussions des informations. Les réseaux thématiques occupent à présent une place de premier ordre dans la structure organisationnelle du Groupe de la Banque et les technologies informatiques ont élargi les possibilités de diffusion des informations.

Les services d'analyses et de conseils

Les recherches menées par la vice-présidence du Développement économique informent le Groupe de la Banque sur les questions relatives à l'environnement, la pauvreté, le commerce et la mondialisation. Les pays clients bénéficient d'un programme de travail sectoriel et économique sur mesure, adapté à leurs propres défis de développement. Le travail sectoriel et économique examine les perspectives économiques d'un pays (notamment ses secteurs bancaire et financier) et les questions concernant le commerce, la pauvreté et un filet de protection sociale. Le Groupe de la Banque établit un diagnostic en collaboration avec les clients et les partenaires. C'est sur base de ce bilan que les travaux seront menés: les résultats constituent souvent l'assise des stratégies d'aide, des programmes d'investissements des gouvernements et des projets soutenus par les prêts de la BIRD et de l'IDA. Une grande partie de ces recherches sont disponible via le moteur de recherche de la Banque mondiale (<<http://econ.worldbank.org>>).

En association avec les réseaux thématiques, le Groupe de la Banque a établi des services de conseils pour fournir des informations et des connaissances sur les multiples facettes de la mission de la Banque. À titre d'exemples, citons les services de Développement socialement et écologiquement durable; de Santé, nutrition et population; du secteur financier et du droit et de la justice. Les Services de conseils sont destinés aux clients et au personnel du Groupe de la Banque, aux autres orga-

nisations de développement et au grand public. Le portail principal pour les Services de conseils du Groupe de la Banque est la page « Ask Us », qui fournit les contacts pour de nombreux aspects spécifiques du travail de cette organisation. Consulter <<http://www.worldbank.org/ks/askus>>.

Certains réseaux, secteurs et groupes thématiques du Groupe de la Banque mettent aussi des outils à disposition des personnes qui travaillent dans leur domaine de prédilection du développement. Parmi ces outils, on trouve la conception des projets, la gestion et le contrôle, les critères en matière de droit, de finance et d'acquisition, l'égalité des sexes, l'alimentation et la nutrition, et les garanties de réinstallation forcée.

L'apprentissage et le renforcement des compétences

Le Groupe de la Banque dirige des programmes d'apprentissage et de partage des connaissances pour augmenter les compétences et favoriser le développement de ses clients, de son personnel et de ses partenaires. Le premier service dans ce domaine est l'Institut de la Banque mondiale (IBM), dont la mission consiste en des stages de formation, des consultations en matière de politiques à mener et des partenariats avec des institutions de formation et de recherche du monde entier. L'IBM est également chargé de créer et de soutenir les réseaux de connaissances liés au développement international. Il donne la priorité à l'apprentissage à distance et autres innovations en matière de technologie. Le chapitre 5 aborde une grande partie de ses initiatives. Vous pouvez aussi consulter la page de l'IBM sur <<http://www.banquemonde.org>> en cliquant sur « Apprentissage ».

Autre grande initiative, le Programme d'échange du personnel affecte provisoirement à des postes divers des employés du Groupe de la Banque, de sociétés et d'organisations qui font partie de ce programme. Par conséquent, il développe les compétences professionnelles et techniques des personnes qui y participent et favorise l'échange culturel, la création de nouvelles perspectives et la diversité au sein de ces institutions.

Les publications, les données et les statistiques

En plus des rapports annuels et des informations sur les projets, le Groupe de la Banque est responsable de la rédaction et de la distribution de quelque 200 publications officielles par an, en version papier comme en version électronique. Parmi les principaux titres annuels, citons les *Rapports sur le développement dans le monde* (WDR), les *Indicateurs sur le développement dans le monde* (WDI), les *Indicateurs sur le développement en Afrique* (ADI), le *Rapport de la Banque mondiale sur le financement du développement dans le monde*, les *Perspectives économiques mondiales* et l'*Atlas de la Banque mondiale*. La Banque mondiale distribue toutes ses publications officielles à ses bureaux nationaux et à un réseau de bibliothèques de dépôt dans les pays en développement. Les acheteurs des pays en développement bénéficient de ristournes considérables sur leur prix

Encadré 3.6

Pour obtenir les publications du Groupe de la Banque mondiale

World Bank Group Publications
P.O. Box 960
Herndon, VA 20172-0960, USA
Tél: (1-800) 645-7247 or (1-703) 661-1580
Fax: (1-703) 661-1501
E-mail: books@worldbank.org
Web: <http://publications.worldbank.org/ecommerce>

de vente (voir encadré 3.6 ou contacter un fournisseur national figurant sur la liste de l'appendice G).

Grâce à une étroite coopération avec les instituts officiels de statistiques organisés et financés par les gouvernements nationaux, le Groupe de la Banque est à l'origine de statistiques et de données complètes sur de nombreux aspects du développement. Il œuvre aussi pour le développement de meilleures analyses et d'une plus grande efficacité au sein des instituts nationaux. Vous trouverez la plupart des renseignements à ce sujet sur Internet, certains étant gratuits, d'autres payants. Pour obtenir la principale source dans ce domaine, consulter <<http://www.banquemondiale.org>> et cliquer sur « Données et statistiques ». Nombre d'autres fichiers de données spécifiques sont disponibles sur les site/pages de la Banque.

Les événements : les conférences, les forums et les sommets

Le Groupe de la Banque est très actif dans de nombreuses conférences (sponsor, hôte et participant), qu'il s'agisse de ses propres réunions ou de rassemblements mixtes. Parmi les plus connues, on trouve les Assemblées annuelles de la Banque sur le développement économique qui, en réalité, sont étalées sur deux réunions par an : une, généralement à Washington, D.C. en avril ou en mai, et l'autre dans une capitale européenne, habituellement en juin. Pour obtenir le grand calendrier des principaux événements de la Banque mondiale, consulter <<http://www.worldbank.org/events>>. En outre, de nombreux sites de services spécifiques de la Banque contiennent une liste des prochains événements.

Les produits et les services de la SFI

Une société ou un chef d'entreprise, étranger ou non, qui cherche à établir une nouvelle firme ou à en développer une qui existe déjà peut s'adresser directement à la SFI. Nous conseillons aux candidats de lire « *How to Apply for Financing* » (« Comment introduire une demande de financement de la SFI ») avant de soumettre une proposition d'investissement. Ce document, disponible sur le site de la SFI, décrit les critères d'investissement de cette institution. Il n'existe pas de forme standard de demande de financement.

La SFI fonctionne sur une base commerciale. Elle investit exclusivement dans des projets lucratifs et applique les taux du marché à ses produits et services, qui couvrent trois grands domaines : les produits financiers, les services de conseils et la mobilisation des ressources.

Les produits financiers

L'activité traditionnelle et principale de la SFI est de financer les projets du secteur privé dans les pays en développement. Elle octroie des prêts, des financements en fonds propres et des quasi-fonds propres. Elle offre également des financements intermédiaires et des produits de gestion des risques financiers.

Les services de conseils

La SFI vend ses services de conseils et d'aide technique aux entreprises privées et aux gouvernements des pays en développement. Ils portent sur une série de

domaines : la privatisation, la politique publique en matière de commerce, les questions spécifiques à l'industrie, etc.

La mobilisation des ressources

La SFI aide les sociétés des pays en développement à accéder aux marchés internationaux de capitaux. La pierre angulaire de cet effort de mobilisation est le programme de participation au crédit, qui aménage des prêts syndiqués des banques. La SFI mobilise également des capitaux en provenance d'institutions financières internationales grâce à des fonds d'investissements, des réassurances, des titrisations, des placements privés et autres approches novatrices. En se comportant comme un catalyseur, elle augmente au maximum le ratio d'endettement de ses ressources limitées.

Les produits et les services de la MIGA

Il existe trois catégories de produits et services de la MIGA : les garanties d'investissements, les services d'investissements et les conseils juridiques.

Les garanties d'investissements

La MIGA fournit des garanties contre certains risques non commerciaux (c'est-à-dire, une assurance pour les risques politiques) aux investisseurs étrangers qui répondent aux conditions de placements qualifiés dans les pays membres en développement. Ces protections couvrent les risques suivants : les restrictions aux transferts, l'expropriation, la rupture de contrat, les guerres et troubles civils. Une demande préliminaire de garantie est disponible sur le site de la MIGA.

Les services d'investissements

Le Département des services de commercialisation des investissements de la MIGA fournit aux intermédiaires de promotion des investissements les connaissances, les outils et les techniques de pointe pour renforcer leur aptitude à attirer et à conserver les investissements directs étrangers. A cette fin, la MIGA procure une assistance opérationnelle pratique de promotion aux intermédiaires et une série de services d'information sur les investissements aux sociétés et aux pays membres qui envisagent d'effectuer des placements directs dans le monde en développement. Ces services et produits essentiels portent sur trois grands points : renforcer les aptitudes, diffuser les informations et faciliter les investissements.

Les conseils juridiques

La MIGA fournit en outre toute une série de soutiens juridiques, au niveau interne comme aux pays clients. Elle fournit des recommandations juridiques aux autres départements de la MIGA et au Conseil des Administrateurs, conseille les pays d'adhérer à la MIGA et négocie des accords avec les pays membres en développement en faveur de la réassurance et de la prime de liquidation. Elle offre en outre des conseils et des aides techniques aux pays membres sur les questions relatives à l'attraction des investissements étrangers. De plus, elle recherche et diffuse des informations, sert de médiateur dans les différends relatifs aux investissements, traite les

plaintes et les réclamations et donne des conseils pour augmenter la capacité des garanties. Enfin, la MIGA collabore avec le Groupe de la Banque mondiale et d'autres agences ou institutions internationales et nationales sur les aspects juridiques de la protection et de la garantie des investissements.

Les produits et les services du CIRDI

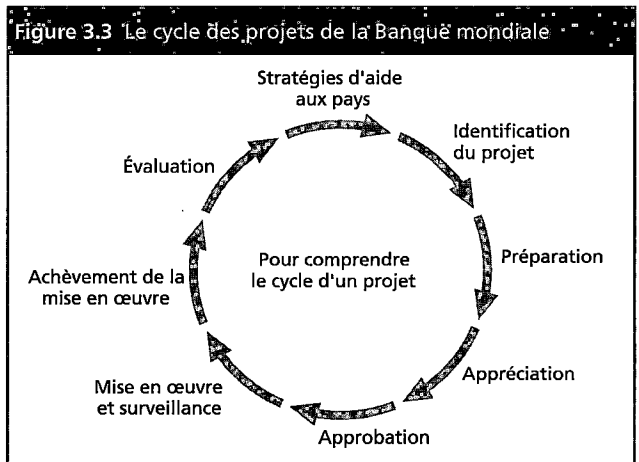
Le CIRDI instrumente et coordonne la conciliation et l'arbitrage des différends relatifs aux investissements entre ses États membres et les ressortissants d'autres pays contractants. L'objectif ici visé est de promouvoir une atmosphère de confiance mutuelle entre les États et les investisseurs privés, un climat propice à l'expansion des flux d'investissements privés internationaux.

Le cycle des projets de la Banque mondiale

Les projets de la Banque mondiale sont des opérations très importantes dans les régions et les pays clients. Ils sont gérés par les départements sectoriels ou régionaux. Ils vont de l'administration et de la gestion des prêts à la mise en œuvre des projets qui font partie des stratégies de développement des pays ou des régions. Les activités de la Banque soutiennent également les clients grâce à un financement et à des conseils dont l'objectif est une réforme générale sans relation aucune avec les investissements ou les produits spécifiques.

Cette partie traite du cycle classique des projets et des documents disponibles à chaque étape. La plupart de ces renseignements ne s'appliquent qu'aux projets de la Banque mondiale. Le cycle des projets de la SFI est expliqué dans la partie suivante. Pour accéder aux informations sur les projets du Groupe de la Banque, consulter la fin de cette partie.

Le cycle des projets passe par des phases spécifiques (voir figure 3.3).



Identification du projet

Pendant la phase d'identification du projet, le débiteur et la Banque participent à l'analyse des stratégies de développement (par exemple, le CSLP et le CAS) pour le pays et à l'identification de projets à même de concrétiser les stratégies retenues. Les idées de projet naissent souvent de ces stratégies, de la recherche économique et sectorielle de la Banque, des études de faisabilité réalisées par le débiteur ainsi que de

projets antérieurs. Les projets doivent être viables sur les plans économique, financier, social et environnemental. C'est là qu'intervient la phase d'appréciation de la faisabilité environnementale qui doit déterminer si une étude d'impact environnemental s'impose.

Les documents disponibles pour cette étape sont :

- Le document initial d'information du projet (PID)
- Les fiches de mesures de protection intégrées (ISDS)

La préparation

Le débiteur est responsable de la préparation du projet. Cette action dure normalement entre un et deux ans. Souvent, la Banque fournit une aide technique et financière. Pendant la phase de préparation, une équipe nationale de projet détermine toutes les conditions techniques, institutionnelles, économiques, environnementales et financières nécessaires pour garantir la réussite du projet. Cette équipe doit aussi explorer les alternatives possibles et en comparer le degré d'efficacité pour atteindre les objectifs du projet. Le cas échéant, une évaluation de l'impact environnemental (EIE) est réalisée. Le projet est réexaminé et, s'il est approuvé, il s'ensuit des négociations pour définir les conditions du prêt.

Les projets des catégories environnementales A et B doivent s'accompagner d'une évaluation de l'impact environnemental (EIE). Si nécessaire, les documents suivants y seront ajoutés :

- Le Plan de réinstallation forcée (RAP)
- Le Plan de développement des populations autochtones (IPDP)
- Le Plan d'aménagement de l'environnement (PAM)

L'appréciation

La Banque mondiale a la responsabilité exclusive de l'appréciation du projet. C'est généralement le personnel de la Banque qui s'en charge. L'équipe évalue l'ensemble du travail entrepris lors des phases d'identification et de préparation. Elle dresse ensuite un Document d'évaluation du projet (PAD) et un Document de programme (PGD) pour les opérations structurelles. Ces deux documents sont soigneusement rédigés avant d'être soumis aux décideurs de la Banque.

Les autres documents de projet disponibles sont les suivants :

- Le Document initial d'information du projet révisé
- Les Activités du développement
- Le Résumé mensuel des opérations (MOS)

L'approbation

Le Document d'évaluation du projet (PAD) ou le Document de programme (PGD), accompagné de la note du président et des pièces composant le dossier de prêt, est soumis au Conseil des Administrateurs pour approbation. Si le prêt ou le crédit est accepté, il sera signé par la Banque et le débiteur.

En plus du PAD et du PGD, les documents à présenter seront notamment :

- Le Rapport d'évaluation du personnel ou SAR (pour les projets approuvés en 1998)
- L'Annexe technique (TAN).

L'entrée en vigueur

À l'issue de l'approbation, le contrat de prêt ou de crédit passe à la phase finale du gouvernement débiteur. Par exemple, certains accords doivent être avalisés par les instances législatives du pays. Ce processus peut durer plusieurs mois. Si le résultat est positif, le prêt ou crédit prend effet ou est prêt à être débloqué. L'accord est ensuite rendu public.

La mise en œuvre et la surveillance

La mise en œuvre du projet incombe au débiteur, avec l'aide technique de la Banque, si convenue. La surveillance du projet, quant à elle, revient à la Banque. Le débiteur prépare le cahier des charges et les offres pour tout ce qui concerne l'approvisionnement en produits ou la prestation de services en relation avec le projet. Dès que la Banque aura passé en revue ce travail et constaté que les directives ont été suivies, les fonds seront débloqués.

La surveillance commence dès que les fonds sont décaissés. On entend par surveillance le contrôle, l'évaluation et l'élaboration de rapports sur l'état d'avancement du projet. À l'expiration de la période de décaissement (qui peut aller jusqu'à 10 ans), un rapport de fin de projet, identifiant les réalisations, les problèmes et les leçons qui ont été tirées, est soumis au Conseil des Administrateurs de la Banque pour approbation.

À ce stade, la documentation disponible est le Rapport de mise en œuvre (ICR).

L'évaluation

Une fois le projet achevé, le Département de l'évaluation des opérations (OED) de la Banque procède à un audit du projet où il en mesure les résultats par rapport à ses objectifs initiaux. Ce contrôle comprend l'examen du rapport de fin de projet et la confection d'un rapport distinct. Ces deux rapports sont ensuite soumis aux Directeurs exécutifs et au débiteur. Ces rapports ne sont pas rendus publics. Cependant, l'OED établit régulièrement des évaluations d'impact sur des séries de projets en s'inspirant de ces rapports.

Les Rapports d'évaluation de l'impact de l'OED sont disponibles à ce stade.

Les autres contrôles

Le Groupe d'assurance de la qualité contrôle la qualité des activités de la Banque pendant la mise en œuvre des projets afin d'en améliorer la conduite. Il examine les projets tant au niveau des prêts (peu de temps après l'approbation du Conseil) qu'au niveau des services de conseils (une fois les pays clients approvisionnés). Il contrôle également la surveillance des projets et rend compte au Conseil des Administrateurs de la viabilité de l'ensemble des projets en cours, dans le Rapport annuel des résultats.

Un autre organe indépendant de la Banque mondiale, le Panel d'inspection, fournit un forum pour les citoyens qui estiment qu'ils ont été lésés par un projet financé par la Banque ou qu'ils pourraient l'être.

Les informations sur les projets

Il existe plusieurs grandes sources de documents concernant les projets, aussi appelés documents opérationnels, et d'autres informations sur les projets (voir encadré 3.7 pour obtenir des liens électroniques supplémentaires) :

- *La base de données des projets.* Disponible sur le site <<http://www4.worldbank.org/sprojets>>, cette base de données permet à ses internautes de faire des recherches dans l'ensemble du dossier sur les projets de la Banque mondiale, de la création de la BIRD à nos jours. Les utilisateurs peuvent faire des recherches dans la base de données des projets ou dans les documents sur les projets, les attributions de contrat ou le travail sectoriel et économique du pays. La recherche peut être effectuée à partir des éléments suivants : mot clé, région, pays ou zone, thème, secteur, statut du projet, ligne de produits, instrument de prêt, année d'approbation et catégorie environnementale. Les résultats affichent des informations de base sur les projets, avec des liens vers les documents disponibles.
- *Les derniers prêts et crédits.* La Banque mondiale offre également des informations sur les tous derniers prêts et crédits approuvés par le Conseil des Administrateurs. Pour en obtenir la liste, cliquer sur « News » sur le site <<http://www.worldbank.org/loansandcredits>>. L'utilisateur pourra y trouver des informations par données, par sujet, par région ou par pays. Les listes fournissent généralement les contacts pour de plus amples informations.
- *Les documents et les rapports.* Cette particularité du site de la Banque mondiale, disponible sur <<http://www-wds.worldbank.org>>, fournit plus de 14 000 documents (c'est-à-dire, tout le matériel accessible au public conformément à la politique de communication). Il s'agit d'une alternative à la recherche dans la base de données des projets. Ce site contient également des documents issus des travaux sectoriels et économiques que la Banque a réalisés dans un pays et autres fiches de travail et rapports non officiels des départements qui gravitent autour de la Banque. Les internautes peuvent accéder à des documents sous forme de textes et de fichiers pdf téléchargeables. Les versions papier peuvent être commandées à l'InfoShop.
- *L'InfoShop.* Librairie du développement du Groupe de la Banque mondiale, l'InfoShop se situe dans les locaux du siège de la Banque. Il fournit les documents sur les projets en version papier. Pour plus d'informations, voir « How to Order » sur <<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PUBLICATION/INFOSHOP1/0,,menuPK:223667~pagePK:162117~piPK:223668~theSitePK:225714,00.html>>. L'InfoShop vend également les publications officielles du Groupe de la Banque, des livres sur les thèmes du développement d'autres éditeurs, des souvenirs et des cadeaux.

Les liens électroniques pour obtenir des informations, des communications et des évaluations sur les projets

La Banque mondiale

Prêts et crédits : <http://www.worldbank.org/loansandcredits>

Projets, politiques et stratégies : <http://www4.worldbank.org/sprojects>

Cycle des projets : <http://www.worldbank.org/infoshop/projectcycle.htm>

Procédures opérationnelles : <http://www.worldbank.org.opmanual>

Stratégies d'aide aux pays : <http://www.worldbank.org/cas>

Documents opérationnels : <http://www.worldbank.org/infoshop/projinfo.htm>

Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté : <http://www.worldbank.org/poverty/strategies>

Centres d'information du public : <http://www.worldbank.org/pics>

Politique de communication des informations de la Banque mondiale :
<http://www.worldbank.org/disclosure>

Département de l'évaluation des opérations : <http://www.worldbank.org/oed>

Panél d'inspection : <http://www.worldbank.org/inspectionpanel>

La SFI

Projets : <http://www.ifc.org/projects>

Cycle des projets : <http://www.ifc.org/proserv/apply/cycle/cycle.html>

Politique de communication des informations : http://www.ifc.org/enviro/enviro/Disclosure_Policy/disclosure.htm

Révision sociale et environnementale (contrôle des projets) : [http://www.ifc.org/enviro/ EnvSoc](http://www.ifc.org/enviro/EnvSoc)

Groupe d'évaluation des opérations : <http://www.ifc.org/oeg>

La SFI et la MIGA

Bureau du conseiller/médiateur pour l'application des directives :
<http://www.cao-ombudsman.org/ev.php>

La MIGA

Projets assurés par la MIGA : <http://www.miga.org/screens/projects/projects.htm>

Politiques de communication : <http://www.miga.org/screens/policies/disclose/disclose.htm>

Le CIRDI

Cas : <http://www.worldbank.org/icsid/cases/cases.htm>

- *Les Centres d'information du public.* Les Centres d'information du public, ou PIC, situés dans les bureaux nationaux de la Banque mondiale, élargissent au maximum le public de la Banque. Le PIC d'Europe, à Paris, et celui de Tokyo offrent l'ensemble complet des documents sur les projets à tous les pays

membres et conservent les collections des dernières publications de la Banque mondiale. D'autres bibliothèques et PIC nationaux dans le monde entier disposent de documents sur les projets spécifiques à leur pays et offrent souvent plusieurs dernières publications de la Banque mondiale. Chaque PIC est le contact central au niveau national pour les personnes qui cherchent à obtenir des documents de la Banque et des renseignements sur ses opérations. L'InfoShop coordonne tous les PIC afin de garantir une large diffusion des informations, conformément à la politique de communication de la Banque. Pour obtenir une liste des PIC, consulter l'appendice A.

Le cycle des projets de la SFI

La SFI offre une grande variété de produits financiers aux projets du secteur privé dans les pays en développement. Le cycle des projets, exposé ci-dessous, illustre les étapes par lesquelles passent une idée de travail pour devenir un projet financé par la SFI.

La demande de financement de la SFI

Il n'existe pas de formulaire standard de demande de financement de la SFI. Une société ou un chef d'entreprise, étranger et non, désireux d'établir une nouvelle entreprise ou d'en développer une existante peut s'adresser directement à la SFI. Il vaut mieux, néanmoins, lire au préalable « How to Apply for IFC Financing » (« Comment introduire une demande de financement auprès de la SFI ») et soumettre une proposition d'investissement. Ce document est disponible sur le site de la SFI. Une fois les contacts initiaux pris et la révision préliminaire effectuée, la SFI peut exiger une étude de faisabilité détaillée ou un plan de développement afin de déterminer si elle évalue le projet ou non.

L'évaluation des projets

En règle générale, l'équipe chargée de l'évaluation se compose d'un responsable des investissements, d'un expert financier, d'un spécialiste du pays concerné par le projet, d'un ingénieur spécialisé dans les techniques applicables et d'un expert de l'environnement. Cette équipe évalue les aspects techniques, financiers, économiques et environnementaux du projet. Pour ce faire, elle doit se rendre sur place et discuter en profondeur avec les sponsors du projet. De retour au siège de la SFI, elle soumet ses recommandations au directeur en chef du département de la SFI compétent en la matière.

Si le financement du projet est approuvé par le département, le service juridique de la SFI rédige les documents ad hoc avec l'aide de conseillers extérieurs si nécessaire. Les questions exceptionnelles font l'objet de négociations avec l'entreprise ou les autres parties concernées, comme les gouvernements ou les institutions financières.

La notification au public

Avant de soumettre la proposition d'investissements au Conseil d'administration de la SFI pour révision, les principaux points du projet sont rendus publics, ainsi que les documents relatifs à la révision environnementale.

La révision et l'approbation du Conseil

Le projet est alors soumis au Conseil d'administration de la SFI, qui reconsidère la proposition d'investissements et l'approuve s'il juge bon de le faire.

La mobilisation des ressources

Une fois le projet approuvé, la SFI cherche à mobiliser d'autres sources de financement en encourageant d'autres institutions à investir.

L'engagement légal

Si l'investissement est approuvé par le Conseil (et si les cahiers de négociations antérieures sont respectés), la SFI et l'entreprise concluent le marché, entraînant ainsi un engagement légal.

Le décaissement des fonds

Les fonds sont débloqués conformément aux conditions de l'engagement légal signé par toutes les parties.

La supervision et l'évaluation du projet

Une fois les fonds débloqués, la SFI contrôle soigneusement ses investissements. Elle s'entretient régulièrement avec les directeurs du projet et envoie des missions sur le terrain. Elle exige également des rapports trimestriels sur l'état d'avancement du projet et veut être informée des facteurs qui pourraient matériellement affecter l'entreprise dans laquelle elle a investi. Par exemple, elle réclame des bilans financiers annuels contrôlés par des comptables publics indépendants.

L'instrument fondamental qu'utilise la SFI pour ses évaluations est le Rapport élargi de surveillance du projet. Au nombre d'environ 70 par an, ces comptes rendus d'auto évaluation sont établis par les départements des investissements de la SFI sur base d'un échantillon représentatif d'opérations d'investissements, choisies au hasard, qui ont atteint une échéance d'exploitation précoce (généralement cinq ans après l'approbation par le Conseil). Le Groupe d'évaluation des opérations de la SFI réexamine chacun de ces rapports.

La clôture

Quand un investissement est entièrement remboursé (ou quand la SFI quitte un investissement en vendant ses capitaux engagés), le dossier du projet est classé.

Les informations sur les projets

La SFI établit un résumé des informations sur tous les projets où elle s'engage. Elle publie également les rapports environnementaux qu'elle dresse pour chacun d'eux. Tous les renseignements sur les projets sont disponibles sur <<http://www.ifc.org/projects>>. Les internautes peuvent affiner leur recherche par type de document, pays, secteur, région de la SFI, catégorie environnementale ou mot clé.

Les partenariats

Le Groupe de la Banque mondiale compte une multitude de partenaires dans la lutte mondiale contre la pauvreté (voir encadré 3.8 pour les liens électroniques spécifiques aux institutions). Comme il en a déjà été question plus tôt dans ce chapitre, dans la partie consacrée aux stratégies, son principal partenariat est celui avec les pays en développement eux-mêmes

(non seulement avec les nombreuses agences gouvernementales, mais aussi avec l'ensemble de la société civile, surtout les démunis qui sont les principaux concernés par les activités du Groupe de la Banque).

Il existe trois grandes sortes de partenariats : les partenariats institutionnels, les partenariats de fonds fiduciaires et les partenariats dans les opérations systémiques. À cela viennent s'ajouter de nombreux partenariats avec les parties prenantes à l'échelle nationale qui font partie intégrante de projets spécifiques.

Les rapports entre le Groupe de la Banque et les Nations Unies et le FMI sont expliqués dans le chapitre 2. Les partenariats de financement, comme les fonds fiduciaires et les accords de cofinancement, sont décrits dans la partie relative aux finances du Groupe de la Banque (plus haut). Les autres domaines de collaboration sont décrits ci-dessous.

Les partenariats institutionnels

En plus du FMI, des Nations Unies et des nombreuses agences et programmes de l'ONU, le Groupe de la Banque collabore avec une multitude d'autres organisations composées de gouvernements nationaux. Parmi les principaux exemples, citons :

- L'Union européenne
- L'Organisation mondiale du commerce
- Les banques multilatérales de développement (MDB) et autres institutions financières multilatérales. Elles fournissent un soutien financier et des conseils professionnels dans le cadre des activités de développement social et économique dans les pays en développement. Le terme MDB renvoie généralement au Groupe de la Banque mondiale et aux quatre banques régionales de déve-

Encadré 3.8

Les liens électroniques des partenariats

Les partenaires de la Banque mondiale :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/0,,contentMD:20040606~menuPK:34639~pagePK:34542~piPK:36600~theSitePK:29708,00.html>

Les entreprises privées partenaires de la SFI : <http://www1.ifc.org/pep>

Les partenaires de la MIGA : <http://www.miga.org/screens/partnerships/partnerships.htm>

loppement : la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque inter-américaine de développement. Plusieurs autres banques et fonds qui octroient des prêts aux pays en développement mais ont moins de membres et moins de centres d'intérêt jouissent également du statut d'institutions multilatérales de développement. Il existe en outre des banques sous-régionales pour des zones comme les Caraïbes, l'Amérique centrale et diverses parties d'Afrique.

Les agences bilatérales de développement

Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec les agences de développement des pays pour coordonner l'aide et atteindre les objectifs de développement, parfois officiellement par l'entremise de fonds fiduciaires (voir description plus haut). Plusieurs États comptent ce genre d'agences : l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, de nombreux pays d'Europe, etc. Le travail est coordonné par divers comités et des consultations ont lieu tout au long de l'année.

Les partenariats dans les opérations systémiques

Le siège de la Banque mondiale abrite les secrétariats de plusieurs organisations étroitement liées à ses activités, notamment :

- *Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)*. Association de 62 membres, le CGIAR soutient la recherche agricole et diverses activités apparentées dirigées par 16 centres de recherche autonomes. Il donne la priorité à l'accroissement de la productivité, à la protection de l'environnement, à la garantie de la biodiversité, à l'amélioration des politiques, au renforcement de la recherche à l'échelle nationale, etc. Parmi les membres du CGIAR, on trouve des nations industrialisées, des pays en développement, des fondations et des organisations internationales et régionales. Consulter le site du CGIAR sur <http://www.cgiar.org/languages/lang_french.html>.
- *Le Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres (CGAP)*. Consortium de 29 agences donatrices bilatérales et multilatérales, le CGAP cherche à améliorer les compétences des institutions de microfinancement (c'est-à-dire, des institutions spécialisées qui fournissent des services financiers aux populations très pauvres). Il soutient leur développement, développe leur viabilité commerciale et élargit leur cadre juridique et réglementaire dans les pays pauvres. Consulter le site du CGAP sur <<http://www.cgap.org>>.
- *Le Development Gateway (DG)*. Il s'agit d'un portail électronique destiné au partage des informations et des connaissances sur le développement durable et la lutte contre la pauvreté. On y retrouve AiDA, une base exhaustive de données sur les projets de développement ; dgMarket, un marché international d'acquisition ; et Portails pays, un réseau de 41 partenariats détenus par des capitaux nationaux et gérés conjointement par les secteurs public et privé. Chacune de ces collaborations encouragent les innovations en matière de technologies de communication dans leur pays afin de lutter contre la pauvreté

et favoriser le développement durable. Consulter son site sur <<http://www.developmentgateway.org>>.

- *Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)*. Le FEM fournit des subventions et des prêts sous conditions privilégiées pour aider les pays en développement à prendre en charge les frais des mesures en faveur de l'environnement mondial. Il se penche sur les changements climatiques, la biodiversité, les eaux internationales et l'amincissement de la couche d'ozone. Le FEM bénéficie de l'aide administrative de la Banque mondiale, tout en fonctionnant indépendamment. Ses trois agences d'exécution sont la Banque mondiale et les Programmes de développement et d'environnement des Nations Unies. Chacune d'elles finance ses activités du FEM dans son domaine de compétences respectif. Consulter la page du FEM sur <<http://www.worldbank.org/gef>>.

Les organisations non gouvernementales et la société civile

Aujourd'hui, la plupart des projets de développement approuvés par le Groupe de la Banque impliquent une participation active des organisations non gouvernementales (ONG) lors de leur mise en œuvre. De plus, la majorité des stratégies nationales du Groupe bénéficie des consultations des organisations de la société civile. Par l'expression « organisations de la société civile », le Groupe de la Banque entend l'éventail d'associations non gouvernementales et sans but lucratif présentes sur la scène publique et érigées en porte-parole des intérêts et des valeurs de leurs membres ou d'autres organismes fondés sur des considérations éthiques, culturelles, politiques, scientifiques religieuses ou philanthropiques.

Le travail de proximité³ du Groupe de la Banque dans ce domaine englobe les syndicats, les organisations communautaires, les mouvements sociaux, les institutions confessionnelles, les organismes de charité, les centres de recherche, les fondations, les associations d'étudiants, les associations professionnelles et nombre d'autres organismes. Le personnel qui travaille dans 70 bureaux nationaux du monde entier s'ouvre à la collaboration avec les ONG dans une série de domaines allant de l'éducation à l'environnement. Pour obtenir les pages d'accueil des efforts de la société civile du Groupe de la Banque, consulter <<http://www.worldbank.org/civilsociety>> (pour la Banque mondiale) et <<http://www.ifc.org/ngo>> (pour la SFI) et <<http://www.miga.org/screens/news/news/htm>> (pour la MIGA).

Le personnel, les consultants et les fournisseurs

Le personnel du Groupe de la Banque mondiale

L'ensemble des institutions du Groupe de la Banque mondiale regroupe un personnel de quelque 10000 professionnels (8000 au siège de Washington, D.C., et 2000 sur le terrain). Le nombre de personnes sur le terrain a augmenté rapi-

³ Ce travail est destiné à informer les personnes défavorisées de leurs droits et des aides dont elles peuvent bénéficier (N.d.T.).

dement au cours de ces dernières années. Cette tendance reflète l'engagement du Groupe de la Banque de travailler en étroite collaboration avec ses clients. Ce personnel est issu de la majorité des pays membres et se caractérise généralement par de solides formations académiques, une large compréhension des questions de développement et une expérience dans le travail international. Ces fonctionnaires sont, pour la plupart, spécialisés dans le domaine précis de leurs compétences individuelles.

Les salaires et avantages du personnel se veulent compétitifs et se basent sur les pratiques d'organisations comparables du secteur public ainsi que de secteurs industriels et financiers privés. Conformément à un traité signé par le gouvernement américain lors de l'établissement du siège de la Banque à Washington, D.C., en 1945, les ressortissants étrangers sont exemptés d'impôts sur le revenu, tant à l'échelle nationale qu'au niveau fédéral. Cependant, les citoyens américains du Groupe de la Banque doivent payer les deux. Par conséquent, dans un souci de maintenir un revenu après imposition équilibré pour l'ensemble de son personnel, le Groupe de la Banque manipule les salaires sur une base nette et verse une indemnité supplémentaire à son personnel imposé. Tous ses employés paient l'impôt foncier, les taxes sur les ventes, etc. Ces accords fiscaux sont comparables à ceux d'autres organisations internationales.

Les débouchés, les stages et les bourses d'études

Le Groupe de la banque fournit des informations sur ses débouchés, ses perspectives d'avenir spéciales pour les jeunes professionnels et ses stages. Consulter le site des carrières géré par le Département des ressources humaines sur <<http://www.worldbank.org/careers>>, ou <<http://www.miga.org/screens/careers/careers.htm>> pour la MIGA.

En outre, le Groupe de la Banque offre des programmes de bourses d'études et de bourses universitaires. Pour plus d'informations, consulter <<http://wbln0018.worldbank.org/EXTEU/KIOSKS.nsf/pages/Stages>>. Parmi les programmes spécifiques, on trouve :

- Le *Programme des jeunes professionnels*, destiné aux candidats âgés de moins de 32 ans extrêmement qualifiés et motivés, spécialisés dans des domaines en rapport avec les opérations de la Banque mondiale. Ils doivent être en possession de l'équivalent d'une maîtrise et avoir une expérience professionnelle suffisante ou faire un doctorat. La durée initiale des affectations est de deux ans. Elles ouvrent souvent la porte à toute une carrière au sein de la Banque.
- Le *Programme des professionnels juniors*, destiné aux jeunes diplômés, âgés de moins de 29 ans ayant obtenu d'excellents résultats de fin d'études et intéressés par le travail international. Les candidats doivent être en possession de l'équivalent d'un baccalauréat ou d'une maîtrise. Ils peuvent également être candidat à un doctorat. Il s'agit d'un programme d'initiation de deux ans. Les associés ne peuvent pas postuler pour un emploi au sein du Groupe de la Banque pendant les deux ans qui suivent la fin de leur contrat.
- Le *Programme de stage de la Banque* est ouvert aux étudiants ressortissants des pays membres de la Banque qui se font embaucher à temps plein dans un

programme de maîtrise ou de doctorat. Les stagiaires travaillent soit en hiver (novembre-janvier), soit en été (mai-septembre), bien que les dates puissent varier en fonction des calendriers universitaires. Les stagiaires de ce programme reçoivent un salaire.

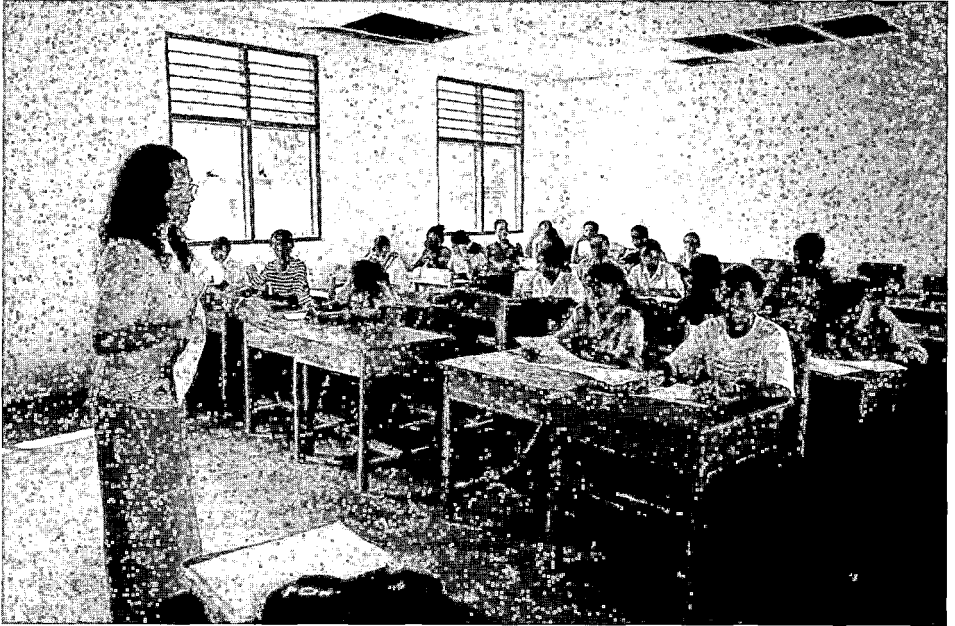
- Le *Programme « Knowledge Intern »* est un programme de stage offert toute l'année aux étudiants universitaires inscrits dans les second et troisième cycles d'études. Ils gagnent généralement des crédits de cours pour leur travail et ne reçoivent aucune compensation financière.
- Le *Programme conjoint Japon-Banque mondiale de bourses pour le troisième cycle universitaire* couvre jusqu'à deux ans d'études de maîtrise. Le candidat doit être un ressortissant d'un État membre de la Banque mondiale âgé de moins de 45 ans et avoir été accepté dans une université étrangère. Ses études doivent être en relation avec le développement et il doit avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle. Le fait que ce programme soit financé par le gouvernement japonais n'implique pas obligatoirement que le candidat fasse ses études au Japon.
- Les *bourses du Programme Robert S. McNamara* relèvent de l'École des affaires publiques et internationales Woodrow Wilson, de l'Université de Princeton. Ce programme fournit au candidat une bourse pour l'ensemble de ses études, lui rembourse ses déplacements et lui accorde un traitement pour les frais de subsistance. L'étudiant doit être un ressortissant d'un pays membre de la Banque mondiale et avoir au moins sept ans d'expérience professionnelle. Les candidats introduisent leur demande directement au programme Master's in Public Policy de l'Université Princeton, en précisant qu'ils postulent pour être admis en tant que boursier du programme McNamara.

Les expertises, les fournisseurs et le service des achats

Le Groupe de la Banque recourt régulièrement à divers services de consultation prestés par des particuliers ou par des sociétés, situés en son siège et dans ses bureaux nationaux. Les gouvernements clients contactent également les services de consultation en relation avec les projets de leur pays. Les contrats sont négociés et administrés par certains membres particuliers du personnel du Groupe ou par des représentants des gouvernements des pays où les projets sont en cours. Il n'y a pas de site central pour obtenir une liste des endroits où ils se situent. Cependant, les particuliers peuvent transférer leur curriculum vitae vers un serveur sur le site des carrières <<http://www.worldbank.org/careers>>. Les sociétés, quant à elles, peuvent s'inscrire sur DACON (*Data on Consultants*), une base de données des compagnies de consultation sur <<http://www.dgmarket.com/dacon>>.

Le Groupe de la Banque cherche également des fournisseurs qualifiés pour l'aider à diriger ses opérations dans le monde entier. Pour en savoir plus sur la vente de biens et la prestation de services pour le Groupe de la Banque, notamment pour s'inscrire en tant que fournisseur, consulter le site du kiosque des fournisseurs sur <<http://info.worldbank.org/vendorkiosk>>. Il existe également une page Internet où se trouve une liste des offres d'emploi actuelles que propose le Groupe de la Banque. En voici l'adresse : <<http://www.worldbank.org/html/extdr/business/rfps.htm>>.

Toutes les ventes de biens et prestations de services pour le Groupe de la Banque font l'objet de directives d'achats strictes, dont le but est de garantir des affaires menées de manière ouverte et transparente, dans le respect des règles de concurrence. Ces directives varient en fonction du statut du négociant en biens et services (consultant ou fournisseur). Le site Internet du service des achats de la Banque mondiale fournit des informations complètes, notamment un lien vers la base de données des attributions de contrats. Consulter <<http://www.worldbank.org/procure>>.

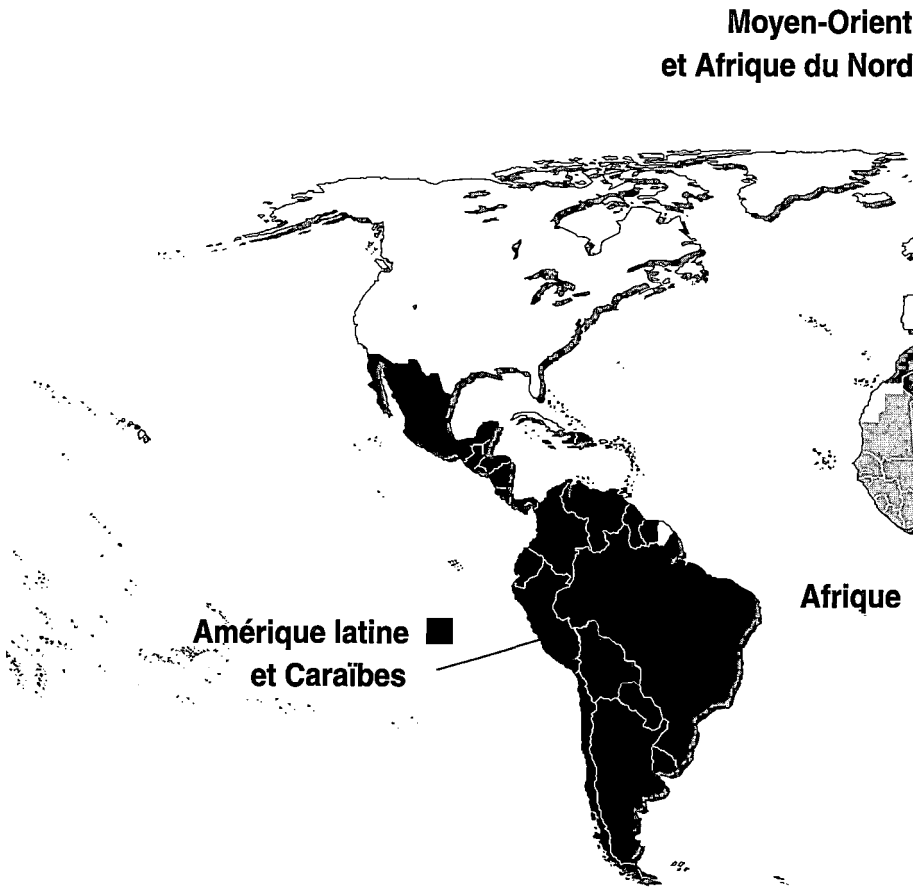


Une classe du Timor oriental

CHAPITRE 4

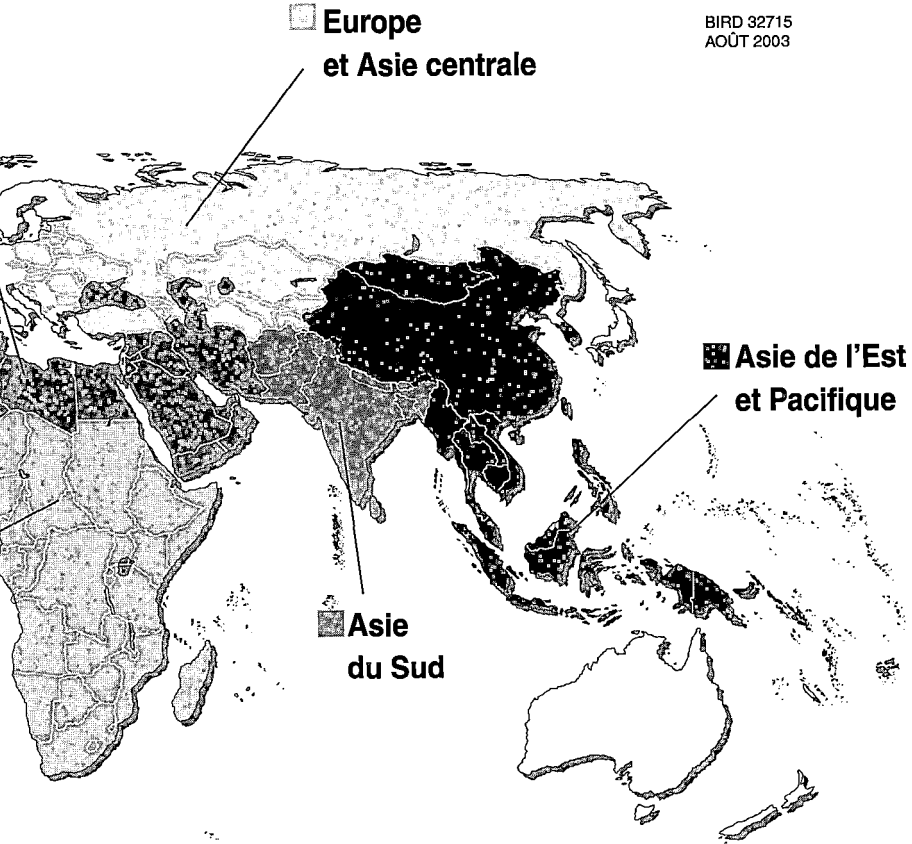
Les Pays et les régions du Groupe de la Banque mondiale

Ce chapitre fournit des informations sur les pays du Groupe de la Banque : les mécanismes d'adhésion, les modes de classification des États et les initiatives axées sur les groupes de pays partageant des caractéristiques et des préoccupations communes. Ce chapitre réexamine ensuite chacune des régions où le Groupe de la Banque classe ses pays membres lorsqu'il œuvre pour le développement.



Carte 4.1 Les pays et les régions de la Banque mondiale

BIRD 32715
AOÛT 2003



Les pays membres

Le statut de membre

Les cinq institutions du Groupe de la Banque appartiennent à leurs pays membres (voir encadré 4.1 pour les liens électroniques). Pour devenir membre de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), un pays doit d'abord adhérer au Fonds monétaire international (FMI). Pour rejoindre l'Association internationale pour le développement (IDA), la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), il faut faire partie de la BIRD. Dans chacun de ces cas de figure, les pays membres achètent des parts de l'institution et participent ainsi à la formation de son capital et de son pouvoir d'emprunt. Cette entente porte le nom de « souscription au capital ». De plus, les pays membres signent le texte fondamental de chaque institution : les Statuts de la BIRD, de l'IDA et de la SFI, ainsi que la Convention de la MIGA. L'adhésion au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) suppose la signature et la ratification de sa Convention et implique également une souscription au capital. Les liens électroniques vers ces textes fondamentaux se trouvent sur <<http://www.worldbank.org/articles>>.

En juillet 2003, la BIRD comptait 184 membres contre 164 pour l'IDA, 175 pour la SFI, 163 pour la MIGA et 139 pour le CIRDI. Le secrétariat des entreprises du Groupe de la Banque est responsable de la mise à jour des listes des membres, des noms officiels des pays utilisés par le Groupe et des communications relatives au statut de membre et aux souscriptions au capital. Pour en savoir plus, consulter la page des pays membres sur <<http://www.worldbank.org/members>>. Même si le Groupe de la Banque indique parfois les frontières contestées ou les revendications territoriales de ses pays membres sur ses cartes et dans ses publications, il n'approuve aucune position dans ce genre de conflit.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans le chapitre 2, les pays membres dirigent le Groupe de la Banque par l'entremise de leurs représentants, du Conseil des Gouverneurs et du Conseil des Administrateurs. Le droit de vote de chaque administrateur est fonction du montant de la souscription au capital des pays qu'il représente. Pour chacune des quatre institutions d'actionnariat (la BIRD, l'IDA, la SFI et

Encadré 4.1

Liens électroniques vers les informations sur les pays membres

Les pays membres de la BIRD/IDA :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/0,,contentMDK:20040581~menuPK:34589~pagePK:34542~piPK:36600~theSitePK:29708,00.html>

Les pays membres de la SFI: <http://www.ifc.org/about/members/members.html>

Les pays membres de la MIGA: <http://www.miga.org/screens/about/members/members.htm>

Les états contractants du CIRDI: <http://www.worldbank.org/icsid/constate/constate.htm>

la MIGA), c'est la voix de l'administrateur des États-Unis qui a le plus de poids, suivie de celle de l'administrateur du Japon.

Les pays membres peuvent se retirer des institutions du Groupe de la Banque à n'importe quel moment, par notification. Un membre peut aussi être suspendu et même, après un an, être expulsé s'il ne remplit pas ses obligations envers une institution du Groupe. Le fait de quitter le FMI implique automatiquement le départ du Groupe de la Banque à moins que, dans les trois mois, ce dernier décide, à la majorité spéciale, d'autoriser le pays à rester. Lorsqu'un pays cesse d'être membre, il est encore tenu de respecter ses obligations contractuelles, par exemple de payer le service de la dette. De même, il doit toujours répondre de sa souscription impayée qui résulte des pertes subies par une institution du Groupe de la Banque sur les garanties et les emprunts non remboursés en date de son retrait.

Vous trouverez plus loin dans ce chapitre les classifications des pays membres par région géographique. Une liste principale (où figurent les dates d'adhésion, les montants empruntés et autres données) figure en appendice D. Une liste exhaustive des bureaux du Groupe de la Banque se trouve en appendice G.

Les modes de classification des pays

En règle générale, le Groupe de la Banque effectue plusieurs grandes distinctions parmi les pays membres. Bien que la signification des termes se recouvrent partiellement (et que tous établissent des différenciations de richesse), il importe de préciser qu'ils ne sont pas interchangeables.

Les pays à revenu faible, intermédiaire et élevé

Dans son travail analytique et opérationnel, le Groupe de la Banque distingue les pays dont les économies sont à revenu faible, intermédiaire (moyen inférieur et moyen supérieur) et élevé (voir tableau 4.1). Il établit ces classifications pour la plupart des territoires non souverains tout comme pour les États indépendants. Les économies à revenu faible et intermédiaire sont parfois appelées « économies en développement ». Sur base du revenu national brut de 2001, les pays à faible revenu enregistrent un revenu moyen annuel par habitant égal ou inférieur à USD 745. Pour les pays à revenu moyen inférieur, ce chiffre oscille entre USD 746 et USD 2975 et pour ceux à revenu moyen supérieur, il varie entre USD 2976 et USD 9205. Enfin, pour ceux à revenu élevé, il est égal ou supérieur à USD 9206. Cette classification ne reflète pas nécessairement l'état de développement d'un pays.

Les États industrialisés et les pays en développement

En règle générale, le Groupe de la Banque emploie l'expression « en développement » pour qualifier les pays dont les économies sont à revenu faible ou intermédiaire. Le terme « industrialisé » ou « développé » renvoie, quant à lui, aux nations à revenu élevé. L'utilisation de ces termes ne prétend en aucun cas que toutes les économies d'un même groupe se développent au même rythme ou que toutes les autres ont atteint un stade élevé ou final de développement.

Tableau 4.1 Classification des pays par région et niveau de revenu

Niveau de revenu	Sous-groupe	Afrique sub-saharienne		Asie		Europe et Asie centrale		Moyen-Orient et Afrique du Nord		Amériques
		Afrique orientale et australe	Afrique de l'Ouest	Asie de l'Est et Pacifique	Asie du Sud	Europe de l'Est et Asie centrale	Reste de l'Europe	Moyen-Orient	Afrique du Nord	
<i>De faible revenu</i>		Angola	Bénin	Cambodge	Afghanistan	Arménie		Yémen, Rép. du		Haïti
		Burundi	Burkina Faso	Indonésie	Bangladesh	Azerbaïdjan				Nicaragua
		Comores	Cameroun	Corée, Rép.	Bhoutan	Géorgie				
		Rép. Dem. du Congo	Rép. centrafricaine	Dém. de	Inde	Rép. du Kirghizstan				
		Érythrée	Tchad	RDP du Laos	Népal	Moldavie				
		Éthiopie	Rép. du Congo	Mongolie	Pakistan	Tadjikistan				
		Kenya	Côte d'Ivoire	Myanmar		Ukraine				
		Lesotho	Guinée	Papouasie-Nouvelle-Guinée			Ouzbékistan			
		Madagascar	équatoriale	Iles						
		Malawi	Gambie	Salomon						
		Mozambique	Ghana	Timor oriental						
		Rwanda	Guinée	Vietnam						
		Somalie	Guinée-Bissau							
		Soudan	Libéria							
		Tanzanie	Mali							
		Ouganda	Mauritanie							
		Zambie	Niger							
		Zimbabwe	Nigéria							
			São Tomé et Príncipe							
			Sénégal							
		Sierra Leone								
		Togo								

<i>Revenu inter-médiaire</i>	<i>Moyen inférieur</i>	Namibie Afrique du Sud Swaziland	Cap Vert	Chine Fiji Kiribati Marshall Islands Micronésie, Etats fédérés de Philippines Samoa Thaïlande Tonga Vanuatu	Maldives Sri Lanka	Albanie Biélorussie Bosnie-Herzégovine Bulgarie Kazakhstan Macédoine, ex-Rép. Yougoslave ^a Roumanie Fédération de Russie Turkménistan Yougoslavie, Fed. Rep. (Serbie et Monténégro)	Turquie	Iran, Rép. Islamique d'Irak Jordanie Syrie, Rép. arabe de Cisjordanie et la bande de Gaza	Algérie Djibouti Égypte, Rép. arabe de Maroc Tunisie	Belize Bolivie Colombie Cuba Rép. dominicaine Equateur El Salvador Guatemala Guyane Honduras Jamaïque Paraguay Pérou St. Vincent et les Grenadines Suriname
	<i>Moyen supérieur</i>	Botswana Mauritius Mayotte Seychelles	Gabon	American Samoa Malaisie Palau		Croatie République tchèque Estonie Hongrie Lettonie Lituanie Pologne Slovaquie, Rép.	Île de Man	Liban Oman Arabie Saoudite	Libye Malte	Antigua et Barbuda Argentine Barbades Brésil Chili Costa Rica Dominique Grenade Mexique Panama Porto Rico St. Kitts et Nevis Ste Lucie Trinité-et-Tobago Uruguay Vénézuéla, R.B. de

(suite)

Tableau 4.1 Classification des pays par région et niveau de revenu (suite)

Niveau de revenu	Sous-groupe	Afrique sub-saharienne		Asie		Europe et Asie centrale		Moyen-Orient et Afrique du Nord		Amériques
		Afrique orientale et australe	Afrique de l'Ouest	Asie de l'Est et Pacifique	Asie du Sud	Europe de l'Est et Asie centrale	Reste de l'Europe	Moyen-Orient	Afrique du Nord	
Revenu supérieur	OCDE			Australie Japon Corée, Rép. de Nouvelle-Zélande			Autriche Belgique Danemark Finlande France ^b Allemagne Grèce Islande Irlande Italie Luxembourg Pays-Bas Norvège Portugal Espagne Suède Suisse Royaume-Uni			Canada États-Unis
	Non-OCDE			Brunei Polynésie française Guam Hong Kong, Chine ^c Macao, Chine ^d Nouvelle Calédonie Iles N. Mariane Singapour Taiwan, Chine		Slovénie	Andorra Channel Islands Chypre Iles Féroé Greenland Liechtenstein Monaco San Marin	Bahraïn Israël Koweït Qatar Émirats arabes unis		Aruba Les Bahamas Bermudes Iles Caïman Antilles néerlandaises Iles Vierges (U.S.)

^aEx République Yougoslave de Macédoine.^bLes départements français d'Outremer de Guinée française, Guadeloupe, Martinique et Réunion sont intégrés dans la France.^cLe 1^{er} juillet 1997, la Chine réexerce sa souveraineté sur Hong Kong.^dLe 20 décembre 1999, la Chine réexerce sa souveraineté sur Macao.

Les groupes I et II

Les pays choisissent s'ils font partie d'un groupe ou de l'autre essentiellement en fonction de leur rang économique. Les États du groupe I sont pratiquement tous industrialisés et donateurs de l'IDA, ils payent leurs contributions en monnaie librement convertible. Les pays du groupe II, quant à eux, sont pratiquement tous en développement, certains étant également donateurs de l'IDA, et peuvent payer la majorité de leur contribution à l'IDA en monnaie nationale.

La MIGA effectue une distinction similaire entre les pays membres des catégories I et II. Cette classification diffère quelque peu de celle de l'IDA.

Les donateurs et les débiteurs

En règle générale, le terme « donateur » renvoie à un pays contributeur à l'IDA. Un État débiteur, quant à lui, peut emprunter à l'IDA, à la BIRD et, quelques fois, aux deux. Précisons, néanmoins, que tous les pays membres souscrivent aux capitaux de la BIRD, de l'IDA, de la SFI et de la MIGA. Ce paiement varie en fonction du statut du pays (créancier ou débiteur).

L'IDA, la BIRD et les pays mixtes (et ceux qui ont reçu la mention « satisfaisant »)

La distinction entre les débiteurs de la BIRD et ceux de l'IDA (ainsi que les conditions d'emprunt à ces deux institutions) sont fonction du revenu par habitant et de la solvabilité du pays. Cette différenciation fait l'objet d'une explication détaillée dans le chapitre 2. Voir également « *Country Eligibility for Borrowing* » (« Conditions pour bénéficier d'un prêt ») dans le *Rapport annuel de la Banque mondiale*. Notons que, à mesure que son revenu par habitant augmente, un pays peut se voir attribuer la mention « satisfaisant » de l'IDA et, par conséquent, ne pourra plus bénéficier de ses crédits. Ensuite, il sera soumis au même schéma au niveau de la BIRD (voir encadré 4.2). Cependant, les pays plus riches restent membres des organisations du Groupe de la Banque, même si ces nations ou les entreprises qui fonctionnent à l'intérieur de leurs frontières ne font pas appel aux services du Groupe de la Banque.

Les opérations et les activités dans les pays

Comme nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre 3, la base de données des projets du Groupe de la Banque permet aux utilisateurs de faire des recherches sur les activités des institutions dans un pays donné. Les *Indicateurs sur le développement dans le monde*, publiés en avril de chaque année, constituent la principale source du Groupe de la Banque pour les données comparatives sur les pays. De plus, la Banque mondiale tient de nombreuses pages Internet spécifiques aux pays, certaines étant gérées par les vice-présidences régionales et d'autres par les bureaux nationaux eux-mêmes. Pour le portail électronique des informations de la Banque mondiale sur les pays et les régions, consulter <<http://www.worldbank.org/countries>>. Les renseignements de la SFI sur les pays sont disponibles sur les pages Internet des régions d'investissements. Vous en trouverez les liens électroniques sur <<http://www.ifc.org/site/Internetmap>>.

Gradués BIRD

1947: France	1967: Japon	1977: Espagne
1948: Luxembourg	1971: Taïwan, Chine	1979: Grèce
1957: Pays-Bas	1972: Nouvelle Zélande	1987: Oman
1958: Belgique	1973: Irak	1989: Portugal, Bahamas
1962: Australie et Autriche	1974: Islande	1992: Chypre
1964: Danemark, Malte et Norvège	1975: Finlande, Israël et Singapour	1994: Barbades
1965: Italie	1976: Irlande	

Les appendices fournissent diverses sources sur les pays donateurs et débiteurs :

- Une liste des représentations par groupe de pays des 24 administrateurs, avec le droit de vote de chacun (appendice E).
- Un tableau complet sur les pays membres, avec leurs adhésions aux diverses institutions du Groupe de la Banque, l'année de leur arrivée et leur droit de vote individuel (appendice D).
- Une liste des sources supplémentaires sur les pays, avec les pages Internet, les bureaux nationaux du Groupe de la Banque (appendice G), les Centres d'informations du public (les PIC). Le cas échéant, vous y trouverez également les distributeurs et les bibliothèques de dépôt des publications de la Banque mondiale.

Les initiatives pour les groupes de pays

Certaines initiatives visent des groupes de pays qui ont en commun des caractéristiques essentielles : leur niveau de revenu, leur degré d'endettement ou la solidité de leurs institutions, par exemple.

L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ou initiative PPTE

Lancée en 1996 par la Banque mondiale, le FMI et les pays membres, puis renforcée considérablement en 1999, l'initiative PPTE est une approche complète dans le but de diminuer la dette extérieure des pays les plus pauvres et les plus endettés de la planète. Elle aide les pays à évoluer d'une restructuration interminable de leur dette vers un allègement durable de celle-ci. Elle cherche également à réduire la dette contractée auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et à débloquer des fonds pour les pays qui approfondissent la réforme économique et sociale axée sur une réduction sensible de la pauvreté.

L'initiative PPTE assiste les pays qui ne peuvent bénéficier que des crédits de l'IDA et d'une aide analogue de Fonds pour la croissance et la lutte contre la pauvreté du FMI. Elle concerne également des pays confrontés à une dette insoutenable,

déterminée sur base d'une évaluation de la Banque et du FMI, et ce, même après la mise en œuvre des mécanismes traditionnels d'allègement de la dette. Consulter sa page Internet sur <http://www.worldbank.org/hipc/Linkage_French.pdf>.

Les pays à faible revenu en difficulté (LICUS)

En novembre 2001, une mission spéciale a été mise sur pied afin de reconsidérer l'assistance du Groupe de la Banque mondiale aux pays qui enregistraient des résultats médiocres. Ce détachement a examiné les raisons de l'échec des programmes d'aide de la Banque (et des autres donateurs). Une fois rédigé, le résumé de ses conclusions a fait l'objet de débats au sein du Conseil des Administrateurs en mars et en juillet 2002. Améliorer l'efficacité de l'aide extérieure aux pays pratiquement privés d'une structure politique et institutionnelle est devenue une priorité du Groupe de la Banque mondiale. Pour plus d'informations, consulter <<http://www.worldbank.org/licus>>.

Les pays en pointe⁴

En novembre 2001, la Banque a mis sur pied l'initiative pour les pays en pointe, un élément essentiel en vue d'accélérer les progrès pour réaliser les Objectifs de développement pour le Millénaire en matière d'éducation. Elle en a annoncé les critères en juin 2002 pour inviter les pays à chercher du soutien conformément à cette initiative. Dix-huit pays rentrent dans ces conditions (qui supposent un plan pour tout le secteur de l'éducation imbriqué dans une stratégie de développement de plus grande envergure et qui nécessite un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) sur le terrain) : l'Albanie, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guyane, l'Honduras, la Mauritanie, le Mozambique, le Nicaragua, le Niger, la Tanzanie, l'Ouganda, le Vietnam, la République du Yémen et la Zambie. Par ailleurs, on a identifié cinq autres États ayant le plus grand nombre d'enfants en dehors de l'école (le Bangladesh, la République démocratique du Congo, l'Inde, le Nigeria et le Pakistan). La Banque s'est engagée à intensifier son aide pour ces pays afin qu'ils entrent, au plus vite, dans les conditions requises pour bénéficier du soutien accordé aux pays en pointe.

Les pays à revenu intermédiaire

Confrontés à d'autres défis du développement, les pays à revenu intermédiaire sollicitent encore les services du Groupe de la Banque pour augmenter la flexibilité de leur dette et de leur gestion des risques ainsi que pour renforcer leurs institutions afin de concevoir et mettre en œuvre des réformes économiques et sectorielles. Sur base des recommandations de la mission de 2001 chargée de l'évaluation des pays à revenu intermédiaire, le Groupe de la Banque met aujourd'hui l'accent sur le rôle complémentaire des services de conseils. Elle a en outre perfectionné ses instruments de prêts pour répondre aux besoins en constante évolution des pays à revenu intermédiaire. Par exemple, le Conseil des Administrateurs a approuvé une option d'at-

⁴ Pays qui jouissent d'un haut niveau d'investissements et de croissance (N.d.T.).

traction différée⁵ pour les prêts d'ajustement, et l'instrument qui y correspond est aujourd'hui mis à disposition des clients. La Banque a par ailleurs introduit de nouveaux produits financiers, par exemple des prêts en devise unique à marge bancaire⁶ variable, des crédits à marge bancaire fixe et des prêts en monnaie nationale qui offrent des options plus flexibles aux pays clients aux revenus faibles et intermédiaires.

Les petits États

Le terme « petit État » s'applique à un groupe varié de pays souverains en développement : certains assez riches, d'autres très pauvres ; certains étant des îles ou groupes d'îles, d'autres étant enclavés ; et un grand nombre abritant une population égale ou inférieure à 1,5 million d'habitants. Quarante-cinq pays en développement entrent dans cette dernière catégorie, dont 41 membres de la Banque mondiale.

Dans un rapport récent, la mission mixte du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale chargée de l'évaluation sur les petits États a déterminé qu'un certain nombre de caractéristiques communes façonnaient les défis du développement auxquels étaient confrontés ces pays. Par exemple, un grand nombre d'entre eux sont particulièrement vulnérables aux facteurs extérieurs, comme les catastrophes naturelles qui déstabilisent fortement les revenus nationaux. Beaucoup souffrent de la capacité limitée de leurs secteurs public et privé et sont confrontés à une transition économique difficile et incertaine qui résulte des changements qui s'opèrent dans le commerce mondial.

Les regroupements par régions

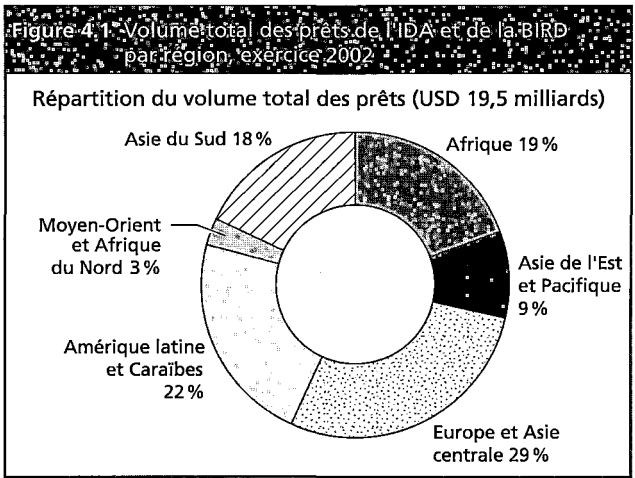
La plupart des institutions du Groupe de la Banque orientent leur travail en groupant les pays en développement par zones géographiques. Comme il en a déjà été question dans le chapitre 2, ces régions constituent la première dimension de la matrice organisationnelle, la seconde étant les aspects du développement par réseaux thématiques, un axe qui passe à travers les régions. Les parties qui vont suivre donnent un bref aperçu sur les régions du Groupe de la Banque : les pays qu'elles comprennent, quelques données fondamentales et certaines informations sur les activités et les priorités du Groupe. Vous y trouverez également des renseignements sur les principales initiatives régionales qui, le plus souvent, sont l'œuvre de partenariats entre le Groupe de la Banque et d'autres organisations ou gouvernements.

Pour accéder aux informations sur les régions et les pays de la Banque mondiale, consulter <<http://www.worldbank.org/countries>>. Vous trouverez d'autres fiches de projet concernant les régions du monde sur <<http://www.worldbank.org/issuebriefs>>. Quant aux régions d'investissements de la SFI, vous en trouverez les liens électroniques sur <<http://www.ifc.org/site/Internetmap>>. Pour en savoir plus sur les régions, consulter les rapports annuels des institutions du Groupe de la Banque et les listes des pages Internet.

⁵ La BIRD offre aux bénéficiaires des prêts d'ajustement la possibilité de différer le décaissement du crédit de trois ans maximum, pourvu que la mise en œuvre générale du programme en question et la structure macroéconomique restent adaptées (N.d.T.).

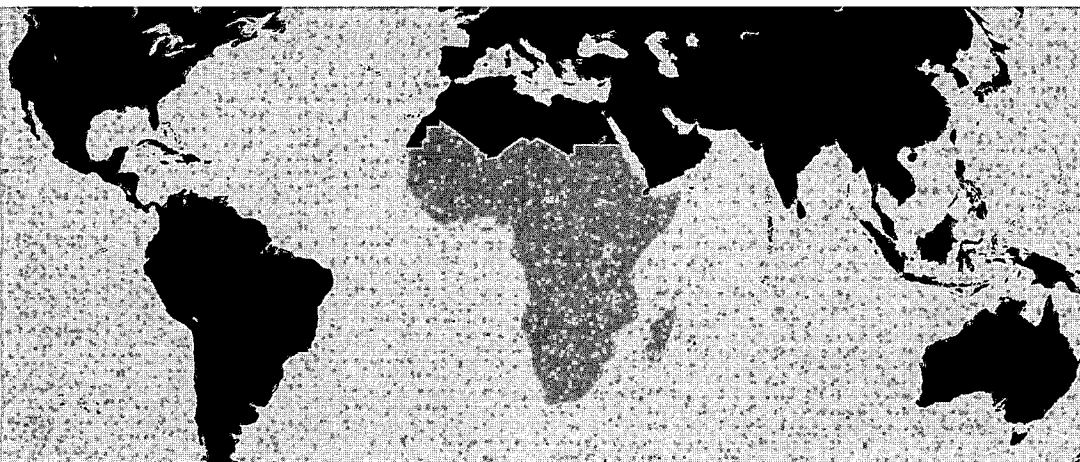
⁶ Différence entre le taux d'emprunt qu'obtient une banque et celui qu'elle offre à ses débiteurs (N.d.T.).

Les parties suivantes respectent l'organisation de la Banque mondiale en vice-présidences régionales (voir figure 4.1 pour le volume relatif des prêts octroyés à ces régions du monde). Les départements régionaux de la SFI correspondent à ce découpage, cependant, il existe deux départements distincts (bien qu'étroitement reliés) pour l'Europe et l'Asie centrale, et quelques pays ne sont pas assignés aux régions de la



même manière qu'à la Banque. Dans son rapport annuel, la MIGA englobe l'Asie de l'Est, le Pacifique et l'Asie du Sud dans une seule et même région. Le CIRDI, quant à lui, n'organise pas son travail par régions.

Il importe de préciser que les régions du Groupe de la Banque, au sens strict de l'expression, ne renvoient qu'aux pays qui peuvent bénéficier des prêts ou autres services. Les pays membres plus riches de ces zones géographiques (par exemple, Singapour, l'Oman et la Barbade) n'en font évidemment pas partie. Le Groupe de la Banque rassemble les informations économiques sur tous les pays et dirige des bureaux dans un certain nombre de pays donateurs.



L'Afrique (subsaharienne)

Dans cette région de la Banque mondiale, les pays susceptibles de bénéficier de prêts sont :

Afrique du Sud	Ghana	République démocratique du Congo
Angola	Guinée	République du Congo
Benin	Guinée-Bissau	Rwanda
Botswana	Kenya	São Tomé et Príncipe
Burkina Faso	Lesotho	Sénégal
Burundi	Libéria	Seychelles
Cameroun	Madagascar	Sierra Leone
Comores	Malawi	Somalie
Cap Vert	Mali	Soudan
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Swaziland
Éthiopie	Mozambique	Tanzanie
Guinée équatoriale	Namibie	Tchad
Île Maurice	Niger	Togo
Érytrée	Nigéria	Zambie
Gabon	Ouganda	Zimbabwe
Gambie	République centrafricaine	

Tous ces États sont membres de la BIRD. Pour ce qui est des autres institutions :

- La Namibie et les Seychelles ne sont pas membres de l'IDA.
- Le Djibouti fait partie de la région d'Afrique de la SFI. Sao Tomé et Príncipe n'est pas membre de la SFI.
- Les Comores, le Gabon, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Niger, Sao Tomé et Príncipe et la Somalie ne sont pas membres de la MIGA.

- L'Angola, le Cap Vert, la Guinée équatoriale, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, la Namibie, Sao Tomé et Príncipe et l'Afrique du Sud ne sont pas membres du CIRDI.

La Banque mondiale en Afrique subsaharienne

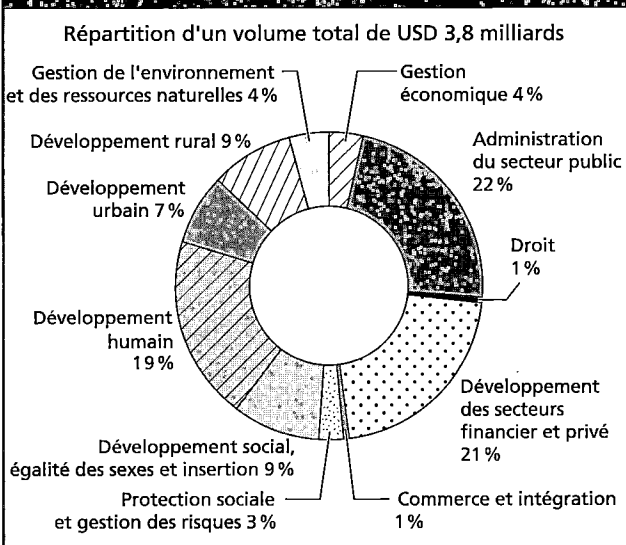
Les Objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015 représentent des défis difficiles dans de nombreux pays de cette région. Quelque 300 millions d'Africains (soit près de 50 % de la population du sous-continent) vivent encore dans des conditions de pauvreté extrême. La propagation du VIH/SIDA risque de réduire à néant les progrès considérables réalisés en matière de prolongation de l'espérance de vie. La stagnation politique et économique dans certains des pays clés de cette zone du monde entame leur capacité à attirer les investissements. Dans la majeure partie de cette région, les inégalités sont encore très marquées et la croissance reste insuffisante pour empêcher l'augmentation de la pauvreté. Nombreux sont ceux qui n'ont pas encore accès aux services élémentaires et ne peuvent pas participer efficacement à l'économie moderne. Voir l'encadré 4.3 pour les données fondamentales sur la région.

La stratégie de la Banque en Afrique consiste à accélérer les progrès pour réaliser les Objectifs de développement pour le Millénaire. Cette tactique est en accord avec celle exposée par les chefs d'États africains dans l'initiative pour le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et se fonde sur l'analyse de l'étude essentielle intitulée *L'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le 21^{ème} siècle?* Des priorités ont été fixées : améliorer la conduite des affaires publiques et résoudre les conflits, développer l'énorme potentiel humain de l'Afrique, diversifier la production et augmenter la compétitivité, diminuer la dépendance envers l'aide et réduire la dette, notamment en renforçant le partenariat avec la communauté donatrice, etc. Pour maximaliser les répercussions de l'aide, les derniers fonds débloqués par l'IDA dans les différents pays ont été fonction de la qualité des politiques et des institutions. Par conséquent, plusieurs États ont vu leurs aides augmenter.

La Banque mondiale continue à se focaliser sur certaines priorités régionales importantes : alléger davantage la dette, offrir un soutien à la suite d'un conflit, lutter contre le VIH/SIDA et les autres maladies contagieuses, favoriser l'intégration régionale, le renforcement des capacités, faciliter l'accès des produits africains sur les marchés mondiaux, etc. Pour le portail électronique de cette région, consulter <<http://www.worldbank.org/af>> (voir figures 4.2 et 4.3 pour les classifications des prêts par thème et par secteur).

Encadré 4.3	
En bref : les pays d'Afrique subsaharienne membres de la BIRD, exercice 2002	
Population totale :	0,7 milliard
Croissance démographique :	2,3 %
Espérance de vie à la naissance :	47 ans
Mortalité infantile pour 1000 naissances :	91
Taux d'analphabétisme chez les filles de moins de 15 ans :	27 %
PNB par habitant (2001) :	USD 470
Nombres de personnes atteintes du VIH/SIDA :	28,5 millions

Figure 4.2 Afrique, prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002



La SFI en Afrique subsaharienne

Étant donné que le climat des investissements du secteur privé reste délicat en Afrique subsaharienne, la SFI est à la recherche de nouvelles méthodes pour encourager ce secteur à contribuer au développement. Sa stratégie de base pour cette région du monde est à l'image de l'ensemble de ses tactiques d'entreprise : les investissements vont en premier lieu à l'approvisionnement privé en infrastructures matérielles, au développement d'institutions financières privées dynamiques, à l'essor des télécommunications et des technologies de l'information, au soutien des petites et moyennes entreprises et au tourisme.

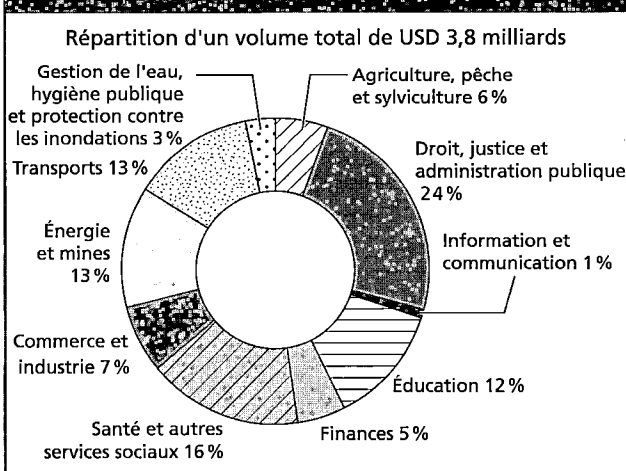
Consulter la page du département pour l'Afrique sur <http://www.ifc.org/africa>.

La MIGA en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne est une zone prioritaire pour la MIGA. Elle s'efforce d'attirer de nouveaux investissements et de renforcer la

capacité institutionnelle de cette région. Elle a établi un bureau régional sur le terrain, à Johannesburg et actionne quelque 30 missions sur le terrain et bureaux mobiles. Cette agence effectue des garanties sur de nouveaux projets d'investissements et mène de nombreuses activités d'assistance technique dans la région. Elle concentre ses efforts sur la nécessité d'investir dans les infrastructures d'Afrique australe et sur le développement considérable de partenariats privé-public pour soutenir les efforts en matière de privatisation.

Figure 4.3 Afrique, prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002



Les initiatives régionales

Les principales initiatives régionales en Afrique subsaharienne sont :

- Le *Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)*, qui fournit des administrateurs et des techniciens aux petites et moyennes entreprises privées africaines. L'APDF offre des services de formation sur mesure pour le personnel et les directeurs locaux afin de mettre à niveau leurs compétences et d'améliorer les résultats économiques et la productivité de leur société. Ce programme est une initiative commune de la SFI, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Banque africaine de développement. Consulter sa page Internet sur <<http://apdf.ifc.org/index.htm>>.
- La *Société de services de gestion pour l'Afrique (AMSCO)*, qui fournit des services de soutien aux entreprises et des conseils commerciaux aux PME africaines, comme les services de consultation et les institutions financières qui travaillent pour ce type de sociétés. L'AMSCO est sponsorisée par la Banque africaine de développement et la SFI, cette dernière étant l'agent d'exécution. Consulter son site Internet sur <<http://www.amsco.org>>.
- Le *Partenariat mondial pour l'éradication de l'onchocercose*, une initiative visant à faire disparaître la cécité des rivières de l'Afrique subsaharienne et à aider les pays touchés à contrôler cette maladie. Ce programme est le fruit d'une volonté commune du PNUD, de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la Santé. Consulter sa page Internet sur <<http://www.worldbank.org/gper/right.htm>>.
- Le *Programme Connaissances Autochtones (CA) pour le Développement*, qui définit les connaissances locales et traditionnelles dans les pays en développement et les applique aux questions de développement. Il s'agit d'un partenariat entre la Banque mondiale et diverses agences de l'ONU, agences bilatérales de développement et organisations non gouvernementales (ONG). Consulter sa page Internet sur <<http://www.worldbank.org/afrik/french/frhome.htm>>.
- Le *Programme plurinational de lutte contre le SIDA (MAP)*. Initiative de la Banque mondiale, il met à la disposition des pays d'Afrique un montant de 1 milliard de dollars EU en capitaux flexibles et rapides lorsque ces nations redoublent d'efforts dans la lutte contre le VIH/SIDA. Consulter sa page Internet sur <<http://www.worldbank.org/afrikaids/map.htm>>.
- Le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)*, une initiative de développement qui appartient et qui est dirigée par les Africains. Le NEPAD est soutenu par la Banque mondiale, les Nations Unies et toute une série d'agences de développement et d'ONG. Vous pourrez consulter son site sur <<http://www.nepadforum.com/v2/index.php>>.
- L'*Initiative pour le bassin du Nil*, un partenariat régional de 10 pays du bassin du Nil. Ses objectifs sont la lutte contre la pauvreté, la promotion du développement économique et la coordination de la gestion des ressources en eau pour le bassin du Nil. Consulter son site sur <<http://www.nilebasin.org>>.

- Le *Programme de politiques de transport pour l'Afrique (SSATP)*, un partenariat entre la Banque mondiale et de nombreuses agences bilatérales et multilatérales. Il vise à faciliter le développement de politiques et le renforcement de capacités dans le domaine des transports en Afrique subsaharienne. Visiter sa page Internet sur <http://www.worldbank.org/afrr/ssatp/French/index_fr.htm>.

Les publications de référence

Les publications suivantes abordent des questions relatives à l'Afrique subsaharienne :

- *Administrative Barriers to Foreign Investment : Reducing Red Tape in Africa.*
- *African Poverty at the Millenium : Causes, Complexities, and Challenges*
- *Africa's International Rivers : An Economic Perspective*
- *L'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le 21ème siècle ?*
- *Aid and Reform in Africa*
- *A Chance to Learn : Knowledge and Finance for Education in Sub-Saharan Africa*
- *Education and Health and Sub-Saharan Africa : A Review of Sector-Wide Approaches*
- *Faith in Development : Partnership between the World Bank and the Churches of Africa*
- *The Future of African Cities : Challenges and Priorities in Urban Development*
- *Les Indicateurs de développement de l'Afrique*
- *Intensifying Action against HIV/AIDS in Africa*
- *The Legal and Regulatory Framework for Environmental Impact Assessments : A Study of Selected Countries in Sub-Saharan Africa*
- *Reforming Business-Related Laws to Promote Private Sector Development : The World Bank Experience in Africa*



L'Asie de l'Est et le Pacifique

Pour cette région de la Banque mondiale, les pays susceptibles de bénéficier de prêts sont :

Cambodge	Malaisie	République démocratique populaire du Laos
Chine	Mongolie	Samoa
États fédérés de Micronésie	Myanmar	Thaïlande
Fidji	Palau	Timor oriental
Îles Marshall	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tonga
Îles Solomon	Philippines	Vanuatu
Indonésie	République de Corée	Vietnam
Kiribati		

Tous ces États sont membres de la BIRD et de l'IDA. Pour ce qui est des autres institutions :

- Le Timor oriental n'est pas membre de la SFI.
- Le Kiribati, les Îles Marshall, le Myanmar, les Îles Salomon et le Tonga ne sont pas membres de la MIGA.
- Le Cambodge, le Kiribati, la RDP du Laos, les Îles Marshall, le Myanmar, le Palau, la Thaïlande, le Vanuatu et le Vietnam ne sont pas membres du CIRDI.

La Banque mondiale en Asie de l'Est et dans le Pacifique

Entre 1965 et 2000, les économies de l'Asie de l'Est ont connu une expansion plus rapide que partout ailleurs. Les huit premières se sont développées deux fois plus vite que celles du reste de l'Asie de l'Est, trois fois plus rapidement que celles d'Amérique latine et d'Asie du Sud et 25 fois plus vite que celles d'Afrique subsaharienne. En conséquence, le bien-être de ces populations a été amélioré de façon spectaculaire. L'espérance de vie est passée d'environ 40 ans en 1960 à 69 ans en 1999. Par ailleurs, le nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté extrême,

Encadré 4.4

En bref : les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique membres de la BIRD, exercice 2002

Population totale : 1,8 milliard

Croissance démographique : 1 %

Espérance de vie à la naissance : 69 ans

Mortalité infantile pour 1000 naissances : 36

Taux d'analphabétisme chez les filles de moins de 15 ans : 4 %

PNB par habitant (2001) : USD 900

Nombres de personnes atteintes du VIH/SIDA : 1 million

soit avec 1 dollar par jour, a presque chuté de 50 % (de 452 millions en 1990, il n'était plus que de 250 millions en 2000). Toute une série d'autres indicateurs sociaux, de l'éducation à la possession d'appareils électroménagers, se sont également améliorés rapidement. Voir l'encadré 4.4 pour les données fondamentales sur cette région du monde.

La Banque mondiale s'efforce encore et toujours d'y faire progresser les réformes structurelles et institutionnelles. Ce faisant, on pourrait accélérer la restructuration du monde des finances et des entreprises, améliorer la compétitivité, s'attaquer aux obstacles qui minent le climat des investissements, garantir une protection sociale suffisante, poursuivre la réforme de l'État dans des domaines comme la gestion des dépenses publiques, la transparence et la responsabilité financière, la fonction publique et la décentralisation, empêcher ces pays

de faire marche arrière en matière de protection environnementale, etc.

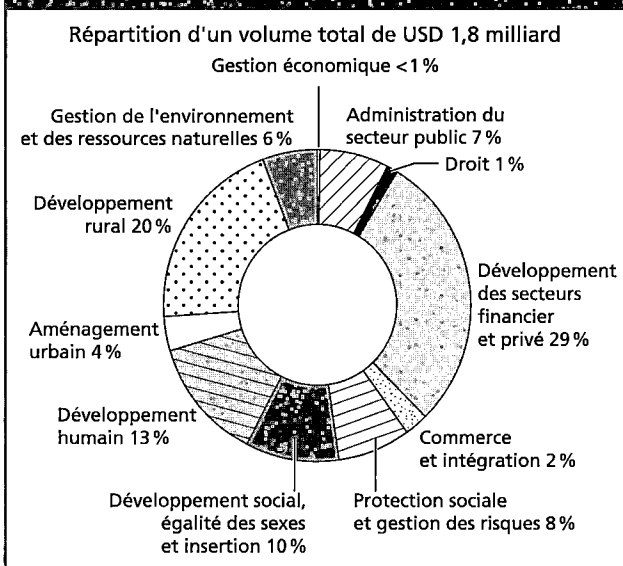
Pour réduire la vulnérabilité et s'assurer que les populations pauvres tirent parti de la croissance économique, la Banque a revu sa stratégie. Auparavant, elle soutenait des filets de sécurité et des évaluations des crises. Aujourd'hui, elle se focalise sur les politiques et les institutions qui aident les ménages à gérer les risques sociaux, qui construisent un cadre de politique sociale efficace et qui permettent aux plus démunis de bénéficier des avantages du développement de leur pays. Les programmes

sociaux ont mis de plus en plus l'accent sur la autonomisation des communautés et sur des approches axées sur la demande afin de favoriser le bon rendement de l'économie, transparent et efficace. Voir les figures 4.4 et 4.5 pour la classification des prêts par thème et par secteur. Consulter le portail électronique pour cette région du monde sur <http://www.worldbank.org/eap>.

La SFI en Asie de l'Est et dans le Pacifique

En Asie de l'Est, la SFI soutient essentiellement la restructuration des ban-

Figure 4.4. Asie de l'Est et Pacifique : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002



ques et des sociétés, le renforcement du secteur financier, l'élévation des normes de direction des entreprises et les investissements dans des projets qui poussent toujours plus loin le développement du secteur privé. La crise de l'Asie de l'Est et les récentes retombées de la récession mondiale ont mis en lumière l'importance des faiblesses de la structure économique asiatique. Dans ce contexte, la SFI oriente sa stratégie sur le renforcement de la viabilité du développement du secteur privé en consolidant les institutions financières, en développant des transactions standards qui canaliseront davantage d'investissements privés dans divers secteurs et en établissant des règles de bonne pratique et des normes en matière de direction des entreprises, de responsabilité financière internationale, d'environnement et de rentabilité des opérations.

Durant l'exercice 2002, la SFI a élargi son soutien au développement des marchés financiers. Elle a par ailleurs rehaussé sa stratégie régionale en encourageant les relations entre les marchés immobilier et financier. Enfin, elle a renforcé les petites et moyennes entreprises et a aidé les sociétés locales à améliorer leur direction. Pour obtenir la page Internet du département pour l'Asie de l'Est, consulter <<http://www.ifc.org/asia>>.

Durant l'exercice 2002, la SFI a élargi son soutien au développement des marchés financiers. Elle a par ailleurs rehaussé sa stratégie régionale en encourageant les relations entre les marchés immobilier et financier. Enfin, elle a renforcé les petites et moyennes entreprises et a aidé les sociétés locales à améliorer leur direction. Pour obtenir la page Internet du département pour l'Asie de l'Est, consulter <<http://www.ifc.org/asia>>.

La MIGA en Asie de l'Est et dans le Pacifique

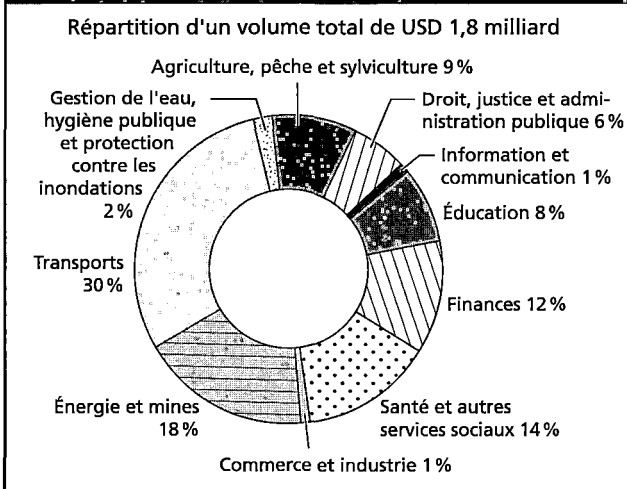
La MIGA soutient des projets en Asie de l'Est grâce à son programme de garanties et ses aides techniques. Cette deuxième forme d'assistance technique vise toute une série d'objectifs pour l'Asie de l'Est : le développement et la mise en œuvre de stratégies axées sur la mobilisation et la promotion des possibilités d'investissements, l'identification et la promotion des secteurs dotés d'un grand potentiel d'attraction de capitaux, l'élaboration de programmes de travail ciblés, etc. Notons également l'aide au développement et à la mise en application de technologies de l'information et d'un matériel de promotion.

Les initiatives régionales

Les initiatives suivantes ont été mises sur pied en Asie de l'Est et dans le Pacifique :

- Le *Programme pour les énergies de substitution en Asie*, un partenariat entre la Banque mondiale et des donateurs bilatéraux de premier ordre. Son objectif est d'intégrer les possibilités d'énergies alternatives dans l'élaboration des stra-

Figure 4.5 Asie de l'Est et Pacifique: prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002



tégies du secteur de l'énergie et des opérations de prêts pour l'ensemble des pays asiatiques qui font appel aux services de la Banque. Consulter sa page Internet sur <<http://www.worldbank.org/astae>>.

- Le *Forum du développement de l'Asie*, un forum régional qui cherche à renforcer les liens et les dialogues en matière de politiques à mettre en œuvre au sein de la communauté qui œuvre pour le développement de l'Asie et du Pacifique. Il est sponsorisé par la Banque asiatique de développement, l'Institut du développement de Corée, l'Institut pour la politique économique internationale de Corée et la Banque mondiale. Consulter sa page Internet sur <<http://www.adb.org/Documents/Events/2002/ADF>>.
- Le *Service de promotion et de développement des investissements en Chine (CPDF)*, qui soutient le développement des petites et moyennes entreprises à l'intérieur des frontières chinoises. Il est financé par la SFI et divers pays donateurs.
- Le *Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF)*, qui encourage le développement des petites et moyennes entreprises privées détenues par des capitaux nationaux au Cambodge, dans la RDP du Laos et au Vietnam. Géré par la SFI, il est financé par la Banque asiatique de développement et des pays donateurs. Consulter son site sur <<http://www.mpdf.org>>.
- Le *Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF)*, qui fournit des conseils financiers et commerciaux aux petites et moyennes entreprises de cette région du monde. Il soutient également les programmes sectoriels et régionaux qui répondent aux besoins du secteur privé. Géré par la SFI, il est financé par la Banque asiatique de développement et divers pays donateurs. Consulter sa page Internet sur <<http://sppf.ifc.org>>.

Les publications de référence

Les publications suivantes traitent de cette région du monde :

- *Asian Corporate Recovery: Findings from Firm-Level Surveys in Five Countries*
- *Can East Asia Compete? Innovation for Global Markets*
- *China and the Knowledge Economy: Seizing the 21st Century*
- *China 2002: Development Challenges in the New Country*
- *China's Emerging Private Enterprises: Prospects for the New Country*
- *Corporate Governance and Enterprise Reform in China: Building the Institutions of Modern Markets*
- *Democracy, Market Economics, and Development: An Asian Perspective*
- *East Asia: Recovery and Beyond*
- *East Asian Labor Markets and the Economic Crisis: Impacts, Responses, and Lessons*
- *Free Trade Area Membership as a Stepping Stone to Development: The Case of ASEAN*
- *Innovative East Asia*
- *Pacific Island Economies: Building a Resilient Economic Base for the 21st Century*
- *Private Infrastructure in East Asia: Lessons Learned in the Aftermath of the Crisis*
- *Le Rapport sur le développement dans le monde (1996): De l'économie planifiée à l'économie de marché*
- *Rethinking the East Asian Miracle*
- *Social Cohesion and Conflict Prevention in Asia: Managing Diversity through Development*



L'Asie du Sud

Dans cette région de la Banque mondiale, les pays susceptibles de bénéficier de prêts sont :

Afghanistan	Inde	Pakistan
Bangladesh	Maldives	Sri Lanka
Bhoutan	Népal	

Tous ces États sont membres de la BIRD et de l'IDA. Pour ce qui est des autres institutions :

- L'Afghanistan et le Pakistan font partie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de la SFI. Le Bhoutan n'est pas membre de cette institution.
- L'Afghanistan, le Bhoutan et les Maldives ne sont pas membres de la MIGA.
- Le Bhoutan, l'Inde et les Maldives ne sont pas membres du CIRDI.

La Banque mondiale en Asie du Sud

L'Asie du Sud est entrée dans le 21^{ème} siècle après dix ans de développement économique et social rapide. Dans les années 1990, les taux de croissance de cette région étaient, en moyenne, de 5,9 % par an. Ces dernières années, bon nombre de ces nations ont réduit leurs droits de douane, abaissé leurs barrières commerciales, démantelé leurs restrictions aux investissements privés nationaux et étrangers et réformé leur système financier. Néanmoins, cette partie du globe continue à enregistrer le plus bas taux au monde d'investissements directs étrangers, qui ne représentent que 0,5 % du produit intérieur brut (PIB). Les pratiques protectionnistes sont encore très présentes et les échanges commerciaux à l'intérieur de la région restent nettement inférieurs à leur potentiel. Voir l'encadré 4.5 pour les données fondamentales sur cette partie du monde.

Encadré 4.5

En bref: les pays d'Asie du Sud membres de la BIRD, exercice 2002

Population totale: 1,4 milliard
Croissance démographique: 1,8 %
Espérance de vie à la naissance: 62 ans
Mortalité infantile pour 1000 naissances: 73
Taux d'analphabétisme chez les filles de moins de 15 ans: 40 %
PNB par habitant (2001): USD 450
Nombres de personnes atteintes du VIH/SIDA: 5,6 millions

Malgré les derniers progrès, cette région reste une des plus défavorisées du monde: plus d'un tiers de sa population totale (1,4 milliards d'habitants) vit avec moins de 1 dollar par jour, ce qui revient à dire que l'Asie du Sud abrite près de la moitié de la pauvreté de la planète. Cette misère omniprésente est à la fois la cause et la conséquence du faible niveau de développement humain et, surtout, de la position précaire de la femme. Malgré une amélioration de l'éducation et des soins de santé, cette région compte toujours le plus important taux d'analphabétisme chez les jeunes et un tiers des morts en couches de la planète. Près de 50 % des moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Un environnement dégradé, des infrastructures inadap- tées, des exclusions sociales... ces éléments, parmi

tant d'autres, entravent la croissance et la lutte contre la pauvreté. Si l'on tient à réaliser l'Objectif de développement pour le Millénaire de réduire la pauvreté de 50 % d'ici 2015, les résultats de l'Asie de l'Est seront déterminants.

Les perspectives économiques à long terme de l'Asie du Sud vont également dépendre des réformes plus que nécessaires des secteurs clés, à savoir les banques, l'énergie et les infrastructures. En ce sens, les engagements des gouvernements à améliorer les dépenses publiques et à réformer l'État seront également déterminants. Il est fondamental que cette région améliore sa conduite des affaires publiques (notamment en agissant avec une plus grande transparence et en élaborant des réformes plus drastiques en matière de réglementation).

En Asie de Sud, la Banque mondiale se focalise sur les objectifs suivants :

- Lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité en poussant le pays et la communauté à s'approprier les efforts en matière de développement.
- Réagir rapidement face aux crises comme les conflits armés et les catastrophes naturelles.
- Encourager un nombre croissant d'investissements dans le développement humain, surtout pour les groupes marginalisés.
- Favoriser une croissance économique équitable et stimulée par le secteur privé.
- Soutenir les gouvernements clients qui s'efforcent d'améliorer la conduite des affaires publiques par le biais de réformes institutionnelles et politiques.
- Former des partenariats de développement entre les gouvernements, les donateurs, la société civile et les communautés.
- Protéger les ressources naturelles qui font vivre les populations.

Voir les figures 4.6 et 4.7 pour la classification des prêts par thème et par secteur. Consulter le portail électronique pour l'Asie du Sud sur <<http://www.worldbank.org/sar>>.

La SFI en Asie du Sud

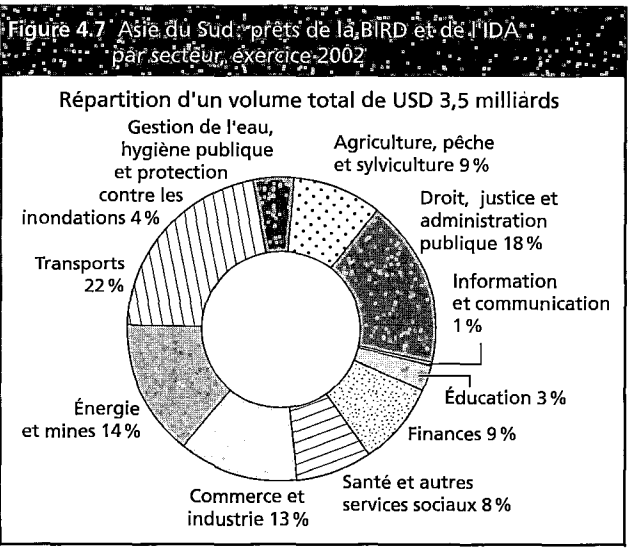
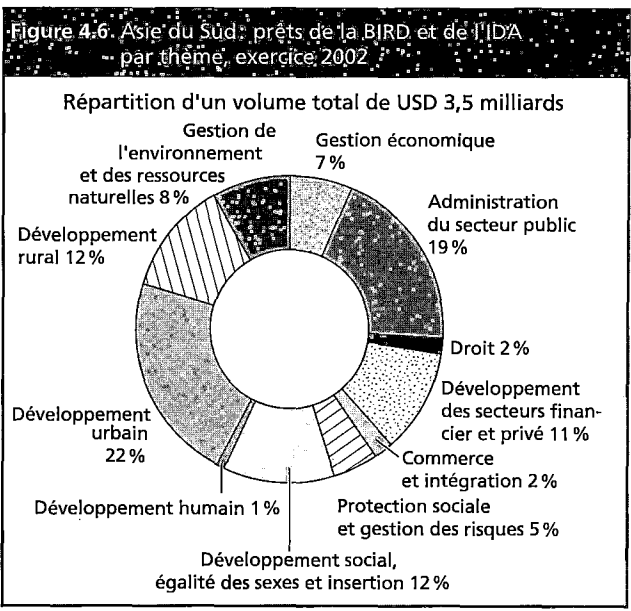
Si l'on se fonde sur les données mondiales, l'Asie du Sud connaît une expansion rapide. Néanmoins, ces économies ne sont pas encore assez solides pour répondre

aux besoins de leurs pauvres. L'instabilité du climat politique, la précarité des réglementations et des régimes fiscaux, l'inadaptation des infrastructures et la lenteur des réformes sont autant d'entraves à la croissance. Malgré des épargnes nationales historiques, l'ensemble de la région finance très peu les investissements privés.

La SFI fonde sa stratégie en Asie du Sud sur quatre domaines :

- Le secteur financier : la construction d'institutions nationales solides qui développent les services et approfondissent les marchés, surtout pour les petites et moyennes entreprises mal desservies.
- Les infrastructures : la privatisation des services publics et le financement privé de nouvelles infrastructures, par exemple.
- Les sociétés de services et de fabrication : la promotion de la restructuration et la modernisation en vue de relever les défis de la mondialisation.
- La santé et l'éducation : la sélection des investissements afin d'améliorer la qualité des soins et de l'enseignement ainsi que d'en faciliter l'accès.

Pour obtenir le site du département pour l'Asie du Sud, consulter <<http://www.ifc.org/asia>>.



La MIGA en Asie du Sud

La MIGA soutient des projets en Asie du Sud grâce à des garanties et à une aide technique. Les dernières entreprises qu'elle a couvertes concernent le secteur népalais de l'énergie et les industries pakistanaises de logiciels et des télécommunications.

Les initiatives régionales

Parmi les initiatives en Asie du Sud, on trouve :

- Les efforts d'immunisation en Inde et en Asie du Sud, qui résultent d'une collaboration entre la Banque mondiale et les gouvernements régionaux. Ils constituent un des principaux axes de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation, une coalition d'institutions publiques et privées. Consulter <<http://lnweb18.worldbank.org/sar/sa.nsf/2991b676f98842f0852567d7005d2cba/2ffee22cd5749ce5852569d90057e4ed?OpenDocument>>.
- La *Gestion de la qualité de l'air dans les villes d'Asie du Sud*, un programme régional. La Banque mondiale, avec le soutien du PNUD, identifie les zones qui requièrent de plus amples informations pour pouvoir formuler des recommandations viables et aide les gouvernements, la société civile et les médias qui œuvrent pour l'amélioration de la qualité de l'air dans les villes. Consulter son site sur <<http://www.worldbank.org/sarurbanair>>.

Les publications de références

Les publications suivantes traitent de l'Asie du Sud :

- *Better Health Systems for India's Poor : Findings, Analysis, and Options*
- *Building Local Bond Markets : An Asian Perspective*
- *Conflict and Cooperation on South Asia's International Rivers : A Legal Perspective*
- *Forging Subregional Links in Transportation and Logistics in South Asia*
- *India : The Challenges of Development*
- *Leapfrogging ? India's Information Technology Industry and the Internet*
- *The Next Ascent : An Evaluation of the Aga Khan Rural Support Program, Pakistan*
- *Poverty Reduction in South Asia : Promoting Participation of the Poor*



L'Europe et l'Asie centrale

Dans cette région de la Banque mondiale, les pays susceptibles de bénéficier de prêts sont :

Albanie	Kazakhstan	Fédération de Russie
Arménie	Kirghizstan	Serbie et Monténégro
Azerbaïdjan	Lettonie	République de Slovaquie
Biélorussie	Lituanie	République de Tchéquie
Bosnie-Herzégovine	Ex République Yougoslave de Macédoine	Slovénie
Bulgarie	Moldavie	Tadjikistan
Croatie	Ouzbékistan	Turquie
Estonie	Pologne	Turkménistan
Géorgie	Roumanie	Ukraine

Tous ces pays sont membres de la BIRD et de la SFI et de la MIGA. Pour ce qui est des autres institutions :

- La Biélorussie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie, la Roumanie, la Serbie et Monténégro ainsi que le Turkménistan ne sont pas membres de l'IDA.
- La République du Kirghizstan, la Moldavie, la Pologne, la Fédération de Russie, la Serbie et Monténégro ainsi que le Tadjikistan ne sont pas membres du CIRDI.

La Banque mondiale en Europe et en Asie centrale

En dépit d'une croissance réunissant des tendances très variées, l'Europe et l'Asie centrale restent hautement diversifiées, tant en termes de revenu par habitant qu'en matière d'intégration mondiale. En effet, le revenu par habitant varie entre USD 10 070 pour la Slovaquie à USD 170 pour le Tadjikistan. Le pourcentage de démunis oscille entre moins de 5 % et plus de 50 % de la population, bien qu'il soit aujourd-

Encadré 4.6

En bref: les pays d'Europe et d'Asie centrale membres de la BIRD, exercice 2002

Population totale: 0,5 milliard

Croissance démographique: 0,1 %

Espérance de vie à la naissance: 69 ans

Mortalité infantile pour 1000 naissances: 20

Taux d'analphabétisme chez les filles de moins de 15 ans: 1 %

PNB par habitant (2001): USD 1960

Nombres de personnes atteintes du VIH/SIDA: 1 million

d'hui partout en régression grâce à la croissance continue que connaît cette région du monde. Bien que de nombreux pays, surtout ceux d'Europe centrale et les États baltes, soient clairement en tête du peloton des candidats à l'intégration européenne et mondiale et aient reçu la mention « satisfaisant » de la Banque, d'autres sont encore en proie à de vieilles tensions latentes et font face à d'importantes contraintes géographiques. C'est à cause de cette diversité que le programme d'aide de la Banque pour l'Europe et de l'Asie centrale est si large et en constante évolution. Voir l'encadré 4.6 pour les données fondamentales sur cette région du monde.

Les efforts régionaux de la Banque mondiale se focalisent sur :

- La construction d'un climat stable pour les investissements, qui repose sur trois axes principaux. Premièrement, des réformes systémiques qui portent notamment sur la stabilité macroéconomique, la révision du système législatif et l'amélioration de la conduite des affaires publiques. Deuxièmement, des réformes sectorielles telles que la politique des prix, la réglementation du service public, l'amélioration du fonctionnement du secteur financier et du marché du travail. Troisièmement, des investissements ciblés sur les infrastructures et les restructurations industrielles.
- L'amélioration de la conduite des affaires publiques grâce à des réformes visant à augmenter la transparence, la participation, la qualité des services, la décentralisation, la capacité de infrastructures d'accueil pour la lutte contre la corruption et la responsabilité financière du gouvernement.
- Responsabiliser les populations pauvres des zones où les notions traditionnelles et institutionnelles de droit de parole et de responsabilité en sont toujours à leurs balbutiements.
- Combattre les maladies transmissibles comme le VIH/SIDA, la tuberculose, etc.
- Protéger l'environnement en reboisant, en supprimant progressivement les substances qui détruisent la couche d'ozone, en améliorant les pratiques et en instaurant des programmes colossaux d'épuration environnementale.
- Améliorer la compétitivité des pays sur la scène internationale grâce à une utilisation plus efficace des connaissances et des technologies dans les secteurs privé et public.
- Renforcer les institutions financières en évaluant et en améliorant les normes et les règles tout en établissant un cadre légal et institutionnel pour traiter le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Voir les figures 4.8 et 4.9 pour la classification des prêts par thème et par secteur. Consulter le portail électronique pour l'Europe et l'Asie centrale sur <<http://www.worldbank.org/eca>>.

La SFI en Europe et en Asie centrale

La SFI divise son travail en Europe et en Asie centrale en deux départements régionaux :

- L'Europe centrale et l'Europe de l'Est
- L'Europe méridionale et l'Asie centrale

La dualité de cette région du monde a façonné la stratégie de l'aide. D'un côté, certains pays préparent leur adhésion à l'Union européenne, qui renforcera leur passage à une économie de marché et solidifiera leur intégration aux capitaux privés de l'Occident. De l'autre, on trouve des États comme l'Arménie, la Biélorussie, la Géorgie, la Russie et l'Ukraine, englués dans leur transition : le commerce est toujours entravé, les flux d'investissements directs étrangers restent maigres et la fuite de capitaux assèche toujours plus les ressources économiques. Néanmoins, ces pays possèdent un énorme potentiel commercial.

La SFI a élaboré sa stratégie de sorte qu'elle s'adapte aux énormes défis de cette partie du monde.

Bien que l'Europe centrale ait de plus en plus accès aux capitaux privés, toutes les régions et toutes les branches de l'économie ne disposent pas de la même capacité à attirer les investissements, loin de là. La SFI travaille dans les secteurs et les contrées que le financement privé n'a pas encore atteints, en se servant de son rôle de catalyseur auprès des investisseurs éventuels.

Quant à l'Asie centrale, elle doit encore développer le libre-échange pour permettre l'expansion des petites entreprises et attirer les investissements directs étran-

Figure 4.8 Europe et Asie centrale : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002

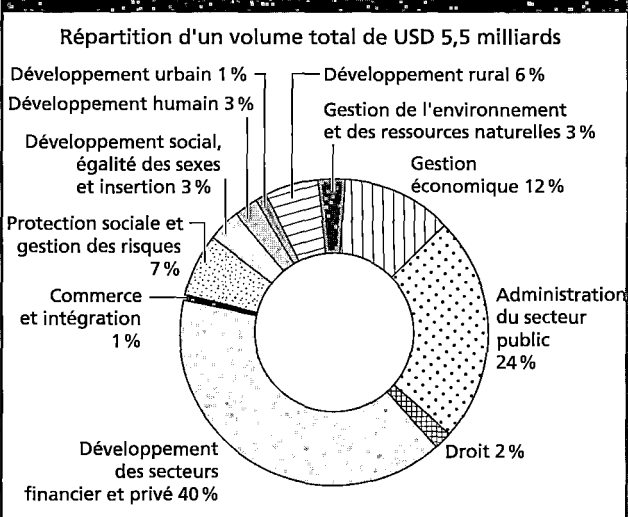
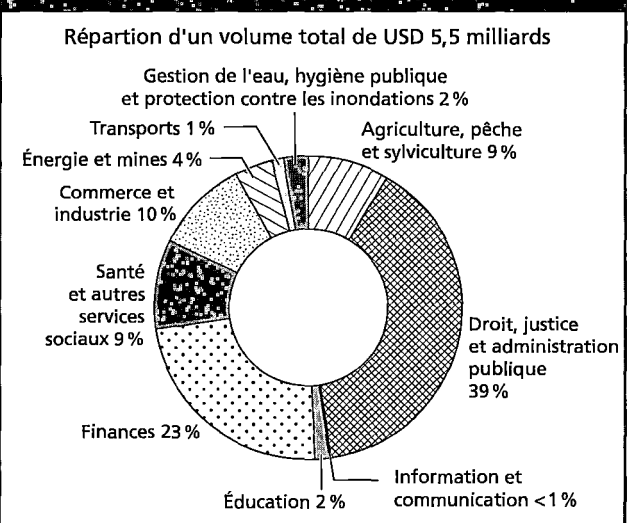


Figure 4.9 Europe et Asie centrale : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002



gers. Un environnement peu propice au commerce, une direction inexpérimentée, des rivalités régionales et un éloignement par rapport aux grands marchés d'exportation sont autant d'éléments qui entravent une croissance économique fomentée par le secteur privé. Étant donné que ce dernier est dominé par les petites et moyennes entreprises, la SFI cherche à créer des intermédiaires pour acheminer les fonds vers celles-ci.

La SFI a également développé des partenariats avec d'autres gouvernements pour offrir aux sociétés locales et aux gouvernements nationaux ou régionaux une aide technique directe et divers types de financement et d'assistance au développement commercial. Consulter le site du département pour l'Europe sur <<http://www.ifc.org/europe>>.

La MIGA en Europe et en Asie centrale

Les garanties dans les secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire, de la fabrication et des finances, conjuguées à une assistance destinée à renforcer les capacités : voilà un aperçu des efforts que la MIGA déploie actuellement en Europe et en Asie centrale.

Les initiatives régionales

Parmi les initiatives régionales, on note :

- *L'Initiative pour le CEI 7*, une volonté internationale de lutte contre la pauvreté et de promotion d'une croissance durable et d'une dette supportable dans les pays à revenu faible qui faisaient auparavant partie de l'Union Soviétique : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République du Kirghizstan, la Moldavie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Les partenaires sont des gouvernements nationaux et des donateurs multilatéraux et bilatéraux. Consulter <<http://www.worldbank.org/cis7>>.
- *Le Plan d'action stratégique du Fonds pour l'environnement mondial pour la Mer Noire et le bassin du Danube*, un partenariat qui œuvre pour la diminution de la pollution des eaux de la Mer Noire et du bassin du Danube. Il suppose la coopération de toutes les parties prenantes, notamment les gouvernements nationaux, les Commissions pour la Mer Noire et pour le Danube, les ONG, le secteur privé et les organismes financiers bilatéraux et multilatéraux. Consulter sa page Internet sur <<http://www.worldbank.org/blacksea-danube>>.
- *Le Partenariat pour les entreprises privées*, une branche d'aide technique de la SFI dans l'ex-Union soviétique. Il collabore avec les donateurs, les investisseurs, les entreprises locales et les gouvernements en vue d'attirer les investissements directs étrangers, de stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises et d'améliorer le climat commercial. Consulter <<http://www1.ifc.org/pep>>.
- *L'Initiative de développement social pour l'Europe du Sud-Est*, dont l'objectif est de doter les gouvernements du Sud-Est européen, la communauté donatrice active dans la région et la Banque mondiale, des outils nécessaires à la réalisation d'analyses sociales, à la promotion du renforcement institutionnel et à la mise en application de projets pilotes qui abordent les tensions ethniques

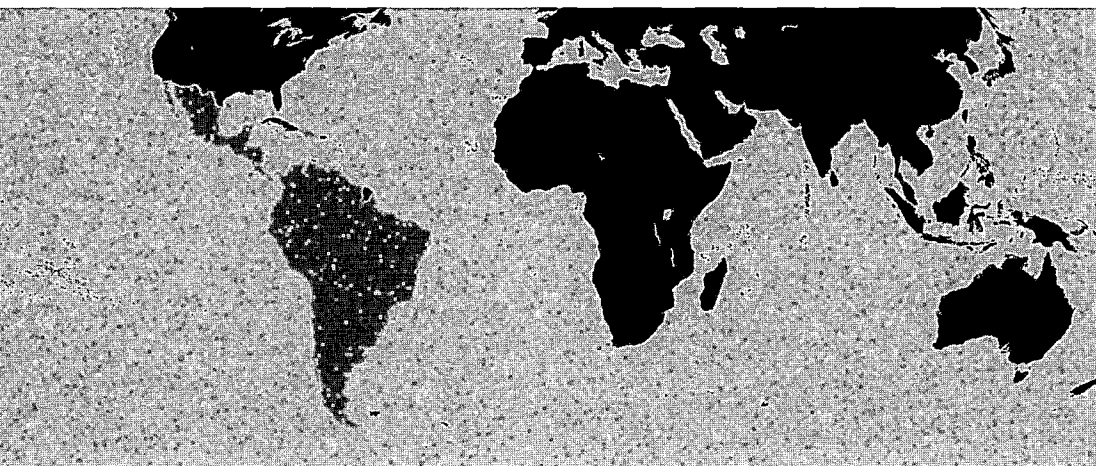
et la cohésion sociale dans cette partie du monde. Consulter <<http://www.worldbank.org/sdissee>>.

- *Le Service de promotion de l'entreprise au sud-est de l'Europe*, une initiative de plusieurs donateurs administrée par la SFI et destinée à renforcer les petites et moyennes entreprises en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en ex-République yougoslave de Macédoine et en Serbie-Monténégro. Consulter la page Internet sur <<http://www.ifc.org/test/seed>>.

Publications de référence

Les publications suivantes traitent de l'Europe et l'Asie centrale :

- *Decentralizing Education in Transition Societies : Case Studies from Central and Eastern Europe*
- *Financial Transition in Europe and Central Asia : Challenges of the New Decade*
- *Labor, Employment, and Social Policies in the EU Enlargement Process : Changing Perspectives and Policy Options*
- *Making Transition Work for Everyone : Poverty and Inequality in Europe and Central Asia*
- *Prospects for Improving Nutrition in Eastern Europe and Central Asia*
- *Le Rapport sur le développement dans le monde (1996) : De l'économie planifiée à l'économie de marché*
- *The Road to Stability and Prosperity in South Eastern Europe : A Regional Strategy Paper*
- *Trade Performance and Policy in the New Independent States*
- *Transition - The First Ten Years : Analysis and Lessons for Eastern Europe and the Former Soviet Union*



L'Amérique latine et les Caraïbes

Dans cette région de la Banque mondiale, les pays susceptibles de bénéficier de prêts sont :

Antigua-et-Barbuda	Grenade	République dominicaine
Argentine	Guatémala	Saint Kitts et Nevis
Belize	Guyane	Sainte Lucie
Bolivie	Haïti	Saint-Vincent-et-les- Grenadines
Brésil	Honduras	Suriname
Chili	Jamaïque	Trinité-et-Tobago
Colombie	Mexique	Uruguay
Costa Rica	Nicaragua	République bolivarienne du Vénézuéla
Dominique	Panama	
Équateur	Paraguay	
Salvador	Pérou	

Tous ces États sont membres de la BIRD. Pour ce qui est des autres institutions :

- La Jamaïque, le Suriname, Trinité-et-Tobago et la République bolivarienne du Venezuela ne sont pas membres de l'IDA.
- Les Bahamas et la Barbade font partie de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes de la SFI. Le Suriname et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ne sont pas membres de la SFI.
- Antigua-et-Barbuda, le Mexique et le Suriname ne sont pas membres de la MIGA.
- Antigua-et-Barbuda, le Belize, le Brésil, la Dominique, la République dominicaine, le Guatemala, Haïti, le Mexique et le Suriname ne sont pas membres du CIRDI.

La Banque mondiale en Amérique latine et dans les Caraïbes

La diversité de l'Amérique latine et des Caraïbes est stupéfiante. On y parle espagnol, portugais, anglais, français et quelque 400 langues autochtones. Sa topographie et ses écosystèmes sont des plus variés : on y rencontre des îles tropicales comme des chaînes de montagnes et des hauts plateaux, en passant par des forêts pluvieuses, des déserts et des plaines gigantesques. C'est la région la plus urbanisée du monde en développement, avec 75 % de sa population vivant dans ou aux alentours des villes. Toutefois, les ressources naturelles et l'agriculture occupent une place importante dans nombres de ces économies, dont certaines figurent parmi les plus grandes du monde en développement, comme le Brésil et le Mexique, et d'autres, parmi les plus petites. Malgré l'immensité des ressources et le dynamisme des sociétés, la répartition des richesses est encore extrêmement déséquilibrée dans la plupart de ces pays. Près d'un tiers de la population (soit 168 millions d'individus) vit dans la pauvreté (c'est-à-dire, avec moins de 2 dollars par jour), dont 77 millions vivent dans la misère (soit avec moins de 1 dollar par jour). Voir l'encadré 4.7 pour les données fondamentales sur cette région du monde.

Encadré 4.7

En bref : les pays d'Amérique latine et des Caraïbes membres de la BIRD, exercice 2002

Population totale :	0,5 milliard
Croissance démographique :	1,5 %
Espérance de vie à la naissance :	70 ans
Mortalité infantile pour 1000 naissances :	29
Taux d'analphabétisme chez les filles de moins de 15 ans :	6 %
PNB par habitant (2001) :	USD 3560
Nombres de personnes atteintes du VIH/SIDA :	1,9 million

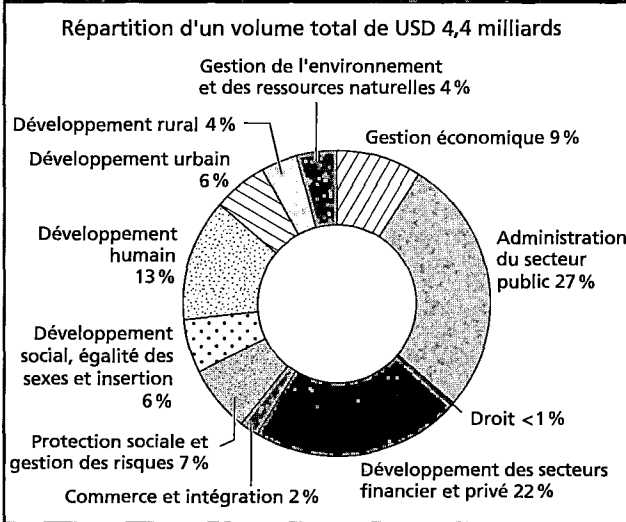
La stratégie d'aide de la Banque mondiale est fondée sur six points prioritaires :

- L'éducation : mettre l'accent sur la qualité et ressouder la fracture numérique dans les Amériques.
- Le soutien au secteur financier : gérer la volatilité, canaliser les ressources pour l'investissement et le développement économique, etc.
- Des politiques économiques orientées vers la protection sociale et la répartition : aborder les conséquences sociales de l'ajustement, s'atteler à la répartition et à la qualité des dépenses publiques, aux filets de sécurité et aux instruments d'autoprotection et d'assurance des marchés, tout en insistant sur la relation entre la croissance économique et la lutte contre la pauvreté, etc.
- La réforme institutionnelle et la conduite des affaires publiques gouvernementales : améliorer le secteur public, les systèmes judiciaires et juridiques et la réglementation, développer l'offre de services aux démunis et l'autonomisation de la société civile, augmenter la transparence et la responsabilité financière, encourager la décentralisation et promouvoir une gestion du secteur public orientée vers les résultats économiques.
- Responsabiliser et intégrer les groupes marginalisés tels que les peuples indigènes, les Afro-latino-américains, les femmes et les populations pauvres des villes et des campagnes : mettre sur pied des programmes de développement dirigés par la communauté et soutenir la gestion durable des ressources naturelles.

- Un développement écologique durable : mettre l'accent sur le contrôle de la pollution (et les initiatives à prendre en matière de pollution et de services urbains pour y arriver) et sur les mesures visant à lutter contre les dégradations irréversibles de l'environnement.

Voir les figures 4.10 et 4.11 pour la classification des prêts par thème et par secteur. Consulter le portail électronique pour cette région sur <<http://www.worldbank.org/lac>>.

Figure 4.10 Amérique latine et Caraïbes : prêts de la BIRD et de l'IDÁ par thème, exercice 2002

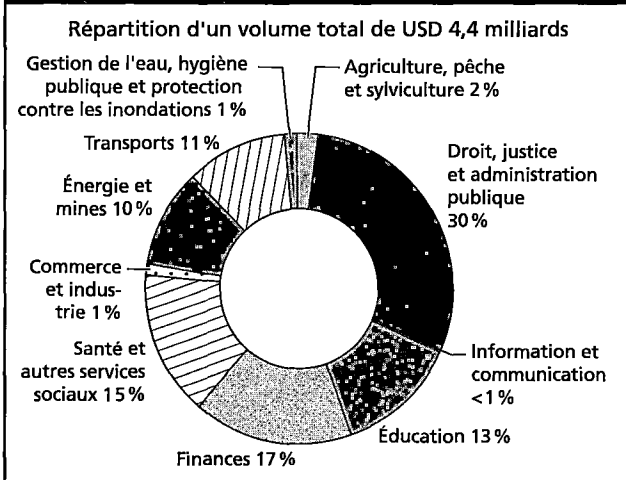


La SFI en Amérique latine et dans les Caraïbes

Pour se développer, cette région doit atteindre une croissance plus forte. Pour ce faire, il faut que les investissements augmentent, que l'État fasse moins de dépenses et que les fruits de l'essor économique soient mieux distribués. C'est pourquoi la SFI se livre à des transactions choisies avec le plus grand soin dans des secteurs et des sociétés viables à haut potentiel financier, le but étant d'élargir le développement.

À l'avenir, la SFI s'efforcera également d'améliorer le climat des investissements. Dans les pays où les perspectives du secteur privé sont plus réjouissantes, elle a l'intention de former un partenariat avec les entreprises les plus viables et les mieux gérées. À l'échelle sectorielle, la Société cherche à renforcer les infrastructures matérielles, développer les systèmes financiers, atteindre les entreprises plus petites par l'entremise d'intermédiaires financiers, cibler les secteurs et les pays fronta-

Figure 4.11 Amérique latine et Caraïbes : prêts de la BIRD et de l'IDÁ par secteur, exercice 2002



liers et encourager la participation du privé dans le social. Pour le site Internet du département pour l'Amérique latine et les Caraïbes, consulter <<http://www.ifc.org/lac>>.

La MIGA en Amérique latine et dans les Caraïbes

La MIGA soutient les projets de cette région du monde grâce à son programme de garanties. Elle fournit également une aide technique en se focalisant sur la promotion des investissements dans les pays qui reçoivent peu d'IDE.

Les initiatives régionales

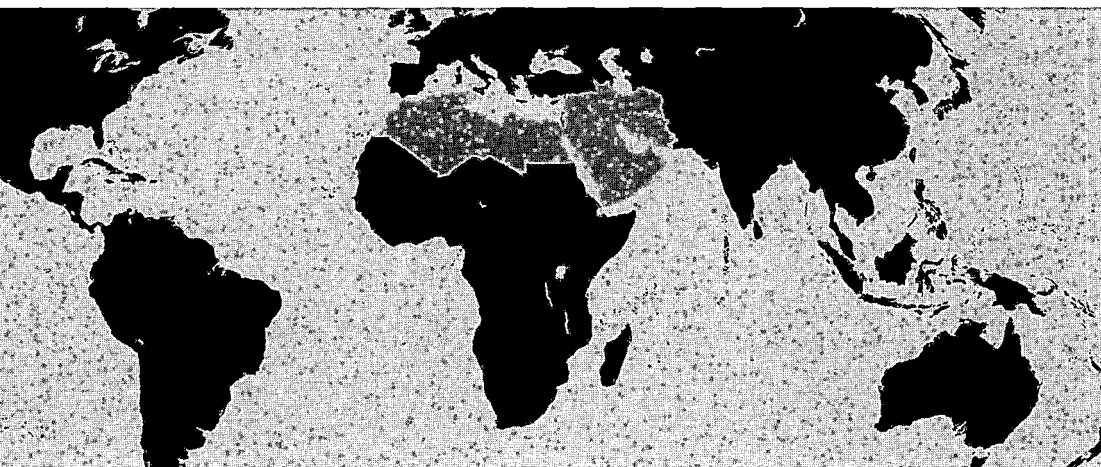
Les initiatives suivantes sont mises sur pied en Amérique latine et dans les Caraïbes :

- *L'Initiative pour la pureté de l'air dans les villes d'Amérique latine*, qui cherche à inverser la détérioration de la qualité de l'air dans les villes provoquée par l'urbanisation rapide, l'augmentation de la circulation routière et la production industrielle. Ce partenariat regroupe des gouvernements municipaux, des sociétés privées, des fondations et agences internationales de développement, des ONG et des institutions académiques. Son secrétariat technique se situe dans les locaux de la Banque mondiale. Consulter <<http://www.worldbank.org/cleanair>>.
- *Le Programme plurinationnel de prêts pour la prévention et le contrôle du VIH/SIDA dans les Caraïbes*, qui octroie des prêts ou des crédits aux pays afin de les aider à financer leurs campagnes de prévention et de lutte contre le VIH/SIDA. Consulter <<http://www.worldbank.org/lachealth>>.

Les publications de référence

Les publications suivantes parlent de l'Amérique latine et des Caraïbes :

- *Accounting for Poverty in Infrastructure Reform : Learning from Latin America's Experience*
- *Colombia : The Economic Foundation of Peace*
- *Closing the Gap in Education and Technology*
- *From Natural Resources to the Knowledge Economy : Trade and Job Quality*
- *Gender-Related Dimensions of Alcoholism*
- *The Health of Women in Latin America and the Caribbean*
- *Labor Market Reform and Job Creation : The Unfinished Agenda in Latin American and Caribbean Countries*
- *Mexico : A Comprehensive Development Agenda for the New Era*
- *Poverty and Policy in Latin America and the Caribbean*
- *Poverty Reduction and Human Development in the Caribbean : A Cross-Country Study*
- *Securing Our Future in a Global Economy*
- *Sustainable Amazon : Limitations and Opportunities for Rural Development*
- *Turmoil in Latin America*



Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Dans cette région de la Banque mondiale, les pays susceptibles de bénéficier de prêts sont :

Algérie	République islamique d'Iran	République arabe de Syrie
Djibouti	Jordanie	Tunisie
République arabe d'Égypte	Liban	République du Yémen
Irak	Maroc	

Tous ces États sont membres de la BIRD. La Banque mondiale est également active en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Pour ce qui est des autres institutions :

- L'Afghanistan, le Bahrayn, le Koweït, l'Oman, le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis font partie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de la SFI, qui couvre également la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Djibouti fait partie de la région d'Afrique (subsaharienne) de la SFI.
- Djibouti, la République islamique d'Iran et l'Irak ne sont pas membres de la MIGA.
- Djibouti, la République islamique d'Iran, l'Irak, le Liban, la République arabe de Syrie et la République du Yémen ne sont pas membres du CIRDI.

La Banque mondiale en Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Cette région regroupe 20 pays et compte 300 millions d'habitants. On y trouve, d'un côté, les économies pétrolières du Golfe Persique et de l'autre, les nations qui ne suffisent pas aux besoins de leur population, comme l'Égypte, le Maroc et la République du Yémen. Au cours de ces vingt-cinq dernières années, ces économies ont été essentiellement influencées par deux facteurs : le prix du pétrole et les structures et politiques économiques héritées d'un modèle où l'État jouait un rôle prépondérant. Voir l'encadré 4.8 pour les données fondamentales sur cette partie du monde.

Au début des années 1980, de nombreuses économies de la région se sont lancées dans des réformes économiques profondes visant à restaurer l'équilibre macroéconomique et à promouvoir un développement propulsé par le secteur privé. Cependant, cette région est encore confrontée à d'énormes défis économiques et sociaux. Les taux de chômage avoisinent, en moyenne, les 20 % et la place qu'occupe le secteur public dans l'économie est la plus importante au monde. Les services et les infrastructures indispensables à la croissance du secteur privé sont insuffisants et la lenteur du processus d'intégration à l'économie mondiale place cette région à la queue du peloton des économies en développement. Bien que, selon les évaluations, la pauvreté y soit moins présente qu'ailleurs, près de 30 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. Des réglementations contraignantes, un mauvais fonctionnement des systèmes juridiques et judiciaires, des secteurs bancaires dominés par l'État et encore largement archaïques, des marchés de capitaux relativement sous-développés... tous ces éléments entravent l'expansion du secteur privé.

Pour cette région, la Banque mondiale cherche à accélérer la création d'un climat propice aux investissements, aux emplois et à une croissance durable. Elle veut également que les populations pauvres participent activement au processus de développement. Enfin, elle encourage l'arrivée de fonds privés en se servant de ses garanties pour rassurer les investisseurs préoccupés par les risques et diminuer les coûts pour les débiteurs. La Banque donne la priorité à un secteur public efficace et bien administré, à l'éducation,

à l'égalité des sexes, à la gestion durable des ressources en eau, etc. Voir les figures 4.12 et 4.13 pour la classification des prêts par thème et par secteur. Consulter le portail électronique pour cette région sur <<http://www.worldbank.org/mena>>.

Encadré 4.8

En bref : les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord membres de la BIRD, exercice 2002

Population totale : 0,3 milliard

Croissance démographique : 2 %

Espérance de vie à la naissance : 68 ans

Mortalité infantile pour 1000 naissances : 43

Taux d'analphabétisme chez les filles de moins de 15 ans : 24 %

PNB par habitant (2001) : USD 2000

Nombres de personnes atteintes du VIH/SIDA : 0,5 million

Figure 4.12. Moyen-Orient et Afrique du Sud : prêts de la BIRD et de l'IDA par thème, exercice 2002.

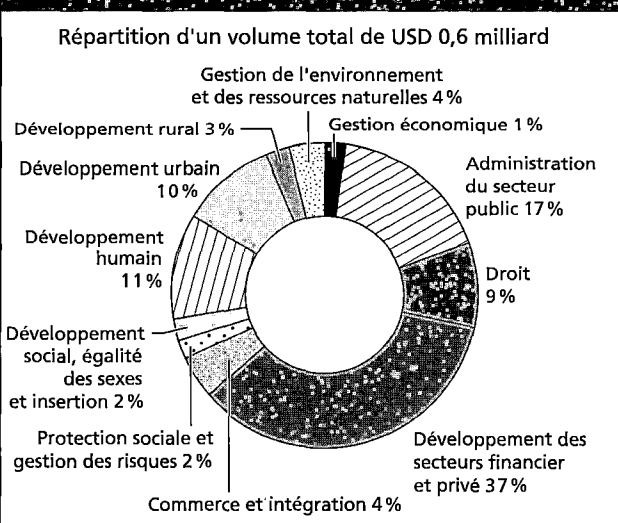
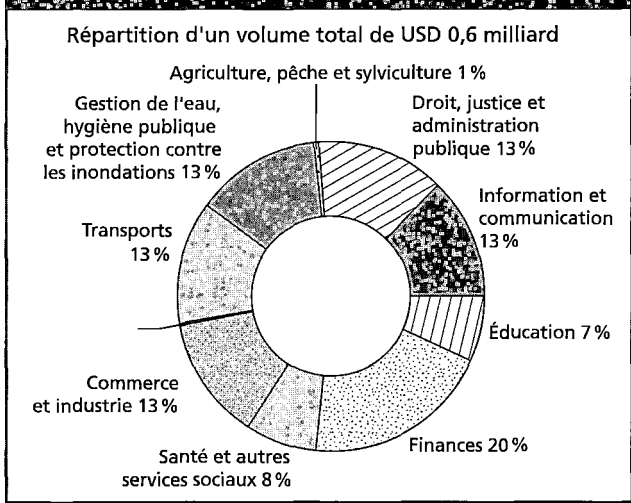


Figure 4.13 Moyen-Orient et Afrique du Sud : prêts de la BIRD et de l'IDA par secteur, exercice 2002



La SFI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

La stratégie de la SFI consiste à investir là où le potentiel de développement est le plus élevé. Comme de nombreuses économies sont dominées par les petites et moyennes entreprises, les soutenir est fondamental pour le développement. C'est pourquoi la SFI structure ses investissements dans les marchés financiers dans le but de soutenir les petites sociétés. Cette année, elle a collaboré

avec des sponsors de projets de développement dans les secteurs de l'énergie, de la gestion de l'eau, des transports et des télécommunications. Consulter le site du département pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sur <<http://www.ifc.org/mena>>.

La MIGA au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

La MIGA offre des services de garantie et soutient les investisseurs locaux qui engagent des capitaux à l'extérieur de cette région. Elle est à la tête de plusieurs initiatives d'aide technique et participe, à plus grande échelle, à un effort de proximité⁷ qu'a lancé le Groupe de la Banque mondiale dans le but est de promouvoir une utilisation plus étendue de ses outils pour développer le secteur privé.

Les initiatives régionales

Parmi les initiatives régionales pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, on note :

- L'initiative pour la *Conduite des affaires publiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, qui cherche à améliorer les procédures et les institutions gouvernementales, dont les faiblesses peuvent conduire à des résultats économiques décevants. Ce partenariat regroupe des chercheurs de cette région, des cellules de réflexion locales et des agences donatrices. Consulter <<http://www1.worldbank.org/mena/governance>>.
- Le *Forum méditerranéen pour le développement*, une conférence bisannuelle à laquelle participent l'Institut de la Banque mondiale, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de la Banque, le PNUD et diverses cellules de réflexion. Son objectif est de contribuer au débat sur les politiques à mettre en œuvre dans des domaines clés d'intérêt général, d'améliorer l'étendue et la qualité des recherches en matière de politiques socioéconomiques, d'améliorer les réseaux pour promouvoir le développement de cette région, etc. Vous

pourrez consulter sa page Internet sur <http://www.worldbank.org/mdf/mdf2/fr_about.html>.

- Le *Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord* (NAED), une initiative de plusieurs donateurs administrée par la SFI qui soutient les petites et moyennes entreprises dans les pays d'Afrique du Nord.

Les publications de références

Les publications suivantes traitent du Moyen-Orient et du Nord de l'Afrique :

- *Cultural Heritage and Development : A Framework for Action in the Middle East and North Africa*
- *Globalization and Firm Competitiveness in the Middle East and North Africa Region*
- *Partners for Development : New Roles for Government and Private Sector in the Middle East and North Africa*
- *Reducing Vulnerability and Increasing Opportunity : Social Protection in the Middle East and North Africa*
- *Reproductive Health in the Middle East and North Africa : Well-Being for All*
- *Trade Policy Developments in the Middle East and North Africa*



Services de pédiatrie au centre de l'attention au Sri Lanka

CHAPITRE 5

Les thèmes du développement

Ce chapitre donne un aperçu des principaux aspects du développement sur lesquels travaille le Groupe de la Banque mondiale. Ces dossiers apparaissent par ordre alphabétique. Nous attirons votre attention sur les principales initiatives, les sites Internet et les publications. Pour des raisons de place, la liste qui suit n'est pas exhaustive.

Les grandes stratégies thématiques du travail du Groupe de la Banque sont abordées dans la partie correspondante du chapitre 3. Comme nous l'avons vu, le Groupe de la Banque accorde de plus en plus d'importance aux aspects sociaux du développement. C'est pourquoi les Objectifs de développement pour le Millénaire définis par les Nations Unies constituent un axe essentiel pour l'organisation de sa mission.

L'autre pivot de ses activités, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, est la matrice des réseaux thématiques et régionaux. Les secteurs du développement qui les composent se retrouvent souvent dans les dossiers traités dans ce chapitre. Pour obtenir une liste exhaustive de ces secteurs, voir l'appendice F.



Les thèmes que nous allons aborder dans ce chapitre sont :

- L'agriculture et le développement rural
- L'allègement de la dette
- L'aménagement urbain
- L'autonomisation et la participation
- Le commerce
- La conduite des affaires gouvernementales et le secteur public
- Le développement du secteur privé
- Le développement durable
Le développement social
- Les données et les recherches économiques
- Le droit et la justice
- L'éducation
- L'efficacité de l'aide
- L'égalité des sexes
- L'emploi et la protection sociale
- L'énergie et les mines
- L'environnement
- La gestion de l'eau
- Les infrastructures
- La lutte contre la corruption
- La mondialisation
- La pauvreté
- Les populations autochtones
- La reconstruction et la prévention des conflits
- La santé, la nutrition et la population
- Le secteur financier
- Les technologies de l'information et de la communication
- Les transports

L'agriculture et le développement rural

Quelque 75 % des populations pauvres du monde vivent en zone rurale. Le Groupe de la Banque travaille dans l'agriculture et le développement rural grâce aux services et programmes exposés ci-dessous.

Le Département agroalimentaire (SFI)

Le Département agroalimentaire de la Société financière internationale (SFI) centralise l'expertise technique, financière et des marchés nécessaires à l'évaluation des projets de l'agroalimentaire. Son personnel compte des responsables en investissements, des ingénieurs et des économistes ; tous ont une expérience internationale spécialisée. La SFI soutient des projets concernant la production agricole primaire, l'aquaculture et la pêche, ainsi que la commercialisation (par exemple des silos, des dispositifs de stockage réfrigérants pressurisés, et les marchés de la vente en gros), la transformation des aliments et la distribution. En règle générale, la préférence est donnée aux projets d'investissements qui présentent le plus grand nombre d'avantages en matière de compétitivité et d'efficacité de l'offre et qui contribuent le plus au développement économique. Pour plus d'informations sur la SFI et l'agroalimentaire, consulter <<http://www.ifc.org/agribusiness>>.

Le Département pour l'agriculture et le développement rural (Banque mondiale)

L'agriculture et le développement rural est un des départements du réseau du Développement socialement et écologiquement durable (ESSD). Il élabore et met en application la stratégie de la Banque mondiale pour le développement rural, contrôle le budget de la Banque pour les projets agricoles et ruraux et favorise le partage des connaissances chez les acteurs de l'agriculture et du développement rural, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Banque. Ce service est responsable de l'élaboration de la stratégie de la Banque pour le développement rural et de la prestation de services d'analyses et de conseils aux différentes régions. Ce département donne la prio-

rité à l'égalité des sexes, au développement rural, aux associations de producteurs ruraux, à l'agriculture durable, à la gestion de l'eau, aux forêts et à la sylviculture. Pour le site Internet de ce service, consulter <<http://www.worldbank.org/rural>>. Pour en savoir plus sur le développement durable, voir <<http://www.worldbank.org/sustainabledevelopment>>.

D'autres sources

Parmi les autres sources, on note :

- Le *Service de conseils de l'ESSD*, dont la priorité est l'agriculture et le développement rural. Consulter sa page Internet sur <<http://www.worldbank.org/essdadvisoryservice>>.
- Le *Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)*, un organe affilié au Groupe de la Banque dont le secrétariat se situe dans les locaux de celui-ci. Consulter son site Internet sur <http://www.cgiar.org/languages/lang_french.html>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur l'agriculture et le développement rural. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Agriculture » ou « Rural Development ».

Les publications de référence

Diverses publications abordent les thèmes de l'agriculture et du développement rural :

- *Agricultural Trade Liberalization in a New Trade Round : Perspectives of Developing Countries and Transition Economies*
- *Agriculture and the Environment : Perspectives on Sustainable Rural Development*
- *Agriculture, Trade, and the WTO : Creating a Trading Environment for Development*
- *Global Environmental Benefits of Land Degradation Control on Agricultural Land*
- *Intellectual Property Rights in Agriculture : The World Bank's Role in Assisting Borrower and Member Countries*
- *Land Policy for Growth and Poverty Reduction*
- *Rural Development, Natural Resources, and the Environment : Lessons of Experience in Eastern Europe and Central Asia*

L'allègement de la dette

En 1996, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont lancé l'initiative en faveur des PPTE, la première approche complète destinée à réduire la dette extérieure des pays les plus endettés et les plus pauvres de la planète. De cette manière, le service de la dette extérieure sera diminué de quelque USD 50 milliards. Quand ce projet sera achevé, plus de 30 pays auront vu leur dette écrasante allégée de plus de deux tiers, la ramenant ainsi à un niveau nettement inférieur à celui de la moyenne des pays en développement. (La Banque mondiale en personne annulera ses créances à hauteur de près de USD 11 milliards, contre quelque USD 4 milliards pour le FMI). Cette initiative prévoit que les États concernés réorientent leurs priorités budgétaires vers des secteurs clés du développement social et humain. Pour en savoir plus à ce sujet, consulter <<http://www.worldbank.org/hipc/french/french.html>>. Vous pouvez également envoyer vos commentaires à <hipc@worldbank.org>.

D'autres sources

De nombreux pays du Groupe de la Banque font également partie du Club de Paris, un groupe informel de créanciers officiels (des pays industrialisés, pour la plupart) qui cherche des solutions pour les nations débitrices confrontées à des difficultés de paiement. Ce Club accepte le rééchelonnement de la dette de ses emprunteurs. Bien qu'il soit dépourvu de base légale, ses membres se plient à une série de règles et de principes conçus dans le but d'arriver rapidement et efficacement à une concertation sur le rééchelonnement de la dette. Ce rassemblement volontaire remonte à 1956, date à laquelle l'Argentine a accepté de rencontrer ses créanciers publics à Paris. Depuis lors, ce Club et les groupes ad hoc apparentés sont arrivés à plus de 300 ententes sur 76 pays débiteurs. Il entretient de nombreux contacts avec le FMI et le Groupe de la Banque parce qu'il requiert normalement que les pays candidats au rééchelonnement aient un programme actif soutenu par le FMI. Consulter <<http://www.clubdeparis.org/fr/index.php>>. Dans le même registre, on trouve le Club de Londres, une organisation informelle de créanciers commerciaux. Des responsables du Groupe de la Banque ont été conviés à ses réunions dans le but de combiner les efforts d'allègement et de remboursement de la dette avec des conseils en matière de politique économique.

L'aménagement urbain

Le travail du Groupe de la Banque dans ce domaine vise à améliorer les conditions de vie des démunis et à promouvoir l'équité. Il faut donc créer une stratégie d'urbanisme, un programme de développement, calqué grosso modo sur la politique nationale, auquel participe une fraction importante de la population locale. Les activités dans ce secteur portent, par exemple, sur la gestion des catastrophes, les biens fonciers et immobiliers, le développement économique local, les finances municipales, la revalorisation des communautés urbaines, la pauvreté dans les villes et la gestion des déchets. Consulter la page principale de l'urbanisme sur <<http://www.worldbank.org/urban>>. En outre, la SFI a créé un Département des finances municipales, qui investit directement dans les infrastructures et autres services dirigés par les municipalités ou les gouvernements régionaux.

D'autres sources

Parmi les autres sources sur l'aménagement urbain, on trouve :

- *Cities Alliance*, une alliance mondiale de villes et de leurs partenaires du développement qui s'est engagée à améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles. Son secrétariat se situe dans les locaux de la Banque mondiale. Consulter <<http://www.citiesalliance.org>>.
- Le *Bureau d'aide pour les questions urbaines*, qui fournit des conseils via sa boîte aux lettres électronique <urbanhelp@worldbank.org>.
- L'*Institut de la Banque mondiale*, qui dispose d'un programme pour la gestion des villes. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/urban>>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur l'aménagement urbain. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Urban Development ».

Les publications de référence

Ces publications traitent de l'aménagement urbain :

- *The Challenge of Urban Government : Policies and Practices*

- *The City Poverty Assessment : A Primer*
- *Corrupt Cities : A Practical Guide to Cure and Prevention*
- *Historic Cities and Sacred Sites : Cultural Roots for Urban Futures*
- *Urban Air Quality Management : Coordinating Transport, Environment, and Energy Policies in Developing Countries*

L'autonomisation et la participation

Comme l'illustrent son Cadre de développement global, son Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et ses collaborations avec la société civile, le Groupe de la Banque s'efforce d'offrir aux populations pauvres la possibilité de jouer un rôle dans le processus de développement et d'atteindre un certain degré d'autonomie. Instigateur de tables de conversations avec 60 000 démunis dans 60 pays, il cherche également à intégrer les points de vue des nécessiteux dans son travail quotidien.

L'expérience du Groupe de la Banque nous montre que la pauvreté est plus qu'une simple histoire de revenu inadapté ou même de faible développement humain. C'est également une question de manque de moyens d'expression, d'absence de représentation et de vulnérabilité face aux abus et à la corruption. Enfin, les populations pauvres sont privées de trois éléments fondamentaux : la liberté d'action, le choix et les opportunités. Selon le Groupe de la Banque, les personnes qui vivent dans la pauvreté ne devraient pas être considérés comme des fardeaux, mais comme des atouts en éveil, un groupe qui contribuera plus que quiconque à l'éradication de la misère. Si on adopte une approche de responsabilisation qui vise à lutter contre la pauvreté, on place les populations pauvres au centre du développement. Ce faisant, on permet aux plus démunis de prendre de plus en plus leur vie en mains parce qu'on leur offre l'accès aux informations et la possibilité de s'intégrer dans la société, d'y prendre part, d'atteindre un certain degré d'autonomie et de s'organiser au niveau local.

Les principales initiatives dans ce domaine sont :

- Le *Groupe Participation et engagement civique*, qui favorise des méthodes et des approches qui poussent les parties prenantes, surtout les plus démunis, à influencer et à avoir leur mot à dire sur les priorités du développement, les décisions législatives, la répartition des richesses et l'accès aux biens et services publics. Consulter <<http://www.worldbank.org/participation/francais/francais.htm>>.
- Le *Portail pour le développement*, un programme qui soutient les idées nouvelles en matière de développement en fournissant un capital initial. Il met en relation des travailleurs sociaux qui ont imaginé des moyens de lutter contre la pauvreté avec des partenaires financiers afin qu'ils puissent concrétiser leurs idées. Depuis 1998, le Portail pour le développement a reçu plus de USD 14 millions pour plus de 200 projets révolutionnaires en organisant des compétitions internationales et des journées d'inauguration nationales.
- La SFI soutient la participation populaire et l'autonomisation de la communauté grâce à un travail de proximité de grande envergure sur la société civile. Elle reçoit l'aide de toute une série de partenaires locaux : des organisations

non gouvernementales, des chefs de communautés, des représentants de la presse et autres parties prenantes. Selon la SFI, un engagement précoce dans la communauté, conjugué à une communication optimale d'informations au public, constitue le meilleur moyen d'activer le monde en développement et les marchés émergents.

D'autres sources

Voici plusieurs sources supplémentaires :

- *L'Institut de la Banque mondiale*, qui possède un programme d'autonomisation des communautés et d'apprentissage d'insertion sociale. Consulter le site Internet <<http://www.worldbank.org/wbi/communityempowerment>>.
- *La Recherche de la Banque mondiale*, qui possède un programme sur les inégalités dans le monde. Consulter <<http://www.worldbank.org/research/inequality>>.
- *Le Programme d'autonomisation de la communauté et intégration sociale* de l'IBM, qui favorise la création des conditions nécessaires pour permettre aux plus démunis et aux exclus de façonner leur propre développement. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/communityempowerment>>.

Les publications de référence

Les publications suivantes sont des références en la matière :

- *Doing Better Business through Effective Public Consultation and Disclosure*
- *Investing in People : Sustaining Communities through Good Business Practice*
- *Voices of the Poor*

Le commerce

Le travail du Groupe de la Banque dans le domaine du commerce a deux objectifs centraux. D'une part, à l'échelle planétaire, il encourage les changements dans le système commercial mondial afin d'être en mesure d'apporter un plus grand soutien au développement, surtout pour les pays et les populations pauvres de la Terre entière. Cette mission suppose une collaboration continue avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'autres agences multilatérales et pays donateurs, et nécessite un travail visant à maximaliser l'impact des conventions commerciales régionales sur le développement. D'autre part, à l'échelle nationale, le Groupe de la Banque encourage des stratégies de développement axées sur l'intégration par l'entremise du commerce. Pour ce faire, l'aide stratégique aux pays clients doit soutenir les réformes commerciales, en redoublant d'efforts pour cibler les pays à revenu faible qui ont le plus besoin de l'aide de la Banque. L'IBM est responsable du portail électronique du Groupe de la Banque pour les questions commerciales, disponible sur <<http://www1.worldbank.org/wbiep/trade>>.

La SFI et le commerce

La SFI soutient les institutions bancaires qui fournissent des fonds d'incitation au commerce aux sociétés locales. Ce point fait partie d'un objectif à plus grande

échelle de la SFI : la recherche des nouvelles méthodes de stimulation du secteur privé dans le monde en développement et sur les marchés émergents.

D'autres sources

Les sources suivantes contiennent de plus amples informations sur le commerce :

- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des renseignements sur l'économie mondiale. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « International Economics ».
- Le *commerce international*, qui possède un site Internet sur <<http://www.worldbank.org/research/trade/index.htm>>.

Les publications de référence

Ces publications sont en relation avec le commerce :

- *Agricultural Trade Liberalization in a New Trade Round : Perspectives of Developing Countries and Transition Economies*
- *Agriculture, Trade, and the WTO : Creating a Trading Environment for Development*
- *Commodity Market Reforms : Lessons of Two Decades*
- *Development, Trade, and the WTO : A Handbook*
- *Regional Integration and Development*
- *Trade Blocs*
- *Trade, Global Policy, and the Environment*
- *Trade Laws and Institutions : Good Practices and the World Trade Organization*
- *Trade Policy Developments in the Middle East and North Africa*
- *Trade, Technology, and International Competitiveness*

La conduite des affaires gouvernementales et le secteur public

Aider les gouvernements des pays clients à mieux fonctionner est un rôle fondamental du Groupe de la Banque. Bien que sa définition soit simple, cet objectif est à la fois complexe et difficile à réaliser. Le Groupe de la Banque dispose d'un certain nombre d'initiatives dans ce domaine : les activités du Groupe du secteur public, les recherches dans les domaines des services de l'État, les programmes de partage des connaissances et de gestion des affaires publiques de l'Institut de la Banque mondiale (IBM), etc.

Principal service compétent en la matière, le Groupe du secteur public est responsable de la stratégie de conduite des affaires gouvernementales et du secteur public de la Banque mondiale. Il donne la priorité à la construction d'institutions efficaces et responsables dans le secteur public, plutôt que de fournir des conseils en matière de politiques à mettre en œuvre. Son travail témoigne du fait que le Groupe a compris que de bonnes politiques ne suffisent pas (qu'il ne peut pas s'attaquer à un autre problème lorsqu'un pays souffre d'un profond dysfonctionnement institutionnel qui entrave l'autonomisation, établit des règles du jeu inappropriées et n'est pas à même de soutenir le développement). Ce service gère également le

portail électronique sur la réforme dans le domaine de la conduite des affaires gouvernementales et du secteur public, sur <<http://www1.worldbank.org/publicsector>>.

D'autres sources

Diverses sources sont disponibles sur Internet :

- Le *Service de conseils du PREM*, qui traite de nombreux sujets dont la réforme de la conduite des affaires gouvernementales et du secteur public. Il publie les *PREM Notes*, un résumé des bonnes pratiques et des conclusions sur les principales politiques menées. Consulter <<http://www1.worldbank.org/prem>> et/ou contacter <premadvisory@worldbank.org>.
- L'*Institut de la Banque mondiale*, qui dispose de programmes sur la conduite des affaires publiques et les finances de l'État, la décentralisation et la lutte contre la pauvreté. Consulter <[http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/EA14A9CC74428F8185256D870053CF7E ?OpenDocument](http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/EA14A9CC74428F8185256D870053CF7E?OpenDocument)>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur la conduite des affaires gouvernementales et le secteur public. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Governance » ou « Public Sector Management ». Voir aussi la partie consacrée aux infrastructures, plus loin dans ce chapitre.

Les publications de référence

Parmi les publications dans ce domaine, on note :

- *Generating Public Sector Resources to Finance Sustainable Development : Revenue and Incentive Effects*
- *Government at Risk : Contingent Liabilities and Fiscal Risk*
- *How Businesses See Government : Responses from Private Sector Surveys in 69 Countries*
- *Information Systems for Government Fiscal Management*
- *International Accounting Standards : A Practical Guide*
- *Managing the Regulatory Process : Design, Concepts, Issues, and the Latin America and Caribbean Story*
- *Public Expenditure Management Handbook*
- *Reforming Public Institutions and Strengthening Governance : A World Bank Strategy*
- *Taxation of Financial Intermediation*
- *Rapport sur le développement dans le monde (1997) : L'État dans un monde en mutation*
- *Rapport sur le développement dans le monde (2002) : Des institutions pour les marchés*

Le développement du secteur privé

Le Groupe de la Banque mise gros sur le secteur privé pour donner une impulsion à la croissance économique et lutter contre de la pauvreté. La collaboration avec le secteur privé constitue un point fondamental de la mission de la SFI, mais c'est aussi un élément important pour la Banque mondiale et la MIGA. Les efforts du Groupe de la Banque se concentrent notamment sur les services de conseils pour le secteur privé, la gestion des entreprises, la responsabilité sociale des entreprises, le climat des investissements, la participation du secteur privé dans les infrastructures et dans les opérations de privatisation. Le Département pour le secteur privé est le premier service dans ce domaine, aux côtés du Département des petites et moyennes entre-

prises, tous deux étant des organes mixtes de la Banque mondiale et de la SFI. Par ailleurs, la SFI a créé un Département des services et des industries du monde, qui accorde une place toute particulière au secteur industriel. Le développement du secteur privé est également la priorité de nombreux partenariats avec d'autres organisations. Consulter <<http://www.worldbank.org/privatesector>> pour le développement du secteur privé et <<http://www.ifc.org/proserv/services/advisory/advisory.html>> pour les services de conseils de la SFI.

Depuis peu, la Banque accorde une importance toute particulière à la responsabilité sociale des entreprises (CSR). Il s'agit en effet d'un facteur déterminant pour réaliser le développement durable et équitable dans le monde entier. Le service de responsabilité sociale des entreprises du Département des services de conseils pour le secteur privé recommande aux gouvernements des pays en développement des instruments de politiques publiques destinés à rentabiliser, et donc à encourager, la CSR. Le programme de l'IBM en matière de CSR et de concurrence durable comprend des stages et des dialogues conçus pour faire comprendre l'ampleur du problème aux participants.

Le Département des petites et moyennes entreprises (Groupe de la Banque mondiale)

Ce département mixte de la Banque mondiale et de la SFI encourage le financement des projets destinés aux petites et moyennes entreprises (PME). Pour en savoir plus, consulter <<http://www.ifc.org/sme>>.

Parmi les programmes de ce département, on note :

- *Topics in SME Finance*, qui donne la priorité aux dossiers particulièrement pertinents des finances des PME dans les pays en développement : les lignes de crédit, le partage des risques, les crédits-bails, les évaluations par score des crédits et les agences de crédit, les capitaux à risques et les fonds de participation, le développement de stratégies PME, les technologies financières, les financements spéciaux (au niveau local et rural, dans le logement et dans l'énergie), etc.
- Les *activités financières des PME* du Groupe de la Banque mondiale, qui fournissent des informations actualisées sur l'état du portefeuille d'investissements de la SFI pour les finances des PME, sur le Fonds mixte de la Banque mondiale et de la SFI pour le développement des projets et de renforcement des capacités des PME, et sur les projets des PME de la Banque mondiale et de la MIGA.
- Le *Fonds pour le développement des projets des PME*, qui soutient les entreprises dans des régions et des pays spécifiques. Ses locaux se trouvent sur place. Pour obtenir les listes des zones concernées, voir les parties consacrées aux régions dans le chapitre précédent. Pour les fonds, consulter <<http://ifcnet.ifc.org/sme/pdf>>.

D'autres sources

Diverses sources sont disponibles sur ce sujet :

- Le *Comité des agences donatrices pour le développement des petites entreprises*, qui partage les informations et coordonne les efforts des agences dans ce domaine. Son

secrétariat se trouve dans le Département des petites et moyennes entreprises, un service mixte de la Banque mondiale et de la SFI. Consulter <<http://www.sedonors.org>>.

- *Doing Business*, une base de données qui fournit les indicateurs des coûts des opérations en précisant les réglementations spécifiques qui favorisent ou entravent les investissements commerciaux ainsi que la productivité et la croissance des entreprises. Les données portent sur les économies industrielles tout comme sur les pays en développement. Il s'agit d'une initiative du Département du secteur privé (Banque mondiale et SFI) et de partenaires externes. Consulter <<http://rru.worldbank.org/DoingBusiness>>.
- Le *Service de conseils en matière d'investissements étrangers*, qui aide les gouvernements des pays en développements à améliorer le climat des investissements directs étrangers à l'intérieur de leurs frontières. Il s'agit d'une initiative mixte de la Banque mondiale et de la SFI. Consulter <<http://www.fias.net>>.
- Les *Services de commercialisation des investissements* de la MIGA. Consulter la page <<http://www.miga.org/screens/services/ims/ims.htm>>.
- Les *Services de conseils pour le secteur privé*. Consulter <<http://www.worldbank.org/privatesector/contactus.htm>>.
- *Public Policy for the Private Sector*, une revue électronique du Groupe de la Banque mondiale. Elle traite des nouvelles politiques publiques destinées à utiliser le secteur privé comme moteur du développement et à instaurer une économie de marché. Vous pouvez consulter et télécharger les dossiers à partir de <<http://www1.worldbank.org/viewpoint>>.
- L'*Organisme consultatif pour les infrastructures publiques/privées (PPIAF)*, qui fournit une aide technique aux pays en développement pour qu'ils améliorent la qualité de leurs infrastructures en y faisant participer le secteur privé. Mis en œuvre par plusieurs donateurs, il s'agit d'une initiative mixte des gouvernements japonais et britannique, en étroite collaboration avec la Banque mondiale. Consulter <<http://www.ppiaf.org>>.
- *Rapid Response*, qui fournit des informations et des conseils en matière de politiques à mettre en œuvre pour les pays en développement. Ce service se focalise sur le climat des investissements, la participation du secteur privé dans les branches complexes du marché où les réglementations posent problème, les privatisations, les politiques et l'aide axée sur la production (prestation de services publics par le biais de contrats privés). Les informations sont gratuites mais les conseils sont payants. Consulter <<http://rru.worldbank.org>>.
- L'*Institut de la Banque mondiale*, qui dispose de programmes pour la gestion des entreprises et du secteur privé. Pour y accéder, consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/corpgov>>. Pour la microfinance et les PME, voir <<http://www.worldbank.org/wbi/microfinance>>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur le développement du secteur privé. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Industry » ou « Private Sector Development ».

Les publications de référence

Les principales publications en relation avec le développement du secteur privé sont :

- *Corporate Governance : A Framework for Implementation*
- *Doing Business*
- *The Environmental and Social Challenges of Private Sector Projects : IFC's Experience*
- *Firm Size and the Business Environment : Worldwide Survey Results*
- *Greening Industry : New Roles for Communities, Markets, and Governments*

- *How Businesses See Government : Responses from Private Sector Surveys in 69 Countries*
- *A Market-Oriented Strategy for Small and Medium Scale Enterprises*
- *The Privatization Challenge : A Strategic, Legal, and Institutional Analysis of International Experience*
- *Promoting Environmentally and Socially Responsible Private Sector Investment*
- *Unleashing Russia's Business Potential : Lessons from the Regions for Building Market Institutions*

Le développement durable

Le réseau ESSD a été créé pour que le développement durable occupe une place plus importante au sein du Groupe de la Banque. Il veille à ce que les actions en faveur du développement et la lutte contre la pauvreté n'entraînent ni dégradation environnementale ni exclusion sociale. En conséquence, il traite la nature du développement dans sa totalité lorsque le Groupe de la Banque et ses partenaires mettent en application les projets et programmes. La croissance économique durable et globale repose avant tout sur la participation, l'autonomisation, le renforcement des institutions, la protection de l'environnement, la conservation et la préoccupation pour les populations pauvres des zones rurales. Ce réseau se focalise sur ces grands points dans les activités du Groupe de la Banque. Consulter <<http://www.worldbank.org/sustainabledevelopment>>.

La SFI et la viabilité du développement

La SFI accorde une importance toute particulière au caractère durable du développement et encourage les pratiques commerciales qui vont dans ce sens dans le monde en développement et sur les marchés émergents. De plus, la SFI a dirigé des recherches qui ont profondément modifié les pratiques commerciales conventionnelles sur les marchés émergents. C'est pourquoi, selon elle, un investissement est plus rentable si on se penche sur ses aspects sociaux. Pour obtenir les sources de la SFI en matière de développement durable, consulter <<http://www.ifc.org/sustainability>>.

D'autres sources

Parmi les autres sources, on note :

- *Le Service de conseils de l'ESSD* : <<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/5ByDocName/ESSDAdvisoryService>>. Adresse électronique : <eadvisory@worldbank.org>.
- *L'Institut de la Banque mondiale* dispose d'un programme sur le développement durable. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/sustainabledevelopment>>.

Les publications de référence

Ces publications traitent du développement durable :

- *Developing Value : The Business Case for Sustainability*
- *Making Sustainable Commitments : An Environment Strategy for the World Bank*
- *Le Rapport sur le développement dans le monde (2003) : Un développement durable dans un monde dynamique*

Le développement social

Actuellement, la Banque développe sa première Stratégie de développement social pour l'ensemble de ses activités (elle devrait être prête pour 2004). Cette stratégie accorde la priorité à deux points apparentés : a) augmenter les atouts et les compétences des populations et b) garantir un environnement propice à la maximalisation de leurs acquis. De plus, la Banque coopère avec d'autres donateurs afin de développer une approche plus systématique de l'analyse des répercussions sur la pauvreté et au niveau social. De cette manière, on pourra comprendre les effets escomptés et involontaires de la réforme politique sur le bien-être de divers groupes sociaux.

Avec l'aide de toute une série de partenaires, le Groupe du développement social du réseau ESSD veille à ce que le travail du Groupe de la Banque prenne en compte les dimensions sociales du développement. Dans ce domaine, la mission du Groupe est axée sur l'autonomisation, l'insertion et la sécurité des populations pauvres. Pour ne citer que quelques exemples de ses activités, on le retrouve dans la participation et l'engagement civique, l'analyse sociale, la prévention des conflits et la reconstruction, le développement stimulé par les communautés et la protection sociale. Consulter <<http://www.worldbank.org/socialdevelopment>>. Pour en savoir plus, voir le site du développement durable sur <<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/43ByDocName/SocialDevelopment>>.

Vous pouvez également consulter la partie consacrée au Département du développement social et environnemental de la SFI, ci-dessus sous l'intitulé « Environnement » ou vous rendre sur le site <<http://www.ifc.org/enviro/index.html>>.

D'autres sources

Pour plus de renseignements sur le développement social, consulter :

- Le *Service de conseils de l'ESSD* : <<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/5ByDocName/ESSDAdvisoryService>>. Adresse électronique : <eadvisory@worldbank.org>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur le développement social. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> puis sélectionner « Social Development ».

Les publications de référence

Ces publications traitent du développement social :

- *The Environmental and Social Challenges of Private Sector Projects : IFC's Experience*
- *New Social Policy Agendas for Europe and Asia : Challenges, Experience, and Lessons*
- *Social Capital : A Multifaceted Perspective*
- *Understanding and Measuring Social Capital : A Multi-Disciplinary Tool for Practitioners*

Les données et les recherches économiques

En collaboration avec des gouvernements nationaux et autres partenaires, le Groupe de la Banque est à la tête d'un vaste programme de recherches économiques et rassemble toute une série de données en la matière.

Les données et les statistiques

Le Groupe de la Banque est responsable de l'édition de très nombreuses données et statistiques économiques sur tous les aspects du développement, tant en version papier qu'en version électronique (voir l'encadré 5.1 pour les liens électroniques). Certaines informations sont gratuites, d'autres payantes. Les principaux titres apparaissent sous la rubrique « Publications de référence » à la fin de cette partie. Le Groupe de données sur le développement est un service essentiel dans ce domaine.

Contact : <<http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/FCA23E372C13546B85256D870053BE54?Opendocument>>

Tél : (1-202) 473-7824 ou (1-800) 590-1906

Télécopie : (1-202) 522-1498

Adresse électronique : <data@worldbank.org>

Le Bureau de l'éditeur est responsable de la commercialisation des publications papier ou électroniques.

Contact : <<http://publications.worldbank.org/ecommerce>>

Tél : (1-703) 661-1580 ou (1-800) 645-7247

Télécopie : (1-703) 661-1501

Adresse électronique : <books@worldbank.org>

La recherche

L'analyse du Groupe de la Banque offre un panorama des tendances économiques, montre l'efficacité du cumul des programmes de développement et fournit les indicateurs spécifiques de développement et autres facteurs liés aux avancées économiques.

Contact : <<http://econ.worldbank.org>>

Adresse électronique (pour les renseignements généraux) :

<research@worldbank.org>

Encadré 5.1

Les liens électroniques vers les données et les statistiques

Données et statistiques du Groupe de la Banque mondiale : <http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/FCA23E372C13546B85256D870053BE54?Opendocument>

Bases de données en ligne : <http://www.worldbank.org/data/onlinedatabases/onlinedatabases.htm>

Bases de données pour le secteur financier : <http://www.worldbank.org/finance>

Statistiques pour le secteur financier : <http://www.worldbank.org/finance>

Étude d'évaluation des niveaux de vie : <http://www.worldbank.org/lsm>

PovertyNet (données sur la pauvreté) : <http://www.worldbank.org/poverty/data>

Recherche sur les bases de données des systèmes financiers nationaux : <http://www.econ.worldbank.org/topic.php?topic=9>

Statistiques sur le renforcement des capacités : <http://www.worldbank.org/data/tas>

Base de données des projets du Fonds pour l'environnement mondial :

<http://www.worldbank.org/gef>

Service de données sur les recherches de la Banque mondiale : <http://econ.worldbank.org/resource.php?type=18>

Les programmes de recherches spécifiques ou les pages Internet propres aux thèmes du développement sont :

- <<http://www.worldbank.org/research/growth>>, pour les recherches sur la croissance économique en rapport avec la stabilisation macroéconomique, les politiques monétaires et fiscales, la décentralisation fiscale, la restructuration industrielle, les crises monétaires, l'intermédiation financière et les dépenses publiques.
- <<http://www.worldbank.org/research/projects/capflows.htm>>, pour les informations sur les mouvements de capitaux internationaux.
- <<http://econ.worldbank.org/topic.php?topic=16>>, pour les recherches en économie internationale sur le commerce et les flux de capitaux : les études sur les investissements directs étrangers, la gestion des risques pour les biens et les services, les indicateurs microéconomiques de commerce et de croissance, etc.
- <<http://www.worldbank.org/lmsms>>, pour l'étude d'évaluation des niveaux de vie.
- <<http://econ.worldbank.org/topic.php?topic=18>>, pour les recherches dans les domaines de la croissance et de la macroéconomie.
- <<http://econ.worldbank.org/topic.php?topic=24>>, pour les recherches sur les économies de transition, essentiellement celles des États socialistes, passés et présents, en rapport avec des sujets comme l'impact des réformes orientées vers une économie de marché sur les ménages en Chine, les conséquences de la privatisation à grande échelle en Mongolie et l'objectif de l'assistance sociale en Europe de l'Est et dans l'ex-Union Soviétique.

La SFI dispose de sa propre base de données sur <<http://www.ifc.org/research>>. Consulter le site Internet du Département économique de la SFI sur <<http://www.ifc.org/economics>>.

D'autres sources

Plusieurs sources sont disponibles sur Internet :

- Le *Policy Research Bulletin*, une publication trimestrielle visant à informer la communauté qui travaille dans le développement des politiques et des recherches de la Banque. Consulter la page <<http://www.worldbank.org/html/dec/Publications/Bulletins/home.html>>.
- Les *Policy Research Working Papers*. Voir <<http://www.worldbank.org/research/workingpapers>>.
- Le *service de conseils du PREM* (Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique), qui se focalise sur la politique économique, l'égalité des sexes, la conduite des affaires gouvernementales et la réforme du secteur public, la pauvreté, etc. Il publie les *PREM Notes*, un résumé des conclusions de bonne pratique et de politiques clés concernant ces domaines. Consulter <<http://www1.worldbank.org/prem>> et/ou envoyer un courrier à l'adresse électronique <premadvisory@worldbank.org>.
- L'*Institut de la Banque mondiale*, qui dispose d'un programme de macroéconomie et de compétences d'évaluation des politiques. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/macroeconomics>>.
- Le *World Bank Research Observer* et la *World Bank Economic Review*, des revues publiées par la Banque mondiale. Les derniers numéros sont disponibles sur

inscription. Il est impossible de rechercher la base de données des archives à partir de la page d'accueil, mais les numéros précédents peuvent être commandés chez Oxford Journals. Consulter <<http://www.worldbank.org/research/journals>>.

Les publications de référence

Ces publications concernent le domaine de la recherche :

- *L'Atlas de la Banque mondiale*
- *La Conférence annuelle de la Banque pour le développement économique*
- *Economic Analysis of Investment Operations : Analytical Tools and Practical Applications*
- *Frontiers of Development Economics*
- *Les Indicateurs sur le développement dans le monde*
- *Little Data Book*
- *Little Green Data Book*
- *Les Perspectives économiques mondiales*
- *Le Rapport de la Banque mondiale sur le financement du développement dans le monde*
- *Le Rapport sur le développement dans le monde*
- *A Strategy for Development*
- *World Bank Economists' Forum*
- *World Bank Research Program : Abstracts of Current Studies*

Le droit et la justice

Le Groupe de la Banque soutient activement les réformes juridiques et judiciaires qui répondent aux besoins des pauvres et des plus vulnérables dans les pays en développement. Le premier service en la matière, le Groupe pour la pratique de réformes juridiques et judiciaires (*Legal and Judicial Reform Practice Group*) de la Banque mondiale, collabore avec les gouvernements, les magistrats, les avocats, les spécialistes du droit, les représentants de la société civile et diverses organisations afin d'améliorer les institutions juridiques et les systèmes judiciaires. Parmi d'autres domaines d'activités de la Banque, on note le droit environnemental international et le rôle des systèmes juridiques dans le développement du secteur privé, dans les finances et dans les infrastructures. Pour en savoir plus et pour obtenir les liens vers plusieurs bases de données juridiques, consulter la page Internet du droit et de la justice de la Banque sur <<http://www4.worldbank.org/legal>>.

D'autres sources

Voici d'autres sources dans ce domaine :

- La page des *Documents de la Banque*, qui propose des liens vers des documents clés du Groupe de la Banque : des articles de convention, des manuels, des directives et autres supports. Consulter <<http://www4.worldbank.org/lawlibrary>>.
- Le *Bureau d'aide en matière juridique*. Consulter <<http://www4.worldbank.org/legal/help.html>> et/ou contacter <legalhelpdesk@worldbank.org>.

Les publications de référence

Les publications suivantes traitent du droit et de la justice :

- *A Framework for the Design and Implementation of Competition Law and policy*

- *Comprehensive Legal and Judicial Development : Towards an Agenda for a Just and Equitable Society in the 21st Century*
- *Intellectual Property Rights and Economic Development*
- *Legislating for Sustainable Fisheries : A Guide to Implementing the 1993 FAO Compliance Agreement and 1995 U.N. Fish Stocks Agreement*
- *Reforming Business-Related Laws to Promote Private Sector Development : The World Bank Experience in Africa*
- *Resolution of Financial Distress : An International Perspective on the Design of Bankruptcy Laws*

L'éducation

Le Groupe de la Banque reconnaît qu'une éducation universelle de grande qualité lutte contre la pauvreté, réduit les inégalités et alimente la croissance économique. Elle est également fondamentale pour la construction de sociétés démocratiques et d'économies compétitives au niveau mondial. Elle améliore les compétences des individus, qui, à leur tour, améliorent leur situation financière. C'est pourquoi l'enseignement primaire universel pour tous est un des huit Objectifs de développement pour le Millénaire. Consulter le portail électronique de l'éducation sur <<http://www1.worldbank.org/education>>.

Les services et programmes exposés ci-dessous permettent au Groupe de la Banque de travailler dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Le Département de l'éducation (Banque mondiale)

Le Département de l'éducation fait partie du réseau du Développement humain. Vous pouvez accéder aux activités, programmes et projets d'éducation au niveau régional et national via les pages Internet sur les régions de la Banque. Les principales initiatives en matière d'éducation sont :

- *L'Éducation pour l'économie de la connaissance (EKE)*, un programme analytique destiné à comprendre les changements qu'il faut apporter aux systèmes d'enseignement et de formation afin de répondre aux défis de l'économie de la connaissance. L'EKE offre des options de politiques pratiques et viables pour les pays en développement.
- *L'Éducation pour tous (EPT)*, une initiative résultant de l'engagement de la communauté internationale à réaliser la scolarisation pour « tous les citoyens de toutes les sociétés ». Selon ce partenariat, l'éducation est la pierre angulaire du développement durable, de la paix et de la stabilité à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières et de la participation totale des populations dans les sociétés et les économies du 21^{ème} siècle. L'EPT s'est engagée à ce que, d'ici 2015, tous les enfants (surtout les filles et les enfants défavorisés) soient inscrits à l'école et puissent terminer l'enseignement primaire.
- *Le Développement de la petite enfance (DPE)*, une source de connaissances qui assiste les législateurs, les directeurs de programmes et les hommes de terrain dans leurs efforts pour promouvoir la croissance et le développement sains de la petite enfance. Consulter <<http://www.worldbank.org/children>>.

L'Institut de la Banque mondiale

L'Institut de la Banque mondiale (IBM) est le principal service de formation et d'éducation du Groupe de la Banque. Il dirige des séances de formation et des consultations en matière de politiques à mettre en œuvre. Il crée et soutient des réseaux de connaissances liés au développement économique et social international. Il accorde la priorité à l'apprentissage à distance et autres technologies émergentes d'enseignement et de formation. L'IBM sert les intérêts des pays membres, du personnel, des clients du Groupe de la Banque et des autres personnes qui travaillent dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. L'IBM dispose de programmes axés sur le SIDA, la lutte contre la pauvreté, l'autonomisation des communautés et l'insertion sociale, l'éducation, le secteur financier, la conduite des affaires gouvernementales et le secteur public, la santé et la population, les infrastructures, la connaissance pour le développement, la macroéconomie et l'évaluation des politiques, le secteur privé et la gestion des entreprises, la protection sociale, le commerce et les investissements, le développement durable et la gestion de l'urbanisme et des grandes villes. Pour en savoir plus, consulter <<http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/EA14A9CC74428F8185256D870053CF7E> ?OpenDocument>.

Le Programme d'éducation de l'IBM se focalise sur la réforme de l'enseignement et sur deux initiatives axées sur la formation des enseignants et l'apprentissage en classe : World Links pour le développement⁸ (WorLD) et le Programme de développement et de promotion de l'éducation.

Les investissements de la SFI dans l'enseignement privé

La SFI soutient l'enseignement privé de quatre façons fondamentales :

- Par la *formation technique et professionnelle après les études secondaires dans les pays en développement*. Étant donné le nombre grandissant de candidats aux formations technique et professionnelle dans les pays en développement, la SFI collabore avec des investisseurs privés et fournit des conseils ou une assistance technique pour mettre sur pied des projets d'éducation viables.
- Par les *universités*. La SFI soutient le développement des universités privées dans les pays en développement et les initiatives fondées sur les complexes universitaires comme l'enseignement à distance ou par voie électronique.
- Par la *technologie de l'information dans l'enseignement*. La SFI aide également les projets qui introduisent ou encouragent l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'enseignement dans les économies en développement. Ces projets portent notamment sur le développement d'une table des matières du programme scolaire destinée à être diffusée par CD-ROM ou via Internet.
- Par les *écoles*. La SFI examine les propositions émanant des investisseurs du secteur privé axées sur les projets d'écoles à grande échelle dans les pays en développement. Il peut s'agir de services de construction ou d'éducation qui

⁸ Programme d'enseignement interactif mondial soutenu par l'Institut de la Banque mondiale et en partenariat avec l'organisation World Links (N.d.T.).

concernent plusieurs secteurs à la fois et qui offrent un meilleur accès aux possibilités d'enseignement de qualité.

D'autres sources

Les sources suivantes sont utiles :

- La page du *Service de conseils en matière d'éducation*, sur <<http://www.worldbank.org/education>>. Adresse électronique : <eservice@worldbank.org>.
- Le site de la recherche de la Banque mondiale. Pour y accéder, cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Education ».

Les publications de référence

Parmi les publications de référence en la matière, on trouve :

- *Decentralizing Education in Transition Societies : Case Studies from Central and Eastern Europe*
- *Education and HIV/AIDS : A Window of Hope*
- *From Early Child Development to Human Development : Investing in Our Children's Future*
- *Higher Education in Developing Countries : Peril and Promise*

L'efficacité de l'aide

L'efficacité de l'aide en matière de lutte contre la pauvreté, d'amélioration des conditions de vie et de stimulation de la croissance économique a toujours été une priorité du Groupe de la Banque. Le large consensus de la communauté internationale autour des Objectifs de développement pour le Millénaire propulse sur le devant de la scène un élément encore plus déterminant.

L'évaluation des opérations

L'évaluation de l'efficacité des programmes et des projets spécifiques aux populations et aux pays qui y participent revient au Département de l'évaluation des opérations (OED), un organe indépendant de la Banque mondiale, et aux services équivalents de la SFI et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Ces bureaux fournissent des recommandations au Conseil des Administrateurs, fondées sur les évaluations en fonction du projet, du pays et du secteur visé. Chaque année, les indicateurs de ces estimations sont rassemblés dans un résumé sur l'efficacité de la Banque en matière de développement. Comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre 3, l'évaluation fait partie intégrante du cycle d'un projet et contrôle la qualité des programmes en cours. Consulter le site de l'OED sur <<http://www.worldbank.org/oed>>.

Le Groupe d'assurance de la qualité

L'objectif de la Banque est de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme tout en réduisant les vices de procédures. C'est pourquoi le Groupe d'assurance de la qualité (QAG) effectue des évaluations en temps réel des résultats des

principales gammes de produits que fournit la Banque. Le QAG apprécie de manière systématique la qualité des trois domaines d'actions de la Banque : les nouveaux prêts, la gestion des portefeuilles et les services de conseils. Ces inspections portent sur les aspects économique, financier, technique, environnemental, social et institutionnel des opérations et évaluent leur degré de conformité par rapport à la Stratégie d'évaluation du pays et la participation du client.

D'autres sources

Les adresses électroniques suivantes peuvent également être utiles :

- Le service d'assistance de l'OED, sur <<http://www.worldbank.org/oed>> et son adresse électronique <eline@worldbank.org>.
- La recherche de la Banque mondiale, qui dispose d'un programme de recherche sur l'efficacité de l'aide. Consulter <<http://www.worldbank.org/research/aid>>.

Les publications de référence

Les principales publications sur l'efficacité de l'aide sont :

- *Aid and Reform in Africa*
- *Assessing Aid : What Works, What Doesn't, Why*
- *A Case for Aid : Building a Consensus for Development Assistance*
- *La Revue annuelle de l'efficacité du développement*

L'égalité des sexes

Les programmes et projets du Groupe de la Banque cherchent à réduire les disparités entre les sexes et à augmenter la participation des femmes dans le développement économique. Le Groupe de la Banque récapitule les connaissances et les expériences, fournit des statistiques et favorise les débats sur l'égalité des sexes et le développement. Le Groupe pour l'égalité des sexes et le développement du Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique (PREM) est le premier service dans ce domaine. La priorité de ce dossier est l'Objectif de développement pour le Millénaire qui vise à éliminer les disparités entre les sexes en matière d'éducation d'ici 2015. Consulter <<http://www.worldbank.org/gender>>.

D'autres sources

Vous pouvez également vous adresser au *Service de conseils du PREM*, qui traite de nombreux sujets dont la question de l'égalité des sexes. Il publie les *PREM Notes*, un résumé des bonnes pratiques et des conclusions sur les principales politiques menées. Vous pouvez consulter <<http://www1.worldbank.org/prem>> et/ou écrire à <premadvisory@worldbank.org>.

Les publications de référence

On trouve de nombreuses publications dans ce domaine :

- *The Economics of Gender in Mexico : Work, Family, State, and Market*
- *Ecuador Gender Review : Issues and Recommendations*
- *Engendering Development : Through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice*

- *Gender and Law : Eastern Africa Speaks*
- *Mainstreaming Gender and Development in the World Bank : Progress and Recommendations*
- *Towards Gender Equality : The Role of Public Policy*

L'emploi et la protection sociale

Le Groupe de la Banque étudie et soutient de manière générale les mesures qui visent à améliorer ou à protéger les ressources humaines. Citons, en guise d'exemples, les interventions sur le marché de l'emploi, l'absorption du chômage par le secteur public, l'assurance vieillesse et le soutien d'un revenu indicatif. Ces procédés permettent aux particuliers, aux ménages et aux communautés de mieux gérer les risques relatifs à leur revenu qui rendent les individus vulnérables. Ils contribuent par ailleurs à la solidarité ainsi qu'à la cohésion et la stabilité sociales d'un pays. Le Groupe de la Banque fournit des renseignements et des sources d'informations via son réseau de Développement humain dans les domaines suivants : le travail des enfants, l'enfance et la jeunesse, l'invalidité, les marchés de l'emploi, les pensions, les filets de sécurité et les fonds sociaux. Pour le portail électronique de la protection sociale, consulter <<http://www1.worldbank.org/sp>>. La Banque mondiale dispose également d'un Service de conseils en matière de protection sociale (télécopie : (1-202) 614-0471 ou adresse électronique : <socialprotection@worldbank.org>).

La SFI et la protection sociale

La SFI ne soutient pas les projets qui ont recours au travail forcé ou nuisible des enfants. Les projets doivent respecter les lois nationales des pays hôtes, y compris les réglementations de base en matière de protection de l'emploi, et les traités correspondants ratifiés par ces États.

Le travail forcé consiste en tout travail ou service, effectué ou presté de manière non volontaire, qui est exigé d'une personne sous la menace de la force ou de sanction. Le travail nuisible consiste à utiliser des enfants a) en les exploitant économiquement, b) dans des activités susceptibles d'être dangereuses ou d'affecter leur éducation ou c) pour des travaux susceptibles de nuire à leur santé ou à leur épanouissement physique, mental, spirituel, moral ou social.

D'autres sources

Parmi les autres sources, on trouve :

- *Le Bureau d'aide en matière de protection sociale*, qui peut fournir des informations utiles. Adresse électronique : <socialprotection@worldbank.org>.
- *L'Institut de la Banque mondiale*, qui dispose d'un programme de formation à la protection sociale. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/socialprotection>>.
- *La Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur l'emploi. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Labor & Employment ».

Les publications de référence

Voici quelques publications sur la protection sociale :

- *Addressing Harmful Child Labor in the Workplace and Supply Chain*
- *Balancing Protection and Opportunity : A Strategy for Social Protection in Transition Economies*
- *Crafting Labor Policy : Techniques and Lessons from Latin America*
- *Labor, Employment, and Social Policies in the EU Enlargement Process : Changing Perspectives and Policy Options*
- *Labor Market Reform and Job Creation : The Unfinished Agenda in Latin American and Caribbean Countries*
- *New Ideas and Old Age Security : Toward Sustainable Pension Systems in the 21st Century*
- *Pension Reform in Europe : Process and Progress*
- *Safety Net Programs and Poverty Reduction : Lessons from Cross-Country Experience*
- *Social Funds : Assessing Effectiveness*
- *Rapport sur le développement dans le monde (1995) : Workers in an integrating world*

L'énergie et les mines

Le Groupe de la Banque voit l'énergie comme un moteur fondamental du développement économique et considère que les pays doivent développer leur propre programme énergétique de façon prudente et durable. Dans ce domaine, le Groupe de la Banque cherche à venir directement en aide aux populations pauvres, à améliorer les équilibres macroéconomique et fiscal, à promouvoir une bonne gestion des affaires publiques, à développer le secteur privé, à protéger l'environnement, etc. Le programme du Groupe de la Banque en matière d'énergie concerne divers services communs de la Banque mondiale et de la SFI. Consulter le portail électronique de l'énergie sur <<http://www.worldbank.org/energy>>.

Le Groupe de la Banque aide également les pays à garantir un développement minier écologiquement et socialement responsable. C'est son Département du pétrole, du gaz, des mines et des produits chimiques qui travaille dans ce domaine. Il s'agit d'un service commun de la Banque mondiale et de la SFI qui vise à améliorer la coordination entre les travaux en matière de politique du secteur public et les activités d'investissements dans le secteur privé. Consulter <<http://www.worldbank.org/mining>> ou <<http://www.ifc.org/mining>>.

D'autres sources

Les sources suivantes peuvent également s'avérer utiles :

- Le *Service d'aide pour l'énergie*, à l'adresse suivante : <energyhelpdesk@worldbank.org>.
- La *Revue des industries extractives*, une évaluation récente de la participation du Groupe de la Banque dans ce secteur. Consulter <<http://www.eireview.org>>.
- Le *Département de l'énergie de la SFI*, qui fusionnera en 2003 avec le Département des infrastructures de la SFI. Consulter <<http://www.ifc.org/power>>.
- Le *Service d'aide pour les mines*, à l'adresse suivante : <mining@worldbank.org>.

- Le *Fonds pour le développement de l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (REEF)*, un fonds d'investissements qui se focalise sur les projets dirigés par le secteur privé concernant les technologies favorables à l'environnement dans les pays en développement. Il s'agit d'une initiative de la SFI et de divers partenaires. Consulter son site Internet sur <<http://www.ifc.org/reef>>.
- Le *Département du pétrole, du gaz, des mines et des produits chimiques*, un service commun de la Banque mondiale et de la SFI. Consulter <<http://www.worldbank.org/mining>> ou <<http://www.ifc.org/mining>>.

Les publications de référence

Les publications suivantes abordent également le sujet de l'énergie et des mines :

- *Energy from Biomass: A Review of Combustion and Gasification Technologies*
- *Energy Services for the World's Poor*
- *Fuel for Thought: An Environmental Strategy for the Energy Sector*
- *Large Mines and the Community: Socioeconomic and Environmental Effects in Latin America, Canada, and Spain*
- *Natural Gas: Private Sector Participation and Market Development*
- *Rural Energy and Development: Improving Energy Supplies for Two Billion People*

L'environnement

Le Groupe de la Banque soutient la protection et l'amélioration de l'environnement dans le monde en développement. Il est à l'origine de recherches et de plaidoyers en faveur de l'écologie. Il veille à la préservation du milieu en suivant à la lettre les normes environnementales qu'il a établies.

Le Département de l'environnement (Banque mondiale)

Subdivision du réseau de Développement socialement et écologiquement durable (ESSD), ce département est responsable de l'élaboration de la stratégie environnementale de la Banque mondiale pour les pays en développement. Les priorités de ce domaine sont les suivantes: améliorer les aspects de la qualité de vie qui touchent aux conditions environnementales (la santé, les sources de revenu et la vulnérabilité des populations), arriver à une meilleure croissance en soutenant les cadres politiques, réglementaires et institutionnels pour une gestion environnementale durable et préserver les valeurs communes comme les changements climatiques, les forêts, l'eau et la biodiversité. Ce service gère également le portail électronique des questions relatives à l'environnement du Groupe de la Banque, que vous pouvez consulter sur <<http://www.worldbank.org/environment>>.

Le Département du développement social et environnemental (SFI)

La SFI accorde une importance toute particulière au respect de l'environnement lorsqu'elle investit dans les projets. Chaque investissement doit être examiné par l'équipe de professionnels des finances et de l'environnement de la SFI, qui établit son degré de préoccupation environnementale. Le Département du développement social et environnemental cherche à combiner le souci de l'environnement aux

besoins du secteur privé. Consulter la page principale sur <<http://www.ifc.org/enviro/index.html>>.

Certains liens qui figurent ci-dessous expliquent de façon plus détaillée les politiques de la SFI et son attitude face aux investissements privés et à l'environnement.

D'autres sources

Pour obtenir des informations sur les normes de protection environnementale du Groupe de la Banque, consulter le chapitre 3 et les sources suivantes :

- La *IFC Environment and Social Review*, qui contrôle les projets. Consulter la page <<http://www.ifc.org/EnvSoc>>
- Les *IFC Environmental, Health, and Safety Guidelines*, disponibles sur <http://www.ifc.org/env_guidelines>.
- Les *MIGA's Environment and Disclosure Policies*. Consulter <<http://www.miga.org/policies>>.
- Le *Manuel opérationnel*, qui contient les politiques de protection. Consulter <<http://www.worldbank.org/opmanual>>.
- Le *service de conseils de l'ESSD*. Consulter <<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/5ByDocName/ESSDAdvisoryService>>. Vous pouvez également écrire à <eadvisory@worldbank.org>.
- Le *Fonds pour l'environnement mondial*, une institution affiliée au Groupe de la Banque dont le secrétariat se trouve dans les locaux du Groupe de la Banque. Pour plus d'informations à ce sujet, vous pouvez vous reporter à la partie du chapitre 3 consacrée aux partenariats systémiques ou consulter <<http://www.worldbank.org/gef>>.
- Le *Fonds prototype pour le carbone*, qui cherche à atténuer les changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Initiative du Groupe de la Banque, de gouvernements donateurs et de l'industrie privée, ce fonds encourage les partenariats entre les secteurs privé et public. Pour obtenir la page de son service d'aide, consulter <<http://prototypecarbonfund.org/router.cfm?Page=HelpDesk>> ou surfer sur son site Internet <<http://prototypecarbonfund.org>>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur l'environnement. Cliquez sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Environment ». Pour obtenir le programme relatif aux infrastructures et à l'environnement, consulter <<http://econ.worldbank.org/programs/2328>>.

Les publications de référence

De nombreuses publications traitent des questions environnementales :

- *Environment Matters*
- *The Environmental and Social Challenges of Private Sector Projects: IFC's Experience*
- *Environmental Economics for Sustainable Growth: A Handbook for Practitioners*
- *The Environmental Implications of Privatization: Lessons for Developing Countries*
- *Greening Industry: New Roles for Communities, Markets, and Governments*
- *The Legal and Regulatory Framework for Environmental Impact Assessments: A Study of Selected Countries in Sub-Saharan Africa*
- *Little Green Data Book*
- *Making Sustainable Commitments: An Environment Strategy for the World Bank*
- *Protecting the Global Environment: Initiatives by Japanese Business*
- *Trade, Global Policy, and the Environment*

- *Rapport sur le développement dans le monde (1992) : Le développement et l'environnement*
- *Rapport sur le développement dans le monde (2002) : Un développement durable dans un monde dynamique*

La gestion de l'eau

Les efforts du Groupe de la Banque dans ce domaine reposent sur deux grands points : a) la gestion des ressources, et b) l'alimentation et l'assainissement. Les questions spécifiques portent sur la gestion côtière et marine, les barrages et les réservoirs, les nappes phréatiques, l'irrigation et le drainage, la régie des bassins fluviaux et des lignes de partage des eaux, la gestion transfrontalière des eaux, l'eau et l'environnement, l'économie de l'eau, etc. En outre, un des Objectifs de développement pour le Millénaire aborde ce sujet : d'ici 2015, il faudra avoir réduit de moitié le nombre de personnes privées d'un accès durable à l'eau potable. Pour la gestion des ressources, consulter <<http://www.worldbank.org/water>> et pour l'alimentation et l'assainissement, surfer sur <<http://www.worldbank.org/watsan>>.

La SFI et les ressources en eau

La SFI est représentée au Comité de l'eau et du secteur urbain du Groupe de la Banque mondiale et contribue au développement des idées et des politiques en la matière. La SFI utilise son expérience pour contribuer, en tant qu'investisseur, au développement de ce secteur. Bien qu'elle collabore souvent avec la Banque mondiale, le rôle premier de la SFI est de soutenir les investisseurs qui s'engagent dans des projets du secteur privé relatifs à la gestion de l'eau. La SFI a investi dans de nombreux pays, notamment l'Argentine, le Panama, les Philippines et l'Inde.

D'autres sources

Le Bureau d'aide pour la gestion de l'eau, sur <<http://www.worldbank.org/html/fpd/water/helpdesk.html>>. Il offre également des conseils via sa boîte aux lettres électronique <whelpdesk@worldbank.org>.

Les publications de référence

Les principales publications dans ce domaine sont :

- *Groundwater in Rural Development : Facing the Challenges of Supply and Resource Sustainability*
- *Groundwater Quality Protection : A Guide for Water Service Companies, Municipal Authorities, and Environment Agencies*
- *Institutional Frameworks in Successful Water Markets : Brazil, Spain, and Colorado, USA*
- *The Political Economy of Water Pricing Reforms*
- *Salinity Management for Sustainable Irrigation : Integrating Science, Environment, and Economics*
- *Water Quality Modeling : A Guide to Effective Practice*

Les infrastructures

Développer les infrastructures reste une priorité fondamentale pour le Groupe de la Banque et les populations pauvres sont parfaitement conscientes du fait que cela pourrait sensiblement améliorer leur qualité de vie. À ce niveau, le travail du Groupe de la Banque est organisé par des départements qui se concentrent sur l'énergie, les technologies de l'information et de la communication, les mines, le pétrole, le gaz et les produits chimiques, les transports, l'aménagement urbain, la gestion de l'eau et l'hygiène publique. Dans certains cas, il s'agit de services mixtes de la Banque mondiale et de la SFI. Pour le portail électronique des infrastructures, consulter <<http://www.worldbank.org/infrastructure>>.

La SFI et les infrastructures

À la SFI, les infrastructures occupent une place de premier ordre dans l'aide au développement des possibilités commerciales du secteur privé dans les économies émergentes. Le Département des infrastructures de cette institution offre une expertise en vue d'aider les sponsors du secteur privé à financer des projets en relation dans les pays membres. Ce service se divise en trois parties : les branches de l'énergie (auparavant un département à part entière), les transports et les services. Certains secteurs (notamment le pétrole, le gaz et les télécommunications) dépendent d'autres départements. La SFI a en outre créé un Département des finances municipales afin d'investir directement dans les municipalités et les gouvernements régionaux qui sont responsables en grande partie des infrastructures. Pour obtenir un lien électronique vers les activités de la SFI dans ce domaine, consulter <<http://www.ifc.org/infrastructure>>.

D'autres sources

Les sources suivantes peuvent être utiles :

- *Le Bureau d'aide pour les infrastructures*. Consulter <<http://www.worldbank.org/infrastructure/helpdesk.htm>>. Adresse électronique : <InfraHelp@worldbank.org>.
- *L'Organisme consultatif pour les infrastructures publiques/privées (PPIAF)*, un groupe de plusieurs donateurs qui fournit une aide technique aux pays en développement pour qu'ils améliorent leurs infrastructures en y faisant participer le secteur privé. Fondé en juillet 1999, le PPIAF est une initiative commune des gouvernements japonais et britannique qui travaille en étroite collaboration avec la Banque mondiale. Consulter <<http://www.ppiaf.org>>.
- *L'Institut de la Banque mondiale*, qui dispose de programmes d'infrastructures. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/themes.html>>.
- *La Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur les infrastructures. Cliquer sur « Topics » sur « <<http://econ.worldbank.org>> » et sélectionner « Infrastructure ». Vous y trouverez également des programmes concernant les infrastructures et l'environnement ou sur la recherche des services publics.

Les publications de référence

Voici la plupart des publications sur les infrastructures :

- *Accounting for Poverty in Infrastructure Reform : Learning from Latin America's Experience*

- *Attracting Foreign Direct Investment into Infrastructure : Why Is It So Difficult ?*
- *Concessions for Infrastructure : A Guide to Their Design and Award*
- *Contracting for Public Services : Output-Based Aid and Its Applications*
- *Dealing with Public Risk in Private Infrastructure*
- *Infrastructure for Poor People*
- *Private Infrastructure in East Asia : Lessons Learned in the Aftermath of the Crisis*
- *Le Rapport sur le développement dans le monde (1994) : Une infrastructure pour le développement*
- *Le Rapport sur le développement dans le monde (2004) : Mettre les services de base à la portée des pauvres*

La lutte contre la corruption

Le Groupe de la Banque considère la corruption comme le plus grand obstacle au développement social et économique. Par la subornation, la fraude et le détournement de fonds, la corruption met les populations pauvres à rude épreuve en détournant les ressources de ceux qui en ont le plus besoin. Depuis la moitié des années 1990, le Groupe de la Banque a lancé plus de 600 programmes de lutte contre la corruption et d'initiatives de conduite des affaires publiques dans près de 100 pays clients. Les objectifs sont clairs : augmenter la responsabilité financière du gouvernement, renforcer la participation de la société civile, créer un secteur privé compétitif, limiter le pouvoir des institutions, améliorer la gestion du secteur public, etc.

Les initiatives encouragent les responsables politiques à communiquer des renseignements sur les actifs financiers, forment des juges, apprennent aux journalistes à enquêter, soutiennent une gestion de fer des entreprises par le biais d'un travail de proximité éducationnel mené par la SFI. Près de 25 % des nouveaux projets comprennent aujourd'hui des ingrédients de réforme des finances et des dépenses publiques. Et, élément encore plus important, la lutte contre la corruption dans laquelle s'est engagé le Groupe de la Banque a incité le monde à réagir vraiment à ce problème. Le Groupe s'efforce d'intégrer des mesures de gestion et de lutte contre la corruption dans tous ses projets et opérations.

Il s'est en outre engagé à garantir l'absence de corruption dans tous les projets qu'il finance. Il s'est doté de directives rigoureuses en matière d'approvisionnement et de lutte contre la corruption ainsi que d'une ligne téléphonique directe anonyme pour enregistrer les plaintes de corruption. Il tient à jour une liste rouge de sociétés ou de personnes qui ne peuvent pas être gratifiés de contrats financés par le Groupe de la Banque. Pour le portail électronique de la lutte contre la corruption, consulter <<http://www1.worldbank.org/publicsector/anticorrupt>>.

D'autres sources

Les renseignements sur le service d'assistance téléphonique pour la fraude et la corruption figurent sur <<http://www.worldbank.org/investigations>>.

Les publications de référence

Parmi les publications qui abordent le problème de la corruption, on trouve :

- *Combating Corruption : A Comparative Review of Selected Legal Aspects of State Practice and International Initiatives*

- *Corrupt Cities : A Practical Guide to Cure and Prevention*
- *Curbing Corruption : Toward a Model for Building National Integrity*

La mondialisation

La mondialisation du commerce, des finances, des investissements et de l'industrie présente des avantages tout comme des inconvénients. Selon le Groupe de la Banque, la mondialisation a réduit la pauvreté dans un grand nombre de pays en développement, mais elle doit être mieux exploitée afin d'aider les pays les plus pauvres et les plus marginalisés du monde à améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Pour le portail électronique sur la mondialisation, consulter <<http://www1.worldbank.org/economicpolicy/globalization>>.

D'autres sources

La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit de plus amples informations sur la mondialisation. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Globalization ».

Les publications de référence

Les publications suivantes traitent également de la mondialisation :

- *Facets of Globalization : International and Local Dimension of Development*
- *Globalization and Firm Competitiveness in the Middle East and North Africa Region*
- *Globalization and National Financial Systems*
- *Globalization, Growth, and Poverty : Building an Inclusive World Economy*
- *The International Finance Corporation and Its Role in Globalization*
- *Local Dynamics in an Era of Globalization : 21st Century Catalysts for Development*
- *World Development Report (1999/2000) : Entering the 21st Century*

La pauvreté

La lutte contre la pauvreté est un élément capital de la mission du Groupe de la Banque. Selon ce dernier, il est fondamental que tout individu qui s'implique dans le développement comprenne complètement la pauvreté et les diverses possibilités d'y remédier. Pour saisir cela, il faut définir la pauvreté, étudier les différentes tendances à travers le temps, élaborer des objectifs visant à lutter contre la misère et évaluer les résultats. Pour obtenir des sources d'informations et un soutien aux personnes qui travaillent dans ce domaine, consulter PovertyNet, le portail électronique du Groupe de la Banque à ce sujet, sur <<http://www.worldbank.org/poverty>>.

La SFI et la pauvreté

La SFI participe à la lutte contre la pauvreté en dirigeant nombre de ses investissements dans les secteurs qui ont le plus de répercussions directes sur le niveau de vie. C'est le cas, notamment, du secteur financier, des infrastructures, des technolo-

gies de l'information et de la communication, des petites et moyennes entreprises, de la santé et de l'éducation.

D'autres sources

Voici d'autres sources dans ce domaine :

- Le *Service de conseils du PREM*, qui accorde une place de premier plan à la pauvreté, entre autres choses. Il publie les *PREM Notes*, un résumé des bonnes pratiques et des conclusions sur les principales politiques menées. Consulter <<http://www1.worldbank.org/prem>>. Adresse électronique : <premadvisory@worldbank.org>.
- L'*Institut de la Banque mondiale*, qui dispose d'un programme de lutte contre la pauvreté. Consulter <http://www.worldbank.org/wbi/attackingpoverty/index_fr.html>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui fournit des informations sur la pauvreté. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Poverty ». Vous y trouverez également un programme de recherche en matière de pauvreté et une Étude d'évaluation du niveau de vie.

Les publications de référence

Les publications suivantes traitent de la pauvreté :

- *African Poverty at the Millennium : Causes, Complexities, and Challenges*
- *Can the Poor Influence Policy? Participatory Poverty Assessments in the Developing World*
- *The City Poverty Assessment : A Primer*
- *Evaluating the Impact of Development Projects on Poverty : A Handbook for Practitioners*
- *IDA's Partnership for Poverty Reduction : An Independent Evaluation of Fiscal Years 1994-2000*
- *Implementing the Millennium Development Goals*
- *Poverty and Policy in Latin America and the Caribbean*
- *Poverty Reduction and the World Bank : Progress in Operationalizing the WDR 2000/2001*
- *Poverty Reduction in the 1990s : An Evaluation of Strategy and Performance*
- *A Sourcebook for Poverty Reduction Strategies*
- *Voices of the Poor*
- *Rapport sur le développement dans le monde (2000/2001) : Combattre la pauvreté*

Les populations autochtones

Le Groupe de la Banque cherche à promouvoir le développement des populations autochtones et veille à ce que le processus de développement favorise le respect de la dignité, des Droits de l'Homme et du caractère unique de ces peuples. Le premier service dans ce domaine est le Département pour les populations autochtones de la Banque, qui est responsable des politiques et des directives axées sur une meilleure compréhension, au sein du Groupe de la Banque et de ses pays membres, de la valeur de la diversité culturelle dans la lutte contre la pauvreté, le développement durable et l'édification de nations efficaces. Le Groupe de la Banque travaille également dans ce domaine grâce à des partenariats avec les organisations autoch-

tones, d'autres agences donatrices et les gouvernements. Consulter le portail électronique sur <<http://www.worldbank.org/indigenou>>.

La SFI et les populations autochtones

La SFI prend très au sérieux les éventuels perturbations que peuvent causer certains investissements privés qui impliquent le déplacement des populations indigènes. Les politiques de la SFI en matière de réinstallation forcée figurent dans le *Resettlement Handbook*. Consulter <[http://www.ifc.org/envirom/Publications/Resettlement Handbook/resettlementhandbook.htm](http://www.ifc.org/envirom/Publications/ResettlementHandbook/resettlementhandbook.htm)>.

D'autres sources

Le Programme Connaissances Autochtones offre des sources d'informations sur les connaissances locales et traditionnelles des pays en développement et applique ce savoir aux questions du développement. Il s'agit d'un partenariat de la région d'Afrique du Groupe de la Banque avec de diverses organisations des Nations Unies, des agences bilatérales de développement et des ONG. Consulter <<http://www.worldbank.org/afrik>>.

Les publications de référence

Les publications suivantes traitent de la réinstallation forcée des populations autochtones :

- *The Economics of Involuntary Resettlement: Questions and Challenges*
- *Handbook for Preparing a Resettlement Action Plan*

La reconstruction et la prévention des conflits

Dans les pays touchés par des conflits, le Groupe de la Banque soutient les efforts internationaux pour aider les populations déchirées par la guerre à reprendre un développement paisible. Il cherche également à comprendre les causes de ces hostilités et à déterminer des manières de les empêcher. A la tête de ce domaine, on trouve le Service pour la reconstruction et la prévention des conflits de la Banque mondiale. Il dirige des recherches et fournit des analyses sur les conflits et le développement afin de soutenir les services nationaux qui travaillent là où les combats font rage. La Banque encourage également le désarmement, la démobilisation, la réintégration des anciens combattants et les programmes de détection des mines. Elle a en outre créé le Fonds post-conflit (FPC), qui finance les initiatives de reconstruction matérielle et sociale dans les sociétés qui sortent d'un conflit armé. Consulter <<http://www.worldbank.org/conflict>>.

D'autres sources

La Recherche de la Banque mondiale dispose d'un programme sur l'économie de la guerre civile, du crime et de la violence. Pour en savoir plus, consulter <<http://econ.worldbank.org/programs/3102>>.

Les publications de référence

Parmi les publications sur la reconstruction et de la prévention des conflits, on trouve :

- *Post-Conflict Reconstruction : The Role of the World Bank*
- *Social Cohesion and Conflict Prevention in Asia : Managing Diversity through Development*
- *Violent Conflict and the Transformation of Social Capital : Lessons from Cambodia, Rwanda, Guatemala, and Somalia*
- *The World Bank's Experience with Post-Conflict Reconstruction*

La santé, la nutrition et la population

La Banque mondiale et la santé

Chaque année, la Banque mondiale engage en moyenne 1 milliard de dollars dans des nouveaux prêts pour des projets dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la population dans le monde en développement. Elle oriente son aide là où les répercussions seront les plus importantes (directement sur les populations). Le premier département dans ce domaine est le service Santé, nutrition et population (souvent abrégé HNP), une subdivision sectorielle du réseau de Développement humain. L'HNP travaille dans les domaines suivants : la nutrition, la population et la santé génésique, la pauvreté et la santé, le développement des systèmes de soins de santé et de santé publique. Ce dernier point est scindé plus loin en trois catégories : le VIH/SIDA et autres maladies transmissibles, les affections liées au tabagisme et la santé mentale.

Consulter le portail électronique de l'HNP sur <<http://www1.worldbank.org/hnp>>. Parmi les sources spécifiques à ce domaine, on note :

- Le *Service de conseils en matière de santé et de population*, qui répond aux questions sur l'HNP dans tous les domaines à l'exception de la nutrition, qui possède son propre service de conseils (voir ci-dessous). Vous pouvez le contacter par téléphone au (1-202) 473-2256, par télécopie au (1-202) 522-3234 ou par courrier électronique à <healthpop@worldbank.org>.
- Le portail *Santé et pauvreté*, qui se focalise sur les répercussions des avancées en matière de santé sur la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Consulter <<http://www.worldbank.org/poverty/health>>.
- Le portail du *Développement des systèmes de santé*, qui examine tous les aspects des systèmes de soins de santé : la demande du marché, le financement, les ressources humaines, la prestation de services, etc. Consulter <<http://www1.worldbank.org/hnp/hsd>>.
- Le portail du *VIH/SIDA*, qui souligne le fait que le VIH/SIDA n'est pas qu'un problème de santé mais aussi une entrave au développement qui menace le bien-être de l'humanité, les progrès socioéconomiques, la productivité, la cohésion sociale et même la sécurité nationale. La Banque mondiale finance abondamment la lutte contre cette maladie. Pour obtenir des renseignements et d'autres sources d'informations, consulter <http://www1.worldbank.org/hiv_aids>. La Banque participe également à des partenariats comme UNSIDA et le Programme plurinational de lutte contre le SIDA en Afrique.

- Le portail de la *Prise en charge intégrée des maladies de l'enfance (PCIME)*, sur <<http://www.worldbank.org/imci>>.
- Le portail du *paludisme*, qui traite de cette maladie dévastatrice. La Banque mondiale finance directement les activités de contrôle de la malaria dans plus de 25 pays, à hauteur de quelque USD 200 millions. Même si c'est en Afrique qu'on enregistre le plus de décès, le paludisme est également en hausse dans de nombreux pays qui, auparavant, l'avaient fortement réduit, voire éradiqué. Pour en savoir plus, consulter <<http://www1.worldbank.org/Malaria>>. La Banque participe également au *Roll Back Malaria*, un partenariat mondial avec les pays touchés par le paludisme, les agences de développement bilatérales et multilatérales, les organisations non gouvernementales (ONG), la communauté scientifique qui travaille dans la recherche, le secteur privé et les médias.
- Le portail de la *Santé mentale*. Consulter <<http://www.worldbank.org/mentalhealth>>.
- Le *Service de conseils en nutrition*, qui fournit des informations à ce sujet. Près de la moitié de la mortalité infantile dans les pays à faible revenu est liée, de près ou de loin, à la malnutrition. Dans ce domaine, l'approche de la Banque mondiale cible les populations pauvres, surtout les jeunes enfants et leur mère. Elle accorde une importance toute particulière aux programmes de nutrition dans la communauté et au sein des écoles, aux programmes d'enrichissement des aliments et aux réformes des politiques d'alimentation. À ce jour, la Banque mondiale a engagé près de USD 2 milliards pour soutenir les programmes de nutrition. Consulter <<http://www.worldbank.org/nutrition>>. Vous pouvez également contacter le Service de conseils en nutrition par téléphone au (1-202) 473-2255, par télécopie au (1-202) 522-3234 ou par courrier électronique à <nutrition@worldbank.org>.
- Le portail *Population et santé génésique*, qui décrit les activités et les sources d'informations de la Banque dans ce domaine. La plupart des maladies qui touchent les pays en développement sont à mettre en rapport avec des grossesses précoces ou non désirées, des maladies sexuellement transmissibles et des affections ou décès liés à la grossesse, surtout chez les populations pauvres qui, le plus souvent, n'ont pas accès aux soins de santé de base. Consulter <<http://www.worldbank.org/population>>.
- Le portail du *tabac*, qui fournit des informations sur les politiques et les mesures de contrôle du tabagisme. La Banque mondiale refuse, directement ou indirectement, d'accorder des prêts dans la fabrication et la production du tabac. Elle encourage par ailleurs le contrôle du tabagisme dans les pays en développement. Consulter <<http://www1.worldbank.org/tobacco>>.
- Le portail de la *tuberculose*, qui explique de façon détaillée les efforts de la Banque mondiale dans la lutte contre cette maladie. Dans ce domaine, la Banque mondiale fournit des dialogues et des conseils politiques, octroie des prêts aux pays pour qu'ils renforcent leurs systèmes de soins de santé et qu'ils contrôlent la tuberculose, effectue un travail analytique et participe à des partenariats mondiaux. Consulter <<http://www.worldbank.org/tuberculosis>>.
- Le portail des *vaccins et de l'immunisation*, qui résume les données fondamentales, les interventions prioritaires, les indicateurs, les leçons qu'il faut tirer

des politiques menées et les liens vers des sources supplémentaires d'informations. Le Groupe de la Banque soutient l'immunisation dans le monde entier parce qu'elle sauve des vies et constitue, à ce jour, une des interventions sanitaires les plus équitables et les plus rentables si on effectue un rapport coût-rentabilité. Les maladies pour lesquelles il existe des vaccins touchent davantage les populations pauvres des pays en développement. Consulter <<http://www.worldbank.org/vaccines>>.

La SFI et la santé

Comme les services de soins publics sont débordés dans les nations en développement, le marché privé s'interpose pour absorber une partie de la demande. Dans les pays en développement et dans les économies émergentes, la SFI cherche à stimuler les infrastructures de soins privés en investissant dans les services auxiliaires, les dispositifs pharmaceutiques, l'éducation et la formation, les soins de santé en ligne, l'assurance et les services médicaux. Pour en savoir plus, consulter <<http://www.ifc.org/che/health.htm>>.

En ce qui concerne le SIDA, la SFI a rédigé le « Cahier pratique : le SIDA sur le lieu de travail ». Cet ouvrage fait partie du Programme de lutte contre le SIDA de la SFI et aide les clients et autres intervenants du secteur privé à comprendre et à gérer les risques associés à la présence du VIH/SIDA sur le lieu de travail et dans les communautés concernées. Consulter <<http://www.ifc.org/enviro/Publications/HIV/hiv.htm>>.

D'autres sources

Parmi les autres sources sur la santé, on note :

- Le *Partenariat mondial pour l'éradication de l'onchocercose*, dont il est question dans la partie consacrée aux initiatives régionales pour l'Afrique (subsaharienne) du chapitre 4. Vous pouvez également consulter <<http://www.worldbank.org/gper>>.
- Les *Services de conseils de l'HNP*, sur <<http://www1.worldbank.org/hnp/advisory>> avec, d'une part, la santé et la population (<healthpop@worldbank.org>) et d'autre part, la nutrition (<nutrition@worldbank.org>).
- Le *Programme plurinational de lutte contre le SIDA*, traité dans la partie relative aux initiatives régionales pour l'Afrique (subsaharienne) du chapitre 4. Vous pouvez également consulter <<http://www.worldbank.org/afri/aids/map.htm>>.
- *UNSIDA sur* <<http://www.unaids.org>>.
- *L'Institut de la Banque mondiale*, qui dispose de deux programmes : l'un sur la santé et la population, l'autre sur la gestion du SIDA. Consulter <<http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/EA14A9CC74428F8185256D870053CF7E?Opendocument>>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui offre des informations sur la santé et la population. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Health & Population ».

Les publications de référence

De nombreuses publications traitent des questions de santé et de population :

- *Confronting AIDS*
- *Curbing the Epidemic*
- *Education and HIV/AIDS : A Window of Hope*

- *Environmental Health : Bridging the Gaps*
- *HIV/AIDS in the Caribbean : Issues and Options*
- *HIV/AIDS in the Workplace*
- *Innovations in Health Service Delivery : The Corporatization of Public Hospitals*
- *Intensifying Action against HIV/AIDS in Africa*
- *An International Assessment of Health Care Financing : Lessons for Developing Countries*
- *Investing in Health : Development Effectiveness in the Health, Nutrition, and Population Sectors*
- *Population and the World Bank : Adapting to Change (revised edition)*
- *Principles of Health Economics for Developing Countries*
- *Private Participation in Health Services*
- *Prospects for Improving Nutrition in Eastern Europe and Central Asia*
- *The TB and HIV/AIDS Epidemics in the Russian Federation*
- *Social Reinsurance : A New Approach to Sustainable Community Health Financing*
- *Rapport sur le développement dans le monde (1993) : Investir dans la santé*

Le secteur financier

Un système financier fiable et sain est essentiel au développement économique. Le Groupe de la Banque aide les pays à renforcer leur système financier, à lancer la croissance de leur économie, à restructurer et à moderniser leurs institutions et à réagir face aux épargnes et aux besoins financiers de tout un chacun. Voici les principales initiatives dans ce domaine.

Le Réseau du secteur financier (Banque mondiale)

Le Groupe de la Banque a créé le Réseau du secteur financier pour fournir à ses clients un service de recherches et de conseils en matière de politique ainsi qu'un soutien technique dans le domaine des finances. Ce réseau donne la priorité aux systèmes bancaires, aux marchés de capitaux, aux systèmes de créances, au financement des logements, à l'assurance et aux épargnes contractuelles, aux modes de paiements, au financement du monde rural, à la microfinance et aux P.M.E. Pour obtenir la page correspondante, consulter <<http://www1.worldbank.org/finance>>.

Le Groupe des marchés de capitaux mondiaux (SFI)

Selon la SFI, le soutien aux marchés financiers est la pierre angulaire de ses politiques d'investissements ainsi qu'un élément décisif pour le développement du secteur privé. Le Groupe des marchés financiers mondiaux de la SFI est le premier service dans ce domaine. Consulter <<http://www.ifc.org/financialmarkets>>. En outre, la SFI est à la recherche de nouvelles méthodes de financement des petites entreprises, qui jouent un rôle clé dans le secteur privé de nombreuses économies du monde en développement. Le premier service à ce niveau est le Département des petites et moyennes entreprises. Pour plus d'informations, voir la partie consacrée au Département des petites et moyennes entreprises dans le point concernant le développement du secteur privé.

D'autres sources

Voici une liste de sources supplémentaires :

- Le *Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres*, un organe affilié au Groupe de la Banque qui se focalise sur la microfinance. Son secrétariat se trouve au siège de la Banque. Pour en savoir plus, voir la partie du chapitre 3 consacrée aux partenariats systémiques ou consulter <<http://www.cgap.org>>.
- Le *Service de conseils du secteur financier*, qui répond à toutes vos questions sur le secteur financier. Adresse électronique : <askfinancialsector@worldbank.org>.
- La *Interest Bearing Notes Newsletter*, une revue périodique du secteur financier de la Banque mondiale. Consulter <<http://econ.worldbank.org/programs/finance/topic/IBN>>.
- L'*Institut de la Banque mondiale*, qui dispose d'un programme pour les secteurs financier et bancaire. Consulter <<http://www.worldbank.org/wbi/banking>>.
- La *Recherche de la Banque mondiale*, qui contient des informations sur le secteur financier. Cliquer sur « Topics » sur <<http://econ.worldbank.org>> et sélectionner « Domestic finance ». vous y trouverez également des programmes spécifiques sur les rapports de créances, la recherche financière et les politiques et institutions qui encouragent l'épargne.

Les publications de référence

Parmi les publications sur les questions financières, on trouve :

- *Analyzing Banking Risk : A Framework for Assessing Corporate Governance and Financial Risk Management*
- *Building Trust : Developing the Russian Financial Sector*
- *Developing Government Bond Markets : A Handbook*
- *Development and Regulation of Non-Bank Financial Institutions*
- *Financial Risk Management*
- *Finance for Growth : Policy Choices in a Volatile World*
- *Financial Sector Policy for Developing Countries : A Reader*
- *Financial Sector Reform : A Review of World Bank Assistance*
- *Microfinance Handbook*
- *The Microfinance Revolution*

Les technologies de l'information et de la communication

Les technologies de l'information et de la communication ont le potentiel pour accélérer le développement et améliorer une série de services sociaux. La Banque mondiale dispose de deux programmes axés sur les meilleurs moyens de soutenir la mise en œuvre technologique : les Technologies de l'information et de la communication au niveau mondial (GICT) et la Division de communication de développement (DEVCOMM).

Le Département des technologies de l'information et de la communication au niveau mondial

Service mixte de la Banque mondiale et de la SFI, le GICT développe et favorise l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans les pays en développement. Il fournit aux gouvernements, aux sociétés privées et aux organisations communautaires les fonds et les compétences nécessaires au développement

et à l'exploitation de ces technologies dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de la stimulation du développement. Consulter <<http://info.worldbank.org/ict>>.

La Division de communication de développement

La DEVCOMM fournit à ses clients des outils et des conseils stratégiques en matière de communication. En plus de mettre en œuvre des projets fructueux et des efforts de réforme en faveur des démunis, elle s'efforce de créer des mécanismes visant à élargir l'accès public aux informations sur les réformes, à renforcer les capacités des pays clients à écouter leur électorat et à négocier avec les parties prenantes, à responsabiliser les organisations communautaires et à soutenir les activités de communications fondées sur la recherche de l'opinion publique. Consulter <<http://www.worldbank.org/developmentcommunications>>.

D'autres sources

Parmi les autres sources, on trouve :

- Le *Portail du développement*, un site interactif pour l'information et le partage des connaissances sur le développement durable et la lutte contre la pauvreté. Il offre, par exemple, une base de données complète des projets de développement, un kiosque international pour l'approvisionnement et un partage des connaissances sur les sujets clés du développement. Il est tenu par la Fondation du portail de développement, une association sans but lucratif dont le siège se situe à Washington, D.C. Cet organisme est dirigé par un conseil d'administration où sont représentés les principaux donateurs et partenaires des organisations internationales, les secteurs privé et public ainsi que la société civile. Le Portail du développement est en connexion avec le réseau des Portails nationaux, qui regroupe 44 partenariats détenus par des capitaux nationaux et administrés par une direction privé-public. Ce réseau favorise une utilisation efficace et novatrice à l'échelle nationale d'Internet et autres technologies de l'information et de la communication. Consulter <<http://www.developmentgateway.org>>.
- Le *Réseau mondial de formation pour le développement (GDLN)*, un réseau à canaux multiples et entièrement interactif qui exploite la vidéo, Internet et les communications par satellite pour construire les connaissances, l'apprentissage et les capacités au niveau local et pour développer une communauté mondiale consacrée à la lutte contre la pauvreté. Son objectif est de permettre aux décideurs politiques d'accéder régulièrement à un réseau mondial de pairs, d'experts et d'hommes de terrain avec lesquels ils peuvent partager des idées et des expériences sur la lutte contre la pauvreté. Ce réseau fonctionne par le biais de partenaires du GDLN dans le monde entier. Consulter <<http://www.gdln.org/fr/index.html>>.

Les publications de référence

Parmi les publications sur les technologies de l'information et de la communication, on trouve :

- *The Diffusion of Information Technology: Experience of Industrial Countries and Lessons for Developing Countries*
- *Information and Communication Technologies: A World Bank Group Strategy*
- *Information Infrastructure: The World Bank Group's Experience*
- *Information Systems for Government Fiscal Management*
- *Telecommunications and Information Services for the Poor: Toward a Strategy for Universal Access*
- *Telecommunications Legislation in Transitional and Developing Economies*

Les transports

Les transports constituent un atout essentiel des infrastructures pour la circulation des biens, des personnes et des capitaux. Ils englobent les routes, les chemins de fer, les ports maritimes, les aéroports et tous les moyens de locomotion et leurs systèmes de gestion. Plus généralement appelé « transports » au sein du Groupe de la Banque, ce secteur donne la priorité à l'accès, au rôle des secteurs public et privé et au développement financier. Ses domaines d'activités sont l'économie et les politiques, les points d'accès et la logistique, le réseau ferroviaire, les routes et autoroutes, les transports ruraux et urbains, etc. Il accorde une attention toute particulière à la mondialisation du commerce, aux encombrements du trafic et à la pollution, aux déficits d'exploitation des systèmes de transports publics et aux frais d'entretien et de modernisation des infrastructures des transports. Consulter le portail électronique des transports sur <<http://www.worldbank.org/transport>>.

La SFI et les transports

Pour développer le secteur privé, il est essentiel de disposer de services et d'infrastructures de transports viables. La libéralisation croissante de l'industrie des transports a permis au secteur privé de jouer un rôle considérable dans le financement des projets et la prestation de services techniques et administratifs. Le personnel de la SFI pour les transports est groupé en deux services au sein du Département des infrastructures : les Infrastructures de transports, qui s'occupent des ports, aéroports et routes, et les Services de transports, responsables des transports maritime, aérien et ferroviaire ainsi que du camionnage. Consulter <<http://www.ifc.org/transportation>>.

D'autres sources

Le Bureau d'aide en matière de transports : <<http://www.worldbank.org/helpdesk.htm>>.
Courrier électronique : <transport@worldbank.org>.

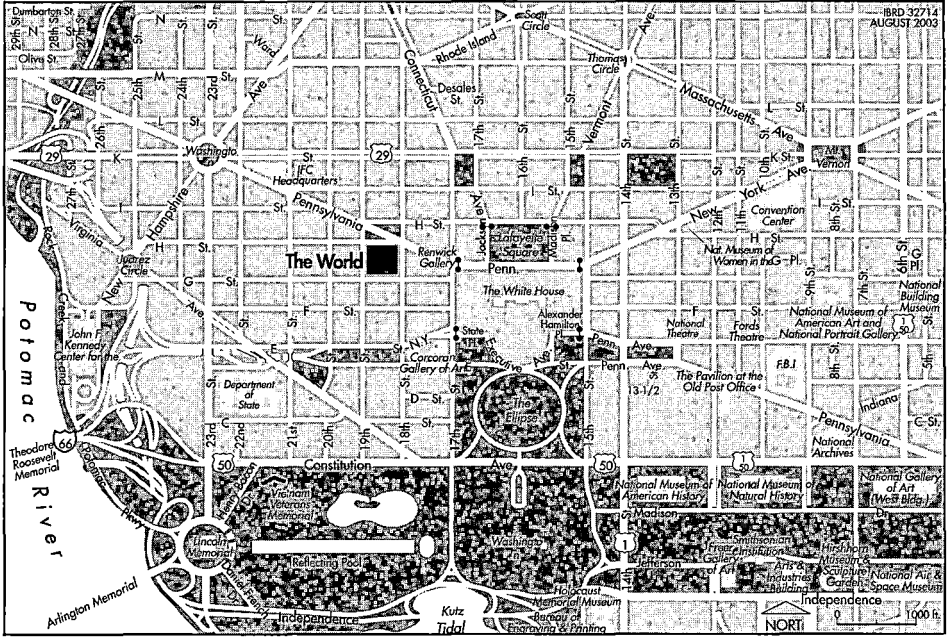
Les publications de référence

Les publications suivantes concernent les transports :

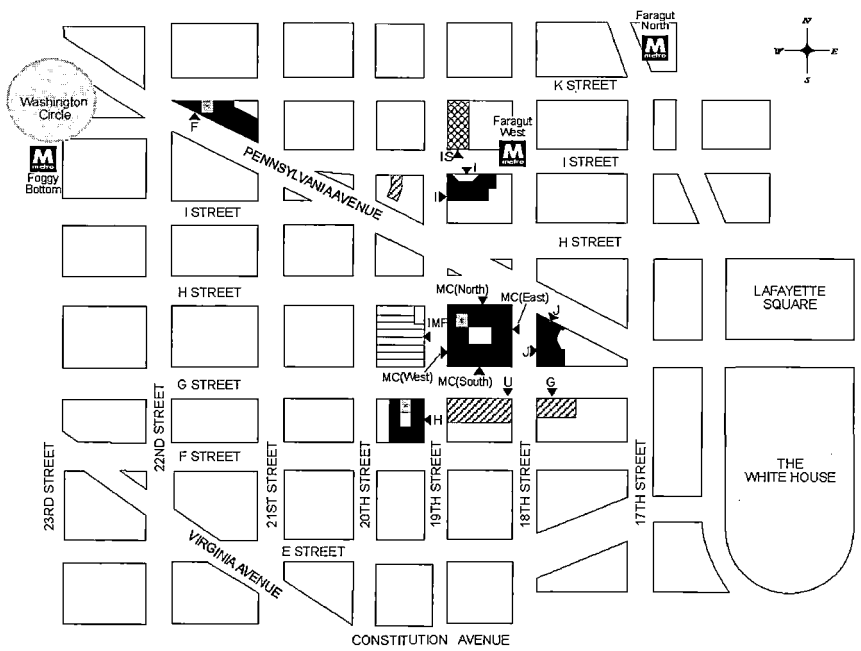
- *Design and Appraisal of Rural Transport Infrastructure : Ensuring Basic Access for Rural Communities*
- *Forging Subregional Links in Transportation and Logistics in South Asia*
- *Improving Rural Mobility : Options for Developing Motorized and Nonmotorized Transport in Rural Areas*
- *Integration of Transport and Trade Facilitation : Selected Regional Case Studies*
- *Privatisation and Regulation of Transport Infrastructure : Guidelines for Policymakers and Regulators*
- *Trade and Transport Facilitation : An Audit Methodology*
- *Trade and Transport Facilitation : A Toolkit for Audit, Analysis, and Remedial Action*

Appendices

- A Contacter le Groupe de la Banque mondiale
- B Historique du Groupe de la Banque mondiale :
chronologie
- C Les Présidents du Groupe de la Banque mondiale
- D L'adhésion des pays aux institutions du Groupe de
la Banque mondiale
- E Les représentations des pays au sein du conseil des
administrateurs
- F Les secteurs de la Banque mondiale
- G Les autres sources d'informations nationales



Plan du siège du Groupe de la Banque mondiale



Les locaux du siège de la Banque mondiale

APPENDICE

Contacter le Groupe de la Banque mondiale

Siège et renseignements généraux

Les bureaux et les sites Internet qui apparaissent ci-dessous sont de bonnes sources à consulter si vous désirez obtenir des informations générales concernant les cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale pour le développement (IDA), la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Siège - Informations générales

World Bank Group

1818 H Street, NW

Washington, DC 20433, USA

Web: <http://www.worldbankgroup.org> ou <http://www.worldbank.org>

Tél : (1-202) 473-1000

Fax : (1-202) 477-6391

Weather : (1-202) 458-7669

Annuaire du personnel : Commandez-le

World Bank Publications

Tél : (1-800) 645-7247 ou (1-703) 661-1580

Fax : (1-703) 661-1501

Web : <http://publications.worldbank.org/ecommerce>

Point de contact de la BIRD et de l'IDA

Idem que celui du Groupe de la Banque mondiale

Contacts : : <http://www.worldbank.org/contacts>

Point de contact de la SFI

International Finance Corporation
2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20433, USA
Web : <http://www.ifc.org>
Contacts : <http://www.ifc.org/about/contacts/contacts.html>

Point de contact de la MIGA

Courriel : idem que celle du Groupe de la Banque mondiale
Adresse :
Agence multilatérale de garantie des investissements
1800 G Street, NW, Suite 1200
Washington, DC 20433, USA
Web : <http://www.miga.org>
Contacts : <http://www.miga.org/screens/contacts/contacts.htm>

Point de contact du CIRDI

Idem que celui du Groupe de la Banque mondiale
Web : <http://www.worldbank.org/icsid>
Contacts : <http://www.worldbank.org/icsid/contact.htm>

Relations avec les médias, nouveautés et relations publiques

Le Département des relations extérieures de la Banque mondiale et les services apparentés de la SFI et de la MIGA sont des sources clés pour les relations avec les médias, les nouveautés, les contacts avec la presse et les relations publiques. Ils peuvent également vous donner accès au service des experts du Groupe de la Banque mondiale et au bureau des conférences. En règle générale, les organisations du Groupe de la Banque affichent également les nouveautés et les principaux événements sur leur page d'accueil.

La BIRD et l'IDA

- Le *DevNews Media Center* fournit des rapports de presse, des articles de fond, des bilans sur les reportages de la presse, des discours et leur retranscription, des rapports publiés et un calendrier des événements. Il offre également un accès au bureau des conférences, au service des experts de la Banque mondiale et aux points de contact pour les médias. Consulter <http://www.worldbank.org/mediacontacts>
- *Electronic newsletters* vous offre, si vous vous inscrivez gratuitement par courrier électronique, un vaste éventail de matériel, notamment des rapports quotidiens de presse, la mise à jour hebdomadaire de la Banque mondiale et de nombreux bulletins des divers secteurs, régions et partenariats spécifiques de la Banque. Consulter <http://www.worldbank.org/suscriptions>
- Le *Online Media Briefing Center* est un site protégé par un mot de passe réservé exclusivement aux journalistes autorisés. Consulter <http://media.worldbank.org>

La SFI

- La *SFI Pressroom* fournit des rapports de presse et des liens vers les points de contact pour les médias, des fiches sur les différents pays, des renseignements généraux sur la SFI, des publications, des discours, des dossiers et des documents relatifs aux différents projets. Consulter <http://www.ifc.org/about/contacts/contacts.html>

La MIGA

- Le service *MIGA News and Events* fournit des documents sur les nouveautés, des rapports de presse, des articles de fond et un calendrier des événements. Ce service est également en correspondance avec diverses organisations non gouvernementales. Consulter <http://www.miga.org/screens/news/news/htm>

Le CIRDI

- Le *News from ICSID* est un document biennal qui contient des documents d'actualité et les archives disponibles sur Internet. Consulter <http://www.worldbank.org/icsid/news/news.htm>

Les informations au public

Au sein de la Banque mondiale, divers bureaux fournissent des renseignements au public.

Les Centres d'information du public

InfoShop/Centre d'information du public (PIC)

1818 H Street, NW Room J1-060

Washington, DC 20433, USA

Tél: (1-202) 458-5454

Fax: (1-202) 522-1500

E-mail: pic@worldbank.org

(pour les PIC des autres pays, consulter l'appendice G).

Les publications de la Banque mondiale

Pour commander des publications, adressez-vous à :

Tél: (1-800) 645-7247 or (1-703) 661-1580

Fax: (1-703) 661-1501

Web: <http://publications.worldbank.org/ecommerce>

Le service de retour d'information du Groupe de la Banque mondiale

Ce service aide les internautes à localiser les sources de renseignements, les informations sur les projets et les publications sur Internet. Bien que son site n'offre pas de recherches approfondies, il peut orienter les utilisateurs vers les sites qui sont le plus susceptibles de répondre à leurs questions. Toute suggestion visant à rendre son site plus utile est la bienvenue. Consulter <http://www.worldbank.org/feedback> et/ou envoyer un courriel à feedback@worldbank.org.

Les projets, les politiques, les stratégies et la recherche

Ces portails de bases de données donnent accès aux informations relatives aux projets, aux politiques et aux stratégies du Groupe de la Banque mondiale. Vous pouvez effectuer des recherches en fonction du secteur, de la région, du pays ou du thème du développement souhaité.

Les documents et les rapports: <http://www-wds.worldbank.org>

Les projets, les politiques et les stratégies: <http://www4.worldbank.org/sprojects>

Les projets de la SFI: <http://www.ifc.org/projects>

Le Manuel opérationnel de la Banque mondiale: <http://wbIn0018.worldbank.org/Institutional/Manuals/OpManual.nsf>

La recherche de la Banque mondiale: <http://econ.worldbank.org>

Les Statuts et autres textes fondamentaux du Groupe de la Banque mondiale: <http://www.worldbank.org/articles>

Les rapports annuels

Les rapports annuels des organisations et des programmes du Groupe de la Banque mondiale sont disponibles sur Internet en documents pdf ou html. Ils sont publiés dans de nombreuses langues et leurs sites contiennent les anciennes éditions.

Le rapport annuel de la Banque mondiale : <http://www.banquemondiale.org/EXT/French.nsf/DocByUnid/2C4F83A5E6EAC01C85256D8700621529?Opendocument>

Le rapport annuel de la SFI : <http://www.ifc.org/ar2001>

Le rapport annuel de la MIGA : <http://www.miga.org/annualreport>

Le rapport annuel du CIRDI : <http://www.worldbank.org/icsid/pubs/1998ar/main.htm>

Les bibliothèques

Le réseau des bibliothèques regroupe 12 établissements et centres de sources d'informations au service du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les services que fournissent les bibliothèques portent sur l'ensemble des activités de ces deux institutions: la recherche, la consultation, l'approvisionnement en produits d'informations, l'organisation du contenu et la distribution de documents. Elles se situent toutes dans le centre de Washington, D.C., à l'exception des bibliothèques des bureaux nationaux et des PIC de la Banque mondiale. Certaines n'ouvrent que sur rendez-vous.

À la différence de ce réseau, la bibliothèque de PovertyNet est électronique: elle est accessible via Internet et contient des rapports et des documents consacrés à la pauvreté dans les pays en développement. Elle renferme une série de dossiers relatifs à la misère, notamment des textes et des rapports techniques, des résumés, des discours, des entretiens et des articles de presse.

La bibliothèque mixte du Groupe de la Banque mondiale et du FMI : <http://jolis.worldbankimflib.org/librairies/e-jl.htm>

Le réseau des bibliothèques : <http://jolis.worldbankimflib.org/external.htm>

La bibliothèque des secteurs et des ressources IT : <http://jolis.worldbankimflib.org/librairies/e-sitrc.htm>

La bibliothèque de la SFI : <http://jolis.worldbankimflib.org/librairies/e-ifs.htm>

Accès au réseau des bibliothèques pour les visiteurs extérieurs : <http://jolis.worldbankimflib.org/e-nlvisit.htm>

La bibliothèque de PovertyNet : <http://poverty.worldbank.org/library>

APPENDICE **B**

Historique du Groupe de la Banque mondiale : chronologie

- 1944 La Conférence monétaire et financière des Nations Unies (ONU) rédige, en compagnie des 44 pays représentés, les Statuts de la Banque mondiale (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, BIRD) à Bretton Woods, dans le New Hampshire.
- 1945 Vingt-huit gouvernements ratifient les Statuts à Washington.
- 1946 La Banque mondiale entre officiellement en fonction le 25 juin.
- 1947 La Banque lance sa première offre en titres (USD 250 millions) à New York City.
La Banque octroie son premier prêt (USD 250 millions) à la France.
- 1948 La Banque réalise son premier prêt de développement (USD 13,5 millions), au profit du Chili.
- 1950 Pour la première fois, une banque nationale de développement reçoit un prêt (à hauteur de USD 2 millions) : c'est la banque d'Éthiopie.
- 1951 La Finlande et la Yougoslavie sont les premiers à rembourser entièrement leurs prêts à la Banque.
- 1952 Adhésion du Japon et de la République Fédérale d'Allemagne.
- 1953 Approbation des trois premiers prêts destinés au Japon, pour un montant total de USD 40,2 millions.
- 1955 L'Institut du développement économique (aujourd'hui Institut de la Banque mondiale) est fondé en tant qu'organe collégial du personnel de la Banque.
- 1956 La Société financière internationale (SFI) est créée en tant qu'institution affiliée à la Banque, composée de 31 membres et disposant d'un capital social de USD 100 millions.

- 1957 Premier investissement de la SFI (de USD 2 millions), destiné à la société Siemens au Brésil dans le but d'en développer la fabrication.
- 1958 À la suite de la détérioration de la balance des paiements de l'Inde, la première assemblée du Consortium d'aide à ce pays se tient à Washington.
- 1960 Le Pakistan, l'Inde et la Banque mondiale signent le Traité des eaux de l'Indus.
Création de l'Association internationale pour le développement (IDA), institution de la Banque mondiale dotée d'un capital initial de souscriptions de USD 912,7 millions.
- 1961 La Banque accorde un prêt de USD 80 millions au Japon pour le financement de son train à grande vitesse.
L'IDA octroie son premier crédit de développement (USD 9 millions) à l'Honduras, pour étendre son réseau autoroutier.
- 1962 La SFI fonde un groupe de conseil de banquiers en investissements.
Le premier prêt destiné à l'éducation (USD 5 millions) est octroyé à la Tunisie, pour financer la construction d'écoles.
Pour la première fois dans son histoire, la SFI investit dans des titres de société, en achetant des parts de l'entreprise espagnole Fabrica Española Magentos S.A.
- 1963 La Banque lance le programme de recrutement et de formation des professionnels juniors (aujourd'hui Programme des jeunes professionnels).
Adhésion de dix-huit pays africains nouvellement indépendants.
- 1966 Création du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).
- 1967 Les pays en développement forment le Groupe des 77 pour augmenter leur pouvoir de négociation et promouvoir leur bonne entente.
La France, la République Fédérale d'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis constituent le Groupe des 5 (G5) dans le but d'organiser des conférences rassemblant les différents ministres des finances et gouverneurs des banques centrales (en 1976, ce groupe est devenu le G7 à la suite de l'arrivée de l'Italie et du Canada, puis le G8, après l'entrée de la Russie).
- 1970 La Jamaïque est le premier pays à bénéficier d'un prêt de planification démographique, d'un montant de USD 2 millions.
Pour la première fois dans son histoire, la Banque dépasse les USD 2 milliards en nouveaux capitaux engagés.
- 1971 Le Japon se hisse parmi les cinq principaux actionnaires de la Banque.
Le Brésil est le premier pays à recevoir un prêt destiné au contrôle de la pollution, d'un montant de USD 15 millions.

- 1972 La Banque répartit son personnel des projets et des programmes entre les départements régionaux en vue d'augmenter son efficacité.
Fondation de l'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale.
- 1974 Le Comité intérimaire du Fonds monétaire international (FMI) et le Comité de développement sont créés dans le but de fournir des recommandations et des avis aux Conseils des Gouverneurs.

Dans un discours lors de l'assemblée annuelle, le président Robert S. McNamara place, pour la première fois dans l'histoire, la pauvreté au centre des priorités du programme de la Banque.
- 1975 Pour cet exercice, la BIRD et l'IDA engagent des capitaux à hauteur de près de 1 milliard de dollars dans des projets de développement rural.

Shirley Boskey est la première femme à accéder à un poste de direction au sein de la Banque (dans le Département des relations internationales).

Mise en œuvre du Mécanisme de financement de la préparation des projets.

Les premiers grands prêts commerciaux de la SFI sont syndiqués pour des projets au Brésil et en République de Corée.
- 1978 Le Conseil des Administrateurs approuve une politique de la Banque destinée à évaluer l'impact environnemental des projets que celle-ci soutient.

La première équipe chargée de la rédaction du *Rapport sur le développement dans le monde*, dirigée par E. Stern, publie un document sur l'accélération de la croissance et la lutte contre la pauvreté.
- 1979 Pour la première fois, la Banque dépasse les USD 10 milliards en nouveaux capitaux engagés.

La Banque commence à octroyer des prêts pour financer des projets en matière de santé.
- 1980 Le capital social autorisé de la BIRD passe de USD 44 millions à USD 85 millions.

La Turquie se voit octroyer le premier prêt d'ajustement structurel, d'un montant de USD 200 millions.

La République populaire de Chine décide de représenter la Chine et devient rapidement un des principaux pays débiteurs.
- 1981 Création du poste de médiateur de la Banque mondiale.

La SFI crée l'expression « marchés émergents » et développe une base de données propre à ces pays : la *Emerging Markets Data Base*.
- 1982 Anne Krueger est la première femme à accéder à un poste de vice-présidente (de l'économie et de la recherche).

Un prêt de la Banque destiné au programme Polonoeste au Brésil finance la construction d'une autoroute de quelque 144 km à travers la forêt amazonienne, ce qui, sans le vouloir, provoque un important flux migratoire vers cette région, entraînant une déforestation qui soulève un tollé international.

- 1983 La Banque crée un programme de microfinancement destiné aux activités visant à promouvoir la coopération entre les organisations non gouvernementales (ONG), les gouvernements, les intellectuels et les médias.
- 1984 La SFI crée un fonds spécial de USD 20 millions afin d'encourager le développement du secteur privé.
On fonde le Groupe de travail des ONG (*NGO Working Group*) afin que les ONG du monde entier parviennent à un consensus sur la Banque mondiale et pour fournir un forum pour le dialogue sur les questions relatives au développement.
Pour la première fois dans son histoire, la SFI emprunte directement des capitaux sur les marchés financiers mondiaux.
- 1986 Création du Service de conseils en matière d'investissements étrangers.
- 1987 Dans le cadre d'une importante restructuration, la Banque revoit les postes de l'ensemble de ses employés. Dans les nouveaux départements nationaux, le personnel, auparavant séparé en deux blocs, l'équipe chargée des « Programmes » et celle des « Projets », est regroupé et exerce toutes les fonctions. On crée également les Départements régionaux et centraux de l'environnement.
La Base de données sur les marchés émergents (*Emerging Markets Data Base*) est commercialisée.
- 1988 Fondation de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), la plus récente institution affiliée du Groupe de la Banque mondiale.
- 1989 Le Conseil des Administrateurs de la Banque approuve une directive sur la diffusion des informations.
- 1990 Création du Fonds pour l'environnement mondial.
- 1991 La Chine devient le plus grand pays débiteur de l'IDA, dépassant ainsi l'Inde.
- 1992 Le *Rapport sur le développement dans le monde* met l'accent sur l'environnement.
Un organe indépendant réexamine le projet du barrage de Sardar Sarovar en Inde (sur le fleuve Narmada), dont la Banque se retirera en 1995.
Un détachement spécial propose diverses étapes en vue d'améliorer la gestion du portefeuille de la Banque.
Une restriction budgétaire de 15% amène la Banque à réduire ses effectifs.
Excellence through Equality préconise une augmentation du nombre de femmes dans l'enseignement supérieur. En 1998, on étend la stratégie de diversité à l'égalité des sexes, à la nationalité, aux questions raciales, à l'orientation sexuelle, à la culture et à l'invalidité.
La Fédération de Russie et 12 autres républiques de l'ex-URSS deviennent membres de la BIRD et de l'IDA.

- 1993 Création du Fonds pour le développement institutionnel pour soutenir les initiatives novatrices de construction des capacités.
- Création d'un Panel d'inspection indépendant pour examiner les plaintes extérieures des individus lésés par les projets que la Banque finance.
- La SFI lance la première formation environnementale pour les intermédiaires financiers.
- 1994 Ouverture du Centre d'informations du public.
- La Banque rend public un programme triennal de USD 1,2 milliard destiné à aider les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, des régions qui tentent de d'acquérir leur indépendance.
- Introduction du « Dollar budgeting ».
- La Banque mondiale fête son 50^{ème} anniversaire dans une conjoncture difficile. En effet, elle est largement critiquée par les ONG et les gouvernements des États membres.
- 1995 Le Conseil des Administrateurs désigne James D. Wolfensohn comme neuvième président du Groupe de la Banque mondiale.
- On met fortement l'accent sur l'importance de l'éducation des filles.
- 1996 Création d'un fonds fiduciaire pour la Bosnie-Herzégovine.
- Fondation du Groupe d'assurance de la qualité (QAG), destiné à fournir des informations en temps réel sur la qualité du travail de la Banque.
- Lancement du programme pour la gestion des connaissances (*Knowledge Management*) afin de mettre en relation les individus qui en ont besoin avec ceux qui détiennent les connaissances, de réunir le savoir-faire et de permettre l'accès au savoir.
- Le FMI, la Banque mondiale et divers donateurs lancent l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), en vue d'en alléger la dette (elle sera considérablement améliorée en 1999).
- 1997 Introduction du Plan d'action pour la gestion des affaires publiques (*Governance Action Plan*). À peine deux ans plus tard, on lance plus de 600 initiatives spécifiques pour la bonne conduite des affaires gouvernementales et la transparence dans quelque 100 pays débiteurs.
- Introduction d'instruments flexibles de prêts.
- On réorganise les opérations de la Banque dans une structure matrice (les départements nationaux et les réseaux des diverses branches liées aux secteurs) et on commence à décentraliser.
- La Banque approuve un prêt de USD 3 milliards pour la Corée et divers autres crédits destinés aux économies touchées par la crise financière de ce pays afin de restaurer la confiance des investisseurs et d'en minimiser les coûts sociaux.
- Le Conseil des Administrateurs approuve le *Strategic Compact*, un programme de renouveau fondamental au niveau organisationnel.

Lancement de l'initiative de la SFI en vue d'étendre la portée de ses actions. De cette façon, elle cible les pays où un climat difficile entrave les investissements.

- 1998 La Banque lance l'Initiative pour la connaissance.
- La Banque approuve le Fonds spécial pour le Kosovo.
- La Banque organise le premier Portail du développement pour récompenser les innovations en matière de développement.
- La SFI renforce les politiques environnementales et sociales.
- 1999 La Banque formule sa vision des choses pour le nouveau millénaire : « Notre rêve : un monde sans pauvreté ».
- Le Groupe de la Banque adopte le Cadre de développement global (CDF) et, lors de leurs assemblées annuelles, le Groupe et le FMI décident d'un commun accord de mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté propres aux différents pays.
- La SFI et la MIGA nomme un conseiller/médiateur en matière de conformité pour responsabiliser davantage les communautés impliquées dans les différentes régions.
- Les restrictions budgétaires de la Banque et de la SFI entraînent les premières fusions de certains services de ces deux institutions ayant les mêmes fonctions.
- On accorde une plus grande place aux nouveaux secteurs de la SFI, comme celui de la santé et de l'éducation.
- L'IDA décerne la mention « satisfaisant » à la Chine entre 1999 et 2000.
- 2000 L'assemblée de printemps du FMI et de la Banque à Washington, D.C. et la réunion annuelle tenue à Prague soulèvent une vague de protestations.
- La Banque engage USD 500 millions de plus dans la lutte contre le VIH/SIDA.
- Le Panel d'inspection réexamine le projet de lutte contre la pauvreté pour la Chine occidentale. Les autorités du pays décident d'utiliser leurs propres ressources pour mettre en œuvre les parties controversées.
- La Banque et ses partenaires créent le *Global Development Gateway*, un portail du développement dans lequel les internautes peuvent faire des recherches et contribuer aux informations, aux sources et aux instruments.
- L'initiative en faveur des PPTE est à la hauteur de ce qu'on attendait : pendant l'exercice de 2000, 22 pays voient leur service de la dette allégé de plus de USD 34 milliards.
- La Banque effectue ses premières offres de titres sur Internet, pour un montant de USD 4 milliards.
- Pour la première fois en près de 20 ans, le taux de réussite des projets de la Banque achevés atteint les 75% (contre 60% pour 1996).
- Les approbations des nouveaux investissements de la SFI destinés à l'Afrique subsaharienne atteignent des records : USD 1,2 milliards.
- Le Sommet des Nations Unies pour le millénaire établit les Objectifs de développement, qui devront être réalisés d'ici 2015.

- 2001 Le FMI et le Groupe de la Banque annulent leur Assemblée annuelle à la suite des attentats du 11 septembre.
- La Banque et ses partenaires fondent le Réseau d'apprentissage pour le développement dans le monde, une initiative de formation à distance dans les pays pauvres.
- Le Partenariat mondial pour l'éradication de l'onchocercose engage des capitaux à hauteur de USD 39 millions dans le but de faire disparaître cette maladie de l'ensemble du continent africain d'ici 2010.
- La République fédérale de Yougoslavie (aujourd'hui la Serbie et Monténégro) répond aux conditions pour bénéficier de nouveaux financements de la part de la Banque mondiale.
- Le Groupe de la Banque se joint à d'autres organisations pour appeler à une réduction des subventions agricoles dans les pays développés.
- La Banque revoit sa politique de diffusion des informations en vue de promouvoir une plus grande transparence et d'augmenter la responsabilité dans ses travaux de développement.
- 2002 Le Groupe de la Banque participe à la première Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement, tenue à Monterrey, au Mexique.
- Le Groupe de la Banque reprend le cours normal de ses opérations en Afghanistan, qui avaient été suspendues en 1979, après l'invasion soviétique.
- Le Timor-Leste, anciennement Timor oriental, devient le 184^e membre de la BIRD.
- Avec l'aide de ses partenaires, la Banque mondiale lance l'initiative de pointe de l'Éducation pour tous afin de s'assurer que les pays en développement fournissent à tous les enfants, filles et garçons, un enseignement primaire complet.
- 2003 La Banque octroie un prêt de USD 505 millions pour soutenir le programme visant à accélérer les réformes relatives au développement humain au Brésil.
- Le Groupe de la Banque prend part au Forum mondial de l'eau de Kyoto, au Japon. Il y affirme que cette denrée naturelle constitue l'un des moteurs de la croissance et de la lutte contre la pauvreté.
- La SFI et ses partenaires lance un programme visant à permettre aux entreprises locales d'Azerbaïdjan de tirer parti des investissements dans le secteur pétrolier.
- Dix grandes banques commerciales adoptent les Principes de l'Équateur. Ce faisant, elles choisissent de suivre les directives environnementales et sociales de la Banque mondiale et de la SFI pour tous leurs investissements dans les pays en développement.
- Le Groupe de la Banque se joint aux efforts de reconstruction des Nations Unies en Irak.
- Le Groupe de la Banque fait son entrée dans les finances municipales en investissant dans un projet de gestion de l'eau à Mexico.

APPENDICE

Les présidents du Groupe de la Banque mondiale

EUGENE MEYER (1875-1959). Mandat : de juin à décembre 1946. Directeur d'un établissement bancaire, Eugene Meyer & Co., et propriétaire du *Washington Post*.

JOHN J. McCLOY (1896-1989). Mandat : de mars 1947 à avril 1949. Avocat dont le bureau était conseiller de la Chase National Bank. Il a occupé divers postes au sein du gouvernement américain, notamment assistant du secrétaire à la Guerre. Il a démissionné de la Banque mondiale pour devenir le haut-commissaire des États-Unis en Allemagne.

EUGENE BLACK (1898-1992). Mandat : de juillet 1949 à décembre 1962. Banquier d'affaires et vice-président exécutif de la Chase Manhattan Bank, il avait été auparavant administrateur américain de la Banque mondiale et assistant du secrétaire au Trésor. C'est lui qui a occupé le plus longtemps le poste de président de la Banque mondiale.

GEORGE WOODS (1901-1982). Mandat : de janvier 1963 à mars 1968. Banquier d'affaires et président de la First Boston Corporation.

ROBERT S. McNAMARA (1916-). Mandat : d'avril 1968 à juin 1981. Anciennement directeur et président de la Ford Motor Corporation, il a été secrétaire à la Défense dans les administrations Kennedy et Johnson.

A. W. CLAUSEN (1923-). Mandat : de juillet 1981 à juin 1986. Il a occupé divers postes à la Bank of America et à la BankAmerica Corporation avant et après son passage à la Banque mondiale, notamment celui de président, de PDG et de maître des cérémonies.

BARBER B. CONABLE (1922-). Mandat : de juillet 1986 à août 1991. Membre de la Chambre des Représentants des États-Unis de 1965 à 1985, il fit partie de divers comités, notamment le House Ways and Means Committee, le Joint Economic Committee et les House Budget and Ethics Committees.

LEWIS T. PRESTON (1926-1995). Mandat : de septembre 1991 à mai 1995. Il a occupé divers postes chez J. P. Morgan & Co., notamment celui de président, de chef du conseil, de PDG et de président du comité exécutif.

JAMES D. WOLFENSOHN (1933-). Mandat : de juin 1995 à aujourd'hui. Pour obtenir sa biographie, consulter l'encadré 2.1.

APPENDICE **D**

L'adhésion des pays aux institutions du Groupe de la Banque mondiale

Une fois membre du Fonds monétaire international (FMI), un pays peut adhérer à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). À son arrivée, chaque pays contribue au capital de cette institution. Pour rejoindre les autres institutions du Groupe de la Banque, un État doit obligatoirement faire partie de la BIRD. Pour obtenir de plus amples informations sur les régions et les pays, consulter le chapitre 4, notamment si vous désirez connaître les différences entre les méthodes spécifiques de la Société financière internationale (SFI) et celles de la BIRD et de l'Association internationale pour le développement (IDA). La dernière mise à jour des informations contenues dans le tableau D.1 date du 15 juillet 2003.

Tableau D.1 Les pays membres et la répartition de leur droit de vote au sein de chaque institution

Pays	région de la BIRD/ de l'IDA	BIRD (créée en 1945)			IDA (créée en 1960)			SFI (créée en 1956)			MIGA (créée en 1988)			CIRDI (créé en 1966)
		Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion
Afghanistan	SA	1955	550	0,03	1961	13 557	0,10	1957	361	0,02	2003	295	0,15	1968
Afrique du Sud	AFR	1945	13 712	0,85	1960	39 579	0,29	1957	16 198	0,67	1994	1 839	0,95	n.m.
Albanie	ECA	1991	1 080	0,07	1991	32 073	0,23	1991	1 552	0,06	1991	279	0,14	1991
Algérie	MENA	1963	9 502	0,59	1963	27 720	0,20	1990	5 871	0,24	1996	1 321	0,69	1996
Allemagne	n.a.	1952	72 649	4,49	1960	966 302	7,02	1956	129 158	5,37	1988	9 113	4,73	1969
Angola	AFR	1989	2 926	0,18	1989	48 362	0,35	1989	1 731	0,07	1989	364	0,19	n.m.
Antigua et Barbuda	LAC	1983	770	0,05	n.m.	n.m.	n.m.	1987	263	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Arabie saoudite	MENA	1957	45 045	2,79	1960	488 093	3,54	1962	30 312	1,26	1988	5 705	2,96	1980
Argentine	LAC	1956	18 161	1,12	1962	134 439	0,98	1959	38 379	1,60	1992	1 431	0,74	1994
Arménie	ECA	1992	1 389	0,09	1993	2 717	0,02	1995	1 242	0,05	1995	257	0,13	1992
Australie	n.a.	1947	24 714	1,53	1960	180 540	1,31	1956	47 579	1,98	1999	3 196	1,66	1991
Autriche	n.a.	1948	11 313	0,70	1961	90 656	0,66	1956	19 991	0,83	1997	1 543	0,80	1971
Azerbaïdjan	ECA	1992	1 896	0,12	1995	3 803	0,03	1995	2 617	0,11	1992	292	0,15	1992
Bahamas	LAC	1973	1 321	0,08	n.m.	n.m.	n.m.	1986	585	0,02	1994	353	0,18	1995
Bahraïn	n.a.	1972	1 353	0,08	n.m.	n.m.	n.m.	1995	1 996	0,08	1988	313	0,16	1996
Bangladesh	SA	1972	5 104	0,32	1972	80 183	0,58	1976	9 287	0,39	1988	776	0,40	1980
Barbades	LAC	1974	1 198	0,07	1999	29 714	0,22	1980	611	0,03	1988	297	0,15	1983
Belgique	n.a.	1945	29 233	1,81	1964	158 185	1,15	1956	50 860	2,12	1992	3 754	1,95	1970
Belize	LAC	1982	836	0,05	1982	4 553	0,03	1982	351	0,01	1992	265	0,14	n.m.
Benin	AFR	1963	1 118	0,07	1963	13 166	0,10	1987	369	0,02	1994	285	0,15	1966
Bhoutan	SA	1981	729	0,05	1981	19 583	0,14	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Biélorussie	ECA	1992	3 573	0,22	n.m.	n.m.	n.m.	1992	5 412	0,23	1992	410	0,21	1992
Bolivie	LAC	1945	2 035	0,13	1961	39 768	0,29	1956	2 152	0,09	1991	397	0,21	1995
Bosnie-Herzégovine	ECA	1993	799	0,05	1993	19 571	0,14	1993	870	0,04	1993	257	0,13	1997
Botswana	AFR	1968	865	0,05	1968	26 854	0,20	1979	363	0,02	1990	265	0,14	1970
Brésil	LAC	1946	33 537	2,07	1963	242 015	1,76	1956	39 729	1,65	1993	2 783	1,44	n.m.
Brunei Darussalam	n.a.	1995	2 623	0,16	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	2002
Bulgarie	ECA	1990	5 465	0,34	n.m.	n.m.	n.m.	1991	5 117	0,21	1992	820	0,43	2001

Burkina Faso	AFR	1963	1 118	0,07	1963	24 156	0,18	1975	1 086	0,05	1988	238	0,12	1966
Burundi	AFR	1963	966	0,06	1963	25 706	0,19	1979	350	0,01	1988	251	0,13	1969
Cambodge	EAP	1970	464	0,03	1970	13 705	0,10	1997	589	0,02	1999	341	0,18	n.m.
Cameroun	AFR	1963	1 777	0,11	1964	26 050	0,19	1974	1 135	0,05	1988	284	0,15	1967
Canada	n.a.	1945	45 045	2,79	1960	408 597	2,97	1956	81 592	3,39	1988	5 402	2,80	n.m.
Cap Vert	AFR	1978	758	0,05	1978	4 916	0,04	1990	265	0,01	1993	227	0,12	n.m.
République centrafricaine	AFR	1963	1 112	0,07	1963	13 620	0,10	1991	369	0,02	2000	237	0,12	1966
Chili	LAC	1945	7 181	0,44	1960	31 782	0,23	1957	11 960	0,50	1988	662	0,34	1991
Chine	EAP	1945	45 049	2,79	1960	273 252	1,98	1969	24 750	1,03	1988	5 707	2,96	1993
Colombie	LAC	1946	6 602	0,41	1961	53 080	0,39	1956	12 856	0,53	1995	947	0,49	1997
Comores	AFR	1976	532	0,03	1977	13 141	0,10	1992	264	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	1978
Rép. dém. du Congo	AFR	1963	2 893	0,18	1963	17 041	0,12	1970	2 409	0,10	1989	773	0,40	1970
Rép. du Congo	AFR	1963	1 177	0,07	1963	11 375	0,08	1980	381	0,02	1991	292	0,15	1966
Rép. de Corée	EAP	1955	16 067	0,99	1961	76 922	0,56	1964	16 196	0,67	1988	968	0,50	1967
Costa Rica	LAC	1946	483	0,03	1961	12 480	0,09	1956	1 202	0,05	1994	383	0,20	1993
Côte d'Ivoire	AFR	1963	2 766	0,17	1963	23 069	0,17	1963	3 794	0,16	1988	487	0,25	1966
Croatie	ECA	1993	2 543	0,16	1993	40 374	0,29	1993	3 132	0,13	1993	507	0,26	1998
Chypre	n.a.	1961	1 711	0,11	1962	37 001	0,27	1962	2 389	0,10	1988	360	0,19	1966
Danemark	n.a.	1946	13 701	0,85	1960	143 391	1,04	1956	18 804	0,78	1988	1 442	0,75	1968
Djibouti	MENA	1980	809	0,05	1980	532	0,00	1980	271	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Dominique	LAC	1980	754	0,05	1980	16 749	0,12	1980	292	0,01	1991	227	0,12	n.m.
République dominicaine	LAC	1945	2 342	0,14	1962	27 780	0,20	1956	1 437	0,06	1997	324	0,17	n.m.
Rép. arabe d'Égypte	MENA	1945	7 358	0,45	1960	67 385	0,49	1956	12 610	0,52	1988	986	0,51	1972
Émirats arabes Unis	MENA	1972	2 635	0,16	1981	1 367	0,01	1977	4 283	0,18	1993	549	0,28	1982
Équateur	LAC	1945	3 021	0,19	1961	35 989	0,26	1956	2 411	0,10	1988	498	0,26	1986
El Salvador	LAC	1946	391	0,02	1962	6 244	0,05	1956	279	0,01	1991	299	0,16	1984
Érythrée	AFR	1994	843	0,05	1994	25 295	0,18	1995	1 185	0,05	1996	227	0,12	n.m.
Espagne	n.a.	1958	28 247	1,75	1960	85 714	0,62	1960	37 276	1,55	1988	2 442	1,27	1994
Estonie	ECA	1992	1 173	0,07	n.m.	n.m.	n.m.	1993	1 684	0,07	1992	292	0,15	1992
États-Unis	n.a.	1945	265 219	16,40	1960	1 913 640	13,89	1956	569 629	23,70	1988	31 481	16,34	1966
Éthiopie	AFR	1945	1 228	0,08	1961	26 044	0,19	1956	377	0,02	1991	300	0,16	n.m.
Fiji	EAP	1971	1 237	0,08	1972	9 423	0,07	1979	537	0,02	1990	248	0,13	1977
Finlande	n.a.	1948	8 810	0,54	1960	86 168	0,63	1956	15 947	0,66	1988	1 234	0,64	1969
France	n.a.	1945	69 647	4,31	1960	596 483	4,33	1956	121 265	5,04	1989	6 889	3,58	1967

(à suivre)

Tableau D.1 Les pays membres et la répartition de leur droit de vote au sein de chaque institution (suite)

Pays	région de la BIRD/ de l'IDA	BIRD (créée en 1945)			IDA (créée en 1960)			SFI (créée en 1956)			MIGA (créée en 1988)			CIRDI (créé en 1966)
		Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion
Gabon	AFR	1963	1 237	0,08	1963	2 093	0,02	1970	1 518	0,06	2003	273	0,14	1966
Gambie	AFR	1967	793	0,05	1967	19 444	0,14	1983	344	0,01	1992	227	0,12	1975
Géorgie	ECA	1992	1 834	0,11	1993	28 859	0,21	1995	1 111	0,05	1992	288	0,15	1992
Ghana	AFR	1957	1 775	0,11	1960	23 831	0,17	1958	5 321	0,22	1988	609	0,32	1966
Grèce	n.a.	1945	1 934	0,12	1962	35 171	0,26	1957	7 148	0,30	1993	670	0,35	1969
Grenade	LAC	1975	781	0,05	1975	20 627	0,15	1975	324	0,01	1988	227	0,12	1991
Guatemala	LAC	1945	2 251	0,14	1961	33 667	0,24	1956	1 334	0,06	1996	317	0,16	2003
Guinée	AFR	1963	1 542	0,10	1969	31 453	0,23	1982	589	0,02	1995	268	0,14	1968
Guinée-Bissau	AFR	1977	790	0,05	1977	6 790	0,05	1977	268	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Guinée équatoriale	AFR	1970	965	0,06	1972	6 167	0,05	1992	293	0,01	1994	227	0,12	n.m.
Guyane	LAC	1966	1 308	0,08	1967	24 083	0,17	1967	1 642	0,07	1989	261	0,14	1969
Haïti	LAC	1953	1 317	0,08	1961	25 455	0,18	1956	1 072	0,04	1996	252	0,13	n.m.
Honduras	LAC	1945	891	0,06	1960	27 109	0,20	1956	745	0,03	1992	355	0,18	1989
Hongrie	ECA	1982	8 300	0,51	1985	104 883	0,76	1985	11 182	0,47	1988	1 171	0,61	1987
Inde	SA	1945	45 045	2,79	1960	440 609	3,20	1956	81 592	3,39	1994	3 225	1,67	n.m.
Indonésie	EAP	1954	15 231	0,94	1968	126 774	0,92	1956	28 789	1,20	1988	2 026	1,05	1968
Rép. islamique d'Iran	MENA	1945	23 936	1,48	1960	15 455	0,11	1956	1 694	0,07	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Irak	MENA	1945	3 058	0,19	1960	9 407	0,07	1956	397	0,02	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Irlande	n.a.	1957	5 521	0,34	1960	39 324	0,29	1958	1 540	0,06	1989	827	0,43	1981
Islande	n.a.	1945	1 508	0,09	1961	33 116	0,24	1956	292	0,01	1998	267	0,14	1966
Israël	n.a.	1954	5 000	0,31	1960	46 515	0,34	1956	2 385	0,10	1992	1 012	0,53	1983
Italie	n.a.	1947	45 045	2,79	1960	398 415	2,89	1956	81 592	3,39	1988	5 147	2,67	1971
Jamaïque	LAC	1963	2 828	0,17	n.m.	n.m.	n.m.	1964	4 532	0,19	1988	358	0,19	1966
Japon	n.a.	1952	127 250	7,87	1960	1 502 886	10,91	1956	141 424	5,88	1988	9 156	4,75	1967
Jordanie	MENA	1952	1 638	0,10	1960	24 865	0,18	1956	1 191	0,05	1988	348	0,18	1972
Kazakhstan	ECA	1992	3 235	0,20	1992	806	0,01	1993	4 887	0,20	1993	545	0,28	2000
Kenya	AFR	1964	2 711	0,17	1964	37 753	0,27	1964	4 291	0,18	1988	480	0,25	1967
Kiribati	EAP	1986	715	0,04	1986	11 895	0,09	1986	262	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Koweït	MENA	1962	13 530	0,84	1962	78 681	0,57	1962	10 197	0,42	1988	1 816	0,94	1979
Kirghizstan	ECA	1992	1 357	0,08	1992	2 700	0,02	1993	1 970	0,08	1993	254	0,13	n.m.

Rép. Dém. pop. du Laos	EAP	1961	428	0,03	1963	16 957	0,14	1992	528	0,02	2000	237	0,12	n.m.
Lesotho	AFR	1968	913	0,06	1968	31 414	0,23	1972	321	0,01	1988	265	0,14	1969
Lettonie	ECA	1992	1 634	0,10	1992	3 659	0,03	1993	2 400	0,10	1998	348	0,18	1997
Liban	MENA	1947	590	0,04	1962	8 562	0,06	1956	385	0,02	1994	427	0,22	2003
Libéria	AFR	1962	713	0,04	1962	22 467	0,16	1962	333	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	1970
Libye	AFR	1958	8 090	0,50	1961	7 771	0,06	1958	305	0,01	1993	726	0,38	n.m.
Lituanie	ECA	1992	1 757	0,11	n.m.	n.m.	n.m.	1993	2 591	0,11	1993	364	0,19	1992
Luxembourg	n.a.	1945	1 902	0,12	1964	33 117	0,24	1956	2 389	0,10	1991	381	0,20	1970
Macédoine FYR	ECA	1993	677	0,04	1993	18 707	0,14	1993	786	0,03	1993	265	0,14	1998
Madagascar	AFR	1963	1 672	0,10	1963	14 966	0,11	1963	682	0,03	1988	353	0,18	1966
Malawi	AFR	1965	1 344	0,08	1965	31 515	0,23	1965	2 072	0,09	1988	254	0,13	1966
Malaisie	EAP	1958	8 494	0,53	1960	53 427	0,39	1958	15 472	0,64	1991	1 197	0,62	1966
Maldives	SA	1978	719	0,04	1978	30 186	0,22	1983	266	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Mali	AFR	1963	1 412	0,09	1963	24 808	0,18	1978	701	0,03	1992	320	0,17	1978
Malte	MENA	1983	1 324	0,08	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	1992	309	0,16	n.m.
Maroc	MENA	1958	5 223	0,32	1960	62 932	0,46	1962	9 287	0,39	1992	790	0,41	1967
iles Marshall	EAP	1992	719	0,04	1993	4 902	0,04	1992	913	0,04	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Mauritanie	AFR	1963	1 150	0,07	1963	18 275	0,13	1967	464	0,02	1992	288	0,15	1966
Maurice	AFR	1968	1 492	0,09	1968	37 993	0,28	1968	1 915	0,08	1990	330	0,17	1969
Mexique	LAC	1945	19 054	1,18	1961	102 666	0,75	1956	27 839	1,16	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
États fédérés de Micronésie	EAP	1993	729	0,05	1993	18 424	0,13	1993	994	0,04	1993	227	0,12	1993
Moldavie	ECA	1992	1 618	0,10	1994	612	0,00	1995	1 034	0,04	1993	273	0,14	n.m.
Mongolie	ECA	1991	716	0,04	1991	24 389	0,18	1991	394	0,02	1999	235	0,12	1991
Mozambique	AFR	1984	1 180	0,07	1984	15 855	0,12	1984	572	0,02	1994	348	0,18	1995
Myanmar	EAP	1952	2 734	0,17	1962	48 827	0,35	1956	916	0,04	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Namibie	AFR	1990	1 773	0,11	n.m.	n.m.	n.m.	1990	654	0,03	1990	284	0,15	n.m.
Népal	SA	1961	1 218	0,08	1963	34 400	0,25	1966	1 072	0,04	1994	299	0,16	1969
Nicaragua	LAC	1946	858	0,05	1960	29 845	0,22	1956	965	0,04	1992	279	0,14	1995
Niger	AFR	1963	1 102	0,07	1963	19 302	0,14	1980	397	0,02	n.m.	n.m.	n.m.	1966
Nigeria	AFR	1961	12 905	0,80	1961	17 782	0,13	1961	21 893	0,91	1988	1 664	0,86	1966
Norvège	n.a.	1945	10 232	0,63	1961	143 447	1,04	1956	17 849	0,74	1989	1 409	0,73	1967
Nouvelle- Zélande	n.a.	1961	7 486	0,46	1974	41 152	0,30	1961	3 833	0,16	n.m.	n.m.	n.m.	1980
Oman	MENA	1971	1 811	0,11	1960	26 927	0,20	1973	1 437	0,06	1989	343	0,18	1995
Ouganda	AFR	1963	867	0,05	1963	26 992	0,20	1963	985	0,04	1992	410	0,21	1966

(à suivre)

Tableau D.1 Les pays membres et la répartition de leur droit de vote au sein de chaque institution (suite)

Pays	région de la BIRD/ de l'IDA	BIRD (créée en 1945)			IDA (créée en 1960)			SFI (créée en 1956)			MIGA (créée en 1988)			CIRDI (créé en 1966)
		Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion	Nombre de voix	Pourcentage total	Année d'adhésion
Ouzbékistan	ECA	1992	2 743	0,17	1992	746	0,01	1993	4 123	0,17	1993	352	0,18	1995
Pakistan	SA	1950	9 589	0,59	1960	116 830	0,85	1956	19 630	0,82	1988	1 340	0,70	1966
Palau	EAP	1997	266	0,02	1997	504	0,00	1997	274	0,01	1997	227	0,12	n.m.
Panama	LAC	1946	635	0,04	1961	10 185	0,07	1956	1 257	0,05	1997	408	0,21	1996
Papouasie- Nouvelle- Guinée	EAP	1975	1 544	0,10	1975	15 750	0,11	1975	1 387	0,06	1991	273	0,14	1978
Paraguay	LAC	1945	1 479	0,09	1961	16 958	0,12	1956	686	0,03	1992	257	0,13	1983
Pays-Bas	n.a.	1945	35 753	2,21	1961	305 971	2,22	1956	56 381	2,35	1988	3 999	2,08	1966
Pérou	LAC	1945	5 581	0,35	1961	20 428	0,15	1956	7 148	0,30	1991	834	0,43	1983
Philippines	EAP	1945	7 094	0,44	1960	16 583	0,12	1957	12 856	0,53	1994	661	0,34	1989
Pologne	ECA	1946	11 158	0,69	1988	314 678	2,28	1987	7 486	0,31	1990	941	0,49	n.m.
Portugal	n.a.	1961	5 710	0,35	1992	36 684	0,27	1966	8 574	0,36	1988	850	0,44	1984
Qatar	MENA	1972	1 346	0,08	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	1996	418	0,22	n.m.
Roumanie	ECA	1972	4 261	0,26	n.m.	n.m.	n.m.	1990	2 911	0,12	1992	1 155	0,60	1975
Royaume-Uni	n.a.	1945	69 647	4,31	1960	688 291	5,00	1956	121 265	5,04	1988	8 742	4,59	1967
Fédération de Russie	ECA	1992	45 045	2,79	1992	39 082	0,28	1993	81 592	3,39	1992	5 705	2,96	n.m.
Rwanda	AFR	1963	1 296	0,08	1963	20 312	0,15	1975	556	0,02	2002	309	0,16	1979
St. Kitts et Nevis	LAC	1984	525	0,03	1987	7 888	0,06	1996	888	0,04	1999	227	0,12	1995
Ste Lucie	LAC	1980	802	0,05	1982	27 231	0,20	1982	324	0,01	1988	265	0,14	1984
St. Vincent	LAC	1982	528	0,03	1982	4 883	0,04	n.m.	n.m.	n.m.	1990	265	0,14	2003
Samoa	EAP	1974	781	0,05	1974	18 441	0,13	1974	285	0,01	1988	227	0,12	1978
San Marin	n.a.	2000	845	0,05	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
São Tomé et Principe	AFR	1977	745	0,05	1977	6 414	0,05	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.
Sénégal	AFR	1962	2 322	0,14	1962	39 095	0,28	1962	2 549	0,11	1988	433	0,22	1967
Serbie et Monténégro	ECA	1993	1 847	0,11	1993	29 374	0,21	1993	2 053	0,09	1993	584	0,30	n.m.
Seychelles	AFR	1980	513	0,03	n.m.	n.m.	n.m.	1981	277	0,01	1992	227	0,12	1978
Sierra Leone	AFR	1962	968	0,06	1962	17 551	0,13	1962	473	0,02	1996	309	0,16	1966
Singapour	n.a.	1966	570	0,04	2002	4 134	0,03	1968	427	0,02	1998	449	0,23	1968

Rép. de Slovaquie	ECA	1993	3 466	0,21	1993	41 870	0,30	1993	4 707	0,20	1993	568	0,29	1994	
Slovénie	ECA	1993	1 511	0,09	1993	22 300	0,16	1993	1 835	0,08	1993	357	0,19	1994	
Iles Salomon	EAP	1978	763	0,05	1980	518	0,00	1980	287	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	1981	
Somalie	AFR	1962	802	0,05	1962	10 506	0,08	1962	333	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	1968	
Sri Lanka	SA	1950	4 067	0,25	1961	56 067	0,34	1956	7 385	0,31	1988	551	0,29	1967	
Soudan	AFR	1957	1 100	0,07	1960	22 484	0,16	1960	361	0,02	1991	383	0,20	1973	
Suriname	LAC	1978	662	0,04	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	n.m.	2003	259	0,13	n.m.	
Swaziland	AFR	1969	690	0,04	1969	15 630	0,11	1969	934	0,04	1990	235	0,12	1971	
Suède	n.a.	1951	15 224	0,94	1960	273 599	1,99	1956	27 126	1,13	1988	2 026	1,05	1967	
Suisse	n.a.	1992	26 856	1,66	1992	147 924	1,07	1992	41 830	1,74	1988	2 820	1,46	1968	
Rép. arabe de Syrie	MENA	1947	2 452	0,15	1962	10 351	0,08	1962	444	0,02	2002	345	0,18	n.m.	
Tadjikistan	ECA	1993	1 310	0,08	1993	20 568	0,15	1994	1 462	0,06	2002	251	0,13	n.m.	
Tanzanie	AFR	1962	1 545	0,10	1962	45 557	0,33	1962	1 253	0,05	1992	425	0,22	1992	
Tchad	AFR	1963	1 112	0,07	1963	13 980	0,10	1998	1 614	0,07	2002	237	0,12	1966	
Rép. tchèque	ECA	1993	6 558	0,41	1993	65 386	0,47	1993	9 163	0,38	1993	961	0,50	1993	
Thaïlande	EAP	1949	6 599	0,41	1960	58 195	0,42	1956	11 191	0,47	2000	919	0,48	n.m.	
Timor oriental	EAP	2002	767	0,05	2002	558	0,00	n.m.	n.m.	n.m.	2002	227	0,12	2002	
Togo	AFR	1962	1 355	0,08	1962	23 243	0,17	1962	1 058	0,04	1988	254	0,13	1967	
Tonga	EAP	1985	744	0,05	1985	16 813	0,12	1985	284	0,01	n.m.	n.m.	n.m.	1990	
Trinidad et Tobago	LAC	1963	2 914	0,18	1972	4 396	0,03	1971	4 362	0,18	1992	535	0,28	1967	
Tunisie	MENA	1958	969	0,06	1960	2 793	0,02	1962	3 816	0,16	1988	333	0,17	1966	
Turquie	ECA	1947	8 578	0,53	1960	94 605	0,69	1956	14 795	0,62	1988	991	0,51	1989	
Turkménistan	ECA	1992	776	0,05	n.m.	n.m.	n.m.	1997	1 060	0,04	1993	243	0,13	1992	
Ukraine	ECA	1992	11 158	0,69	n.m.	n.m.	n.m.	1993	9 157	0,38	1994	941	0,49	2000	
Uruguay	LAC	1946	3 062	0,19	n.m.	n.m.	n.m.	1968	3 819	0,16	1993	379	0,20	2000	
Vanuatu	EAP	1981	836	0,05	1981	13 821	0,10	1981	305	0,01	1988	227	0,12	n.m.	
Rép. boliv. du Venezuela	LAC	1946	20 611	1,27	n.m.	n.m.	n.m.	1956	27 838	1,16	1994	1 604	0,83	1995	
Vietnam	EAP	1956	1 218	0,08	1960	15 454	0,11	1967	696	0,03	1994	565	0,29	n.m.	
Rép. du Yémen	MENA	1969	2 462	0,15	1970	40 727	0,30	1970	965	0,04	1996	332	0,17	n.m.	
Zambie	AFR	1965	3 060	0,19	1965	33 199	0,24	1965	1 536	0,06	1988	495	0,26	1970	
Zimbabwe	AFR	1980	3 575	0,22	1985	20 742	0,15	1980	2 370	0,10	1992	413	0,21	1994	
TOTAUX			184	1 617 412	100,00	164	13 773 312	100,00	175	2 403 931	100,00	161	192 678	100,00	139

Note: Il se peut que le total des colonnes n'atteigne pas 100 % en raison de l'arrondi, de même que 0,00 signifie « inférieur à 0,05 % ».
n.a = pays à revenu élevé qui, actuellement, n'empruntent aucuns capitaux de financement et ne reçoivent aucun conseil de la Banque mondiale ou de la SFI. Ils figurent obligatoirement dans le premier groupe de la classification de l'IDA.

AFR = Afrique; EAP = Asie de l'Est et Pacifique; ECA = Europe et Asie centrale; LAC = Amérique latine et Caraïbes; MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord; SA = Asie du Sud.

n.m = non membre

Source: Secrétariat des entreprises de la Banque mondiale. La dernière mise à jour de ces informations date du 15 juillet 2003.

APPENDICE **E**

Les représentations des pays au sein du Conseil des Administrateurs

Conformément aux Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), les cinq États membres qui détiennent le plus de parts du capital souscrit désignent cinq administrateurs, tandis que le reste des pays élisent les autres. À l'heure actuelle, le Conseil de la BIRD se compose de 24 administrateurs : cinq nommés par les principaux actionnaires, à savoir les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni (voir figure E.1), et 19 choisis par les gouverneurs de la BIRD pour représenter les différents groupes de pays formés au cours du processus électoral.

Conformément aux Statuts de l'Association internationale pour le développement (IDA) et de la Société financière internationale (SFI), les administrateurs de la BIRD siègent de droit au Conseil d'administration de l'IDA et au Conseil des directeurs généraux de la SFI. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) dispose d'un Conseil de direction à part, composé, lui aussi, de 24 membres, tous élus.

Tous les deux ans, le Secrétariat des entreprises du Groupe de la Banque organise des élections pour les administrateurs, en règle générale, lors des assemblées annuelles. Il anticipe les éventuels changements au sein des regroupements de pays qui résultent de l'adhésion de nouveaux pays ou d'événements politiques et est chargé de revoir à la hausse les souscriptions au capital des différents membres et le droit de vote qui y correspond. En outre, il vérifie les références des gouverneurs habilités à voter.

Si un administrateur élu à la suite d'élections ordinaires quitte ses fonctions avant le suffrage suivant, le groupe de pays qu'il représentait organise des élections intermédiaires pour désigner un successeur. Dans ce cas, le vote se fait soit par courrier soit lors d'une assemblée annuelle qui n'a pas lieu la même année que les élections ordinaires.

La BIRD

La figure E.1 et le tableau E.1 illustrent la répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la BIRD et celle de ses différents administrateurs, respectivement.

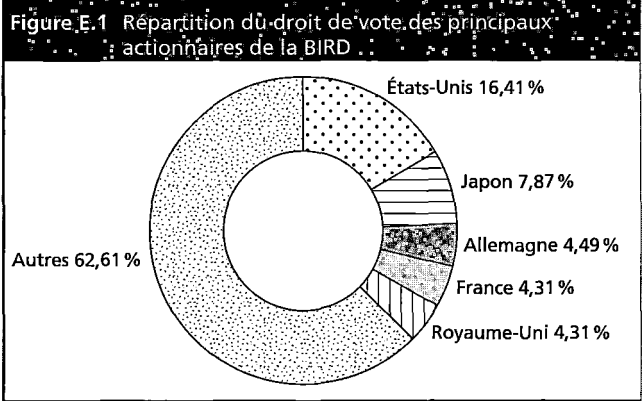


Tableau E.1 Répartition du droit de vote des administrateurs de la BIRD

Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
Administrateurs désignés:			
1	États-Unis	265 219	16,41
2	Japon	127 250	7,87
3	Allemagne	72 649	4,49
4	France	69 647	4,31
5	Royaume-Uni	69 647	4,31
Administrateurs élus:			
6	Autriche, voix prépondérante de la/du	77 669	4,80
	Autriche, Biélorussie, Belgique, République tchèque, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, Slovaquie, Slovénie, Turquie		
7	République bolivarienne du Venezuela, voix prépondérante de la/du	72 786	4,50
	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, République bolivarienne du Venezuela		
8	Pays-Bas, voix prépondérante de la/du	72 208	4,47
	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Géorgie, Israël, Ex-République Yougoslave de Macédoine, Moldavie, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine		
9	Canada, voix prépondérante de la/du	62 217	3,85
	Antigua et Barbades, Bahamas, Barbades, Belize, Canada, République dominicaine, Grenade, Guyane, Irlande, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, Ste Lucie, St. Vincent et Grenadines		
10	Brésil, voix prépondérante de la/du	58 124	3,60
	Brésil, Colombie, République dominicaine, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, Suriname, Trinité et Tobago		
11	Italie, voix prépondérante de la/du	56 705	3,51
	Albanie, Grèce, Italie, Malte, Portugal, San Marin, Timor oriental		

Tableau E.1 Répartition du droit de vote des administrateurs de la BIRD (suite)

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
12	Australie, voix prépondérante de la/du	Australie, Cambodge, Kiribati, République de Corée, Iles Marshall États Fédérés de Micronésie, Mongolie, Nouvelle Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Iles Salomon, Vanuatu	55 800	3,45
13	Ouganda, voix prépondérante de la/du	Angola, Botswana, Afrique du Sud, Burundi, Erytrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	55 190	3,41
14	Inde, voix prépondérante de la/du	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Sri Lanka	54 945	3,40
15	Pakistan, voix prépondérante de la/du	Afghanistan, Algérie, Ghana, République islamique d'Iran, Irak, Maroc, Pakistan, Tunisie	55 602	3,34
16	Danemark, voix prépondérante de la/du	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	54 039	3,34
17	Suisse, voix prépondérante de la/du	Azerbaïdjan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Pologne, Serbie et Monténégro, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan	47 943	2,97
18	Chine, voix prépondérante de la/du	Chine	45 049	2,79
19	Arabie saoudite, voix prépondérante de la/du	Arabie saoudite	45 045	2,79
20	Fédération de Russie, voix prépondérante de la	Fédération de Russie	45 045	2,79
21	Koweït, voix prépondérante de la/du	Bahrain, République arabe d'Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, Qatar, République arabe de Syrie, République du Yémen	43 984	2,72
22	Thaïlande, voix prépondérante de la/du	Brunei Darussalam, Fiji, Indonésie, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, Myanmar, Népal, Singapour, Thaïlande, Tonga, Vietnam	41 096	2,54
23	Argentine, voix prépondérante de la/du	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	37 499	2,32
24	Guinée-Bissau, voix prépondérante de la/du	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, République congolaise, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maurice, Niger, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Togo	32 252	2,00
			1 616 610	100,00

Note: Il se peut que le total des pourcentages ne fasse pas 100 % en raison de l'arrondi. La Somalie n'a pas pris part aux élections ordinaires des administrateurs de 2002. Ces informations ont été mises à jour pour la dernière fois le 15 juillet 2003.

Source: Le Secrétariat des entreprises du Groupe de la Banque.

L'IDA

La figure E.2 et le tableau E.2 illustrent la répartition du droit de vote des principaux actionnaires de l'IDA et celle de ses différents administrateurs, respectivement.

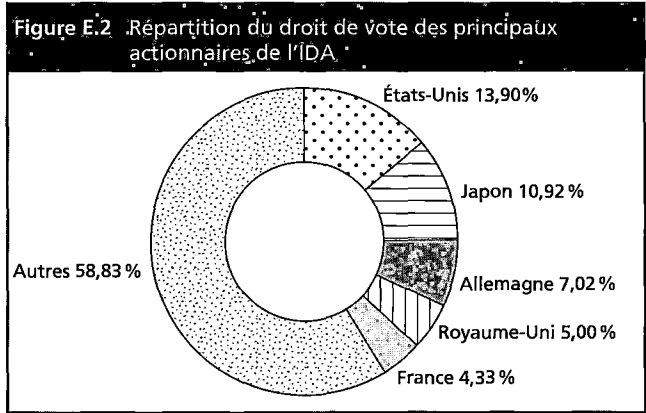


Tableau E.2 Répartition du droit de vote des administrateurs de l'IDA

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
Administrateurs désignés:				
1	États-Unis	États-Unis	1 913 640	13,90
2	Japon	Japon	1 502 886	10,92
3	Allemagne	Allemagne	966 302	7,02
4	Royaume-Uni	Royaume-Uni	688 291	5,00
5	France	France	596 483	4,33
Administrateurs élus:				
6	Danemark, voix prépondérante de la/du	Danemark, Finlande, Islande, Lettonie, Norvège, Suède	683 380	4,97
7	Autriche, voix prépondérante de la/du	Autriche, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Turquie	611 808	4,45
8	Inde, voix prépondérante de la/du	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Sri Lanka	596 440	4,33
9	Canada, voix prépondérante de la/du	Barbades, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyane, Irlande, St. Kitts et Nevis, Ste Lucie, St. Vincent et Grenadines	583 649	4,24
10	Ouganda, voix prépondérante de la/du	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Liberia, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	550 225	4,00
11	Suisse, voix prépondérante de la/du	Azerbaïdjan, Kirghizstan, Pologne, Serbie et Monténégro, Ouzbékistan, Suisse, Tadjikistan	519 793	3,78
12	Italie, voix prépondérante de la/du	Albanie, Grèce, Italie, Portugal, Timor oriental	502 901	3,65
13	Pays-Bas, voix prépondérante de la/du	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Chypre, Géorgie, Israël, Ex-République Yougoslave de Macédoine, Moldavie, Pays-Bas	500 327	3,64

Tableau E.2 Répartition du droit de vote des administrateurs de l'IDA (suite)

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
14	Arabie saoudite, voix prépondérante de la/du	Arabie saoudite	488 093	3,55
15	Australie, voix prépondérante de la/du	Australie, Cambodge, Kiribati, Corée, Iles Marshall, États fédérés de Micronésie, Mongolie, Nouvelle Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Iles Salomon, Vanuatu	420 963	3,06
16	Brésil, voix prépondérante de la/du	Brésil, Colombie, République dominicaine, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, Trinité et Tobago	415 483	3,02
17	Guinée-Bissau, voix prépondérante de la/du	Benin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, République congolaise, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mauritius, Niger, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Togo	411 957	2,99
18	Thaïlande, voix prépondérante de la/du	Fiji, Indonésie, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, Myanmar, Népal, Singapour, Thaïlande, Tonga, Vietnam	387 404	2,81
19	République bolivarienne du Venezuela, voix prépondérante de la/du	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, République bolivarienne du Venezuela	297 725	2,16
20	Koweït, voix prépondérante de la/du	République arabe d'Égypte, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe de Syrie, Émirats arabes unis, République du Yémen	296 822	2,16
21	Chine, voix prépondérante de la/du	Chine	273 252	1,99
22	Pakistan, voix prépondérante de la/du	Afghanistan, Algérie, Ghana, République islamique d'Iran, Irak, Maroc, Pakistan, Tunisie	272 525	1,98
23	Argentine, voix prépondérante de la/du	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou	243 375	1,77
24	Fédération de Russie, voix prépondérante de la/du	Fédération de Russie	39 082	0,28
			13 762 806	100,00

Note: Il se peut que le total des pourcentages ne fasse pas 100 % en raison de l'arrondi. La Somalie n'a pas pris part aux élections ordinaires des administrateurs de 2002. Ces informations ont été mises à jour pour la dernière fois le 15 juillet 2003.
Source: Le Secrétariat des entreprises du Groupe de la Banque.

La SFI

La figure E.3 et le tableau E.3 illustrent la répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la SFI et celle de ses différents administrateurs, respectivement.

Figure E.3 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la SFI

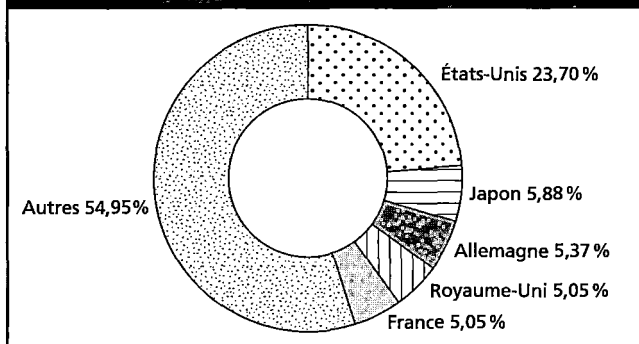


Tableau E.3 Répartition du droit de vote des administrateurs de la SFI

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
Administrateurs désignés:				
1	États-Unis	États-Unis	569 629	23,70
2	Japon	Japon	141 424	5,88
3	Allemagne	Allemagne	129 158	5,37
4	France	France	121 265	5,05
5	Royaume-Uni	Royaume-Uni	121 265	5,05
Administrateurs élus:				
6	Autriche, voix prépondérante de la/du	Autriche, Biélorussie, Belgique, République tchèque, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, Slovaquie, Slovénie, Turquie	125 221	5,21
7	Italie, voix prépondérante de la/du	Albanie, Grèce, Italie, Portugal	98 866	4,11
8	Inde, voix prépondérante de la/du	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	98 264	4,09
9	République bolivarienne du Venezuela, voix prépondérante de la/du	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, République bolivarienne du Venezuela	97 478	4,06
10	Canada, voix prépondérante de la/du	Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbades, Belize, Canada, Dominica, Grenade, Guyane, Irlande, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, Ste Lucie	92 944	3,87
11	Danemark, voix prépondérante de la/du	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	86 693	3,61
12	Pays-Bas, voix prépondérante de la/du	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Géorgie, Israël, Ex-République Yougoslave de Macédoine, Moldavie, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	86 515	3,60
13	Fédération de Russie, voix prépondérante de la/du	Fédération de Russie	81 592	3,39
14	Brésil, voix prépondérante de la/du	Brésil, Colombie, République dominicaine, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, Trinité et Tobago	75 980	3,16

Tableau.E.3 Répartition du droit de vote des administrateurs de la-SFI (suite)

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
15	Australie, voix prépondérante de la/du	Australie, Cambodge, Kiribati, Corée, Iles Marshall, États fédérés de Micronésie, Mongolie, Nouvelle Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Iles Salomon, Vanuatu	73 309	3,05
16	Argentine, voix prépondérante de la/du	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	64 144	2,67
17	Suisse, voix prépondérante de la/du	Azerbaïdjan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Pologne, Serbie et Monténégro, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan	62 601	2,60
18	Thaïlande, voix prépondérante de la/du	Fiji, Indonésie, Tchad, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, Myanmar, Népal, Singapour, Thaïlande, Tonga, Vietnam	59 912	2,49
19	Ouganda, voix prépondérante de la/du	Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Liberia, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigeria, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe	58 873	2,45
20	Pakistan, voix prépondérante de la/du	Afghanistan, Algérie, Ghana, République islamique d'Iran, Irak, Maroc, Pakistan, Tunisie	46 377	1,93
21	Koweït, voix prépondérante de la/du	Bahrain, République arabe d'Égypte, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe de Syrie, Émirats arabes unis, République du Yémen	34 079	1,42
22	Arabie saoudite, voix prépondérante de la/du	Arabie saoudite	30 312	1,26
23	Chine, voix prépondérante de la/du	Chine	24 750	1,03
24	Guinée-Bissau, voix prépondérante de la/du	Benin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, République congolaise, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mauritius, Niger, Rwanda, Sénégal, Togo	22 947	0,95
			2 403 598	100,00

Note: Il se peut que le total des pourcentages ne fasse pas 100 % en raison de l'arrondi. La Somalie n'a pas pris part aux élections ordinaires des administrateurs de 2002. Ces informations ont été mises à jour pour la dernière fois le 15 juillet 2003.

Source: Le Secrétariat des entreprises du Groupe de la Banque.

La MIGA

La figure E.4 et le tableau E.4 illustrent la répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la MIGA et celle de ses différents directeurs généraux, respectivement.

Figure E.4 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la MIGA

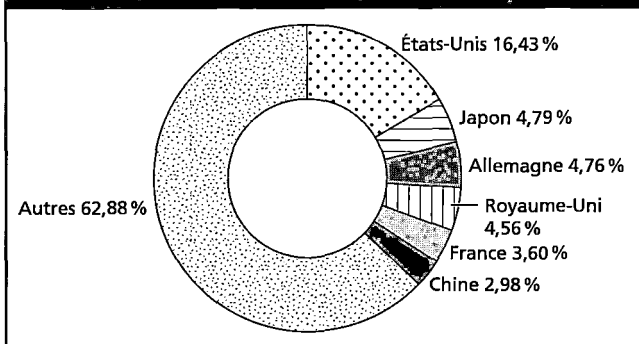


Tableau E.4 Répartition du droit de vote des directeurs généraux de la MIGA

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
Directeurs généraux élus par les 6 principaux actionnaires:				
1	États-Unis	États-Unis	31 481	16,43
2	Japon	Japon	9 156	4,79
3	Allemagne	Allemagne	9 113	4,76
4	Royaume-Uni	Royaume-Uni	8 742	4,56
5	France	France	6 889	3,60
6	Chine	Chine	5 707	2,98
Directeurs généraux élus par les autres actionnaires:				
7	Belgique, voix prépondérante de la/du	Autriche, Biélorussie, Belgique, République tchèque, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, Slovaquie, Slovénie, Turquie	10 681	5,57
8	Pays-Bas, voix prépondérante de la/du	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Géorgie, Israël, Ex-République Yougoslave de Macédoine, Moldavie, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	10 134	5,29
9	Ouganda, voix prépondérante de la/du	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	9 663	5,04
10	Canada, voix prépondérante de la/du	Bahamas, Barbades, Belize, Canada, Dominica, Grenade, Guyane, Irlande, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, Ste Lucie, St. Vincent et Grenadines	8 974	4,68
11	Italie, voix prépondérante de la/du	Albanie, Grèce, Italie, Malte, Portugal, Timor oriental	7 482	3,91

Tableau E.4 Répartition du droit de vote des principaux actionnaires de la MIGA (suite)

	Nationalité de l'administrateur	Pays représenté(s)	Nombre de voix	Pourcentage du total des voix
12	Danemark, voix prépondérante de la/du	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	7 382	3,85
13	Koweït, voix prépondérante de la/du	Bahrein, République arabe d'Égypte, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Oman, Qatar, République arabe de Syrie, Émirats arabes unis, République du Yémen	6 603	3,45
14	Brésil, voix prépondérante de la/du	Brésil, Colombie, République dominicaine, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, Trinité et Tobago	6 408	3,34
15	Thaïlande, voix prépondérante de la/du	Fiji, Indonésie, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, Népal, Singapour, Thaïlande, Vietnam	5 940	3,10
16	Australie, voix prépondérante de la/du	Australie, Cambodge, Corée, États fédérés de Micronésie, Mongolie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	5 921	3,09
17	Guinée-Bissau, voix prépondérante de la/du	Benin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, République congolaise, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mauritius, Rwanda, Sénégal, Togo	5 842	3,05
18	Arabie saoudite, voix prépondérante de la/du	Arabie saoudite	5 705	2,98
19	Fédération de Russie, voix prépondérante de la/du	Fédération de Russie	5 705	2,98
20	République bolivarienne du Venezuela, voix prépondérante de la/du	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Espagne, République bolivarienne du Venezuela	5 679	2,97
21	Suisse, voix prépondérante de la/du	Azerbaïdjan, Kirghizstan, Pologne, Serbie et Monténégro, Suisse, Turkménistan, Ouzbékistan	5 486	2,86
22	Inde, voix prépondérante de la/du	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	4 552	2,38
23	Pakistan, voix prépondérante de la/du	Algérie, Ghana, Maroc, Pakistan, Tunisie	4 393	2,29
24	Argentine, voix prépondérante de la/du	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	3 960	2,07
			191 600	100,00

Note: Il se peut que le total des pourcentages ne fasse pas 100 % en raison de l'arrondi. L'Afghanistan, le Gabon, le Suriname et le Tadjikistan sont devenus membres de la MIGA après les élections ordinaires des directeurs généraux de 2002. Ces informations ont été mises à jour pour la dernière fois le 15 juillet 2003.

Source: Le Secrétariat des entreprises du Groupe de la Banque.

APPENDICE F

Les secteurs de la Banque mondiale

Les secteurs sont des regroupements à grande échelle d'activités économiques. Ils sont fonction du genre de biens et de services produits et correspondent à la classification des secteurs économiques des Nations Unies, utilisée comme référence en la matière. Ils s'excluent mutuellement et servent à identifier la branche de l'économie concernée par une intervention donnée de la Banque. Les sigles des différents secteurs figurent ci-dessous.

L'agriculture, la pêche et la sylviculture

- AB Agriculture : extension et recherche
- AJ Élevage
- AH Cultures
- AT Sylviculture
- AI Irrigation et drainage
- AZ Secteur général de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture

Le droit, la justice et l'administration publique

- BC Administration centrale
- BE Système de pension obligatoire et allocations de chômage
- BG Droit et justice
- GH Administration régionale

L'information et les communications

- CA Technologies de l'information
- CB Médias
- CD Services postaux
- CT Télécommunications
- CZ Secteur général de l'information et des communications

L'éducation

- EL Alphabétisation des adultes et enseignement non officiel
- EC Enseignement maternel
- EP Enseignement primaire
- ES Enseignement secondaire

- ET Enseignement supérieur
- EV Formation professionnelle
- EZ Secteur général de l'éducation

Les finances

- FA Secteur bancaire
- FK Marchés de capitaux
- FB Assurance santé
- FC Marchés financiers de l'immobilier et financement à l'habitation
- FD Système non obligatoire de pension, assurances et produits d'épargne dans le cadre de contrats
- FE Microfinance et financement des petites et moyennes entreprises
- FG Systèmes de paiement, liquidation de titres et rentes
- FZ Secteur général des finances

La santé et autres services sociaux

- JA Santé
- JB Autres services sociaux

L'industrie et le commerce

- YA Commercialisation et commerce de l'agriculture
- YB Industrie agroalimentaire
- YC Construction de logements
- YY Autres formes de commerce national et international
- YW Autres industries
- YD Produits pétrochimiques et engrais
- YZ Secteur général de l'industrie et du commerce

L'énergie et les mines

- LA Services régionaux du chauffage et de l'efficacité de l'énergie
- LB Mines et autres industries extractives
- LC Pétrole et gaz
- LD Électricité
- LE Énergies de substitution
- LZ Secteur général de l'énergie

Les transports

- TV Aviation
- TP Ports, voies d'eau et navigation
- TW Voies ferroviaires
- TA Routes et autoroutes
- TZ Secteur général des transports

Gestion de l'eau, hygiène publique et protection contre les inondations

- WD Protection contre les inondations
- WA Hygiène publique
- WS Évacuation des eaux usagées et système d'égouts
- WB Gestion des déchets
- WC Distribution des eaux
- WZ Secteur général de la gestion de l'eau, de l'hygiène publique et de la protection contre les inondations


Les autres sources d'informations nationales

Les sites régionaux de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI) sont des portails vers des sites spécifiques aux pays (voir encadré G.1). Habituellement, ces pages résument brièvement les activités et les problèmes dans leur pays et fournissent les liens vers des informations spécifiques à l'État concerné : les différents projets, les statistiques et données économiques, les publications, les sites Internet du gouvernement national et autres nouveautés.

Les pays qui disposent de sources pertinentes d'informations figurent dans la liste ci-dessous. Pour les catégorisations régionales, consulter le chapitre 4. Pour obtenir des renseignements sur le statut de membre au sein des cinq institutions du Groupe de la Banque, voir l'appendice D.

Parfois, les bureaux du Groupe de la Banque gèrent leur propre site Internet, en plus des pages régionales de l'encadré G.1. Vous trouverez leur adresse avec les autres informations sur les points de contact, dans la liste des pays.

Les sources d'informations nationales apparaissent par pays, suivant l'ordre alphabétique. La liste ci-dessous reprend les renseignements suivants :

- Les *bureaux du Groupe de la Banque*. Liste des bureaux de la Banque mondiale, de la SFI et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) situés dans les pays membres. Le cas échéant, vous y trouverez également les bibliothèques et les Centres d'information du public (PIC). De nombreux bureaux nationaux abritent un PIC qui diffuse des informations sur les travaux du Groupe de la Banque. La plupart des Centres d'information du public disposent de documents de projets spécifiques au pays où ils se trouvent. Ceux de l'Europe (Paris) et de Tokyo offrent la collection complète des documents opérationnels pour tous les États membres et gèrent des bibliothèques qui proposent les dernières publications de la Banque mondiale. Le symbole  indique qu'un PIC est rattaché à un bureau national.
- Les *bibliothèques régionales et de dépôt de la Banque mondiale*. Chaque bibliothèque de dépôt a droit à une copie gratuite de chaque publication officielle du Groupe de la Banque. Elle doit rendre sa collection de publications accessible au public. Chaque bibliothèque régionale bénéficie d'un arrangement analogue mais ne reçoit que les publications officielles relatives à la région dans laquelle elle se situe.

Les sites Internet des régions

L'Afrique subsaharienne

La vice-présidence de la Banque mondiale : <http://www.worldbank.org/afr>

Le département régional de la SFI : <http://www.ifc.org/africa>

Les Centres d'information du public : <http://www.worldbank.org/infoshop/afric.htm>

L'Asie de l'Est et le Pacifique

La vice-présidence de la Banque mondiale : <http://lnweb18.worldbank.org/eap/eap.nsf>

Le département régional de la SFI : <http://www.ifc.org/asia>

Les Centres d'information du public : <http://www.worldbank.org/infoshop/eap.htm>

L'Asie du Sud

La vice-présidence de la Banque mondiale : <http://lnweb18.worldbank.org/sar/sa.nsf>

Le département régional de la SFI : <http://www.ifc.org/southasia>

Les Centres d'information du public : http://www.worldbank.org/infoshop/s_asia.htm

L'Europe et l'Asie centrale

La vice-présidence de la Banque mondiale : <http://lnweb18.worldbank.org/eca/eca.nsf>

Le département régional de la SFI : <http://www.ifc.org/europe>

Les Centres d'information du public : <http://www.worldbank.org/infoshop/eca.htm>

L'Amérique latine et les Caraïbes

La vice-présidence de la Banque mondiale : <http://wbln0018.worldbank.org/lac>

Le département régional de la SFI : <http://www.worldbank.org/lac>

Les Centres d'information du public : <http://www.worldbank.org/infoshop/lac.htm>

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

La vice-présidence de la Banque mondiale : <http://lnweb18.worldbank.org/mna/mena.nsf>

Le département régional de la SFI : <http://www.ifc.org/mena>

Les Centres d'information du public : <http://www.worldbank.org/infoshop/mena.htm>

L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale

La vice-présidence européenne de la Banque mondiale : <http://www.worldbank.org/europe>

- Les *distributeurs des publications du Groupe de la Banque mondiale*. Le Groupe de la Banque encourage les clients étrangers (qui n'habitent pas aux États-Unis) à commander des documents auprès de leur distributeur local, mais il les vend également directement à tous les pays membres.
- Les *ristournes sur les publications*. Le Groupe de la Banque fait une réduction de 35 à 75 % par rapport aux prix affichés de ses publications pour les clients de la plupart des pays en développement, en fonction de leur niveau de revenu national. Ces ristournes sont fixées chaque année sur base de nouvelles données économiques. Celles qui figurent dans la liste ci-dessous étaient d'application en mai 2003. Pour en obtenir une liste exhaustive, qui porte également sur tous les territoires non-souverains, consulter <<http://publications.worldbank.org/discounts>>.
- La *sélection de titres*. Il existe une liste des publications sélectionnés du Groupe de la Banque portant sur un pays spécifique ou sur un petit groupe d'États.

Liste des Pays

Afghanistan

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Street No. 15, House No. 19
Wazir Akbar Khan
Kabul, Afghanistan
Tél : (0092) 7207 9192

Ristourne sur les publications: 75 %

Afrique du Sud

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
1st Floor, Equity Court
1250 Pretoria Street
P.O. Box 12629
Hatfield 0028
Pretoria, South Africa
Tél : (27-12) 342-3111
Fax : (27-12) 342-5511 ou 342-5151

International Finance Corporation

1st Floor Oxford Gate
Hyde Park Lane
Johannesburg 2196, South Africa
Tél : (27-11) 341-9000
Fax : (27-11) 325-0582 ou 325-1901

IFC Africa Project Development Facility

Ground Floor, Victoria Gate West
Hyde Park Lane, Hyde Park
Johannesburg 2196, South Africa
Tél : (27-11) 325-0720
Fax : (27-11) 325-0729 ou 325-0393

International Finance Corporation

1 Thibault Square, 13th Floor
Capetown 8001, South Africa
Tél : (27-21) 418-7180
Fax : (27-21) 418-7183

MIGA

Tél : (27-11) 341-9000
E-mail : kkwaku@worldbank.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Fort Hare [dépôt]
Library
Private Bag X1322
Alice 5700, South Africa
Tél : (27-40) 602-2612 ou 602-2042
Fax : (27-40) 653-1423

National Library of South Africa [dépôt]

Cape Town Division
P.O. Box 496
Cape Town 8000, South Africa
Tél : (27-21) 424-6320
Fax : (27-21) 423-3359 ou 424-4848

National Library of South Africa [dépôt]

Pretoria Division
Foreign Official Publication Section
P.O. Box 397
239 Vermeulen Street
Pretoria 0001, South Africa
Tél : (27-12) 321-8931
Fax : (27-12) 325-5984
Web : <http://www.nlsa.ac.za>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Oxford University Press Southern Africa
P.O. Box 12119
N1 City 7463
Cape Town, South Africa
Tél : (27-21) 595-4400
Fax : (27-21) 595-4430
E-mail : oxford@oup.co.za

Anglia Book and Freight

Consolidators (Pty) Ltd
P.O. Box 140
Sedgefield 6573, South Africa
Tél : (27-44) 343-3068
Fax : (27-44) 343-3066

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Economic Integration and Trade Liberalization in Southern Africa: Is There a Role for South Africa?*

Albanie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Deshmoret e 4 Shkurtit 34
Tirana, Albania
Tél : (355-42) 405-87
Fax : (355-42) 405-90

International Finance Corporation

(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (355-42) 300-17
Fax : (355-42) 405-90

Dépôt et Bibliothèques régionales

Scientific Library of Polytechnic University
[dépôt]

Sheshi "Nene Tereza"
Tirana, Albania
Tél : (355-42) 264-87
Fax : (355-42) 264-87
Web : <http://irclibrary.homestead.com/index.html>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Adrion Books
Sami Frasheri Str.
P20/1 Shk.1 Ap.2
Tirana, Albania
Tél : (355-42) 400-18
Fax : (355-42) 352-42
E-mail : adrion@albaniaonline.net

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Albania: Filling the Vulnerability Gap*
- *The Albanian Collateral Law System Handbook*
- *Financing Efficiency and Equity in Albanian Education*
- *Household Welfare, the Labor Market, and Public Programs in Albania*
- *Poverty in Albania: A Qualitative Assessment*
- *Social Assistance in Albania: Decentralization and Targeted Transfers*
- *Structural Adjustment in the Transition: Case Studies from Albania, Azerbaijan, Kyrgyz Republic, and Moldova*

Algérie

Dépôt et Bibliothèques régionales
Institut Supérieur de Gestion et de Planification [dépôt]
Centre d'Information Documentaire
ISGP B.P. 179
Rue Hadj Messaoud Nourredine-Baha (Ex. Lido)
Bordj-El-Kiffan
Algiers, Algeria 16120
Tél : (213 2) 20 33 81
Fax : (213 2) 20 33 47 ou 20 32 70

Ristourne sur les publications: 75 %

Allemagne

Bureaux du Groupe de la Banque
International Finance Corporation
Bockenheimer Landst 109
60325 Frankfurt, Germany
Tél : (49-69) 7434-8230
Fax : (49-69) 7434-8239

Dépôt et Bibliothèques régionales
Staatsbibliothek zu Berlin, Preussischer Kulturbesitz [dépôt]
Abteilung Amtsdrukschriften und Internationaler
Amtlicher Schriftentausch
Potsdamer Strasse 33
10785 Berlin, Germany
Tél : (49-30) 266-2471
Fax : (49-30) 266-2341
Web : <http://www.sbb.spk-berlin.de>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

UNO-Verlag
Am Hofgarten 10
53113 Bonn, Germany
Tél : (49-228) 949 020
Fax : (49-228) 949 0222
E-mail : info@uno-verlag.de
Web : <http://www.uno-verlag.de>

Data Service and Information
Tél : (49-2843) 3220
E-mail : dsi@dsidata.com
Web : <http://www.dsidata.com>
[Pour les publications électroniques uniquement]

Sélection de titres

- *Intellectual Property Protection, Direct Investment, and Technology Transfer: Germany, Japan, and the United States*

Angola

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank
Rua Alfredo Troni (Edificio BPC)
14 Andar, CP 1331
Luanda, Angola
Tél : (244-2) 394877, 394677, ou 394727
Fax : (244-2) 394784
Web : <http://www.worldbank.org/afr/ao>

Ristourne sur les publications: 75 %

Arabie Saoudite

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank
UNDP Building
King Faisal Street
Riyadh, Saudi Arabia
Tél : (966-1) 483 4956
Fax : (966-1) 488 5311

Dépôt et Bibliothèques régionales

Ministry of Planning [dépôt]
Library and Documentation Department
P.O. Box 358
University Street
Riyadh 11182, Saudi Arabia
Tél: (966-1) 401 0417
Fax: (966-1) 405 2051
Web: <http://www.planning.gov.sa>

Ristourne sur les publications: 35 %

Argentine

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial
Edificio Bouchard
Bouchard 547, 3er Piso
1106 Buenos Aires, Argentina
Tél: (54-11) 4316-9700 ou 4316-9744
Fax: (54-11) 4313-1233

International Finance Corporation
Torre Fortabat
Bouchard 680, Piso 11
1106 Buenos Aires, Argentina
Tél: (54-11) 4114-7200
Fax: (54-11) 4312-7184

Dépôt et Bibliothèques régionales

Ministerio de Economía y Obras y Servicios
Públicos [dépôt]
Centro de Documentación e Información
Hipólito Yrigoyen 250
Piso 2do, Oficina 200
1310 Buenos Aires, Argentina
Tél: (54-11) 4349-5559 ou 4349-5554
Fax: (54-11) 4349-5540 ou 4349-8593
Web: <http://cdi.mecon.gov.ar>

UNEP Liaison Committee in Argentina
[régional]
Information Centre
Av. Velez Sarsfield 2300
5000 Córdoba, Argentina
Tél: (54-351) 468-8696
Fax: (54-351) 422-6304
Web: <http://www.ceapnuma.org.ar>

Universidad Nacional del Litoral [dépôt]
Facultad de Ciencias Económicas Biblioteca
25 de Mayo 1783
3000 Santa Fe, Argentina
Tél: (54-342) 457-1179, 457-1180, ou 457-1181
Fax: (54-342) 457-1179, 457-1180, ou 457-1181
Web: <http://www.unl.edu.ar>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

World Publications SA
Av. Córdoba 1877
1120 Buenos Aires, Argentina
Tél: (54-11) 4815-8156
Fax: (54-11) 4815-8156
E-mail: wpbooks@wpbooks.com.ar
Web: <http://www.wpbooks.com.ar>

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Argentina: From Insolvency to Growth*
- *Black December: Banking Instability, the Mexican Crisis, and Its Effect on Argentina*
- *Competition Policy and MERCOSUR*

Arménie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Republic Square
9 Vazgen Sargsyan Street
Yerevan 375010, Armenia
Tél: (374-1) 52-48-84
Fax: (374-1) 52-17-87

International Finance Corporation
Republic Square
2 Khorherarani Street
Yerevan 10, Armenia
Tél: (374-2) 54-52-41
Fax: (374-1) 54-52-45

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library of Armenia [dépôt]
72 Terian Street
Yerevan 375009, Armenia
Tél: (374-2) 52-77-82
Fax: (374-2) 52-97-11
Web: <http://www.iatp.am/sites/nla/index.html>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Armenia: Restructuring to Sustain Universal General Education*
- *Armenia: The Challenge of Reform in the Agricultural Sector*
- *Growth Challenges and Government Policies in Armenia*
- *Utility Pricing and the Poor: Lessons from Armenia*

Australie

Bureaux du Groupe de la Banque

International Finance Corporation and FIAS Asia
Pacific Regional Office
Level 18, CML Building
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australia
Tél : (61-2) 9223-7155
Fax : (61-2) 9223-7152

IFC South Pacific Project Facility
(Same address as above)
Tél : (61-2) 9233-7773
Fax : (61-2) 9223-2533

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library of Australia [dépôt]
Parkes Place
Canberra, ACT 2600, Australia
Tél : (61-2) 6262-1111
Fax : (61-2) 6273-4322
Web : <http://www.nla.gov.au>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

D.A. Information Services
648 Whitehorse Road
Mitcham, Victoria 3132, Australia
Tél : (61-3) 9210-7777
Fax : (61-3) 9210-7788
E-mail : service@dadirect.com.au
Web : <http://www.dadirect.com.au>
[Distribuées aussi au Fiji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, et Vanuatu]

Autriche

Dépôt et Bibliothèques régionales

Institut für Höhere Studien [dépôt]
Bibliothek
Stumpergasse 56
1060 Vienna, Austria
Tél : (43 1) 59991 236
Fax : (43 1) 59991 255
Web : <http://www.ihs.ac.at>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

UNO-VERLAG
Am Hofgarten 10
D-53113 Bonn
Tél : (49 228) 949 020
Fax : (49 228) 949 0222
E-mail : fischer@uno-verlag.de
Web : <http://www.uno-verlag.de>

Azerbaïdjan

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation ☒
91-95 Mirza Mansur St., Icheri Sheher
370004 Baku, Azerbaijan
Tél : (994-12) 92-28-07 ou 92-19-41
Fax : (994-12) 92-14-79

Dépôt et Bibliothèques régionales

Khazar University [régional]
Mehsety Street 11
370133 Baku, Azerbaijan
Tél : (994-12) 21-79-16
Fax : (994-12) 98-93-79
Web : <http://www.khazar.org>

M. F. Akhundov State Library
[dépôt]
Foreign Literature Department
ul. Khagani 29
370601 Baku, Azerbaijan
Tél : (994-12) 93-40-03 ou 93-64-03

Distribution des publications du Groupe de la Banque

ASLAN
T.Mammedov St., 20, Apt.4, Baku,
Azerbaijan 370021
Tél : (994 12) 97-16-63
Fax : (994 12) 97-78-42
E-mail : aslan47@mail.ru

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Structural Adjustment in the Transition: Case Studies from Albania, Azerbaijan, Kyrgyz Republic, and Moldova*

Bahrein


Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Bahrain [dépôt]
University Library
P.O. Box 32038
Sakhir, Bahrain
Tél : (973) 449 257
Fax : (973) 449 838
Web : <http://www.uob.bh/library/index.htm>

Ristourne sur les publications: 35 %

Bangladesh

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
3A Paribagh, Ground Floor, Room 105
G.P.O. Box 97
Dhaka 1000, Bangladesh
Tél: (880-2) 861-056 through
861-068 ou 966-9301 through
966-9308, ext. 105
Fax: (880-2) 863-220

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (880-2) 861-1056 ou 966-9301
Fax: (880-2) 861-7521
E-mail: Bangladesh@ifc.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

Bangladesh Academy for Rural Development
[dépôt]

Akhter Hameed Khan Library
Kotbari
Comilla 3503, Bangladesh
Tél: (880-81) 642-8415

Bangladesh Institute of Development Studies
[régional]

Library and Documentation Centre
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh
G.P.O. Box 3854
Dhaka 1000, Bangladesh
Tél: (880-2) 912-5004 ou 911-8999
Fax: (880-2) 813-023
Web: <http://www.bids-bd.org>

Bangladesh Public Administration Training
Centre Library [dépôt]

Library and Training Aids
Savar
Dhaka 1343, Bangladesh
Tél: (880-2) 831-715 through 831-720
Fax: (880-2) 933-2016

Centre on Integrated Rural Development for Asia
and the Pacific [dépôt]

Documentation and Information Division
Chameli House
17 Topkhana Road
G.P.O. Box 2883
Dhaka 1000, Bangladesh
Tél: (880-2) 956-3384, 956-4776,
ou 956-4772
Fax: (880-2) 956-2035

Micro Industries Development Assistance and
Services Library [dépôt]

Recife

Dhanmondi R/Area
Dhaka 1209, Bangladesh
G.P.O. Box 800
Dhaka 1000, Bangladesh
Tél: (880-2) 816-0945, 816-1867, ou 911-1920
Fax: (880-2) 811-1188 ou 811-2680

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Micro Industries Development Assistance
and Services

House 5, Road 16
Dhanmondi R/Area
Dhaka 1209, Bangladesh
Tél: (880-2) 326-427
Fax: (880-2) 811-1188
E-mail: midas@aitlbd.net

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Bangladesh: The Experience and Perceptions of Public Officials*
- *Bangladesh: Financial Accountability for Good Governance*
- *Bangladesh: From Counting the Poor to Making the Poor Count*
- *Bangladesh: Progress through Partnership*
- *The Bangladesh Rural Advancement Committee's Credit Programs: Performance and Sustainability*
- *Developing the Nonfarm Sector in Bangladesh: Lessons from Other Asian Countries*
- *Education Achievements and School Efficiency in Rural Bangladesh*
- *Grameen Bank: Performance and Sustainability*
- *Household and Intra-household Impact of the Grameen Bank and Similar Targeted Credit Programs in Bangladesh*
- *Leveling the Playing Field: Giving Girls an Equal Chance for Basic Education—Three Countries' Efforts*
- *The Role of Family Planning and Targeted Credit Programs in Demographic Change in Bangladesh*
- *Targeted Credit Programs and Rural Poverty in Bangladesh*

Barbades

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of the West Indies [dépôt]
Main Library
Cave Hill
Bridgetown, Barbados
Tél: (246) 417 4449
Fax: (246) 417 4460

Ristourne sur les publications: 35 %

Belgique

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank, European Union Liaison
Rue Montoyer 10, Bte 16
1000 Brussels, Belgium
Tél : (32 2) 552 00 52
Fax : (32 2) 552 00 25
Web : <http://wbln0018.worldbank.org/EURVP/web.nsf/Pages/Brussels%20HOME%20PAGE>

Dépôt et Bibliothèques régionales


University of Antwerp [dépôt]
UFSIA Central Library
Prinsstraat 9
2000 Antwerpen, Belgium
Tél : (32 3) 220 40 19
Fax : (32 3) 220 44 37
Web : <http://lib.ua.ac.be>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Jean de Lannoy
Av. du Roi 202
1060 Brussels, Belgium
Tél : (32 2) 538 51 69
Fax : (32 2) 538 08 41
Web : <http://www.jean-de-lannoy.be>
E-mail : jean.de.lannoy@euronet.be

Bénin

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
Zone Résidentielle de la Radio
P.O. Box 03-2112
Cotonou, Benin
Tél : (229) 31-21-24, 31-23-08, ou 31-52-69
Fax : (229) 31-27-51 ou 31-58-39


Dépôt et Bibliothèques régionales

Benin University Library [régional]
04 B.P. 789
Campus d'Abomey, Calavi
Cadjehou, Cotonou, Benin
Tél : (229) 36-01-01
Fax : (229) 36-01-01

Ristourne sur les publications: 75 %

Biélorussie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
2A Gertsena Str.
Minsk 220030, Belarus
Tél : (375-172) 26-52-84
Fax : (375-172) 11-03-14
Web : <http://www.worldbank.org.by>

International Finance Corporation
6A Partizansky Prospekt
Minsk 220033, Belarus
Tél : (3725-172) 13-25-24
Fax : (3725-172) 22-74-40

Dépôt et Bibliothèques régionales

Presidential Library [dépôt]
House of Government
Minsk 220010, Belarus
Tél : (375-172) 22-66-27
Fax : (375-172) 20-12-09

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Belarus: Prices, Markets, and Enterprise Reform*
- *Farm Sector Restructuring in Belarus: Progress and Constraints*

Bolivie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation
Calle Fernando Guachalla #342
Edificio Víctor, Piso 9
La Paz, Bolivia
Tél : (591-2) 244-3133
Fax : (591-2) 212-5065

Dépôt et Bibliothèques régionales

Academia Nacional de Ciencias [dépôt]
Biblioteca
P.O. Box 5829
Av. 16 de Julio 1732
La Paz, Bolivia
Tél : (591-2) 319-748
Fax : (591-2) 379-681

Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas Library [régional]
Centro de Documentación
P.O. Box 12087
Av. Mariscal Santa Cruz
Edificio Palacio de las Comunicaciones, Piso 18
La Paz, Bolivia
Tél : (591-2) 379-493, 375-512, 374-628, ou 369-905
Fax : (591-2) 372-333

Universidad Andina Simón Bolívar [régional]

Centro de Información, Biblioteca
P.O. Box 545
Sucre, Bolivia
Tél : (591-64) 602-65 ou 620-21
Fax : (591-64) 608-33
Web : <http://www.uasb.edu.bo>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Martínez Acchini Libros
Av. Arce 2132 Edificio
Illampu P.B.
5349 La Paz, Bolivia
Tél : (591-2) 278-3239
Fax : (591-2) 278-4209
E-mail : gerencia@martinezacchini.com

Ristourne sur les publications: 75 %


Sélection de titres

- *Agricultural Trade Policies in the Andean Group: Issues and Options*
- *The Demand for Medical Care: Evidence from Urban Areas in Bolivia*
- *An Environmental Study of Artisanal, Small and Medium Mining in Bolivia, Chile, and Peru*
- *Poverty and Nutrition in Bolivia*
- *Setting Priorities for Environmental Management: An Application to the Mining Sector in Bolivia*

Bosnie-Herzégovine

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Hamdije Kresevljakovica 19
71000 Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
Tél : (387-33) 251-500 ou 251-509
Fax : (387-71) 440-108
Web : <http://www.worldbank.org.ba>

International Finance Corporation and World Bank Business Development/PIC 
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (387-33) 440-293
Fax : (387-33) 440-108

International Finance Corporation
Vase Palagica 12
51000 Banja Luka, Bosnia and Herzegovina
Tél : (387-33) 319-680
Fax : (387-33) 319-683

Dépôt et Bibliothèques régionales

National and University Library of Bosnia and Herzegovina [dépôt]
Zmaja od Bosne 8B
71000 Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
Tél : (387-71) 275-312
Fax : (387-71) 533-204
Web : <http://www.nub.ba>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Bosnia and Herzegovina: From Recovery to Sustainable Growth*
- *Bosnia and Herzegovina: Post-Conflict Reconstruction*
- *Bosnia and Herzegovina: Toward Economic Recovery*

Botswana

Dépôt et Bibliothèques régionales

Institute of Development Management [régional]
Library
P.O. Box 1357
Mobutu and Tlokweng Rd. Circle
BNPC/IDM Building Complex
Gaborone, Botswana
Tél : (267) 312 371
Fax : (267) 313 296

Botswana National Library Service [régional]
329 Independence Avenue
Gaborone, Botswana
Tél : (267) 352 397
Fax : (267) 301 149

University of Botswana [dépôt]
Library
Private Bag
Maputo Drive
Gaborone 00390, Botswana
Tél : (267) 355 2300
Fax : (267) 357 291


Distribution des publications du Groupe de la Banque

Voir Afrique du Sud

Ristourne sur les publications: 35 %

Brésil

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial 
Setor Comercial Norte, Quadra 2, Lote A
Ed. Corporate Financial Center, Cj. 303/304
Brasília DF 70712-900, Brazil
Tél : (55-61) 329-1000
Fax : (55-61) 329-1010
Web : <http://www.bancomundial.org.br>

Banco Mundial
Edifício SUDENE
Cidade Universitária, Sala 108
Recife PE 50670-900, Brazil
Tél : (55-81) 3453-1644
Fax : (55-81) 3453-4624

Banco Mundial
Rua Oswaldo Cruz, 1
Ed. Beira Mar Trade Center, Sala 1710, Meireles
Fortaleza CE 60125-150, Brazil
Tél : (55-85) 242-7200
Fax : (55-85) 242-7177

International Finance Corporation
Rua Redentor, 14
Ipanema
Rio de Janeiro CEP 22421-030, Brazil
Tél : (55-21) 2525-5850
Fax : (55-21) 2525-5879

International Finance Corporation
Av. Roque Petroni Jr. 999
8th Floor, Rooms 81 and 82
São Paulo SP CEP 04707-910, Brazil
Tél : (55-11) 5185-6888
Fax : (55-11) 5181-6890

Dépôt et Bibliothèques régionales

Instituto de Pesquisa Economica Aplicada
[régional]
Coordenação de Documentação e Biblioteca
Caixa Postal 03784
Ed. BNDES, 2 andar
SBS
Brasília DF 70076-900, Brazil
Tél : (55-61) 315-5318
Fax : (55-61) 315-5148
Web : <http://www.ipea.gov.br>

Faculdade Federal de Odontologia de
Diamantina [dépôt]
Rua de Gloria 187, Centro
Diamantina MG 39100-00, Brazil
Tél : (55-38) 3531-1030

Universidade Federal de Pernambuco [dépôt]
Biblioteca Setorial Reitor Edinaldo, CCSA
Av. Dos Economistas, S/N
Cidade Universitária
Recife PE 50732-970, Brazil
Tél : (55-81) 271-885, 271-8881
Fax : (55-81) 271-8364

Universidade Santa Ursula [dépôt]
Instituto de Ciencias Economicas e Gestao
Caixa Postal 16.086
Rua Fernando Ferrari 75
Predio VI, Sala 1102, Botafogo
Rio de Janeiro RJ 22231-040, Brazil
Tél : (55-21) 551-8648
Fax : (55-21) 551-1992
Web : <http://www.usu.br>

Fernand Braudel Institute of World Economics
[dépôt]
Library
Rua Ceara 2
Higienopolis
São Paulo SP 01243-010, Brazil
Tél : (55-11) 3824-9633
Fax : (55-11) 825-2637
Web : <http://www.braudel.org.br>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Editora UNESP
Praça da Sé, 108
São Paulo, SP
CEP 01001-900
Tél : (11) 3242-7171
Fax : (011) 3242-7172
E-mail : feu@editora.unesp.br

Publicações Tecnicas Internacionais Ltda.
Rua Peixoto Gomide, 209
Bela Vista
São Paulo SP 01409-901, Brazil
Tél : (55-11) 259-6644
Fax : (55-11) 258-6990
E-mail : info@pti.com.br
Web : <http://www.pti.com.br>


Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Brazil: Critical Issues in Social Security*
- *Brazil: Forests in the Balance: Challenges of Conservation with Development*
- *Competition Policy and MERCOSUR*
- *Educação Secundaria no Brasil: Chegou a Hora (in Portuguese)*
- *Higher Education in Brazil: Challenges and Options*
- *Institutional and Entrepreneurial Leadership in the Brazilian Science and Technology Sector: Setting a New Agenda*
- *Macroeconomic Crises, Policies, and Growth in Brazil, 1964-90*

Bulgarie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
World Trade Center, INTERPRED
36 Dragan Tsankov Blvd.
1057 Sofia, Bulgarie
Tél : (359-2) 969-7229
Fax : (359-2) 971-2045
Web : <http://www.worldbank.bg>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (359-2) 9181-4225
Fax : (359-2) 971-2045

Dépôt et Bibliothèques régionales
American University in Bulgaria [dépôt]
University Library
1 Georgi Izmerliev Sq.
2700 Blagoevgrad, Bulgaria
Tél : (359-73) 738-8330
Fax : (359-73) 738-8377
Web : <http://www.aubg.bg>

Ivan Vazov National Library [régional]
17 Avk. Veleshki Str.
4000 Plovdiv, Bulgaria
Tél : (359-32) 625-046
Fax : (359-32) 267-623

Ljuben Karavelov Rousse Regional Library
[régional]
1 Dondukov-Korsakov Str.
7000 Rousse, Bulgaria
Tél : (359-82) 224-554
Fax : (359-82) 272-131

Bulgarian Academy of Sciences [dépôt]
Central Library
15 Noemvri Str. 1
1040 Sofia, Bulgaria
Tél : (359-2) 987-8966
Fax : (359-2) 986-2500
Web : <http://www.cl.bas.bg>

Center for the Study of Democracy [dépôt]
Library
5 Alexander Zhendov
1113 Sofia, Bulgaria
Tél : (359-2) 971-3000, ext. 351
Fax : (359-2) 971-2233
Web : <http://www.csd.bg>

University of Economics [dépôt]
Library
Bul. "Kniaz Boris I" No. 77
9002 Varna, Bulgaria
Tél : (359-52) 225-031
Fax : (359-52) 225-031


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Bulgaria: The Dual Challenge of Transition and Accession*
- *Bulgaria: Public Expenditure Issues and Directions for Reform*

- *The Current Regulatory Framework Governing Business in Bulgaria*
- *Financing Government in the Transition—Bulgaria: The Political Economy of Tax Policies, Tax Bases, and Tax Evasion*
- *Food and Agriculture in Bulgaria: The Challenge of Preparing for EU Accession*
- *From Transition to Accession: Developing Stable and Competitive Financial Markets in Bulgaria*
- *From Transition to EU Accession: The Bulgarian Labor Market During the 1990s*

Burkina Faso

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank 
Immeuble BICIA-B siège, 3e et 4e étage
B.P. 622
Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél : (226) 30 62 37 ou 30 72 57
Fax : (226) 30 86 49


Dépôt et Bibliothèques régionales
Centre Régional pour l'Eau Potable et
l'Assainissement [régional]
Codin
03 B.P. 7112
Ouagadougou 03, Burkina Faso
Tél : (226) 36 62 10 ou 36 62 11
Fax : (226) 36 62 08
Web : <http://www.oieau.fr/crepa>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres


- *The Dynamics of Education Policymaking: Case Studies of Burkina Faso, Jordan, Peru, and Thailand*

Burundi

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank 
Avenue du 18 Septembre
P.O. Box 2637
Bujumbura, Burundi
Tél : (257) 22 24 43 ou 22 32 69
Fax : (257) 22 60 05

Ristourne sur les publications: 75 %

Cambodge

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank Liaison Office 
164 Pasteur Street
Phnom Penh, Cambodia

Tél : (855-23) 211-751
Fax : (855-23) 721-752
Web : <http://www.worldbank.org/kh>

PIC 

113 Norodom Blvd.
Phnom Penh, Cambodia
Tél : (855-23) 213-538 ou 213-639
Fax : (855-23) 210-504 ou 213-373

International Finance Corporation and IFC
Mekong Project Development Facility
113 Norodom Blvd.
Sangkat Chaktomuk
Phnom Penh, Cambodia
Tél : (855-23) 210-922
Fax : (855-23) 215-157

Dépôt et Bibliothèques régionales

Ministry of Economic and Finance Institute
[dépôt]

Street 92, Sangkat Wat Phnom
Khan Daun Penh
Phnom Penh, Cambodia
Tél : (855-23) 430-556
Fax : (855-23) 430-168

Cambodia Development Resource Institute
[régional]

56 Street 315
Tuol Kork

Phnom Penh, Cambodia
Tél : (855-23) 880-734
Fax : (855-23) 366-094
E-mail : cdri@camnet.com.kh
Web : <http://www.cdri.org.kh>


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *A Poverty Profile of Cambodia*
- *Private Solutions for Infrastructure in Cambodia*

Cameroun

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
1792 rue Bastos Ekoudou
P.O. Box 1128
Yaoundé, Cameroon
Tél : (237) 220 3815 ou 216 876
Fax : (237) 221 0722
Web : <http://www.worldbank.org/infoshop/piccameroun.htm>

International Finance Corporation
Immeuble Flatters

96 Flatters Street, Suite 305
B.P. 4616
Douala, Cameroon
Tél : (237) 428 033 ou (237) 429 451
Fax : (237) 428 014

Dépôt et Bibliothèques régionales

Buea University Library [dépôt]
P.O. Box 63
Fak Division SWP
Buea, Cameroon
Tél : (237) 322 134
Fax : (237) 432 272

University of Dschang [régional]
Central Library
B.P. 255
Dschang, Cameroon
Tél : (237) 451 351
Fax : (237) 451 381

University of Ngaoundere [régional]
Library
P.O. Box 454
Ngaoundere, Cameroon
Tél : (237) 225 2767 ou 764 4872
Fax : (237) 225 2599

Catholic University of Central Africa [dépôt]
Main Library
B.P. 11628
Yaoundé, Cameroon
Tél : (237) 237 400 ou 237 401
Fax : (237) 237 402

Distribution des publications du Groupe de la Banque

NK Découverte (Tiger Bookshop)
B.P. 12784
Yaoundé, Cameroon
Tél : (237) 220 6166
Fax : (237) 223 2745

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Cameroon: Forest Sector Development in a Difficult Political Economy*

Canada

Web : <http://www.worldbank.org/canada>

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Ottawa Network [dépôt]
Reference, Morisset Library
65 University Private
Ottawa, Ontario K1N 9A5
Tél : (613) 562-5800, ext. 3655

Fax: (613) 562-5133
Web : <http://www.uottawa.ca/library>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Renouf Publishing Co. Ltd.
5369 Canotek Road
Ottawa, Ontario K1J 9J3
Tél: (613) 745-2665
Fax: (613) 745-7660
E-mail : order.dept@renoufbooks.com
Web : <http://www.renoufbooks.com>

Sélection de titres

- *Large Mines and the Community: Socioeconomic and Environmental Effects in Latin America, Canada, and Spain*

République centrafricaine

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank
Rue des Missions
B.P. 819
Bangui, Central African Republic
Tél: (236) 616138 ou 616577
Fax: (236) 616087

Ristourne sur les publications: 75 %

Chili

Dépôt et Bibliothèques régionales
Dirección de Presupuestos [dépôt]
Centro de Documentación, Biblioteca
Teatinos No. 120, Piso 12, Of. 24-25
Santiago, Centro, Chile
Tél: (56 2) 6717113, ext. 228, 229, 230, 231, ou 354
Fax: (56 2) 6711577
Web : <http://www.dipres.cl>


Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Chile: Enhancing Agricultural Competitiveness and Alleviating Rural Poverty*
- *Chile: Recent Policy Lessons and Emerging Challenges*
- *Chile: The Adult Health Policy Challenge*
- *Chile Health Insurance Issues: Old Age and Catastrophic Health Costs*
- *Chile's High Growth Economy: Poverty and Income Distribution 1987-1998*
- *Closing the Gap in Access to Rural Communication: Chile 1995-2002*
- *La Construcción de un Mercado de Capitales: El Caso de Chile (in Spanish)*

- *An Environmental Study of Artisanal, Small, and Medium Mining in Bolivia, Chile, and Peru*
- *The Market for Water Rights in Chile: Major Issues*
- *Water Allocation and Water Markets: An Analysis of Gains-from-Trade in Chile*

Chine

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank Resident Mission 
Building A, Fuhua Mansion, Floors 8-9
No. 8, Chaoyangmen Beidajie
Dongcheng District
Beijing 100027, China
Tél: (86-10) 6554-3361, ext. 2030
Fax: (86-10) 6554-1686
Web : <http://www.worldbank.org.cn/English>

International Finance Corporation
Tower B, Fuhua Mansion, 9th Floor
No. 8, Chaoyangmen Beidajie
Beijing 100027, China
Tél: (86-10) 6554-4191
Fax: (86-10) 6554-4192

International Finance Corporation
Suite 1107, Asia Pacific Finance Tower
Citibank Plaza, 3 Garden Road
Central, Hong Kong, China
Tél: (852) 2509-8100
Fax: (852) 2509-9363

Dépôt et Bibliothèques régionales
Institute of World Economics and Politics
[dépôt]
Library
Chinese Academy of Social Sciences
5 Jianguomennei Dajie
Beijing 100732, China
Tél: (86-1) 6513-7744
Fax: (86-1) 6512-6105

National Library of China [dépôt]
Section of International Organizations and
Foreign Governments Publications
39 Bai-Shi-Qiao Road, Hai Dian District
Beijing 100081, China
Tél: (86-10) 6841-5566, ext. 5674 ou 5274
Fax: (86-1) 6841-9271
Web : <http://www.nlc.gov.cn>

Tsinghua University Library [dépôt]
Tsinghua University
Beijing 100084, China
Tél: (86-10) 6278-4591
Fax: (86-10) 6259-1758
E-mail : lgl-lib@mail.tsinghua.edu.cn ou

tsg@mail.tsinghua.edu.cn
Web : <http://www.lib.tsinghua.edu.cn>

Jilin University [dépôt]
Library
Exchange and Gift Section
Jie Fang Da Lu 77
Changchun 130023, China
Tél : (86) 23189, ext. 313

Sichuan Provincial Library [dépôt]
15 Liansheng Xiang
Chengdu, Sichuan 610016, China
Tél : (86-28) 665-9219
Fax : (86-28) 666-6223

Chongqing Institute of Technology [régional]
Library
No. 4, Xingsheng Rd.
Yangjiapin
Chongqing 400050, China
Tél : (86-23) 6866-7556 ou 6866-7449
Fax : (86-23) 6866-7294

Hong Kong Central Library [dépôt]
66 Causeway Road, Causeway Bay
Hong Kong, China
Tél : (852) 2921-0233
Fax : (852) 2881-5251

Wuhan University [dépôt]
Library of School of Business
Wuchang
Hubei 430072, China
Tél : (86-27) 8768-2120
Fax : (86-27) 8787-4150
Web : <http://www.whu.edu.cn>

Fudan University [dépôt]
School of Economics, Library
220 Handan Road
Shanghai 200433, China
Tél : (86-21) 6564-2668
Fax : (86-21) 6564-6456

Shanghai Academy of Social Sciences Library
[régional]
Acquisition
1575 Van Hang Tu Road
Shanghai 200042, China
Tél : (86-21) 6486-2266, ext. 1304
Fax : (86-21) 6427-6018

Shanghai University of Finance and Economics
[dépôt]
Library

777 Guoding Road
Shanghai 200433, China
Tél : (86-21) 6511-1000
Fax : (86-21) 6511-5680
Web : <http://www.lib.shufe.edu.cn>

Library of Nankai University [dépôt]
International Exchange
No. 94, Weijin Road
Tianjin 300071, China
Tél : (86-22) 2350-2410 ou 2350-8763
Fax : (86-22) 2350-5633

University of Macao [dépôt]
Documentation Center of International Library
P.O. Box 3001
Taipa, Macao, China
Tél : (853) 397-8186
Fax : (853) 397-8144
Web : <http://www.umac.mo/dc>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

China Book Import Center
35 Chegongzhuang Xilu
P.O. BOX 2825
Beijing 100044, China
Tél : (8610) 6843 7146
Fax : (8610) 6841 6126
E-mail : cbic5@mail.cibtc.com.cn

China Financial and Economic Publishing House
Room No. 916, Xinzhi Massion
No. Jia 28, Fucheng Road, Haidan District
Beijing 100038, China
Tél : (86-10) 8819-0915
Fax : (86-10) 8819-0916
E-mail : shijingbook@yahoo.com

Chinese Corporation for Promotion
and Humanities
Building No. 7, 1-502
No. 81, Wu Ke Son Lu
Haidian District
Beijing 100039, China
Tél : (86-10) 6821-5048
Fax : (86-10) 6821-5048
E-mail : ccphibcd@yahoo.com

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Accelerating China's Rural Transformation*
- *Assessing Markets for Renewable Energy for Rural Areas of Northwestern China*
- *At China's Table: Food Security Options*

- *China: A Strategy for International Assistance to Accelerate Renewable Energy Development*
- *China: Air, Land, and Water*
- *China: From Afforestation to Poverty Alleviation and Natural Forest Management*
- *China: Higher Education Reform*
- *China: Internal Market Development and Regulation*
- *China: Issues and Options in Greenhouse Gas Emissions Control*
- *China: Overcoming Rural Poverty*
- *China: Power Sector Regulation in a Socialist Market Economy*
- *China: The Achievement and Challenge of Price Reform*
- *China: Urban Land Management in an Emerging Market Economy*
- *China and the Knowledge Economy: Seizing the 21st Century*
- *China Engaged: Integration with the Global Economy*
- *China 2020: Development Challenges in the New Century*
- *China's Emerging Private Enterprises: Prospects for the New Century*
- *China's Management of Enterprise Assets: The State as Shareholder*
- *China's Non-Bank Financial Institutions: Trust and Investment Companies*
- *The Chinese Economy: Fighting Inflation, Deepening Reforms*
- *Clear Water, Blue Skies: China's Environment in the New Century*
- *Corporate Governance and Enterprise Reform in China: Building the Institutions of Modern Markets*
- *The Dynamics of Urban Growth in Three Chinese Cities*
- *Energy Demand in Five Major Asian Developing Countries: Structure and Prospects*
- *Enterprise Reform in China: Ownership, Transition, and Performance*
- *Financing Health Care: Issues and Options for China*
- *Fostering Competition in China's Power Markets*
- *Liquefied Natural Gas in China: Options for Markets, Institutions, and Finance*
- *Macroeconomic Reform in China: Laying the Foundation for a Socialist Economy*
- *Mobilizing Domestic Capital Markets for Infrastructure Financing: International Experience and Lessons for China*
- *Multipurpose River Basin Development in China*
- *Old Age Security: Pension Reform in China*
- *Policy Options for Reform of Chinese State-Owned Enterprises*
- *Sharing Rising Incomes: Disparities in China*

Chypre

Dépôt et Bibliothèques régionales

Cyprus College [dépôt]
Library
6, Diogenes Street, Engomi
P.O. Box 2006
1516 Nicosia, Cyprus
Tél : (357 2) 713 000
Fax : (357 2) 662 051
Web : <http://www.cycollege.ac.cy>

Cisjordanie et bande de Gaza

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank ☐☐
P.O. Box 54842
Jerusalem, Israel
Tél : (972 2) 236 6500
Fax : (972 2) 236 6543

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (972 2) 236 6517 ou 236 6500
Fax : (972 2) 263 6521

Dépôt et Bibliothèques régionales

Water and Environmental Studies Center
[régional]
Library
P.O. Box 7
Nablus, West Bank
Tél : (972 9) 238 3124 ou 238 1113
Fax : (972 9) 238 7982
Web : <http://www.najah.edu/english/Research/watercenter.htm>

Palestine Economic Policy Research Institute
(MAS)
Library
P.O. Box 2426
Ramallah, West Bank
Tél : (972 2) 298 7053 ou 298 7054
Fax : (972 2) 298 7055

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *West Bank and Gaza: Medium-Term Development Strategy for the Health Sector*

Colombie

Bureaux du Groupe de la Banque

International Finance Corporation
Carrera 7, No. 71-21, Torre A
Piso 16, Edificio Fiduagraria
Santafé de Bogotá, Colombia
Tél : (57 1) 326-3600
Fax : (57 1) 317-4380

Dépôt et Bibliothèques régionales

Universidad de Antioquia [régional]
Centro de Documentación
Calle 67, No. 53-108
Medellin, Colombia
Tél : (57 4) 210-5841 ou 210-5844
Fax : (57 4) 210-5843

Banco de la Republica [dépôt]
Biblioteca Luis Angel Arango
Calle 11, No. 4-14
Santafé de Bogotá, Colombia
Tél : (57 1) 342-1111 ou 282-7516
Fax : (57 1) 286-3881

Universidad Externado de Colombia [régional]
Biblioteca
Calle 12, No. 1-17 Este
Apartado Aéreo 034141
Santafé de Bogotá, Colombia
Tél : (57 1) 341-8196
Fax : (57 1) 341-8196

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Alfaomega Grupo Editor, S.A.
Calle 106* No. 22-56
Bogotá, D.C.
Colombia
Tél : 619 7677
E-mail : scliente@alfaomega.com.co
Web : <http://www.alfaomega.com.co>

Infoenlace Ltda.
Av. Chile No. 13-23, Piso 3
Edificio Nueva Granada
Santafé de Bogotá, Colombia
Tél : (57 1) 600-9480 ou 600-9482
Fax : (57 1) 248-0808 ou 217-6435
E-mail : servicliente@infoenlace.com.co
Web : <http://www.infoenlace.com.co>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Trade Policies in the Andean Group: Issues and Options*
- *Cali, Colombia: Toward a City Development Strategy*
- *Colombia: The Economic Foundation of Peace*
- *Colombia: Essays on Conflict, Peace, and Development*
- *Colombia: Paving the Way for a Results-Oriented Public Sector*
- *Colombia's Pension Reform: Fiscal and Macroeconomic Effects*
- *Courting Turmoil and Deferring Prosperity: Colombia between 1960 and 1990*

- *Review of Colombia's Agriculture and Rural Development Strategy*
- *Urban Poor Perceptions of Violence and Exclusion in Colombia*
- *Violence in Colombia: Building Sustainable Peace and Social Capital*

République démocratique du Congo

Dépôt et Bibliothèques régionales
Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale [régional]
Library
B.P. 5717
9, Avenue Père Boka
Kinshasa, Gombe, Democratic Republic of Congo
Tél and Fax : (243 12) 884 685

Ristourne sur les publications: 75 %

République du Congo

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank
Immeuble Arc
Avenue Amilcar Cabral, 5ème étage
B.P. 14536
Brazzaville, Republic of Congo
Tél : (242) 83-55-01
Fax : (242) 83-55-02

Ristourne sur les publications: 75 %

République de Corée

Bureaux du Groupe de la Banque
International Finance Corporation
Youngpoong Building, 11th Floor
Chongro-ku
Seoul 110-110, Korea
Tél : (82-2) 399-0905 ou 399-0906
Fax : (82-2) 399-0915

Dépôt et Bibliothèques régionales

Chonnam National University [régional]
Library
300 Yongbong-dong Puk-gu
Kwangju 500-757, Korea
Tél : (82-62) 530-3531
Fax : (82-62) 530-3529

Korea Development Institute Library [dépôt]
Library
207-41 Chungnyangri-dong
Dongdaemun-ku
Seoul 130-012, Korea
Tél : (82-2) 958-4262

Fax : (82-2) 958-4261
Web : <http://www.kdi.re.kr>

Seoul National University Library
[dépôt]
International Documents Room
San 56-1 Shillim-dong, Gwanag-gu
Seoul 151-736, Korea
Tél : (82-2) 880-8070
Fax : (82-2) 878-2730

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Eulyoo Publishing Co. Ltd.
46-1 Susong-dong
Jongro-gu
Seoul, Korea
Tél : (82-2) 734-3515
Fax : (82-2) 732-9154
E-mail : eulyoo@chollian.net

Dayang Intelligence Co.
954-22 Banghae-dong, Socho-ku
Seoul, Korea
Tél : (82-2) 582-3588
Fax : (82-2) 521-8827
E-mail : dybook@kornet.net
Web : <http://www.dayang.co.kr>

Sejong Books Inc.
81-4 Neung-dong
Kwangjin-ku
Seoul 143-180, Korea
Tél : (82-2) 498-0300
Fax : (82-2) 3409-0321
Web : <http://www.sejongbooks.com>

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Credit Policies and the Industrialization of Korea*
- *The Distribution of Income and Wealth in Korea*
- *Energy Demand in Five Major Asian Developing Countries: Structure and Prospects*
- *Korea: A Case of Government-Led Development*
- *Korea and the Knowledge-based Economy: Making the Transition*
- *Regulated Deregulation of the Financial System in Korea*

Costa Rica

Dépôt et Bibliothèques régionales
INCAE Library [dépôt]
Apartado 960
Alajuela 4050, Costa Rica

Tél : (506) 437 2276
Fax : (506) 433 9101
Web : <http://www.incae.ac.cr>


University of Costa Rica [dépôt]
Instituto de Investigaciones en Ciencias
Economica
Library
San Pedro de Montes de Oca
San José, Costa Rica
Tél : (506) 207 5290
Fax : (506) 224 3682

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Attracting High Technology Investment: Intel's Costa Rican Plant*
- *Costa Rica: A Pension Reform Strategy*
- *Costa Rica: Forest Strategy and the Evolution of Land Use*

Côte d'Ivoire

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank and International Finance
Corporation 
Corner of Booker Washington and Jacques
Aka Streets
B.P. 1850
Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire
Tél : (225) 44-22-27
Fax : (225) 44-16-87
Web : <http://www.banquemondialeci.org/centre.html>

IFC Africa Project Development Facility Office
Immeuble CCIA, 17th Floor
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Tél : (225) 21-96-97 ou 21-23-03
Fax : (225) 21-61-51

MIGA
E-mail : Contact William Dadzie,
kdadzie@worldbank.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

African Development Bank [dépôt]
Library
01 B.P. 1387
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Tél : (225) 20-20-49-74 ou 20-20-48-71
Fax : (225) 20-20-49-48

Institut Africain pour le Développement
Economique et Social [régional]
Documentation
15, Avenue Jean Mermoz Cocody
08 B.P. 2088

Abidjan-08, Côte d'Ivoire
Tél: (225) 44-15-94 ou 44-15-95
Fax: (225) 44-84-38

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Centre d'Édition et de Diffusion Africaines
04 B.P. 541
Abidjan-04, Côte d'Ivoire
Tél: (225) 24-65-10
Fax: (225) 25-05-67
E-mail: info@ceda-ci.com
Web: <http://www.ceda-ci.com>


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Côte d'Ivoire: Country Assistance Review (in French)*
- *Determinants of Fertility and Child Mortality in Côte d'Ivoire and Ghana*
- *Unconditional Demand for Health Care in Côte d'Ivoire: Does Selection on Health Status Matter?*

Croatie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation 
Trg. J. F. Kennedyja 6b, III Floor
10000 Zagreb, Croatia
Tél: (385-1) 23-87-222
Fax: (385-1) 23-87-200
Web: <http://www.worldbank.hr>

Dépôt et Bibliothèques régionales

University Library Rijeka [régional]
Dolac 1
51000 Rijeka, Croatia
Tél: (385-51) 33-69-11
Fax: (385-51) 33-20-06

University of Split [dépôt]
Faculty of Economics
Radovanova 13
21000 Split, Croatia
Tél: (385-21) 36-60-33
Fax: (385-21) 36-60-26

National and University Library [dépôt]
Official Publications Collections
Hrvatske bratske zajednice bb
10000 Zagreb, Croatia
Tél: (385-1) 61-64-001
Fax: (385-1) 61-64-185
Web: <http://www.nsk.hr>

Distribution des publications du Groupe de la

Banque

Tamaris
Petrinjska 11
10000 Zagreb, Croatia
Tél: (385-1) 48-82-680
Fax: (385-1) 48-82-681

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Regaining Fiscal Sustainability and Enhancing Effectiveness in Croatia: A Public Expenditure and Institutional Review*

Danemark

Dépôt et Bibliothèques régionales

Copenhagen Business School Library [dépôt]
Handelshogskolens Bibliotek
Solbjerg Plads 3
2000 Frederiksberg, Denmark
Tél: (45 38) 153666
Fax: (45 38) 153663
E-mail: hbk.lib@cbs.dk
Web: <http://www.cbs.dk/library>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Samfundslitteratur
Solbjerg Plads 3
2000 Frederiksberg, Denmark
Tél: (45 38) 153870
Fax: (45 38) 153856
E-mail: ck@sl.cbs.dk
Web: <http://www.sl.cbs.dk>

République dominicaine

Bureaux du Groupe de la Banque

International Finance Corporation
Calle Virgilio Díaz Ordoñez #36
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401
Santo Domingo, Dominican Republic
Tél: (809) 566-6815
Fax: (809) 566-7746

Dépôt et Bibliothèques régionales

Pontificia Universidad Católica Madre y Maestra [dépôt]
Sistema de Bibliotecas
Apartado 2748
Av. Abraham Lincoln Esq. Romulo Betancourt
Santo Domingo, Dominican Republic
Tél: (809) 534-0111, ext. 234 ou 235
Fax: (809) 534-7060


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *The Demand for Health Care in Latin America: Lessons from the Dominican Republic and El Salvador*
- *Surveillance of Agricultural Prices and Trade: A Handbook for the Dominican Republic*

Égypte

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
1191 Corniche El Nil Street
World Trade Center, 15th Floor
Cairo, Egypt
Tél: (20-2) 574-1670
Fax: (20-2) 574-1676

International Finance Corporation
World Trade Center
1191 Corniche El Nil Street
Boulac
Cairo, Egypt
Tél: (20-2) 579-9900 ou 579-6565
Fax: (20-2) 579-2211

Dépôt et Bibliothèques régionales

General Organization of the Alexandria Library
[dépôt]
63 Soter Street
Shatby
Alexandria, Egypt
Tél: (20-3) 422-5002 ou 422-3010
Fax: (20-3) 422-5002

Institute of National Planning [dépôt]
Documentation and Publishing Center
P.O. Box 11765
Salah Salem Street
Nasr City
Cairo, Egypt
Tél: (20-2) 263-6047
Fax: (20-2) 262-1151

Cairo University [régional]
Center for Agricultural Economic Studies
Library
Faculty of Agriculture
Giza, Egypt
Tél: (20-2) 570-0995
Fax: (20-2) 570-0995

Distribution des publications du Groupe de la Banque

MERIC (Middle East Readers Information Center)

2 Bahrat Aly Street
Building D, 1st Floor, Apt. 24
Cairo, Egypt
Tél: (20-2) 341-3824
Fax: (20-2) 341-9355
E-mail: order@meric-co.com
Web: <http://www.meobserver.com.eg>

Middle East Observer
41 Sherif Street
11111 Cairo, Egypt
Tél: (20-2) 392-6919
Fax: (20-2) 393-9732
E-mail: inquiry@meobserver.com
Web: <http://www.meobserver.com>
[Pour les publications en français uniquement]

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Egypt in the Global Economy: Strategic Choices for Savings, Investment, and Long-Term Growth*
- *School Quality, Achievement Bias, and Dropout Behavior in Egypt*

El Salvador

Dépôt et Bibliothèques régionales

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social [dépôt]
Economic and Social Studies Department
Boulevard y Urbanización Santa Elena
Edificio Fusades
Antiguo Cuscatlan
La Libertad, El Salvador
Tél: (503) 278 3366
Fax: (503) 278 3371
Web: <http://www.fusades.com.sv>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Editoriales La Ceiba S.A. de C.V.
Plaza del Sol Local 1, Calle del Mediterráneo
Col. La Sultana
San Salvador, El Salvador
Tél: (503) 243 0931
E-mail: [laceiba@navegante.com.sv](mailto:lanceiba@navegante.com.sv)

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *The Demand for Health Care in Latin America: Lessons from the Dominican Republic and El Salvador*
- *El Salvador: Meeting the Challenge of Globalization*
- *El Salvador: Post-Conflict Reconstruction*
- *El Salvador: Rural Development Study*

Émirats arabes unis

Dépôt et Bibliothèques régionales

Dubai University College [régional]
Library
Al-Masaood Building
Maktoum Street
P.O. Box 14143
Dubai, United Arab Emirates
Tél : (971 4) 207 2617
Fax : (971 4) 224 2151
Web : <http://www.duc.ac.ae>

Sharjah Chamber of Commerce and Industry
[régional]
Library
P.O. Box: 580
Chamber's Building No. 14
Al-Bourj Ave.
Sharjah, United Arab Emirates
Tél : (971 6) 541 444
Fax : (971 6) 541 119

Équateur

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial
Calle 12 de Octubre y Cordero
World Trade Center
Torre B, Piso 13
Quito, Ecuador
Tél : (593-2) 220-204
Fax : (593-2) 220-205

Dépôt et Bibliothèques régionales

Universidad San Francisco de Quito [dépôt]
Library
P.O. Box 17-12-841
Via Interocéánica y Jardines del Este Cumbayá
Quito, Ecuador
Tél : (593-2) 895-723, ext. 373
Fax : (593-2) 890-070

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Libri Mundi, Librería Internacional
Juan Leon Mera 851
P.O. Box 17-01-3029
Quito, Ecuador
Tél : (593-2) 521-606
Fax : (593-2) 504-209
E-mail : librimu1@librimundi.com.ec

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Trade Policies in the Andean Group: Issues and Options*

- *Constructing an Indicator of Consumption for the Analysis of Poverty: Principles and Illustrations with Reference to Ecuador*
- *Crisis and Dollarization in Ecuador: Stability, Growth, and Social Equity*
- *Ecuador Gender Review: Issues and Recommendations*
- *Ecuador Poverty Report*

Espagne

Dépôt et Bibliothèques régionales

ESADE [dépôt]
Library
Avenida de Pedralbes 60-62
08034 Barcelona, Spain
Tél : (34 93) 280 6162
Fax : (34 93) 204 8105

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castello 37
28001 Madrid, Spain
Tél : (34 91) 436 3700
Fax : (34 91) 575 3998
E-mail : libreria@mundiprensa.es
Web : <http://www.mundiprensa.es>

Mundi-Prensa Barcelona

Tél : (34 3) 488 3492

E-mail : barcelona@mundiprensa.es

Sélection de titres

- *Large Mines and the Community: Socioeconomic and Environmental Effects in Latin America, Canada, and Spain*

Estonie

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library of Estonia [dépôt]
Tonismagi 2
Tallinn 15189, Estonia
Tél : (37 2) 630 7105
Fax : (37 2) 631 1417
Web : <http://www.nlib.ee>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Krisostomus
Kuuutri 16
Tartu 50002, Estonia
Tél : (37 27) 441 627
Fax : (37 27) 423 345
E-mail : Kriso@Kriso.Ee

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Cost Benefit Analysis of Private Sector Environmental Investments: A Case Study of the Kunda Cement Factory*
- *Estonia: Implementing the EU Accession Agenda*
- *Estonia: The Transition to a Market Economy*
- *Overcoming Obstacles to Liberalization of the Telecom Sector in Estonia, Poland, the Czech Republic, Slovenia, and Hungary: An Overview of Key Policy Concerns and Potential Initiatives to Facilitate the Transition Process*

États-Unis

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank, United Nations Liaison
1 Dag Hammarskjöld Plaza
885 2nd Avenue, 6th Floor
New York, NY 10017, USA
Tél: (1-212) 355-5112
Fax: (1-212) 355-4523

Dépôt et Bibliothèques régionales


Library of Congress [dépôt]
Anglo-American Acquisitions Division
101 Independence Avenue, SE
Washington, DC 20540-4174, USA
Tél: (1-202) 707-9503
Fax: (1-202) 252-3347
Web: <http://www.loc.gov>

Sélection de titres

- *Comprehensive River Basin Development: The Tennessee Valley Authority*
- *Intellectual Property Protection, Direct Investment, and Technology Transfer: Germany, Japan, and the United States*
- *Labor Market Flexibility in Thirteen Latin American Countries and the United States*
- *Policies on Imports from Economies in Transition: Two Case Studies*

Éthiopie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation 
Worbek House, Ground Floor, Building Entrance
P.O. Box 5515, Bole Road
Addis Ababa, Ethiopia
Tél: (251-1) 627 700, ext. 207 ou 208
Fax: (251-1) 627 717
Web: <http://www.worldbank.org/af/et>

Dépôt et Bibliothèques régionales

Addis Ababa University [dépôt]
Faculty of Business and Economics Library

P.O. Box 1176

Addis Ababa, Ethiopia

Tél: (251-1) 124 928 ou 553 900 ext. 241 ou 242

Fax: (251-1) 550 655

National Archives and Library of Ethiopia

[dépôt]

P.O. Box 717

Addis Ababa, Ethiopia

Tél: (251-1) 530 058 ou 512 241

Fax: (251-1) 512 889

United Nations Economic Commission for Africa
[régional]

DISD/Library

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Tél: (251-1) 510 280

Fax: (251-1) 510 2180

Mekelle University [régional]

Faculty of Business and Econ Library

P.O. Box 451

Mekelle, Tigray, Ethiopia

Tél: (251-3) 400 144

Fax: (251-3) 402 044

Distribution des publications du Groupe de la Banque

T.G.B. Roman Trading Enterprise

P.O. BOX 2076 code 1110

Addis Ababa

Ethiopia

Tél: 251-1-635973

E-mail: tesfayeg@telecom.net.et

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Case Studies in War-to-Peace Transition: The Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in Ethiopia, Namibia, and Uganda*
- *Ethiopia: Social Sector Report*
- *The Impact of Economic Reforms on Rural Households in Ethiopia: A Study from 1989-1995*
- *Implementing the Ethiopian National Policy for Women: Institutional and Regulatory Issues*

Fidji

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of the South Pacific [dépôt]

Library

P.O. Box 1168

Suva, Fiji

Tél: (679) 313 900

Fax: (679) 300 830

Ristourne sur les publications: 75 %


Finlande

Dépôt et Bibliothèques régionales
Helsinki School of Economics [dépôt]
Library
Leppäsuonkatu 9 E
P.O. Box 149
00101 Helsinki, Finland
Tél: (358 9) 4313 8431
Fax: (358 9) 4313 8539
Web: <http://helecon.hkkk.fi/library>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Akateeminen Kirjakauppa
PL 128 (Keskuskatu 1)
00101 Helsinki, Finland
Tél: (358 9) 121 4385
Fax: (358 9) 121 4450
E-mail: sps@akateeminen.com
Web: <http://www.akateeminen.com>

France

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank and World Bank Institute 
66, avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Tél: (33-1) 40 69 30 10
Fax: (33-1) 40 69 30 64
Web: <http://wbln0018.worldbank.org/eurvp/web.nsf/Pages/EURVP+Home+Page>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (33-1) 40 69 30 60
Fax: (33-1) 47 20 77 71

MIGA
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (33-1) 40 69 32 75
Fax: (33-1) 47 23 74 36

Dépôt et Bibliothèques régionales

Documentation Française [dépôt]
Bibliothèque
29, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07, France
Tél: (33-1) 40 15 72 05
Fax: (33-1) 40 15 72 30

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Editions Eska

DJB/Offlib
12, rue du Quatre-Septembre
75002 Paris, France
Tél: (33-1) 42 86 55 66
Fax: (33-1) 42 60 45 35
E-mail: eska@club-internet.fr
Web: <http://www.offlib.fr>

Gambie

Dépôt et Bibliothèques régionales
Department of State for Trade Industry and
Employment [régional]
Documentation Center
Independence Dr.
Banjul, The Gambia
Tél: (220) 228 868
Fax: (220) 227 575

Management Development Institute [dépôt]
Library and Documentation Centre
P.O. Box 2553
Serrekunda, The Gambia
Tél: (220) 392 873, 394 906, 392 871,
or 392 872
Fax: (220) 394 905

Ristourne sur les publications: 75 %

Géorgie

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank and International Finance
Corporation
5A 1st Drive, Chavchavadze Ave.
Tbilisi 380079, Georgia
Tél: (995 32) 91-30-96 ou 91-26-89
Fax: (995 32) 91-34-78 ou (995 32) 91-23-71
Web: <http://www.worldbank.org.ge>

Dépôt et Bibliothèques régionales

The National Parliamentary Library of Georgia
[dépôt]
7 Lado Gudiashvili Str.
Tbilisi 380005, Georgia
Tél: (995 32) 99-92-86
Fax: (995 32) 99-80-95
Web: <http://www.nplg.gov.ge>


Distribution des publications du Groupe de la Banque

Prospero's Books
34 Rustaveli Ave.
Tbilisi 380008, Georgia
Tel and Fax: (995 32) 92-35-92
E-mail: prospero@access.sanet.ge

Ristourne sur les publications: 75 %

Ghana

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 

69 Dr. Isert Road

North Ridge Residential Area

P.O. Box M.27

Accra, Ghana

Tél : (233-21) 229-681 ou 220-837

Fax : (233-21) 227-887

International Finance Corporation and Africa
Project Development Facility

150 A, Roman House

Roman Ridge

Accra, Ghana

Tél : (233-21) 778-109 ou 779-805

Fax : (233-21) 776-245 ou 774-961

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Ghana [dépôt]

Balme Library

P.O. Box 24, Legon

Accra, Ghana

Tél : (233-21) 767-303

Fax : (233-21) 502-701

Ghana Institute of Management and Public
Administration [dépôt]

Library and Documentation Centre

Gimpa Greenhill

P.O. Box 50

Achimota, Ghana

Tél : (233-21) 401-683

Fax : (233-21) 405-805

University of Cape Coast [dépôt]

University Library

University Post Office

Cape Coast, Ghana

Tél : (233-42) 33482

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Epp Books Services

P.O. Box 44

TUC

Accra, Ghana

Tél : (233-21) 778-843

Fax : (233-21) 779-099

E-mail : epp@africaonline.com.gh

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Contraceptive Use in Ghana: The Role of Service Availability, Quality, and Price*

- *Delayed Primary School Enrollment and Child Malnutrition in Ghana: An Economic Analysis*
- *Determinants of Fertility and Child Mortality in Côte d'Ivoire and Ghana*
- *Ghana Country Assistance Review: A Study in Development Effectiveness*
- *The Impact of the Quality of Health Care on Children's Nutrition and Survival in Ghana*
- *Investment in Human Capital: Schooling Supply Restraints in Rural Ghana*
- *Small Enterprises Adjusting to Liberalization in Five African Countries*
- *Supply and Demand for Finance of Small Enterprises in Ghana*

Grèce

Dépôt et Bibliothèques régionales

Centre of Planning and Economic Research

[dépôt]

Library

22, Hippokratous Str.

10680 Athens, Greece

Tél : (30 1) 362 8911

Fax : (30 1) 363 0122 ou 361 1136

Web : <http://www.kepe.gr>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Papasotiriou S.A.

35, Stournara Str.

10682 Athens, Greece

Tél : (30 1) 364 1826

Fax : (30 1) 364 8254

E-mail : pap4@ioa.forthnet.gr

Web : <http://www.papasotiriou.gr>

Guatemala

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial

13 Calle 3-40, Zona 10

Edificio Atlantis, Nivel 14

Guatemala City, Guatemala

Tél : (502) 366-2044

Fax : (502) 366-1936 ou 366-2033

International Finance Corporation

(Same address as Banco Mundial)

Tél : (502) 367-2275

Fax : (502) 366-9851

Dépôt et Bibliothèques régionales

Banco de Guatemala [dépôt]

Biblioteca

7 Avenida 22-01, Zona 1

Guatemala City, Guatemala

Tél : (502) 230-6222

Fax : (502) 238-909
Web : <http://www.banguat.gob.gt>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Librería Artemis Edinter, S.A.
12 Calle 10-55, Zona 1
Guatemala City, Guatemala
Tél : (502) 220-3645
Fax : (502) 232-9004
E-mail : artemisedint@gold.guate.net

Ristourne sur les publications: 75 %

Guinée

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Immeuble de l'Archevêché
Face Baie des Anges
B.P. 1420
Conakry, Guinée
Tél : (224) 41-27-70, 41-13-91, ou 41-50-61
Fax : (224) 41-50-94

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Les Editions Ganndal
B.P. 542, Conakry - Rep. de Guinée
Tel/Fax : +224 46 35 07
E-mail : ganndal@afribone.net.gn

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Measuring the Burden of Disease and the Cost-Effectiveness of Health Interventions: A Case Study in Guinée*

Guyane

Dépôt et Bibliothèques régionales

Bank of Guyana [dépôt]
Library Division, Research Department
P.O. Box 1003
1 Ave. of the Republic
Georgetown, Guyana
Tél : (592 2) 632 50 through 632 59 ou 632 61 through 632 65
Fax : (592 2) 729 65
Web : <http://www.bankofguyana.org.gy>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Institutional Environment and Public Officials' Performance in Guyana*

Haïti

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Culture Diffusion
76, Ave. John Brown (Lalue)
Port-au-Prince, Haïti
Tél : (509) 511 8090
Fax : (509) 223 4858

Ristourne sur les publications: 75 %

Honduras

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial
Centro Financiero BANEXPO
Blvd. San José Bosco
4to. Piso, Colonial Payaqui
Apartado 3591
Tegucigalpa, Honduras
Tél : (504) 239-4551, 239-4552, 239-4553, 239-4554, ou 239-4560
Fax : (504) 239-4555

Dépôt et Bibliothèques régionales

Unidad de Apoyo Técnico [dépôt]
Library
Apartado Postal 4822
Edificio Ejecutivo Las Lomas, 4 Piso
Tegucigalpa, Honduras
Tél : (504) 239-2024, 239-2025, 239-4058, ou 239-4059

SECPLAN [dépôt]

Coord y Presupuesto
P.O. Box 1327
Tegucigalpa, Honduras

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Honduras: Toward Better Health Care for All*
- *The Participation of Nongovernmental Organizations in Poverty Alleviation: A Case Study of the Honduras Social Investment Fund Project*

Hongrie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank ☐☐
Bajcsy-Zsilinszky ut 42-46, 5th Floor
1054 Budapest, Hungary
Tél : (36-1) 374-9500
Fax : (36-1) 374-9510
Web : <http://www.worldbank.hu>

Dépôt et Bibliothèques régionales
National Bank of Hungary [régional]
Research Library
Szabadság tér 8-9
1850 Budapest, Hungary
Tél: (36 1) 332-2722
Fax: (36 1) 331-9379
Web: <http://www.mnb.hu>

Janus Pannonius University Library [dépôt]
Pf. 227
7601 Pécs, Hungary
Tél: (36 72) 325-466
Fax: (36 72) 324-780

Distribution des publications du Groupe de la Banque


Euro Info Service
Szt. Istvan krt. 12. III emelet 1/A
1137 Budapest, Hungary
Tél: (36 1) 329-2487 ou 329-2170
Fax: (36 1) 349-2053
E-mail: euroinfo@euroinfo.hu
Web: <http://www.euroinfo.hu>

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Household Responses to Poverty and Vulnerability, Volume 2: Confronting Crisis in Angyalfold, Budapest, Hungary*
- *Hungary: A Regulatory and Structural Review of Selected Infrastructure Sectors*
- *Hungary: Foreign Trade Issues in the Context of Accession to the EU*
- *Hungary: Modernizing the Subnational Government System*
- *Hungary: Structural Reforms for Sustainable Growth*
- *Overcoming Obstacles to Liberalization of the Telecom Sector in Estonia, Poland, the Czech Republic, Slovenia, and Hungary: An Overview of Key Policy Concerns and Potential Initiatives to Facilitate the Transition Process*
- *The Pharmaceutical Industry in India and Hungary: Policies, Institutions, and Technological Development*
- *Private Sector Development during Transition: The Visegrad Countries*
- *Privatization of the Power and Natural Gas Industries in Hungary and Kazakhstan*
- *Trade and Cost Competitiveness in the Czech Republic, Hungary, Poland, and Slovenia*

Inde

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank 
70 Lodi Estate
New Delhi 110 003, India
Tél: (91-11) 461-7241 through 461-7244 ou 461-

9491 through 491-9493
Fax: (91-11) 461-9393

International Finance Corporation
No. 1, Panchsheel Marg, Chanakyapuri
New Delhi 110 021, India
Tél: (91-11) 611-1306
Fax: (91-11) 611-1281
E-mail: SouthAsia@ifc.org

International Finance Corporation
Godrej Bhavan, 3rd Floor
Murzban Road
Fort, Mumbai 200 001, India
Tél: (91-22) 231-1235
Fax: (91-22) 231-1236

Dépôt et Bibliothèques régionales
Indian Institute of Management, Ahmedabad [dépôt]
Vikram Sarabhai Library
Vastrapur
Ahmedabad, Gujarat 380 015, India
Tél: (91-79) 640-7241 ou 640-7263
Fax: (91-79) 642-7896

Guru Nanak Dev University [dépôt]
Punjab School of Economics Library
Amritsar, Punjab 143 005, India
Tél: (91-183) 258-841
Fax: (91-183) 258-819 ou 258-820

Annamalai University [dépôt]
Sir C. P. Ramasamy Iyyer Library
Tamil Nadu, Annamalai Nagar 608 002, India
Tél: (91-44) 381-55
Fax: (91-44) 381-45 ou 380-80

Institute for Social and Economic Change [dépôt]
Library
Nagarabhavi P.O.
ISEC Campus
Bangalore, Karnataka 560 072, India
Tél: (91-80) 321-5468, 321-5592, ou 321-5519
Fax: (91-80) 321-7008
Web: <http://www.isec.ac.in>

University of Mumbai [dépôt]
Jawaharlal Nehru Library
Vidyanagari
Santacruz (East)
Mumbai 400 098, India
Tél: (91-22) 652-6091, ext. 471, 472, ou 380

Centre for Studies in Social Sciences, Calcutta [dépôt]

Library
R-1 Baishnabghata-Patuli Township
Calcutta 700 094, India
Tél: (91-33) 462-7252 ou 462-5794
Fax: (91-33) 462-6183

Institute of Economic Growth [dépot]
University Enclave
Malkangang Road
Delhi 110 007, India
Tél: (91-11) 725-7365, 725-7288, ou 725-7425
Fax: (91-11) 725-7410
Web: <http://www.ieg.nic.in>

Prof. S. S. Basavanal Library [dépot]
Karnataka University
Pavate Nagar
Dharwad, Karnataka 580 003, India
Tél: (91-836) 742-291
Fax: (91-836) 747-884

Center for Economic and Social Studies
[régional]
Library
Nizamia Observatory Campus
Begumpet
Hyderabad, Andhra Pradesh 500 016, India
Tél: (91-40) 331-2789 ou 332-6780
Fax: (91-40) 332-6808

Institute of Development Studies [dépot]
Library
8-B Jhalana Institutional Area
Jaipur 302 002, India
Tél: (91-141) 270-5726
Fax: (91-141) 270-5348
Web: <http://www.ids.org>

Giri Institute of Development Studies [dépot]
Sector "O"
Aliganj Housing Scheme
Lucknow, Uttar Pradesh 226 020, India
Tél: (91-522) 373-640, 324-294, ou 325-021
Fax: (91-522) 373-640

Uttar Pradesh Academy of Administration
[dépot]
Library and Documentation Center
Mallital
Nainital, India
Tél: (91-5942) 361-49, 350-11, ou 360-68
Fax: (91-5942) 352-03

Indian Institute of Public Administration [dépot]
Library
Indraprastha Estate

Ring Road
New Delhi 110 002, India
Tél: (91-11) 341-5383
Fax: (91-11) 331-9956

Institute for Financial Management and Research
[dépot]
H. T. Parekh Library
30 Kothari Road
Nungambakkam, Chennai 600 034, India
Tél: (91-44) 827-3801
Fax: (91-44) 827-9208
Web: <http://www.ifmr.com>

Punjabi University [dépot]
Department of Economics, Library
Patiala, Punjab 147 002, India
Tél: (91-175) 282-461 through 282-465, ext. 6103
Fax: (91-175) 282-881

Gokhale Institute of Politics and Economics
[dépot]
Library
Pune, Maharashtra 411 004, India
Tél: (91-212) 565-0287
Fax: (91-212) 565-2579 ou 567-5600

Pt. Ravishankar Shukla University [dépot]
Pt. Sundar Lal Sharma Library
Raipur, Madhya Pradesh 492 010, India
Tél: (91-771) 534-356 ou 224-649
Fax: (91-771) 234-283

Kerala University Library [dépot]
Palayam
Trivandrum, Kerala 695 034, India
Tél: (91-471) 247-7844
Fax: (91-471) 244-7158
Web: <http://www.keralauniversity.edu>

British Library (Ahmedabad) [régional]
Bhaikaka Bhavan
Law Garden
Ellisbridge
Ahmedabad 380 006, India

British Library (Hyderabad) [régional]
Sarovar Centre, 5-9-22
Hyderabad 500 063, India

British Library (Bangalore) [régional]
39 St. Mark's Road
Bangalore 560 001, India

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Allied Publishers Ltd.
751 Mount Road
Madras 600 002, India
Tél : (91-44) 852-3938
Fax : (91-44) 852-0649
E-mail : aplchn@vsnl.net

Bookwell Head Office
2/72, Nirankari Colony
Delhi, 110 009
Tél : (91-11) 725-1283
Sales Office: 24/4800, Ansari Road
Darya Ganj
New Delhi 110 002, India
Tél : (91-11) 326-8786 ou 325-7264
Fax : (91-11) 328-1315
E-mail : bkwell@nde.vsnl.net.in

Anand Associates
1219 Stock Exchange Tower
12th Floor
Dalal Street
Mumbai 400 023, India
Tél : (91-22) 272-3065 ou 272-3066
Fax : (91-22) 272-3067
E-mail : thrupti@vsnl.com
Web : <http://www.myown.org>

Team Spirit (India) Pvt. Ltd.
B-1, Hirk Centre
Sardar Patel Chowk
Nehru Park
Vastrapur
Ahmedabad 380 015, India
Tél : (91-79) 676-4489
E-mail : business@teamspiritindia.net

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Better Health Systems for India's Poor: Findings, Analysis, and Options*
- *Energy Demand in Five Major Asian Developing Countries: Structure and Prospects*
- *Incentives for Joint Forest Management in India: Analytical Methods and Case Studies*
- *India: Achievements and Challenges in Reducing Poverty*
- *India: Alleviating Poverty through Forest Development*
- *India: Five Years of Stabilization and Reform and the Challenges Ahead*
- *India: Macroeconomics and Political Economy, 1964-1991*
- *India: Sustaining Rapid Economic Growth*

- *India: The Challenges of Development*
- *India: The Dairy Revolution*
- *India's Family Welfare Program: Moving to a Reproductive and Child Health Approach*
- *India's Public Distribution System: A National and International Perspective*
- *Leapfrogging? India's Information Technology Industry and the Internet*
- *Measuring the Impact of Climate Change on Indian Agriculture*
- *Participation in Project Preparation: Lessons from World Bank-Assisted Projects in India*
- *The Pharmaceutical Industry in India and Hungary: Policies, Institutions, and Technological Development*
- *Satisfying Urban Thirst: Water Supply Augmentation and Pricing Policy in Hyderabad City, India*
- *Transferring Irrigation Management to Farmers in Andhra Pradesh, India*

Indonésie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation 
Jakarta Stock Exchange Building, Tower 2
Floor 12
Sudirman Central Business District
Jl. Jenderal, Sudirman Kav. 52-53
Jakarta 12190, Indonesia
Tél : (62 21) 5299 3000 ou 5299 3001 (main); (62 21) 5299 3146 ou 5299 3140 (direct)
Fax : (62 21) 5299 3002 ou 5299 3111
Web : <http://www.worldbank.or.id>

Dépôt et Bibliothèques régionales

Universitas Udayana [régional]
Departemen Pendidikan Nasional
UPT Perpustakaan
Kampus Bukit-Jimbaran
Bali 80364, Indonesia
Tél : (62 361) 702 772
Fax : (62 361) 702 765

Bandung Institute of Technology Library
[régional]
Central Library
Jalan Ganesya 10a
Bandung 40132, Indonesia
Tél : (62 22) 250 0089
Fax : (62 22) 250 0089

Bogor Agricultural University Library [dépôt]
P.O. Box 199
Kampus IPB Darmaga
Bogor 16001, Indonesia

Tél : (62 251) 621 073
Fax : (62 251) 623 166
Web : <http://www.ipb.ac.id>

Catholic University of Indonesia [régional]
Centre for Societal Development Studies
Library
Jalan Jenderal, Sudirman 51
Jakarta 12930, Indonesia
Tél : (62 21) 570 3306
Fax : (62 21) 573 4355
Web : <http://www.atmajaya.ac.id>

National Library of Indonesia [dépôt]
Deputy of Collection Dev. and Inf. Svc.
Jl. Salemba Raya 28A
Jakarta, Pusat 10002, Indonesia
Tél : (62 21) 315 4864
Fax : (62 21) 310 3554

Sekretariat General of DPR RI [dépôt]
Library
KA Unit Perpustakaan
Jalan Gatot Subroto
Jakarta, Pusat 10270, Indonesia
Tél : (62 21) 575 6079
Fax : (62 21) 575 6068

University of Mataram [régional]
Library
Jl. Majapahit 62
Lombok NTB, Indonesia
Tél : (62 370) 632 470
Fax : (62 370) 636 041

Universitas Sam Ratulangi [régional]
Departemen Pendidikan Nasional
UPT Perpustakaan
Jalan Kampus
Manado 95115, Indonesia
Tél : (62 431) 863 386
Fax : (62 431) 863 386
E-mail : upt-perp-unsrat@yahoo.com

University of North Sumatra [régional]
University Library
Jalan Perpustakaan 1
Kampus USU
Medan 20155, Indonesia
Tél : (62 61) 821 3526
Fax : (62 61) 821 3108

Riau University [régional]
Central Library
Kampus Bina Widya, Km 12.5
Simpang Baru
Pekanbaru 28293, Indonesia

Tél : (62 761) 63276
Fax : (62 761) 63276

Mulawarman University [régional]
UPT Perpustakaan
Kotak Pos 1068
Jl. Kuaro Kampus Gunung Kelua
Samarinda, Indonesia
Tél : (62 541) 739 892
Fax : (62 541) 739 892
E-mail : perpus@yahoo.com
Web : <http://www.unmul.ac.id>

Sepuluh Nopember Institute of Technology (ITS)
Library [dépôt]
UPT Perpustakaan ITS
Kampus ITS, Sukolilo
Surabaya 60111, Indonesia
Tél : (62 31) 593 774
Fax : (62 31) 593 7774

Universitas Diponegoro [régional]
UPT Perpustakaan
Jl. Prof. Sudarto, SH
Gedung Widya Puraya
Tembalang-Semarang, Indonesia
Tél : (62 24) 746 0042
Fax : (62 24) 746 0036

Hasanuddin University Library [dépôt]
Tamalanrea, Km 10
Ujung Pandang 90245, Indonesia
Tel and Fax : (62 411) 587 027
Web : <http://www.unhas.ac.id>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Ada Utama
Jl. Melawai Raya 22, Room #5,
Kebayoran Baru,
Jakarta,
Tél : +62 21 727 93614,
E-mail : Adautama@Cbn.Net.Id

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Energy Demand in Five Major Asian Developing Countries: Structure and Prospects*
- *Indonesia: Environment and Development*
- *Indonesia: The Challenges of World Bank Involvement in Forests*
- *Macroeconomic Policies, Crises, and Long-Term Growth in Indonesia, 1965-90*
- *The Microfinance Revolution: Lessons from Indonesia*

République islamique d'Iran

Dépôt et Bibliothèques régionales

Iran Banking Institute [dépôt]

Library

205 Pasdaran Ave.

P.O. Box 19395

Tehran, Iran

Tél: (98 21) 284 8000

Fax: (98 21) 284 2618

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Ketab Sara Co. Publishers

P.O. Box 15745-733

Tehran 15117, Iran

Tél: (98 21) 871 6104

Fax: (98 21) 871 2479

E-mail: ketab-sara@neda.net.ir

Kowkab Publishers

P.O. Box 19575-511

Tehran, Iran

Tél: (98 21) 258 3723

Fax: (98 21) 258 3723

E-mail: info@kowkabpublishers.com

Retourne sur les publications: 75 %

Irlande

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Dublin [dépôt]

Trinity College Library

College Street

Dublin 2, Ireland

Tél: (353 1) 608 2342

Fax: (353 1) 671 9003

Web: <http://www.tcd.ie/library/opub.htm>

Israël

Dépôt et Bibliothèques régionales

Development Study Center [dépôt]

Library

P.O. Box 2355

Rehovot 76122, Israel

Tél: (972 8) 947 4111

Fax: (972 8) 947 5884

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Yozmot Literature Ltd.

P.O. Box 56055

3 Yohanan Hasandlar St.

Tel Aviv 61560, Israel

Tél: (972 3) 5285 397

Fax: (972 3) 5285 397

Italie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

Via Labicana, 110

00184 Rome, Italy

Tél: (39 06) 77 7101

Fax: (39 06) 70 96046

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Rome, La Sapienza [dépôt]

Contabilita Naz. e Analisi dei Processi Sociali

Library

Piazzale A. Moro, 5

00185 Rome, Italy

Tél: (39 06) 445 3828

Fax: (39 06) 499 10720

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Licosa Libreria Commissionaria

Sansoni S.P.A.

Via Duca di Calabria 1/1

50125 Firenze, Italy

Tél: (39 55) 648 31

Fax: (39 55) 641 257


E-mail: licosa@licosa.com

Web: <http://www.licosa.com>

Jamaïque

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

Caribbean PIC 

University of the West Indies

Mona, Kingston 7, Jamaica

Tél: (876) 977-4366

Fax: (876) 927-1926

E-mail: cpic@uwimona.edu.jm

Dépôt et Bibliothèques régionales

Planning Institute of Jamaica [dépôt]

Documentation and Data Center

8 Ocean Boulevard

Kingston Mall, Jamaica

Tél: (876) 967-3690, 967-3691, ou 967-3692

Fax: (876) 967-3688 ou 967-4900

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Ian Randle Publishers Ltd.

11 Cunningham Avenue

Kingston 6, Jamaica

Tél: (876) 978-0739 ou 978-0745

Fax: (876) 978-1156

E-mail: sales@ianrandlepublishers.com

Web: <http://www.ianrandlepublishers.com>


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Chronic Illness and Retirement in Jamaica*
- *Health Care in Jamaica: Quality, Outcomes, and Labor Supply*
- *Urban Poverty and Violence in Jamaica*

Japon

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
10th Floor, Fukoku Seimei Building
2-2-2 Uchidaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japan
Tél: (81-3) 3597-6665
Fax: (81-3) 3597-6695
Web: <http://www.worldbank.or.jp>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (81-3) 3597-6657
Fax: (81-3) 3597-6698

MIGA

(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (81-3) 3597-9100
Fax: (81-3) 3597-9101
E-mail: mkogiso@worldbank.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Diet Library [dépôt]
Special Materials Department
Official Publications Division
1-10-1 Nagata-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-8924, Japan
Tél: (81-3) 3581-2331
Fax: (81-3) 3581-2290

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Eastern Book Service
3-13 Hongo 3-chome, Bunkyo-ku
Tokyo 113, Japan
Tél: (81-3) 3818-0861
Fax: (81-3) 3818-0864
E-mail: orders@svt-eps.co.jp
Web: <http://www.svt-eps.co.jp>

Sélection de titres

- *Catching Up to Leadership: The Role of Technology-Support Institutions in Japan's Casting Sector*
- *Intellectual Property Protection, Direct Investment, and Technology Transfer: Germany, Japan, and the United States*
- *Policy-Based Finance: The Experience of Postwar Japan*

Jordanie

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Jordan [dépôt]
Library
Queen Rania Al-Abdullah
Amman, Jordan
Tél: (962 6) 5355 000 ou 5355 099, ext. 3135
Fax: (962 6) 5355 570
Web: <http://www.ju.edu.jo>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Global Development Forum
P.O. Box 941488
Amman 11194, Jordan
Tél: (962 6) 4656 124
Fax: (962 6) 4656 123
E-mail: gdf@index.com.jo ou
gdf@ngoglobalforum.org


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *The Dynamics of Education Policymaking: Case Studies of Burkina Faso, Jordan, Peru, and Thailand*
- *Hashemite Kingdom of Jordan: Health Sector Study*
- *Poverty Alleviation in Jordan in the 1990s: Lessons for the Future*

Kazakhstan

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation 
41 Kazibeck bi Street, 4th Floor
480100 Almaty, Kazakhstan
Tél: (7-3272) 980 580
Fax: (7-3272) 980 581
Web: <http://www.worldbank.org.kz>

World Bank
Samal-12
473000 Astana, Kazakhstan
Tél: (7-3172) 580 555
Fax: (7-3272) 580 342

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library of Kazakhstan [dépôt]
Abai av. 14
Almaty, Kazakhstan
Tél: (7-3272) 627 956
Fax: (7-3272) 696 586
Web: <http://www.nlr.kz>


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Kazakhstan: A Review of Farm Restructuring*
- *Privatization of the Power and Natural Gas Industries in Hungary and Kazakhstan*

Kenya

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
Hill Park Building, Upper Hill Road
P.O. Box 30577
Nairobi, Kenya
Tél : (254-2) 260-400 ou 260 484
Fax : (254-2) 260-380 ou 260-381
Web : <http://www.worldbank.org/afr/ke>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (254-2) 260-341 ou 720-467
Fax : (254-2) 260-383 ou 717-390

IFC Africa Project Development Facility
International House, 6th Floor
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Tél : (254-2) 217-368, 217-369, ou 217-370
Fax : (254-2) 339-121 ou 330-436

Dépôt et Bibliothèques régionales

Moi University [dépôt]
Library
P.O. Box 3900
Eldoret, Kenya
Tél : (254-321) 433-09, 437-20, ou 436-20
Fax : (254-321) 432-75

University of Eastern Africa, Baraton [dépôt]
Library
P.O. Box 2500
Eldoret, Kenya
Tél : (254) 326-2625
Fax : (254) 326-2263

Kenya National Library Services
[dépôt]
National Reference and Bibliography Dept.
NR and BD
P.O. Box 30573
Ngong Road
Nairobi, Kenya
Tél : (254-2) 725-550 ou 725-551
Fax : (254-2) 721-749

Kenyatta University [dépôt]
Moi Library

P.O. Box 43844
Thika Road
Nairobi, Kenya
Tél : (254-2) 810-187
Fax : (254-2) 810-759
Web : <http://www.knls.or.ke>

Egerton University [dépôt]
Library
P.O. Box 536
Njoro, Kenya
Tél : (254-37) 612-65
Fax : (254-37) 613-89

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Legacy Books
Loita House
P.O. Box 68077
Nairobi, Kenya
Tél : (254-2) 330-853
Fax : (254-2) 330-854
E-mail : info@legacybookshop.com

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Pricing Policy in Eastern Africa: A Macroeconomic Simulation for Kenya, Malawi, Tanzania, and Zambia*
- *Land Resource Management in Machakos District, Kenya 1930-1990*

Kirghizstan

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
214 Moskovskaya Street
Bishkek 720010, Kyrgyz Republic
Tél : (996-312) 21-74-63
Fax : (996-312) 61-03-56
Web : <http://worldbank.org.kg>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (996-312) 61-06-50
Fax : (996-312) 61-03-56


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Kyrgyz Republic: Fiscal Sustainability Study*
- *Kyrgyz Republic: Strategy for Rural Growth and Poverty Alleviation*
- *Structural Adjustment in the Transition: Case Studies from Albania, Azerbaijan, Kyrgyz Republic, and Moldova*

Kosovo (Serbie et Monténégro)

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
35 Tirana Street
38000 Priština, Kosovo
Tél : (381-38) 249-459
Fax : (381-38) 249-780

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Voir Albanie

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Building Peace in South East Europe: Macroeconomic Policies and Structural Reforms Since the Kosovo Conflict*
- *Kosovo: Economic and Social Reforms for Peace and Reconciliation*


Koweït

Dépôt et Bibliothèques régionales

Arab Planning Institute [dépôt]
P.O. Box 5834
Safat 13059, Kuwait
Tél : (965) 484 7540 ou 484 3130,
ext. 311
Fax : (965) 484 2935 ou 464 1868
Web : <http://www.arab-api.org>

République démocratique populaire du Laos

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
Patou Xay, Nehru Road
Vientiane, Lao PDR
Tél : (856-21) 414-209, ext. 266
Fax : (856-21) 414-210

International Finance Corporation and IFC
Mekong Project Development Facility
Pathou Xay, Nehru Road
P.O. Box 9690
Vientiane, Lao PDR
Tél : (856-21) 450-017
Fax : (856-21) 450-020

Lesotho

Dépôt et Bibliothèques régionales

Lesotho National Library Services
[dépôt]
P.O. Box 52
Maseru 100, Lesotho

Tél : (266) 313 034
Fax : (266) 310 194

National University of Lesotho [régional]
Thomas Mofolo Library
P.O. Roma 180
Lesotho


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Lesotho: Development in a Challenging Environment: A Joint World Bank-African Development Bank Evaluation*

Lettonie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance
Corporation 
Smilsu Street 8
5th Floor
1162 Riga, Latvia
Tél : (371-7) 22-07-44
Fax : (371-7) 82-80-58
E-mail : LatviaOffice@worldbank.org
Web : <http://www.worldbank.org.lv>

Dépôt et Bibliothèques régionales

Liepajas Central Scientific Library [régional]
Zivju Street 7
3401 Liepaja, Latvia
Tél : (371-3) 42-45-70
Web : <http://www.czb.anet.lv>

National Library of Latvia [dépôt]

K. Barona Str. 14
1423 Riga, Latvia
Tél : (371-7) 28-08-51 ou 28-76-11
Fax : (371-7) 28-08-51
Web : <http://www.lnb.lv>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Janis Roze
15/3 Miera Street
1001 Riga, Latvia
Tél : (371-7) 50-15-62
Fax : (371-7) 37-09-22

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Latvia: The Transition to a Market Economy*

Liban

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
UN House, 6th Floor
Riad El-Sohl Square
P.O. Box 11-8577
Beirut, Lebanon
Tél: (961-1) 987 800
Fax: (961-1) 986 600

Ristourne sur les publications: 35 %

Libye

Dépôt et Bibliothèques régionales


Economics Research Center [dépôt]
Documentation and Information,
Library
P.O. Box 1300
132 Nasser Street
Benghazi, Libya
Tél: (218 61) 909 8198
Fax: (218 61) 909 0753

Ristourne sur les publications: 35 %

Lituanie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Jogailos g. 4
2001 Vilnius, Lithuania
Tél: (370-5) 210-76-80
Fax: (370-5) 210-76-81
E-mail: office@worldbank.lt
Web: <http://www.worldbank.lt>

Library 
Litimpeks Bank Building
IBRD/IFC Office, 12th Floor (entrance from
Benediktiniu Str.)
Vilniaus Str. 28
2600 Vilnius, Lithuania
Tél: (370-2) 618-262
Fax: (370-2) 226-829

Dépôt et Bibliothèques régionales

Kaunas County Public Library [régional]
Radastu 2
3000 Kaunas, Lithuania
Tél: (370-7) 324-248
Fax: (370-7) 324-250
Web: <http://www.kvb.lt>

P. Visinskis Siauliai County Public Library
[régional]
Ausros Aleja 62

5419 Siauliai, Lithuania
Tél: (370-41) 523-748
Fax: (370-41) 523-750
Web: <http://www.savb.lt>

Martynas Mazvydas National Library of
Lithuania [dépôt]
Gedimino pr. 51
2600 Vilnius, Lithuania
Tél: (370-2) 629-023 ou 628-112
Fax: (370-2) 629-023 ou 627-129
Web: <http://www.lnb.lt>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Humanitas
Zemaiciu Str. 31
3000 Kaunas, Lithuania
Tél: (370-7) 423-664 ou 220-333
Fax: (370-7) 423-653

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Lithuania: An Opportunity for Economic Success (Volume I: Main Report)*
- *Lithuania: An Opportunity for Success (Volume II: Analytical Background)*

Ex-République yougoslave de Macédoine

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance
Corporation
34 Leninova Street
91000 Skopje, Macedonia
Tél: (389-2) 11-71-59
Fax: (389-2) 11-76-27
Web: <http://www.worldbank.org.mk>


Dépôt et Bibliothèques régionales

University "Ss. Cyril and Methodius" [dépôt]
Faculty of Economics, Library
P.O. Box 550
Bul. Krste Misirkov BB
91000 Skopje, Macedonia
Tél: (389-91) 11-64-66 ou 22-32-45
Fax: (389-91) 11-87-01
Web: <http://www.eccf.ukim.edu.mk>

Ristourne sur les publications: 75 %

Madagascar

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
Anosy (près Ministère des Affaires Etrangères)

1, Rue Andriamifidy L. Razafimanantsoa
B.P. 4140
Antananarivo, Madagascar
Tél : (261-20) 22-560-22
Fax : (261-20) 22-333-38
Web : <http://www.worldbank.org/infoshop/madag.htm>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Education and Training in Madagascar: Toward a Policy Agenda for Economic Growth and Poverty Reduction*
- *Madagascar: An Agenda for Growth and Poverty Reduction (in French)*
- *Population Growth, Shifting Cultivation, and Unsustainable Agricultural Development: A Case Study in Madagascar*

Malaisie

Dépôt et Bibliothèques régionales

Yayasan Sabah [dépôt]
Borneo Research Library
Locked Bag 190
88745 Kota Kinabalu, Sabah, Malaysia
Tél : (60 88) 426 484
Fax : (60 88) 427 077

Asian and Pacific Development Center [régional]
Library
Pesiaran Duta
P.O. Box 12224
50770 Kuala Lumpur, Malaysia
Tél : (60 3) 651 1088
Fax : (60 3) 651 0316

South East Asian Central Banks [régional]
Research and Training Centre, Library
Lorong Universiti A
59100 Kuala Lumpur, Malaysia
Tél : (60 3) 758 5600
Fax : (60 3) 757 4616

Pustaka Negeri Sarawak [régional] (Sarawak State Library)
Jalan Pustaka off Jalan Stadium
Petra Jaya
93502 Kuching, Sarawak, Malaysia
Tél : (60 82) 442 000
Fax : (60 82) 449 944
E-mail : librarian@sarawaknet.gov.my
Web : <http://www.pustaka-sarawak.com>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

University of Malaya Cooperative Bookshop, Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru

59700 Kuala Lumpur, Malaysia
Tél : (60 3) 756 5000
Fax : (60 3) 755 4424
E-mail : umkoop@tm.net.my

MDC Publishers Printers Sdn. Bhd.
MDC Building
2718, Jalan Permata Empat
Taman Permata, Ulu Kelang
53300 Kuala Lumpur, Malaysia
Tél : (60 3) 4108 6600
Fax : (60 3) 4108 1506
E-mail : mdcpp@mdcpp.com.my
Web : <http://www.mdcpp.com.my>

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Investing in Maternal Health in Malaysia and Sri Lanka*
- *Malaysia: Enterprise Training, Technology, and Productivity*
- *Malaysia: Growth, Equity, and Structural Transformation*

Malawi

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank ☐☐
2nd Floor, Development House
P.O. Box 30557
Capital City
Lilongwe 3, Malawi
Tél : (265) 780 611
Fax : (265) 781 158

Dépôt et Bibliothèques régionales

Chitedze Agricultural Research Station [dépôt]
Agricultural Research and Technical Services
P.O. Box 158
Lilongwe, Malawi
Tél : (265) 767 222
Fax : (265) 784 184

National Library Service [dépôt]
Technical Services Department
P.O. Box 30314
Capital City
Lilongwe 3, Malawi
Tél : (265) 783 700
Fax : (265) 781 616

University of Malawi [dépôt]
Chancellor College Library
P.O. Box 280
Zomba, Malawi
Tél : (265) 522 222
Fax : (265) 523 225

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Book Sales and Distribution Company Ltd.

P.O. Box 32008

Chichiri

Blantyre 3, Malawi

Tel and Fax : (265) 1620 073 ou (265) 1636 049

E-mail : bsad@africa-online.net

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Pricing Policy in Eastern Africa: A Macroeconomic Simulation for Kenya, Malawi, Tanzania, and Zambia*
- *Leveling the Playing Field: Giving Girls an Equal Chance for Basic Education—Three Countries' Efforts*
- *Small Enterprises Adjusting to Liberalization in Five African Countries*
- *Who Benefits from Public Education Spending in Malawi?: Results from the Recent Education Reform*

Malte

Dépôt et Bibliothèques régionales

Central Bank of Malta [dépôt]

Information Services

Castille Place

Valletta CMR 01, Malta

Tél : (356) 247 480

Fax : (356) 247 489

Web : <http://www.centralbankmalta.com>

Mali

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

Immeuble SOGEFIH

Quartier du Fleuve

Centre Commercial rue 321

B.P. 1864

Bamako, Mali

Tél : (223) 22-22-83, 22-32-01, 22-88-67, ou

22-88-69

Fax : (223) 22-66-82

PIC 

Centre Djoliba (Centre Ville)

B.P. 1864

Bamako, Mali

Tél : (223) 22-22-83 ou 22-32-01

Fax : (223) 22-66-82 ou 22-88-67

Dépôt et Bibliothèques régionales

Centre Djoliba [dépôt]

Documentation et Débats Publics

B.P. 298

Avenue Modibo KEITA

Rue Raymond Poincaré Porte 8

Bamako, Mali

Tél : (223) 22-83-32

Fax : (223) 22-46-50

Web : <http://www.malinet.ml/pratique/> centredjo


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Small Enterprises Adjusting to Liberalization in Five African Countries*

Maroc

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation 

7, rue Larbi Ben Abdellah

Souissi, Ravat, Morocco

Tél : (212-7) 63 60 50

Fax : (212-7) 63 60 51

Dépôt et Bibliothèques régionales

Centre National de Documentation [dépôt]

Avenua Al Haj Cherkaoui

Quartier des Ministeres

Haut Agdal 10100, Morocco

B.P. 826

10004 Rabat, Morocco

Tél : (212 37) 77 30 13

Fax : (212 37) 77 31 34

E-mail : cnd@cnd.mpep.gov.ma

Web : <http://www.cndportal.net.ma>

Sélection de titres

- *Changing Patterns of Illiteracy in Morocco: Assessment Methods Compared*
- *How Does Schooling of Mothers Improve Child Health?: Evidence from Morocco*
- *Royaume du Maroc: Participation du secteur privé dans les infrastructures (in French)*

Mauritanie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 

Socogim Tevragh Zeina, Villa No. 30, Lot A

Quartier Socogim

B.P. 667

Nouakchott, Mauritania

Tél : (222) 25-10-17 ou 25-13-59

Fax : (222) 25-13-34

Ristourne sur les publications: 75 %

Maurice

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library of the Republic of Mauritius

[dépôt]

2nd Floor

Fon Sing Building

Edith Cavell Street

Port-Louis, Mauritanie

Tél : (230) 211-9891

Fax : (230) 210-7173

E-mail : natlib@itnet.mu

Ristourne sur les publications: 35 %

Mexique

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

Torre Mural

Insurgentes Sur 1605, Piso 24

San José Insurgentes

Mexico D.F. 03900, Mexico

Tél : (52 5) 480-4200

Fax : (52 5) 480-4271

International Finance Corporation

Prado Sur 240, Piso 4

Suite 402

Lomas de Chapultepec

Mexico D.F. 11000, Mexico

Tél : (52 5) 5520-6191

Fax : (52 5) 5520-5659

Dépôt et Bibliothèques régionales

Banco de México [dépôt]

Biblioteca

Apartado Postal No. 98 Bis

Marconi No. 2, Col. Centro

Delegación Cuauhtemoc

Mexico D.F. 06059, Mexico

Tél : (52 5) 237-2376

Fax : (52 5) 237-2380

Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de

Monterrey (ITESM) [régional]

Biblioteca, Centro de Información

Campus Monterrey

Avenida Eugenio Garza Sada, No. 2501

Sucursal de Correos "J" Monterrey

Nuevo Leon 64849, Mexico

Tél : (52 8) 358-2000, ext. 4020

Fax : (52 8) 358-6850

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Alfaomega Grupo Editor

Pitágoras 1139

Col. Del Valle

México D.F.

México

Tél : (52) 5575 5022

Fax : (52) 5575 2420

E-mail : universitaria@alfaomega.com.mx

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Beyond Privatization: The Second Wave of Telecommunications Reforms in Mexico*
- *Black December: Banking Instability, the Mexican Crisis, and Its Effect on Argentina*
- *The Economics of Gender in Mexico: Work, Family, State, and Market*
- *Irrigation Management Transfer in Mexico: Process and Progress*
- *Latin America after Mexico: Quickening the Pace*
- *Managing Disaster Risk in Mexico: Market Incentives for Mitigation Investment*
- *Mexico: A Comprehensive Development Agenda for the New Era*
- *Private Solutions for Infrastructure in Mexico*

Mongolie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

11-A Peace Avenue

Ulaanbaatar 210648, Mongolia

Tél : (976-1) 312-647

Fax : (976-1) 312-645

Web : <http://www.worldbank.org.mn>

International Finance Corporation

(même adresse que la Banque mondiale)

Tél : (976-1) 312-694

Fax : (976-1) 312-696

Dépôt et Bibliothèques régionales

Women for Social Progress Movement [dépôt]

"Parliament" Internet library

Building of National History Museum

Northern Entrance, Room 2

POB-20A

Ulaanbaatar 11, Mongolia

Tél : (976-1) 328-291

Fax : (976-1) 322-340

E-mail : wsp@magicnet.mn

Ristourne sur les publications: 75 %

Moldavie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

76/6 Sciussev Street

2012 Chisinau, Moldova
Tél: (373-2) 237-065
Fax: (373-2) 237-053

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (373-2) 233-565 ou 232-737
Fax: (373-2) 233-908

Dépôt et Bibliothèques régionales
Academy of Economic Studies [dépôt]
Library
59 Banulescu-Bodoni Str.
2005 Chisinau, Moldova
Tél: (373-2) 242-663
Fax: (373-2) 221-968
Web: <http://www.lib.ase.md>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Land Reform and Farm Restructuring in Moldova: Progress and Prospects*
- *Moldova: Moving to a Market Economy*
- *Moldova: Poverty Assessment*
- *Structural Adjustment in the Transition: Case Studies from Albania, Azerbaijan, Kyrgyz Republic, and Moldova*

Mozambique

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank and International Finance Corporation
Avenue Kenneth Kaunda, 1224
Caixa Postal 4053
Maputo, Mozambique
Tél: (258-1) 492-841, 492-851, 492-861, ou 492-871
Fax: (258-1) 492-893

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library of Mozambique
[dépôt]
25 de Setembro Av #1348
CP 141 Maputo, Mozambique
Tél: (258-1) 425-676

Universidade Eduardo Mondlane [dépôt]
Directorate of the Documentation Services
P.O. Box 1169
Avenida Julius Nyerere
Campus Universitário
Maputo, Mozambique
Tél: (258-1) 492-875
Fax: (258-1) 493-174
E-mail: bibweb@nambu.uem.mz

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Rebuilding the Mozambique Economy: Assessment of a Development Partnership*

Namibie


Dépôt et Bibliothèques régionales
National Library of Namibia [dépôt]
Library and Archives Services
Private Bag 13349
Chr. Mugabe/Korner Street
Windhoek, Namibia
Tél: (264 61) 293 5300
Fax: (264 61) 293 5321

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Case Studies in War-to-Peace Transition: The Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in Ethiopia, Namibia, and Uganda*

Népal

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank 
Yak and Yeti Hotel Complex
Lal Durbar, Durbar Marg
G.P.O. Box 798
Kathmandu, Nepal
Tél: (977-1) 226 792 ou 226 793, ext. 102
Fax: (977-1) 225 112
Web: <http://www.bishwabank.org.np>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (977-1) 268 123 ou 439 571
Fax: (977-1) 223 443
E-mail: SouthAsia@ifc.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

Tribhuvan University [dépôt]
Central Library
Kirtipur, Kathmandu, Nepal
Tél: (977-1) 330 834
Fax: (977-1) 331 964
Web: <http://www.nepalnet.org.np/tucl/home.htm>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Everest Media International Services (P.) Ltd.
G.P.O. Box 5443
Kathmandu, Nepal
Tél: (977-1) 416 026

Fax : (977-1) 250 176
E-mail : emispltd@wlink.com.np

Bazaar International
228 Sanchaya Kosh Building
G.P.O. Box 2480, Tridevi Marg
Kathmandu, Nepal
Tél : (977-1) 255 125
Fax : (977-1) 229 437
E-mail : bazaar@mos.com.np

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Forest Management in Nepal: Economics and Ecology*
- *Urban Air Quality Management Strategy in Asia: Kathmandu Valley Report*

Nouvelle-Zélande

Dépôt et Bibliothèques régionales

Parliamentary Library [dépôt]
International Documents Section
Parliament House
Wellington 1, New Zealand
Tél : (64 4) 471 9611
Fax : (64 4) 471 2551
Web : <http://www.ps.parliament.govt.nz/library.htm>

Nicaragua

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial
De los Semaforos de la Centroamérica
400 mts. abajos
Segundo Piso Edificio SYSCOM
Managua, Nicaragua
Tél : (505-2) 70-000
Fax : (505-2) 70-0077

Dépôt et Bibliothèques régionales

Instituto Centroamericano de Administración de Empresas [dépôt]
Library
P.O. Box 2485
Km. 15-1/2 Carretera Sur
Managua 2, Nicaragua
Tél : (505-2) 658-141
Fax : (505-2) 658-617

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Hispamer
Costado Este UCA
Managua, Nicaragua
Tél : (505-2) 78-1210
Fax : (505-2) 78-0825

E-mail : hispamer@cablenet.com.ni
Web : <http://www.hispamer.com.ni>

Ristourne sur les publications: 75 %

Niger

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank []
42 rue des Dallols
B.P. 12402
Niamey, Niger
Tél : (227) 73 59 29 ou 73 49 66
Fax : (227) 73 55 06

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *The Niger Household Energy Project: Promoting Rural Fuelwood Markets and Village Management of Natural Woodlands*

Nigeria

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank []
Plot 433 Yakubu Gowon Crescent, Opp.
ECOWAS Secretariat
Asokoro District
P.O. Box 2826
Garki Abuja, Nigeria
Tél : (234-9) 3145269 ou 3145275
Fax : (234-9) 3145267

International Finance Corporation and Africa
Project Development Facility
Maersk House
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island
Lagos, Nigeria
Tél : (234-1) 2626455 through 2626464
Fax : (234-1) 2626465 ou 2626466

Dépôt et Bibliothèques régionales

Nnamdi Azikiwe University [dépôt]
University Library
P.M.B. 5025
Awka
Anambra State, Nigeria
Tél : (234-90) 503265

University of Calabar Library [dépôt]
P.M.B. 1115
Calabar
Cross River State, Nigeria
Tél : (234-87) 221697
Fax : (234-87) 221766

Nigerian Institute of Social and Economic
Research [dépôt]
Library
P.M.B. 5
U.I. Post Office
Ojoo

Ibadan, Nigeria
Tél: (234-2) 8102904, ext. 243
Fax: (234-2) 8101194

Nigerian Industrial Development Bank Ltd.
[régional]
Library
P.O. Box 2357
63/71, Broad Str.
Lagos, Nigeria
Tél: (234-1) 2662259, 2663470, ou 2663495,
ext. 18
Fax: (234-1) 2665286 ou 2666733

Nigerian Institute of International Affairs
[régional]
13/15 Kofo Abayomi Road
Victoria Island
G.P.O. Box 1727
Lagos, Nigeria
Tél: (234-1) 22615606
Fax: (234-1) 22611360

University of Nigeria [dépôt]
Nnamdi Azikiwe Library
Anambra UL
Nsukka, Enugu State, Nigeria
Tél: (234-42) 771444
Fax: (234-42) 770644

Distribution des publications du Groupe de la Banque

University Press Plc
Three Crowns Building Jericho
P.M.B. 5095
Ibadan, Nigeria
Tél: (234-22) 411356
Fax: (234-22) 412056
E-mail: unipress@skannet.com

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Contraceptive Use and the Quality, Price, and Availability of Family Planning in Nigeria*
- *State, Community, and Local Development in Nigeria*

Norvège

Dépôt et Bibliothèques régionales
Chr. Michelsen Institute [dépôt]
Library


Fantoftvegen 38
5892 Bergen, Norway
Tél: (47 5) 557 4191
Fax: (47 5) 557 4166
Web: <http://www.cmi.no/library/library.htm>

Oman

Dépôt et Bibliothèques régionales
Oman Ministry of National Economy [dépôt]
Information and Documentation Center
Box 881 PC 113
Muscat, Oman
Tél: (968) 604 852
Fax: (968) 698 467
Web: <http://www.moneoman.gov.om>

Ristourne sur les publications: 35 %

Ouzbékistan

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank Resident Mission 
43 Academician Suleimanova Street
Tashkent 700017, Uzbekistan
Tél: (998-71) 133-50-02, 133-21-85, ou
133-62-05
Fax: (998-71) 133-62-15


International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (998-71) 133-21-85, 139-49-88, ou
120-62-14
Fax: (998-71) 133-05-51 ou 120-62-15

Dépôt et Bibliothèques régionales
State Library of Republic of Uzbekistan (named
after Alisher Navoi) [régional]
Mustakillik Square, 5
Tashkent 700000, Uzbekistan
Tél: (998-71) 139-43-41
Fax: (998-71) 139-16-58

University of World Economy and Diplomacy
[dépôt]
Library
Bujuk Ipak Yuli Street, 54
Tashkent 700077, Uzbekistan
Tél: (998-71) 267-58-38
Fax: (998-71) 267-09-00

Ristourne sur les publications: 75 %

Pakistan

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank 
20-A, Shahrah-e-Jamhuriat
Ramna 5 (G-5/1)

Islamabad, Pakistan
Tél : (92-51) 279-641
Fax : (92-51) 279-648
Web : <http://www.worldbank.org.pk>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (92-51) 2279-631, 2279-632, ou 2279-633
Fax : (92-51) 2824-335

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Agriculture [dépôt]
Department of Library
Faisalabad, Pakistan
Tél : (92-411) 625-583
Fax : (92-411) 647-846

Pakistan Institute of Development Economics
[dépôt]
Library and Documentation Division
P.O. Box 1091
Islamabad 44000, Pakistan
Tél : (92-51) 921-4041 ou 920-6610
Fax : (92-51) 921-0886

Applied Economics Research Centre [dépôt]
Library
University of Karachi
P.O. Box 8403
University Road
Karachi 75270, Pakistan
Tél : (92-21) 496-4284, 474-749, ou 474-384
Fax : (92-21) 496-9229

Lahore University of Management Sciences
[régional]
Library
Opposite Sector U
L.C.C.H.S, Lahore-Cantt.
Lahore 54792, Pakistan
Tél : (92-42) 572-2670 through 572-2679
Fax : (92-42) 572-2591
E-mail : library.lums.edu.pk

Punjab Economic Research Institute [dépôt]
Planning and Development Department
Government of Punjab
184-M, Gulberg-III
Lahore 54660, Pakistan
Tél : (92-42) 588-4947
Fax : (92-42) 588-4948

Pakistan Academy for Rural Development
[dépôt]
Library
P.O. University Town
Peshawar, Pakistan

Tél : (92-521) 921-6200 through 921-6202
Fax : (92-91) 921-6278

University of Baluchistan [dépôt]
Central Library
Sariab Road
Quetta, Pakistan
Tél : (92-81) 921-1247
Fax : (92-81) 921-1288, 921-1277

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Mirza Book Agency
65 Shahrah-e-Quaid-e-Azam
Lahore 54000, Pakistan
Tél : (92-42) 735-3601
Fax : (92-42) 576-3714
E-mail : merchant@brain.net.pk

Oxford University Press
5 Bangalore Town, Sharae Faisal
P.O. Box 13033
Karachi 75350, Pakistan
Tél : (92-21) 446-307, 449-032, ou 440-532
Fax : (92-21) 454-7640 ou 449-032
Web : <http://www.oup.com.pk>

Pak Book Corporation
Aziz Chambers 21
Queen's Road
Lahore, Pakistan
Tél : (92-42) 636-3222 ou 636-0885
Fax : (92-42) 636-2328
E-mail : pbcb@brain.net.pk

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Improving Women's Health in Pakistan*
- *Leveling the Playing Field: Giving Girls an Equal Chance for Basic Education—Three Countries' Efforts*
- *The Next Ascent: An Evaluation of the Aga Khan Rural Support Program, Pakistan*
- *Strategic Reforms for Agricultural Growth in Pakistan*

Panama

Dépôt et Bibliothèques régionales

Universidad de Panamá [dépôt]
Sistema de Bibliotecas de la Universidad de Panamá
Biblioteca Interamericana Simón Bolívar
Campus Universitario
Estafeta Universitaria
Panama City, Panama
Tél : (507) 223 8786
Fax : (507) 223 3734

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Panama Poverty Assessment: Priorities and Strategies for Poverty Reduction*

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Papua New Guinea [dépôt]
Michael Somare Library
P.O. Box 319
University Post Office
National Capital District
Tél: (675) 326 7280 ou 326 7480
Fax: (675) 326 7187
Web: <http://www.ps.parliament.gov.nz/library.htm>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Gender Analysis in Papua New Guinea*

Paraguay

Dépôt et Bibliothèques régionales

Universidad Nacional de Asunción [dépôt]
Facultad de Ciencias Agrarias
Biblioteca
Casilla de Correos No. 1618
Asunción, Paraguay
Tél: (595 21) 585 606, 585 609, ou 585 613
Fax: (595 21) 585 612

Ministry of Finance (CIDDI) [dépôt]
Information, Documentation, and Dissemination Center
Chile 252 c/Palma, 1st Floor
P.O. Box 473
Asunción, Paraguay
Tél: (595 21) 440 010 ou 440 017, ext. 271
Fax: (595 21) 448 283

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Ediciones Técnicas Paraguayas
Blas Garay 106 (es 4°) e/ Ind.
Nacional Asunción, Paraguay
Tél: (595 21) 496 778
E-mail: etp@cmm.com.py

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Competition Policy and MERCOSUR*
- *Surveillance of Agricultural Price and Trade Policies: A Handbook for Paraguay*

Pays-Bas

Dépôt et Bibliothèques régionales

Royal Tropical Institute (KIT) [dépôt]
Information, Library and Documentation (IBD)
U.N. Collection
P.O. Box 95001
1090 HA Amsterdam, Netherlands
Tél: (31 20) 568 8316
Fax: (31 20) 665 4423
Web: <http://www.kit.nl>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

De Lindeboom/Internationale Publicaties b.v.
M.A. de Ruyterstraat 20A
7482 BZ Haaksbergen, Netherlands
Tél: (31 53) 574 0004
Fax: (31 53) 572 9296
E-mail: books@delindeboom.com
Web: <http://www.delindeboom.com>

Pérou

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial
Avenida Alvarez Calderón 185
Piso 7, San Isidro
Lima, Peru
Tél: (51-1) 615-0660
Fax: (51-5) 421-7241

Dépôt et Bibliothèques régionales

Banco Central de Reserva del Perú [dépôt]
Centro de Inform y Documentación
Jiron Lampa No. 474
Apartado Postal No. 1958
Lima 100, Peru
Tél: (51-1) 427-6250
Fax: (51-1) 427-5880
Web: <http://www.bcrp.gob.pe>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Fundación del Libro Universitario - LIBUN
Av. Arequipa N° 3845, Lima 18, Perú
TeleFax: (511) 421-0160 / 421-0190 / 440-6587
E-mail: libun@libun.edu.pe
Web: <http://www.libun.edu.pe>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Trade Policies in the Andean Group: Issues and Options*
- *The Dynamics of Education Policymaking: Case Studies of Burkina Faso, Jordan, Peru, and Thailand*

- *An Environmental Study of Artisanal, Small, and Medium Mining in Bolivia, Chile, and Peru*
- *Peru: Improving Health Care for the Poor*
- *Peruvian Education at a Crossroads: Challenges and Opportunities for the 21st Century*
- *Poverty and Social Developments in Peru, 1994–1997*

Philippines

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank Resident Mission and Knowledge for Development Center

Taipan Place Building, 23rd and Ground Floors

Emerald Avenue, Ortigas Center

Pasig City, Philippines

Tél: (63-2) 637-5855, ext. 3003; (63-2) 917-3034 ou 637-5855

Fax: (63-2) 917-3050 ou 637-5870

Web: <http://www.worldbank.org.ph>

International Finance Corporation

11th Floor, Tower One

Ayala Triangle, Ayala Avenue

Makati City 1200, Philippines

Tél: (63-2) 848-7333 ou 848-7338

Fax: (63-2) 848-7339

Dépôt et Bibliothèques régionales

Saint Mary's University [dépôt]

University Library

Bayombong, Nueva Vizcaya

Region 02, Philippines

Tél: (63-78) 321-3650

Fax: (63-78) 321-2117

Panay State Polytechnic College [dépôt]

Department of Library Services

PSPC Mambusao

Capiz 5807, Philippines

Tél: (63-36) 647-0212 ou 647-0101

University of San Carlos [dépôt]

Library System

P. del Rosario Street

Cebu City 6000, Philippines

Tél: (63-32) 254-0432

Fax: (63-32) 254-0432

Web: <http://www.econ.upd.edu.ph/aboutupse/library.htm>

Notre Dame University [dépôt]

Data Resource Centre

Notre Dame Avenue

Cotabato City 9600, Philippines

Tél: (63-64) 421-2698

Fax: (63-64) 421-4312

E-mail: ndu@ndu.fapenet.org

University of Southeastern Philippines [dépôt]
Library

Bo. Obrero

Davao City 8000, Philippines

Tél: (63-82) 221-7741

Fax: (63-82) 221-7737

University of the Philippines Los Banos [dépôt]

University Library

UP Los Banos

4031 College

Laguna, Philippines

Tél: (63-49) 536-2326 ou 536-2235

Fax: (63-49) 536-5081

Web: <http://www.uplb.edu.ph/admin/ovcre/lib>

Asian Institute of Management [dépôt]

Eugenio Lopez Foundation Building

Joseph R. McMicking Campus

123 Paseo de Rosas

Makati City 1260, Philippines

Tél: (63-2) 817-2663

Fax: (63-2) 893-3338 ou 867-2114

E-mail: wbpublishments@dataserve.aim.edu.ph

Web: <http://www.aim.edu.ph>

National Economic and Development Authority [dépôt]

Library

St. Josemaria Escriva Drive

Pasig City 1600, Philippines

Tél: (63-2) 631-3757 ou 631-0945 through

631-0956, ext. 113

Fax: (63-2) 631-3282 ou 631-3731

Web: <http://www.neda.gov.ph>

University of the Philippines [dépôt]

School of Economics

Library

Diliman

Quezon City 1101, Philippines

Tél: (63-2) 927-2044

Fax: (63-2) 921-3359

Web: <http://www.econ.upd.edu.ph/aboutupse/library.htm>

Western Mindanao State University [dépôt]

Library, College of Public Administration and Development Studies

San José Road, Baliwasan

Zamboanga City 7000, Philippines

Tél: (63-62) 993-0944 ou 992-2837

Fax: (63-62) 991-1231

E-mail: library@wmsu.edu.ph

Web: <http://www.wmsu.edu.ph>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

F & J de Jesus, Inc.
7636 Guijo cor. Sacred Heart Sts.,
San Antonio Village 1200 Makati City,
Philippines
Tél : +632 8902213/8902208/8995997
Fax : +632 8969095
E-mail : fnjph@yahoo.com

International Booksource Center Inc.
1127-A Antipolo St.
Barangay, Venezuela
Makati City, Philippines
Tél : (63-2) 896-6501
Fax : (63-2) 896-6497

Asian Institute of Management
(Same as under Depository and Regional
Libraries)

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Household Responses to Poverty and Vulnerability, Volume 3: Confronting Crisis in Commonwealth, Metro Manila, Philippines*
- *The Manila Water Concession: A Key Government Official's Diary of the World's Largest Water Privatization*
- *Philippines: From Crisis to Opportunity*

Pologne

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Warsaw Financial Center, 9th Floor
53 Emilii Plater St.
00-113 Warsaw, Poland
Tél : (48-22) 520-8000
Fax : (48-22) 520-8001
Web : <http://www.worldbank.org.pl>

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (48-22) 520-6100
Fax : (48-22) 520-6101

Dépôt et Bibliothèques régionales

Gdansk Institute for Market Economics
[régional]
Library
Do Studzienki 63
80-227 Gdansk, Poland
Tél : (48-58) 341-1535
Fax : (48-58) 341-0620

Krakow University of Economics [dépôt]
Main Library

ul. Rakowicka 27
31-510 Krakow, Poland
Tél : (48-12) 421-0336 ou 616-7739
Fax : (48-12) 421-0706

Narodowy Bank Polski [dépôt]
Research Department
Central Library
ul. Swietokrzyska 11/21
00-919 Warsaw, Poland
Tél : (48-22) 653-1773 ou 826-7786
Fax : (48-22) 653-1593
Web : <http://www.nbp.pl>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

International Publishing Service
Ul. Piekna 31/37
00-677 Warsaw, Poland
Tél : (48-2) 628-6089
Fax : (48-2) 621-7255
E-mail : books@ips.com.pl
Web : <http://www.ips.com.pl>

A.B.E. Marketing
Ul. Grzybowska 37A
00-855 Warsaw, Poland
Tél : (48-22) 654-0675
Fax : (48-22) 682-2233 ou 682-17 24
E-mail : info@abe.com.pl

Ars Polona
7 Krakowskie Przedmiescie
00-950 Warsaw, Poland
Tél : (42-22) 826-4758
E-mail : Books119@Arspolona.Com.Pl

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Competitiveness and Employment: A Framework for Rural Development in Poland*
- *Overcoming Obstacles to Liberalization of the Telecom Sector in Estonia, Poland, the Czech Republic, Slovenia, and Hungary: An Overview of Key Policy Concerns and Potential Initiatives to Facilitate the Transition Process*
- *Poland: Complying with EU Environmental Legislation*
- *Poland: Income Support and the Social Safety Net during the Transition*
- *Poland: Policies for Growth with Equity*
- *Poland Country Assistance Review: Partnership in a Transition Economy*
- *Poland's Labor Market: The Challenge of Job Creation*

- *Private Sector Development during Transition: The Visegrad Countries*
- *The Role of Foreign Direct Investment and Trade Policies in Poland's Accession to the European Union*
- *Trade and Cost Competitiveness in the Czech Republic, Hungary, Poland, and Slovenia*
- *Welfare and the Labor Market in Poland: Social Policy during Economic Transition*

Portugal

Dépôt et Bibliothèques régionales

Universidade do Minho [dépôt]

Servicos de Documentação

Largo do Paço

4709 Braga codex, Portugal

Tél: (351 53) 604 150 ou 604 151

Fax: (351 53) 678 590

Universidade da Beira Interior [dépôt]

Servicos de Documentação

Rua-R. Marquês d'Ávila e Bolama

6200 Covilha, Portugal

Tél: (351 75) 319 826

Fax: (351 75) 319 744

Instituto Superior de Economia e Gestão [dépôt]

Biblioteca CID/ISEG

Rua Miguel Lupi, 20

1200 Lisboa, Portugal

Tél: (351 1) 392 2888

Fax: (351 1) 397 2684

Roumanie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

Boulevard Dacia 83, Sector 2

Bucharest, Roumanie

Tél: (40-1) 210-1804

Fax: (40-1) 210-2021

Web: <http://www.worldbank.org.ro>

International Finance Corporation

(même adresse que la Banque mondiale)

Tél: (40-1) 211-2866

Fax: (40-1) 211-3141

Dépôt et Bibliothèques régionales

Institute for World Economy [dépôt]

Library

Calea 13 Septembrie, Nr. 13

Sector 5 C.P. 42-13

Bucharest 76117, Roumanie

Tél: (40-1) 410-5596

Fax: (40-1) 410-5020

Biblioteca Centrala Universitara "Lucian Blaga"

[dépôt]

Economics Reading Room

Str. Clinicilor Nr. 2

3400 Cluj-Napoca

Tél: (40-64) 197-092

Fax: (40-64) 197-633

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Financial Markets, Credit Constraints, and Investment in Rural Romania*

Royaume-Uni

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

New Zealand House, 15th Floor

Haymarket

London SW1Y 4TE, England

Tél: (44-20) 7930-8511

Fax: (44-20) 7930-8515

International Finance Corporation

4 Millbank

London SW1P 3JA, England

Tél: (44-20) 7222-7711

Fax: (44-20) 7976-8323

Dépôt et Bibliothèques régionales

British Library [dépôt]

Overseas English Section

96 Euston Road

London NW1 2DB, England

Tél: (44-71) 412-7743

Fax: (44-71) 412-7563

Web: <http://www.bl.uk>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Eurospan

3 Henrietta Street

Covent Garden

London WC2E 8LU, England

Tél: (44-20) 7240-0856

Fax: (44-20) 7379-0609

E-mail: orders@edspubs.co.uk

Web: <http://www.eurospan.co.uk>

Stationery Office

51 Nine Elms Lane

London SW8 5DR, England

Tél: (44-870) 600-5522

Fax: (44-20) 7873-8242

E-mail: customer.services@theso.co.uk

Web: <http://www.theso.co.uk>

Russie, Fédération de

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Bolshaya Molchanovka, 36, Building 1
121069 Moscow, Russia
Tél : (7-095) 745-7000
Fax : (7-095) 967-1209
Web : <http://www.worldbank.org.ru/eng>

International Finance Corporation
7/5 Bolshaya Dmitrovka, Building 2
103009 Moscow, Russia
Tél : (7-095) 755-8818
Fax : (7-095) 755-8296

Dépôt et Bibliothèques régionales

Kuban State University [dépôt]
149 Stavropolskaya ul.
350040 Krasnodar, Russia
Tél : (7-8612) 699-552
Fax : (7-8612) 339-887

Institute of International Economic and Political
Studies [dépôt]
Library
Novocheryomushkinskaya, 46
117418 Moscow, Russia
Tél : (7-095) 128-8843
Fax : (7-095) 310-7061

Russian Economic Academy (named after G. V.
Plekhanov) [régional]
Library
Stremjanny per., d. 36, korp. 3
113054 Moscow, Russia
Tél : (7-095) 236-8645
Fax : (7-095) 237-9232

Russian State Library [dépôt]
Foreign Acquisition and International Stock
Exchange
3 Vozdvizhenka
101000 Moscow, Russia
Tél : (7-095) 202-8317
Fax : (7-095) 202-8317

St. Petersburg Economics and Finance University
[régional]
Library
30/32 Ekaterininskii Canal
191023 St. Petersburg, Russia
Tél : (7-812) 110-5711
Fax : (7-812) 110-5717
Web : <http://www.lib.finec.ru>

Voronezh State University [régional]
Scientific Library
Pr. Revolyutsii 24
394000 Voronezh, Russia
Tél : (7-732) 553-559
Fax : (7-732) 502-200

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Izdatelstvo "Ves Mir"
9 a, Kolpachnly pereulok
101831 Moscow, Russia
Tél : (7-95) 923-6839 ou 923-8568
Fax : (7-95) 925-4269
E-mail : vesmirorder@vesmirbooks.ru
Web : <http://www.vesmirbooks.ru>

Ristourne sur les publications: 35 %


Sélection de titres

- *Agricultural Reform in Russia: A View from the Farm Level*
- *Assisting Russia's Transition: An Unprecedented Challenge*
- *Building Trust: Developing the Russian Financial Sector*
- *Case-by-Case Privatization in the Russian Federation: Lessons from International Experience*
- *Dismantling Russia's Nonpayments System: Creating Conditions for Growth*
- *Enterprise Restructuring, Pollution, and Economic Policy in Russia*
- *Fiscal Management in Russia*
- *Food and Agricultural Policy in Russia: Progress to Date and the Road Forward*
- *Improving Women's Health Services in the Russian Federation: Results of a Pilot Project*
- *Investment Policy in Russia*
- *Reforming Education in the Regions of Russia*
- *The Role of Women in Rebuilding the Russian Economy*
- *Russia: Creating Private Enterprises and Efficient Markets*
- *Russia: Forest Policy during Transition*
- *Reforming Education in the Regions of Russia Subnational Budgeting in Russia: Preempting a Potential Crisis*
- *Russia: The Banking System during Transition*
- *Russian Federation: Toward Medium-Term Viability*
- *Russian Trade Policy Reform for WTO Accession*
- *Russian Views of the Transition in the Rural Sector: Structures, Policy Outcomes, and Adaptive Responses*
- *Russia's Transition to a New Federalism*
- *Social Assessments for Better Development: Case Studies in Russia and Central Asia*

- *The TB and HIV/AIDS Epidemics in the Russian Federation*
- *Unemployment, Restructuring, and the Labor Market in Eastern Europe and Russia*

Rwanda

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
 SORAS Building
 Boulevard de la Revolution
 B.P. 609
 Kigali, Rwanda
 Tél : (250) 72-204 ou 77-746
 Fax : (250) 76-385

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Bookshop Ikirezi
 Avenue de la Paix
 P.O. Box 443, Kigali
 Tél : + 250 571314 / 570298
 Fax : + 250 571314
 E-mail : Ikirezi@Rwanda1.Com

Ristourne sur les publications: 75 %

Samoa


Dépôt et Bibliothèques régionales

National University of Samoa [dépôt]
 P.O. Box 5768
 Apia, Samoa
 Tél : (685) 20072
 Fax : (685) 20938

Ristourne sur les publications: 75 %

Sénégal

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
 3, place de l'Indépendance
 Immeuble SDIH
 5ème Étage
 B.P. 3296
 Dakar, Senegal
 Tél : (22-1) 823-3630, ext. 132
 Fax : (22-1) 823-7993

International Finance Corporation
 3, place de l'Indépendance
 Immeuble SDIH, 7th Floor
 B.P. 3296
 Dakar, Senegal
 Tél : (22-1) 822-9561 ou 822-6470
 Fax : (22-1) 823-7993

Dépôt et Bibliothèques régionales

U.N. African Institute for Economic
 Development and Planning [régional]
 Library
 Rue du 18 juin
 B.P. 3186
 Dakar, Senegal
 Tél : (22-1) 823-1020
 Fax : (22-1) 822-2964

Université Cheikh Anta Diop de Dakar [dépôt]
 Bibliothèque
 B.P. 2006
 Dakar, Senegal
 Tél : (22-1) 824-6981 ou 823-0279
 Fax : (22-1) 824-2379
 Web : <http://www.ucad.sn>

Ristourne sur les publications: 75 %


Sélection de titres

- *Small Enterprises Adjusting to Liberalization in Five African Countries*

Serbie et Monténégro

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
 Bulevar Kralja Aleksandra 86-90
 Belgrade, Serbia
 Tél : (381-11) 3023 723
 Fax : (381-11) 3023 732
 Web : <http://www.worldbank.org.yu>

PIC/Library 
 Kneginje Zorke 96-98
 11000 Belgrade, Serbia
 Tél : (381-11) 3023 750
 Fax : (381-11) 3023 740

Dépôt et Bibliothèques régionales

Institute of Economic Sciences
 [dépôt]
 Library
 Zmaj Jovina 12
 11000 Belgrade, Serbia
 Tél : (381-11) 622 357
 Fax : (381-11) 181 471
 E-mail : ien@ien.bg.ac.yu
 Web : <http://www.ien.bg.ac.yu>

Library/Research Center [régional]
 National Bank of Yugoslavia
 Bulevar Kralja Aleksandra 15
 11000 Belgrade, Serbia
 Tél : (381-11) 3240 992

Fax : (381-11) 3240 992
E-mail : biblio@nbj.sv.gov.yu
Web : <http://www.nbj.yu>

University of Podgorica [régional]
Library
Cetinjski put bb
81000 Podgorica, Montenegro
Tél : (381-81) 265 013
Fax : (381-81) 265 013

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Building Peace in South East Europe: Macroeconomic Policies and Structural Reforms Since the Kosovo Conflict*
- *Kosovo: Economic and Social Reforms for Peace and Reconciliation*

Sierra Leone

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank Liaison Office
14 Wilberforce Street
Freetown, Sierra Leone
Tél : (232-22) 227-488 ou 227-555
Fax : (232-22) 228-555

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Health Reform in Africa: Lessons from Sierra Leone*

Singapour

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
10 Shenton Way, #15-08
MAS Building
Singapore 079117
Phone: (65) 6324 4612
Fax: (65) 6324 4615
Web : <http://www.worldbank.org/sg>

Multilateral Investment Guarantee Agency
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (65) 6324 4612
Fax : (65) 6324 4615

Dépôt et Bibliothèques régionales

National Library Board [dépôt]
91 Stamford Road
Singapore 178896
Tél : (65) 337 7355
Fax : (65) 332 3248
Web : <http://www.nlb.gov.sg>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Taylor and Francis
240 Macpherson Road, #08-01
Pines Industrial Building
Singapore 348574
Tél : (65) 741 5166
Fax : (65) 742 9356
E-mail : info@hemisphere.com.sg
[Also distributes to Brunei, China, Myanmar, and Taiwan (China)]

Sélection de titres

- *Judiciary-Led Reforms in Singapore: Framework, Strategies, and Lessons*

Slovaquie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Grosslingova 35
811 09 Bratislava, Slovak Republic
Tél : (421) 2-59 337 317
Fax : (421) 2-59 337 450
Web : <http://www.worldbank.sk>

Dépôt et Bibliothèques régionales

Slovak Academy of Sciences [dépôt]
Central Library
Klemensova 19
814 67 Bratislava 1, Slovak Republic
Tél : (421) 2-52 926 321
Fax : (421) 2-52 921 733
Web : <http://www.uk.sav.sk>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Slovart G.T.G. Ltd.
Krupinská 4
P.O. Box 152
852 99 Bratislava 5, Slovak Republic
Tél : (427) 2-63 839 471, 2-63 839 472, ou 2-63 839 473
Fax : (427) 2-63 839 485
E-mail : gtg@internet.sk

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Private Sector Development during Transition: The Visegrad Countries*
- *Slovak Republic: A Strategy for Growth and European Integration*
- *Slovak Republic: Living Standards, Employment, and Labor Market Study*
- *Slovakia: Restructuring for Recovery*

Slovénie

Dépôt et Bibliothèques régionales

Centre for International Cooperation and
Development [régional]
Library
Kardeljeva ploscad
1000 Ljubljana, Slovenia
Tél: (386 61) 168 1372
Fax: (386 61) 168 1585

Institute for Economic Research [dépôt]
Library
Kardeljeva ploscad 17
1000 Ljubljana, Slovenia
Tél: (386 61) 345 787
Fax: (386 61) 342 760
Web: <http://www.ier.si>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Gospodarski vestnik Publishing Group
Dunajska cesta 5
1000 Ljubljana, Slovenia
Tél: (386 61) 133 8347
Fax: (386 61) 133 8030

Sélection de titres

- *Communal Infrastructure in Slovenia: Survey of Investment Needs and Policies Aimed at Encouraging Private Sector Participation*
- *Overcoming Obstacles to Liberalization of the Telecom Sector in Estonia, Poland, the Czech Republic, Slovenia, and Hungary: An Overview of Key Policy Concerns and Potential Initiatives to Facilitate the Transition Process*
- *Slovenia: Economic Transformation and EU Accession, Volume 1: Summary Report*
- *Slovenia: Economic Transformation and EU Accession, Volume 2, Main Report*
- *Trade and Cost Competitiveness in the Czech Republic, Hungary, Poland, and Slovenia*

Sri Lanka

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
73/5 Galle Road
Colombo 3, Sri Lanka
Tél: (94-1) 448-070
Fax: (94-1) 440-357

International Finance Corporation
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél: (94-1) 448-070, ext. 325
Fax: (94-1) 471-536
E-mail: SriLanka@ifc.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

Central Bank of Sri Lanka [régional]
Library and Information Center
Level 9
30 Janadhipathi Mawatha
P.O. Box 590
Colombo 1, Sri Lanka
Tél: (94-1) 873-247
Fax: (94-1) 867-383

Marga Institute [dépôt]
Information Services Division
93/10 Dutugemenu Street
Kirulapone
Colombo 6, Sri Lanka
Tél: (94-1) 828-544
Fax: (94-1) 828-597
Web: <http://www.lanka.net/marga>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Vijitha Yapa Bookshop
Unity Plaza
2 Galle Road, Colombo 4
Sri Lanka
Tél: +94-11 259-6960
E-mail: Vijiyapa@Sri.Lanka.Net
Web: <http://www.vijithayapabookshop.com>

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Investing in Maternal Health in Malaysia and Sri Lanka*
- *Sri Lanka's Rubber Industry: Succeeding in the Global Market*
- *Sri Lanka's Tea Industry: Succeeding in the Global Market*

Soudan

Dépôt et Bibliothèques régionales

Arab Organization for Agricultural Development
[dépôt]
Arab Center for Agricultural Documentation
P.O. Box 474
St. No. 7, Al-Amarat
Khartoum, Sudan
Tél: (249 11) 472 176 ou 472 183
Fax: (249 11) 471 402

Suisse

Bureaux du Groupe de la Banque

3, chemin Louis-Dunant
Case Postale 66
1211 Geneva 20, Switzerland

Tél : (41-22) 748-1000
Fax : (41-22) 748-1030

Dépôt et Bibliothèques régionales

Mandat International
Documentation Centre
31, chemin William Rappard
1293 Bellevue, Switzerland
Tél : (41-22) 959-8855
Fax : (41-22) 959-8851
Web : <http://www.mandint.org>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

ADECO Van Diermen Editions Techniques
Ch. de Lacuez 41
1807 Blonay, Switzerland
Tél : (41-21) 943-2673
Fax : (41-21) 943-3605

Librarie Payot S.A.
Cotes-de-Montbenon 30
1002 Lausanne, Switzerland
Tél : (41-21) 341-3229
Fax : (41-21) 341-3235
E-mail : institutionnel@payot-librairie.ch

Swaziland

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Swaziland [dépôt]
Library
Private Bag No. 4
Kwaluseni, Swaziland
Tél : (268) 518 4011 ou 518 5108
Fax : (268) 518 276

Ristourne sur les publications: 75 %

Suède

Dépôt et Bibliothèques régionales


Library for Economic Sciences [dépôt]
Uppsala University
Box 513
751 20 Uppsala, Sweden
Tél : (46 18) 471 1461
Fax : (46 18) 510 149
E-mail : ekonomikum@ub.uu.se
Web : <http://www.ub.uu.se/sam/ekon>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Akademibokhandeln
Master Samuelsgatan 32
103 94 Stockholm, Sweden
Tél : (46 8) 613 6100
Fax : (46 8) 222 543
Web : <http://www.akademibokhandeln.se>

Tadjikistan

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank and International Finance Corporation 
Rudaki Avenue 105
Dushanbe 743001, Tadjikistan
Tél : (992) 372 21-03-81 ou 372 21-07-56
Fax : (992) 372 51-00-42

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Tadjikistan: The Transition to a Market Economy*

Taiwan, Chine

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Tycoon Information Inc.
Attn: Ms. Eileen Chen
5 Floor, No. 500
Chang-Chun Road
Taipei 105, Taiwan, China
Tél : (866 2) 8712 8886
Fax : (866 2) 8712 4747 ou 8712 4777
E-mail : tycoon00@ms36.hinet.net

Tanzanie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Samora Avenue
P.O. Box 2054
Dar-es-Salaam, Tanzania
Tél : (255-51) 36410 ou 38355
Fax : (255-51) 113039
Web : <http://www.worldbank.org/afr/tz>

PIC

50 Mirambo Street
Dar-es-Salaam 4th Floor
P.O. Box 2054
Dar-es-Salaam, Tanzania
Tél : (255-51) 114575, ou 116199
Fax : (255-51) 3039

Dépôt et Bibliothèques régionales

Eastern and Southern African Management Institute [dépôt]
Library and Documentation Center
P.O. Box 3030
Njiro Hill
Arusha, Tanzania
Tél : (255-27) 2508384
Fax : (255-27) 2508285

Institute of Finance Management [dépôt]
Library and Information
P.O. Box 3918
Shabaan Robert Street
Dar-es-Salaam, Tanzania
Tél: (255-51) 123666 ou 112931 through 112934
Fax: (255-51) 112935

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Pricing Policy in Eastern Africa: A Macroeconomic Simulation for Kenya, Malawi, Tanzania, and Zambia*
- *Agriculture in Tanzania Since 1986: Follower ou Leader of Growth?*
- *Land Degradation in Tanzania: Perception from the Village*
- *The Quality and Availability of Family Planning Services and Contraceptive Use in Tanzania*
- *Small Enterprises Adjusting to Liberalization in Five African Countries*
- *Tanzania: Social Sector Review*
- *Tanzania at the Turn of the Century: Background Papers and Statistics*
- *Tanzania at the Turn of the Century: From Reforms to Sustained Growth and Poverty Reduction*

Tchad

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Quartier Curvette St. Martin
B.P. 146
N'Djamena, Chad
Tél: (235-52) 3247 ou 3360
Fax: (235-52) 4484

Ristourne sur les publications: 75 %

République tchèque

Bureaux du Groupe de la Banque

International Finance Corporation
Husova 5
1100 00 Prague, Czech Republic
Tél: (420-2) 24 401 402
Fax: (420-2) 24 401 41

Dépôt et Bibliothèques régionales

Ekonomicko-správní Fakulta
Masarykovy Univerzity v Brne [régional]
Středisko vedeckých informací
ESF MU, SVI
Lipova 41 A
659 79 Brno, Czech Republic
Tél: (420-5) 4352 3202
Fax: (420-5) 4352 3222
Web: <http://www.econ.muni.cz/svi>

State Scientific Library [dépôt]
Smetanovy sady 2
305 48 Plzen, Czech Republic
Tél: (420-19) 722 4249 ou 722 6482
Fax: (420-19) 224 776

Charles University in Prague [dépôt]

CERGE-EI Library
P.O. Box 882
Politických veznu 7
111 21 Prague 1, Czech Republic
Tél: (420-2) 24 005 180 ou 24 005 145
Fax: (420-2) 24 211 374 ou 24 227 143
Web: <http://library.cerge.cuni.cz>

National Library in Prague [dépôt]

Central Library of Economic Sciences
Klementinum 190
Prague 1, Czech Republic
Tél: (420-2) 21 663 260
Fax: (420-2) 21 663 261
Web: <http://www.npkp.cz>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Dovoz Tisku Praha
Suweco CZ, CR 01/1751
Ceskomoravska 21 180 21
Prague 9, Czech Republic
Tél: (420-2) 66 035 364
Web: <http://import@suweco.cz>

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres


- *Czech Republic: Capital Market Review*
- *Czech Republic: Completing the Transformation of Banks and Enterprises*
- *Czech Republic: Enhancing the Prospects for Growth with Fiscal Stability*
- *Czech Republic: Intergovernmental Fiscal Relations in the Transition*
- *Czech Republic: Toward EU Accession*
- *Food and Agriculture in the Czech Republic: From a "Velvet" Transition to the Challenges of EU Accession*
- *Overcoming Obstacles to Liberalization of the Telecom Sector in Estonia, Poland, the Czech Republic, Slovenia, and Hungary: An Overview of Key Policy Concerns and Potential Initiatives to Facilitate the Transition Process*
- *Private Sector Development during Transition: The Visegrad Countries*
- *Trade and Cost Competitiveness in the Czech Republic, Hungary, Poland, and Slovenia*

Thaïlande

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank Resident Mission
14th Floor, Diethelm Tower A
93/1 Wireless Road
Bangkok 10330, Thaïlande
Tél : (66-2) 256-7792, ext. 322
Fax : (66-2) 256-7794
Web : <http://www.worldbank.or.th>

International Finance Corporation
17th Floor, Diethelm Tower A
93/1 Wireless Road
Bangkok 10330, Thaïlande
Tél : (66-2) 650-9253 through 650-9258
Fax : (66-2) 650-9259

International Information Center 
Center for Academic Resources,
5th Floor
Chulalongkorn University
Bangkok 10330, Thaïlande
Tél (CU) : (66-2) 218-2952
Tel (WB) : (66-2) 256-7792, ext. 322
Fax (CU) : (66-2) 215-3617
Fax (WB) : (66-2) 256-7794

MIGA Thaïlande
(même adresse que la Banque mondiale)
Tél : (66-9) 851-2046
Fax : (66-5) 322-6527
E-mail : ibadenoch@worldbank.org

Dépôt et Bibliothèques régionales

International Information Center
[dépôt]
Center of Academic Resources
Chulalongkorn University
Phya Thai Street
Bangkok, Thaïlande
Tél : (66-2) 218-2952
Fax : (66-2) 215-3617

National Institute of Development
Administration [dépôt]
Library and Information Center
Thanon Serithai
Klong Chan, Bangkapi
Bangkok 10240, Thaïlande
Tél : (66-2) 377-5070
Fax : (66-2) 375-9026
Web : <http://www.nida.ac.th>

Thaïlande Development Research Institute
[régional]
Library and Information Center

565 Soi Ramkhamhaeng 39
Wangthonglang District
Bangkok 10310, Thaïlande
Tél : (66-2) 718-5460, ext. 429
Fax : (66-2) 718-5461 ou 718-5462
Web : <http://www.info.tdri.or.th>

Khon Kaen University [dépôt]
Engineering Library
Khon Kaen 40002, Thaïlande
Tél : (66-43) 362-161
Fax : (66-43) 363-161

Distribution des publications du Groupe de la Banque

B2S (Books to Stationery)
Jewelry Trade Center Building
12th Floor, South Tower
919/555 Silom Road
Bangrak
Bangkok 10500, Thaïlande

CentraC Books Distribution Co. Ltd.
306 Silom Road
Bangkok 10500, Thaïlande
Tél : (66-2) 367-5030 through 367-5041, ext. 178
Fax : (66-2) 367-5049


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Back from the Brink: Thailand's Response to the 1997 Economic Crisis*
- *The Dynamics of Education Policymaking: Case Studies of Burkina Faso, Jordan, Peru, and Thailand*
- *Energy Demand in Five Major Asian Developing Countries: Structure and Prospects*
- *Successful Conversion to Unleaded Gasoline in Thailand*
- *Thailand: The Institutional and Political Underpinnings of Growth*
- *Thailand's Macroeconomic Miracle: Stable Adjustment and Sustained Growth*

Timor oriental

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
Avenida dos Direitos Humanos
Dili, Timor-Leste
Tél : (670) 390 324 648, ext. 304
Fax : (670) 390 321 178
Mobile : (61) 407 101 536

Ristourne sur les publications: 75 %

Togo

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

169 Boulevard du 13 janvier

Immeuble BTCL, 8ème étage

B.P. 3915

Lomé, Togo

Tél: (228) 215569 ou 215777

Fax: (228) 217856

Ristourne sur les publications: 75 %

Trinidad et Tobago

Bureaux du Groupe de la Banque

International Finance Corporation

Mutual Center

16 Queen's Park West

Port-of-Spain, Trinidad, W.I.

Tél: (868) 628-5074

Fax: (868) 622-1003

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of the West Indies [dépôt]

Main Library

St. Augustine, Trinidad, W.I.

Tél: (868) 662-2002

Fax: (868) 662-9238

Web: <http://www.mainlib.uwi.tt>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Systematics Studies Ltd.

St. Augustine Shopping Center

Eastern Main Road

St. Augustine, Trinidad, W.I.

Tél: (868) 645-8466

Fax: (868) 645-8467

[Distributes to the Caribbean]

Ristourne sur les publications: 35 %

Tunisie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

1, Blvd. Bab Benat, 1035

Tunis, Tunisia

Tél: (216-1) 436 475

Fax: (216-1) 436 475

Dépôt et Bibliothèques régionales

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

[régional]

Université de Sfax Library

Route de l'Aérodrome, Km 4

B.P. 1088

Sfax 3018, Tunisia

Tél: (216-4) 279 034

Fax: (216-4) 279 139

Institut d'Economie Quantitative [dépôt]

Département d'Assistance à la Recherche

27, rue de Liban

Tunis 1002, Tunisia

Tél: (216-1) 802 044

Fax: (216-1) 787 034

University of Tunis III [dépôt]

Main Library

29, rue Asdrubal

Tunis 1002, Tunisia

Tél: (216-1) 787 502 ou 788 768

Fax: (216-1) 788 768

Sélection de titres

- *From Universal Food Subsidies to a Self-Targeted Program: A Case Study in Tunisian Reform*
- *Higher Education in Tunisia: Challenges and Opportunities*
- *Tunisie: Étude sur la Strategie des Transports (in French)*

Turkmenistan

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank Liaison Office and International

Finance Corporation

United Nations Building

Atabaev Street, 40

Ashgabat 744000, Turkmenistan

Tél: (993-12) 350-477

Fax: (993-12) 351-693

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Turkmenistan: An Assessment of Leasehold-Based Farm Restructuring*

Turquie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank

Ugur Mumcu Caddesi 88, Kat 2

06700 Gaziosmanpasa

Ankara, Turkey

Tél: (90-312) 446-3824

Fax: (90-312) 446-2442

Web: <http://www.worldbank.org.tr>

PIC 

(même adresse que la Banque mondiale)

Tél: (90-312) 468-4527 ou 468-4124

Fax: (90-312) 468-4526

International Finance Corporation
Is Kuleleri
Kule II, Kat 3
80620 4. Levent
Istanbul, Turkey
Tél : (90-212) 282-4001
Fax : (90-212) 282-4002

Dépôt et Bibliothèques régionales

Middle East Technical University
[régional]
Library
Inonu Bulvari
Eskisehir Yolu
06531 Ankara, Turkey
Tél : (90-312) 210-2782
Fax : (90-312) 210-1119
Web : <http://www.lib.metu.edu.tr>

Statistical, Economic, and Social Research and
Training Centre for Islamic Countries [dépôt]
Library
Attar Sokak No. 4
G.O.P. 06700
Ankara, Turkey
Tél : (90-312) 468-6172
Fax : (90-312) 467-3458
Web : <http://www.sesrtcic.org>

Bilkent University Library [régional]
06533 Bilkent
Ankara, Turkey
Tél : (90-312) 266-4472
Fax : (90-312) 266-4391
Web : <http://library.bilkent.edu.tr>

Anadolu University [régional]
Main Library
Yunus Emre Kampusu
26470 Eskisehir, Turkey
Tél : (90-222) 335-2553
Fax : (90-222) 335-2553

Bogaziçi University [dépôt]
Central Library
80815 Bebek
Istanbul, Turkey
Tél : (90-212) 257-5016
Fax : (90-212) 257-5016

Ege University [dépôt]
Central Library
Avrupa Documantasyon Merkezi
(Eur. Doc. Centre)
Bornova 35100
Izmir, Turkey

Tél : (90-232) 388-4642 ou 388-1741
Fax : (90-232) 388-1100

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Dünya Aktüel A.S.
"Globus" Dünya Basinevi
100, Yil Mahallesi
34440 Bagcilar-Istanbul, Turkey
Tél : (90-212) 629-0808
Fax : (90-212) 629-4689 ou 629-4627
E-mail : dunya@dunya-gazete.com.tr

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Informal Settlements, Environmental Degradation, and Disaster Vulnerability: Turkey Case Study*
- *Social Assessment and Agricultural Reform in Central Asia and Turkey*
- *Turkey: Informatics and Economic Modernization*

Ouganda

Bureaux du Groupe de la Banque
World Bank and International Finance
Corporation ☐☐
Rwenzori House, 1st Floor,
1 Lumumba Avenue, Plot 1
P.O. Box 4463
Kampala, Uganda
Tél : (256 41) 230094, 231061, ou 231062
Fax : (256 41) 230092
Web : <http://www.worldbank.org/afr/ug>

Dépôt et Bibliothèques régionales

Makerere University [dépôt]
Main Library
P.O. Box 16002
Kampala, Uganda
Tél : (256 41) 531041
Web : <http://www.makeere.ac.ug/services/library.htm>

Parliament of Uganda [régional]
Library, Research, and Information Services
P.O. Box 16002
Kampala, Uganda
Tél : (256 41) 235461 ou 347440
Fax : (256 41) 235461

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Gustro Limited
P.O. Box 9997
Madhvani Building

Plot 16/4, Jinja Road
Kampala, Uganda
Tél : (256 41) 251467
Fax : (256 41) 251468
E-mail : gus@utlonline.co.ug

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Adult Literacy Programs in Uganda*
- *Case Studies in War-to-Peace Transition: The Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants in Ethiopia, Namibia, and Uganda*
- *Health Care in Uganda: Selected Issues*
- *Private Solutions for Infrastructure: Opportunities for Uganda*
- *Uganda: Growing Out of Poverty*
- *Uganda: Policy, Participation, People*
- *Uganda: Post-Conflict Reconstruction*
- *Uganda: Social Sectors*
- *Uganda: The Challenge of Growth and Poverty Reduction*
- *Uganda's AIDS Crisis: Its Implications for Development*
- *Uganda's Recovery: The Role of Farms, Firms, and Government*

Ukraine

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
2 Lysenko Street
01034 Kiev, Ukraine
Tél : (380-44) 490-6671, 490-6672, ou 490-6673
Fax : (380-44) 490-6670
Web : <http://www.worldbank.org.ua>

International Finance Corporation
4 Bogomoltsa Street
01024 Kiev, Ukraine
Tél : (380-44) 253-0539
Fax : (380-44) 490-5830

Dépôt et Bibliothèques régionales

Ukrainian Academy of Public Administration
[dépôt]
President of Ukraine, Library
20 Eugene Pottier Street
03057 Kiev, Ukraine
Tél : (380-44) 441-7672
Fax : (380-44) 446-9436

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Land Reform and Farm Restructuring in Ukraine*
- *Land Reform in Ukraine: The First Five Years*

- *Ukraine: Restoring Growth with Equity: A Participatory Country Economic Memorandum*
- *Ukraine: Review of Farm Restructuring Experiences*
- *Ukraine: The Agriculture Sector in Transition*

Uruguay

Dépôt et Bibliothèques régionales

Oficina de Planeamiento y Presupuesto [dépôt]
Biblioteca
Ed. Libertad (P. Baja)
Luis A. De Herrera 3350
Montevideo 11600, Uruguay
Tél : (598-2) 472-110, ext. 1067
Fax : (598-2) 487-5889

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Librería Técnica Uruguaya
Colonia 1543, Piso 7, Of. 702
Casilla de Correo 1518
Montevideo 11000, Uruguay
Tél : (598-2) 487-2110
Fax : (598-2) 413-448
E-mail : ltu@cs.com.uy
Web : <http://www.opp.gub.uy/bibca.htm>

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Competition Policy and MERCOSUR*
- *The Effects of Protectionism on a Small Country: The Case of Uruguay*

Vanuatu

Dépôt et Bibliothèques régionales

Reserve Bank of Vanuatu [dépôt]
Library, Research Department
Private Mail Bag 062
Port Vila, Vanuatu
Tél : (678) 233 33
Fax : (678) 242 31

Ristourne sur les publications: 75 %

République bolivarienne du Venezuela

Bureaux du Groupe de la Banque

Banco Mundial
Edificio Torre Edicampo, Piso 9
Avda. Francisco de Miranda con Avda. Del Parque
Campo Alegre
Caracas 1060, R.B. de Venezuela
Tél : (58-2) 267-9943
Fax : (58-2) 267-9828

Dépôt et Bibliothèques régionales

Banco Central de Venezuela Biblioteca Ernesto Peltzer [dépôt]
Torre Financiera

Piso 16, Avda. Urdaneta, Esq. de Santa Capilla
Apartado Postal No. 2017
Caracas 1010, R.B. de Venezuela
Tél: (58-2) 801-8817 ou 801-5021
Fax: (58-2) 861-0048 ou 801-8706

Instituto de Estudios Superiores de Administración [dépôt]

Biblioteca Lorenzo Mendoza Fleury
Apartado 1640
Av. IESA, Edificio IESA
San Bernardino
Caracas 1011A, R.B. de Venezuela
Tél: (58-2) 552-8712 ou 555-4362
Fax: (58-2) 551-3664
Web: <http://www.iesa.edu.ve/biblioteca>

Instituto Autonomo de Servicios de Bibliotecas e Información del Estado Merida [dépôt]

Oficial
Calle 25 Ayachuch
Entre Avenidas 5 y 6 Edificio Invi
Merida, Estado Merida, R.B. de Venezuela
Fax: (58-74) 636-729

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Tecni-Ciencia Libros, S.A.
Centro Ciudad Comercial Tamanaco
Nivel C-2
Caracas, R.B. de Venezuela
Tél: (58-2) 959-5547
Fax: (58-2) 959-5636

Ristourne sur les publications: 35 %

Sélection de titres

- *Agricultural Trade Policies in the Andean Group: Issues and Options*

Vietnam

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
63 Ly Thai To Street
Hanoi, Vietnam
Tél: (84-4) 934-6600, ext. 234
Fax: (84-4) 934-6597
Web: <http://www.worldbank.org.vn>

Vietnam Development Information Center 

63 Ly Thai To Street, Ground Floor
Hanoi, Vietnam

Tél: (84-4) 934-6845
Fax: (84-4) 934-6847
Web: <http://www.vdic.org.vn>

International Finance Corporation and IFC
Mekong Project Development Facility
63 Ly Thai To Street, 7th Floor
Hanoi, Vietnam
Tél: (84-4) 824-7892
Fax: (84-4) 824-7898

IFC Mekong Project Development Facility
Unit 3B, Somerset Chancellor Court
21-23 Nguyen Thi Minh Khai Street
District 1
Ho Chi Minh City, Vietnam
Tél: (84-8) 823-5266
Fax: (84-8) 823-5271

Dépôt et Bibliothèques régionales

Institute of World Economy [dépôt]
Information and Library Section
176 Thai Ha Street
Dong Da
Hanoi, Vietnam
Tél: (84-4) 857-3199, 857-4294, ou 857-2295
Fax: (84-4) 857-4316

Institute of Economic Research of Ho Chi Minh City [dépôt]
Information and Computer Department
175 Hai Ba Trung Street
District 3
Ho Chi Minh City, Vietnam
Tél: (84-8) 829-4641 ou 822-5638
Fax: (84-8) 824-3896

Thu Vien Khoa Hoc Tong Hop [dépôt]
General Sciences Library
69 Ly Tu Trong Street
P.O. Box 341
Ho Chi Minh City, Vietnam
Tél: (84-8) 822-5055
Fax: (84-8) 829-5632

Distribution des publications du Groupe de la Banque

FAHASA (Book Distribution Co. of Ho Chi Minh City)
246 Le Thanh Ton Street
District 1
Ho Chi Minh City, Vietnam
Tél: (84-8) 829-7638 ou 822-5446
Fax: (84-8) 822-5795
E-mail: fahasa-sg@hcm.vnn.vn
Web: <http://www.tlnt.com.vn/fahasa>

Vietnam Development Information Center
63 Ly Thai To Street, Ground Floor
Hanoi, Vietnam
Tél : (84-4) 934-6845
E-mail : ctran@worldbank.org

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Household Welfare and Vietnam's Transition*
- *Poverty, Social Services, and Safety Nets in Vietnam*
- *The Role of the Private Sector in Education in Vietnam: Evidence from the Vietnam Living Standards Survey*
- *Vietnam: Country Framework Report on Private Participation in Infrastructure*
- *Vietnam: Education Financing*

Yémen

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
P.O. Box 18152, Hadda Area,
Street No. 40, off Damascus Road,
Sana'a, Republic of Yemen
Tél : (967-1) 413 708
Fax : (967-1) 413 709

Dépôt et Bibliothèques régionales

Sana'a University [dépôt]
Central Library
Ma'in Post
P.O. Box 13732
Sana'a, Republic of Yemen
Tél : (967-1) 250 467
Fax : (967-1) 323 372
E-mail : library@y.net.ye

Sélection de titres

- *Economic Growth in the Republic of Yemen: Sources, Constraints, and Potentials*

Zambie

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank
Red Cross House, 2nd Floor
P.O. Box 35410
Long Acres
Lusaka, Zambia
Tél : (260-1) 252-811, 253-219, ou 253-223
Fax : (260-1) 254-283

PIC 

3rd Floor, Anglo-American Building
74 Independence Avenue
P.O. Box 35410

Lusaka, Zambia
Tél : (260-1) 252-811 ou 253-219
Fax : (260-1) 254-283

Dépôt et Bibliothèques régionales

Copperbelt University [dépôt]
Library
P.O. Box 21692
Kitwe, Zambia
Tél : (260-2) 222-066
Fax : (260-2) 223-972

University of Zambia [dépôt]
Institute of Economic and Social Research
Documentation and Information Unit
P.O. Box 30900
Lusaka, Zambia
Tél : (260-1) 294-131, 295-055, ou 294-673
Fax : (260-1) 294-291

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Transafrica Book Sales and Distributors
Company Ltd.
P.O. Box 30023
Lusaka, Zambia
Tél : (260-1) 226-960 ou 226-961
E-mail : transafr@coppernet.zm


Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Agricultural Pricing Policy in Eastern Africa: A Macroeconomic Simulation for Kenya, Malawi, Tanzania, and Zambia*
- *Listening to Farmers: Participatory Assessment of Policy Reform in Zambia's Agriculture Sector*
- *Zambia Country Assistance Review: Turning an Economy Around*

Zimbabwe

Bureaux du Groupe de la Banque

World Bank 
Old Lonrho House
88 Nelson Mandela Avenue
P.O. Box 2960
Harare, Zimbabwe
Tél : (263-4) 729-611 ou 729-613
Fax : (263-4) 708-659
Web : <http://www.worldbank.org.zw>

International Finance Corporation
101 Union Avenue, 7th Floor
Harare, Zimbabwe
Tél : (263-4) 794-868, 794-869, ou 794-860
Fax : (263-4) 793-805

IFC Africa Project Development Facility Office
Southampton House, 5th Floor
68-70 Union Avenue
P.O. Box UA 400
Harare, Zimbabwe
Tél : (263-4) 730-967, 730-968, ou 730-969
Fax : (263-4) 730-959

Dépôt et Bibliothèques régionales

University of Zimbabwe [dépôt]
Library
P.O. Box MP 45
Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe
Tél : (263-4) 303-211, ext. 1164
Fax : (263-4) 335-383
Web : <http://www.uz.ac.zw/library/index.html>

Distribution des publications du Groupe de la Banque

Rolden Trading and Prestige Books
13 Belgrave House
21 Aberdeen Road
Avondale
Harare, Zimbabwe
Tél : (263-4) 335-105
Fax : (263-4) 335-105
E-mail : books@prestigebooks.co.zw

Ristourne sur les publications: 75 %

Sélection de titres

- *Contraceptive Choice, Fertility, and Public Health in Zimbabwe*
- *Empowering Small Enterprises in Zimbabwe*
- *Why Has Poverty Increased in Zimbabwe?*

Index

A

- actionnaires. *Voir* pays membres
- Administrateurs (ED), 9, 169
- Administration et gestion
 - dans les entreprises, 117
 - dans les pays clients, 115-116
 - du Groupe de la Banque mondiale, 8-10
 - initiative pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, 106
- Administrative and Chief Support Group* (ACS), 24
- Afrique. *Voir* Moyen-Orient et Afrique du Nord; Afrique subsaharienne
- Afrique du Nord. *Voir* Moyen-Orient et Afrique du Nord; Afrique subsaharienne
- Afrique subsaharienne, 82-86
- Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), 8, 20-21
 - Afrique (subsaharienne), 82-86
 - Amérique latine et Caraïbes, 103
 - Asie de l'Est et Pacifique, 89
 - Asie du Sud, 93
 - bureaux régionaux, 25
 - conditions d'adhésion, 72, 77
 - Conseiller/médiateur en matière de conformité, 28
 - cooperative underwriting program*, 21
 - Département de l'évaluation des opérations, 28
 - dissuasion du gouvernement, 21
 - en bref, 20e
 - Europe et Asie centrale, 98
 - financements et prêts, 44, 54
 - Gestion financière, 27
 - Impact sur les communautés, 20-21
 - Moyen-Orient et Afrique du Nord, 106
 - objectifs, 20
 - points de contact, 148
 - politiques et procédure, 43
 - procédures et services, 20, 27, 53-55
 - ressources humaines, 27
 - secteur privé, 116-118
 - services généraux, 27
 - services juridiques, 21, 54-55
 - sites Internet, 20e
 - vice-président, 10
- agences bilatérales de développement, 63
- agriculture et développement rural, 110-111
- allègement de la dette, 111-112
 - stratégies, 37-38, 37e
- Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation, 94
- aménagement urbain, 112-113
- Amérique latine et Caraïbes, 100-103
 - Banque mondiale, 25
 - SFI, 25
- Alphabétisme, 92
- appréciation, projet, 56, 60
- arbitrage, 22-23
- arbitrage des différends. *Voir aussi* prévention des conflits et reconstruction, 21, 22
- Asie centrale. *Voir* Europe et Asie centrale
- Asie. *Voir* Asie de l'Est et Pacifique; Europe et Asie centrale; Asie du Sud
- Asie de l'Est et Pacifique, 87-90
 - crise financière, 50
- Asie du Sud, 91-94
- Assemblée annuelle de la Banque sur l'économie du développement, 53
- Assemblées annuelles, 8, 30-31
- Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale, 27

Association internationale pour le développement (IDA), 8, 13-16. *Voir aussi* Banque mondiale
 en bref, 16e
 financement et prêts, 15-16, 43-44, 77
 contributions et souscriptions cumulées, 17t
 cumulés en date de 2002, 45-46t
 interrompus en 2002, 36f
 taux et conditions, 58e
 historique, 13, 16
 membres, 14-15t, 16, 72, 77
 objectifs, 11, 15, 38
 prêts sans intérêt de (crédits de l'IDA), 43, 78
 site Internet, 16e
 statuts, 9, 17
 autonomisation et participation, 113-114

B

Banque asiatique de développement, 63, 90
 Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 63
 Banque inter-américaine de développement, 63
 Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), 8, 12-13. *Voir aussi* Banque mondiale
 administrateurs, 9
 en bref, 12e
 financement et prêts, 13, 43-44
 cumulés en date de 2002, 36f
 interrompus en 2002, 45-46t
 taux et conditions, 48e
 historique, 12
 membres, 13, 14-15t, 72, 77
 objectifs, 11, 12-13
 pays ayant reçu la mention « satisfaisant », 77, 78e
 points de contact, 147
 revenu net, 13
 site Internet, 12
 statuts, 9
 Banque mondiale, 11-16. *Voir aussi* thèmes du développement; *programme ou région spécifique*
 conditions d'adhésion, 14-15t
 cycle des projets, 55-60, 55f
 différences avec la SFI, 17, 25
 financement et prêts, 43-44, 47-51
 taux et conditions, 58b
 gestion des risques, 50-51
 gestion financière, 26-27, 44
 historique, 29, 31
 institutions. *Voir* Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); Association internationale pour

le développement (IDA)
 objectifs de développement pour le millénaire, 12
 objectifs, 11-12
 politique des opérations, 28
 produits et services, 51-53
 projets de développement. *Voir sujets spécifiques*
 relations extérieures, 26
 ressources humaines, 27
 services généraux, 27
 services juridiques, 28
 vice-présidences régionales, 25
 « Banque mondiale » ou « Groupe de la Banque mondiale » ?, 10-11
 banques multilatérales de développement (MDB), 62-633
 bases de données. *Voir* informations
 Base de données des compagnies de consultation (DACON), 66
 base de données des projets, 58, 77
 bibliothèques, 27, 60, 150, 183
 publications dans les bibliothèques de dépôt, 52-53
 BIRD. *Voir* Banque internationale pour la reconstruction et le développement
 Bonnes pratiques (BP), 39-40
 bourses d'études, 65-66
 bourses du Programme Robert S. McNamara, 66
 bureau des conflits d'intérêt, 28
 bureaux nationaux, 25

C

Cadre de développement global (CDF), 36-37, 113
 Cadre stratégique (SFP), 35
 Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), 38, 79, 113
 Caraïbes. *Voir* Amérique latine et Caraïbes
 carte du siège, 146
 CAS. *Voir* Stratégie d'assistance au pays
 CDF. *Voir* Cadre de développement global
 Centres d'informations du public (PIC), 25, 26, 59-60, 183
 Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), 8, 21-23
 conditions d'adhésion, 72
 Conseil d'administration, 8, 22
 en bref, 22e
 financement et prêts, 44
 historique, 22
 objectifs, 21-22
 points de contact, 148
 politiques et procédures, 43

produits et services, 55
 secrétaire général, 10
 site Internet, 22e
 types de services, 22-23
 CIRDI. *Voir* Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
 classification des pays membres, 73-77
 classification des projets proposés, 40
 Club de Londres, 112
 Club de Paris, 112
 Cofinancement, 50
 Comité de coordination du système des Nations Unies (CEB), 31
 Comité de développement, 30
 assemblées annuelles, 31
 Comité du Fonds monétaire international (CFMI), 30, 31
 Comité ministériel mixte des Conseils de la Banque et du Fonds sur le transfert des ressources réelles vers les pays en développement, 30
 Commerce, 114-115
 CommNet, 24, 26
 Communauté des États indépendants, 98
 condition de la femme, 127
 conférences, forums et sommets, 53
 Conseil des Gouverneurs, 8
 Assemblées annuelles, 30
 Comité de développement et, 30
 Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), 31
 Consultants, 66
 contrôle de la conformité, 41
 Convention sur le règlement des différends relatifs aux investissements, 22
Cooperative Underwriting Program (CUP), 21
 corruption et fraude
 constat de, 42e
 lutte, 134-135
 publications, 134
 crédits (IDA), 43, 79
 cycle des projets
 Banque mondiale, 55-60, 55e
 SFI, 60-62

D

débiteurs « mixtes », 13, 14t, 16, 77
 débouchés, 65-66
 département de l'environnement, 130
 département des petites et moyennes entreprises, 117
 département des services et des industries du monde, 117

département du pétrole, du gaz, des mines et des produits chimiques, 130
 département informatique, 27
Development Gateway, 63-64
 Développement de la petite enfance (DPE), 124
 développement du secteur privé, 115, 116-119
 développement durable, 119
 développement rural. *Voir* agriculture et développement rural
 développement social, 120
 Développement socialement et écologiquement durable (ESSD), 24, 40
 département de l'agriculture et du développement rural, 110-111
 Groupe du développement social, 120
 Objectifs, 120, 130
 directeurs généraux, 10
 Directions stratégiques (SDP), 35
 directives d'approvisionnement, 27, 66-67
 Division de communication de développement (DEVCOMM), 142
 Document d'évaluation du projet (PAD), 56
 données, 53
 économiques, 120-121
 publications, 123
 sources, 121-122
 droit et justice, 123-124

E

eau. *Voir* gestion de l'eau
 École des affaires publiques et internationales
 Woodrow Wilson, 66
 écoles. *Voir* éducation
 économie, 120-123
 données, 121-
 économie du développement, 26, 51
 publications, 123
 recherches, 51, 121-122
 économie du développement. *Voir* économie éducation, 124-126
 Éducation pour l'économie de la connaissance (EKE), 124
 Éducation pour tous (EPT), 124
 efficacité de l'aide, 126-127
 emploi et protection sociale, 128-129
 énergie et mines, 129-130
 Programme pour les énergies de substitution en Asie, 89
 enseignement privé, 125-126
 enseignement supérieur et universitaire, 125-126
 environnement, 130-132
 Étude d'évaluation des niveaux de vie, 122
 Europe et Asie centrale, 95-99
 recherche sur les économies de transition, 122

évaluation, opérations, 126
Évaluation de l'impact environnemental (EIE),
40, 56, 61

F

Fédération de Russie, 9, 98, 122
financement et prêts, 43-47. *Voir aussi* produits
et services
BIRD, 13, 43-44, 47-48
cumulés en date de 2002, 45-46t
interrompus en 2002, 36f
CIRDI, 44
Cofinancement, 50
FMI, 29
fonds fiduciaires, 44-46, 50
gestion des risques, 50-51
IDA, 15, 43-44, 47-48
cumulés en date de 2002, 45-46t
interrompus en 2002, 36f
MIGA, 44
prêts d'ajustement, 47, 49
prêts d'investissement, 47, 49
rapports, 46-47
SFI, 18-19, 44, 54
Subventions, 51
FMI. *Voir* Fonds monétaire international
Fonds fiduciaire ASEM Rencontre Asie-Europe,
44, 46
fonds fiduciaires, 44-46, 50
Fonds de subvention au perfectionnement
(DGF), 51
Fonds monétaire international (FMI), 8
Assemblée annuelle, 30-31
Comité de développement, 30
différences avec le Groupe de la Banque mon-
diale, 29
Directeur général, 10
en tant que condition d'adhésion à la BIRD,
72
Fonds pour la lutte contre la pauvreté et la
croissance, 38
historique, 29
objectifs, 29
relations avec le Groupe de la Banque mondi-
ale, 29-31
rôle du Cadre stratégique de lutte contre la
pauvreté, 38
Fonds post-conflit, 137
Fonds pour l'élaboration de politiques et le per-
fectionnement des ressources humaines,
44
Fonds pour l'environnement mondial (FEM),
64
Fonds pour la lutte contre la pauvreté et la
croissance, 38

Fonds pour le développement social au Japon,
44
Forum du développement de l'Asie, 90
Forum méditerranéen pour le développement,
106-107
fournisseurs. *Voir* directives d'approvision-
nement
fraude. *Voir* corruption et fraude

G

garanties sur prêts, 21, 50-51, 54
gestion de l'eau, 132. *Voir aussi* environnement
Gestion de la qualité de l'air dans les villes
d'Asie du Sud, 94
gestion des risques, 21, 50-51, 53
gestion financière, 43-47. *Voir aussi* financement
et prêts
Banque mondiale, 26-27, 44
MIGA, 26-27
SFI, 26-27
Groupe consultatif d'aide aux populations les
plus pauvres (CGAP), 63
Groupe consultatif pour la recherche agricole
internationale (CGIAR), 63
Groupe d'assurance de la qualité, 28, 57-58, 126-
127
Groupe de données sur le développement, 121
Groupe de la Banque mondiale
Aperçu, 4-5
Mission, 1
pays en développement et, 4, 5f
relations avec l'ONU, 31
relations avec le FMI, 29-31
Assemblée annuelle, 30-31
Comité pour le développement, 30
Différences, 29
Groupe de la Banque pour le développement en
Afrique, 63, 85
Groupe des marchés financiers mondiaux, 141
Groupe Participation et engagement civique, 113
Groupe pour la pratique de réformes juridiques
et judiciaires, 123
Groupe pour le développement du secteur pub-
lic, 115

H

historique de la Banque mondiale, 29, 31
chronologie, 151-157

I

IBM. *Voir* Institut de la Banque mondiale
IDA. *Voir* Association internationale pour le
développement
Immunisations, 94, 139-140
Indicateurs de développement de l'Afrique, 52

Indicateurs sur le développement dans le monde, 52, 77

InfoShop, 58-59

Informations

base de données des projets, 58, 77

DACON (Base de données des compagnies de consultation), 66

publications, 143. *Voir aussi* publications

sources, 142-143

technologies, 142-143

infrastructures, 27, 133-134. *Voir aussi* énergie et mines

Initiative de développement social pour l'Europe du Sud-Est, 98-99

initiatives du Groupe de la Banque mondiale, 78-80

Afrique subsaharienne, 85-86

Amérique latine et Caraïbes, 103

Asie de l'Est et Pacifique, 89-90

Asie du Sud, 94

Europe et Asie centrale, 98-99

Moyen-Orient et Afrique du Nord, 106-107

pays à faible revenu en difficulté, 79

pays à revenu intermédiaire, 79-80

pays en pointe, 79

pays pauvres très endettés (PPTE), 38, 78-79, 111

petits États, 80

Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), 38, 78-79, 111

Initiative pour la CEI 7, 98

Initiative pour la pureté de l'air dans les villes d'Amérique latine, 103

Initiative pour le bassin du Nil, 85

Initiative pour les pays en pointe, 79

Institut de la Banque mondiale (IBM), 28-29, 52, 106, 115-115, 125

Institutions de Bretton Woods, 29-31

Investissements directs étrangers (IDE), 19, 21-22, 54

L

ligne téléphonique directe pour les constats de fraude et de corruption, 42e

M

maladies de l'enfance et malnutrition, 139

Manuel opérationnel, 39-42

Médias, 26, 31, 148

Médiateur, 28

MIGA. *Voir* Agence multilatérale de garantie des investissements

Mines, 129-130

mission de la Banque mondiale, 1

mondialisation, 135

Moyen-Orient et Afrique du Nord, 104-107

Banque mondiale, 25

SFI, 25

N

notification au public, 61, 149

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), 83, 85

nutrition. *Voir* santé et nutrition

O

Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM), 12, 34-35

éducation, 124

gestion de l'eau, 132

inégalité des sexes, 127

initiatives pour les pays en pointe, 79

liste pour 2015, 35e

site Internet, 35

onchocercose, 85

Organisation des Nations Unies (ONU)

Bureau de la Banque mondiale, 25

ODM, 12, 34

liste pour 2015, 35e

relations avec le Groupe de la Banque, 29, 31

Organisation mondiale de la santé (OMS), 85

Partenariat mondial pour l'éradication de l'onchocercose, 85

Organisation mondiale du commerce (OMC), 62, 114

organisations de la société civile. *Voir* organisations non gouvernementales (ONG)

organisations non gouvernementales (ONG), 31, 64, 113

opérations, 33-67. *Voir aussi* cycle des projets

évaluation, 126-127

financement et prêts, 43-47

politiques et procédures, 28, 39-43

produits et services, 47-55

stratégies, 34-39

P

Paludisme, 139

Panel d'inspection, 28, 41

partage des connaissances, 51-53, 115

Development Gateway, 63-64

Partenariat mondial pour l'éradication de l'onchocercose, 85

Partenariat pour les entreprises privées, 98

Partenariats, 62-64. *Voir aussi* Nations Unies (ONU)

agences bilatérales de développement (fonds fiduciaires), 63

dans les opérations systémiques, 63-64

institutionnels, 62-63

- ONG, 64
- Pauvreté, 135-136
 - Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres (CGAP), 63
 - priorité de l'IDA aux pays les plus pauvres, 15
 - publications, 136
 - SFI, 135
 - Sources, 136
 - stratégies de lutte contre la pauvreté, 37-38
 - étapes fondamentales, 37e
- pays à faible revenu, 73, 74t, 75t, 79-80. *Voir aussi* pays en développement
 - en difficulté, 79
 - PPTE, 77-78
- pays à revenu élevé, 73, 76t
- pays à revenu intermédiaire, 13, 73, 79-80. *Voir aussi* pays en développement
- pays débiteurs, 77. *Voir aussi* pays en développement
- pays donateurs et IDA, 15-16, 17t, 44, 77
- pays du groupe I, 77. *Voir aussi* pays donateurs
- pays du groupe II, 77. *Voir aussi* pays en développement
- pays en développement, 73-77
 - en tant que donateurs, 44
 - niveaux de revenu, 74-76t
 - objectifs de la Banque mondiale et, 4, 5f
- pays membres, 8, 72-81, 161-167. *Voir aussi* pays en développement; pays donateurs
 - achat de parts, 43
 - arbitrage des différends entre les, 22
 - classification des, 73-77
 - conditions d'adhésion
 - BIRD, 14-15t, 72, 77
 - CIRDI, 72
 - IDA, 14-15t, 72, 77
 - MIGA, 72
 - SFI, 72
 - initiatives pour les groupes de pays, 78-80
 - initiative pour les pays à faible revenu en difficulté, 79
 - pays à revenu intermédiaire, 79-80
 - petits États, 80
 - obligations, 73
 - regroupements régionaux, 80-81
 - répartition du droit de vote, 9
 - retrait de, 73
 - sites Internet, 72e, 80
 - statistiques, 72
- personnel, 27
 - Association du personnel du Groupe de la Banque, 27
 - Débouchés, 65
 - Groupe de la Banque, 64-65
 - programme d'échange, 52
 - répertoire, 147
 - stages et bourses d'études, 65-66
 - Perspectives économiques mondiales*, 52
 - petits États, 80
 - PIC. *Voir* Centres d'informations du public
 - Plan d'action stratégique pour la Mer Noire et le bassin du Danube, 98
 - points de contact, 5, 147-150
 - politique de diffusion, 41. *Voir aussi* informations
 - Politique opérationnelle et services aux pays (OPCS), 24, 28, 39-42
 - politiques de protection
 - manuel opérationnel, 40
 - politiques et procédures, 28, 39-43
 - manuel opérationnel, 39-42
 - politiques fiduciaires, 41-42
 - politiques opérationnelles (PO), 39-40
 - pollution, 94. *Voir aussi* environnement
 - population et santé génésique, 139
 - populations autochtones, 136-137
 - Portail du développement 143
 - Portail pour le développement, 113
 - PPTE. *Voir* Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
 - président du Groupe de la Banque mondiale, 9-10, 159
 - assisté par les directeurs généraux dans l'exercice de ses fonctions, 10
 - bureau du, 28
 - en tant que président du Conseil d'administration du CIRDI, 10
 - prêts. *Voir* financements et prêts
 - prêts d'ajustement, 47, 49
 - prêts d'investissement, 47, 49
 - prévention des conflits et reconstruction, 137-138
 - arbitrage, 22-23
 - publications, 138
 - sources, 137
 - principes organisationnels, 23-29
 - Prise en charge intégrée de maladies de l'enfance, 138
 - Procédures. *Voir* politiques et procédures
 - Procédures de la Banque (PB), 39-40
 - Produits de protection, 50-51
 - Produits et services, 47-55. *Voir aussi* financement et prêts
 - Banque mondiale, 51-55
 - CIRDI, 55
 - MIGA, 53-55
 - Conseiller juridique, 21, 54-55
 - SFI, 53-54
 - Programme « Knowledge Intern », 66

- Programme conjoint Japon-Banque mondiale de bourses pour le troisième cycle universitaire, 66
- Programme Connaissances Autochtones, 85, 137
- Programme de développement et de promotion de l'éducation, 125
- Programme de partenariat entre la Banque et les Pays-Bas, 46
- Programme de politiques de transport pour l'Afrique, 86
- programmes de stage, 65-66
- Programme des fonds fiduciaires pour les services d'aide technique, 46
- Programme des jeunes professionnels, 65
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 85
- Programme des professionnels juniors, 65
- Programme du fonds fiduciaire pour les services de consultants, 46
- Programme plurinational de lutte contre le SIDA, 85
- Programme plurinational de prêts pour la prévention et le contrôle du VIH/SIDA dans les Caraïbes, 103
- Programme pour les énergies de substitution en Asie, 89
- programmes de bourses, 65-66
- programmes de stages de la Banque, 66
- publications, 52-53. *Voir aussi* publications spécifiques aux régions
- Afrique subsaharienne, 86
 - agriculture et développement rural, 111
 - aménagement urbain, 112-113
 - Amérique latine et Caraïbes, 103
 - Asie de l'Est et Pacifique, 90
 - Asie du Sud, 94
 - autonomisation et participation, 114
 - commerce, 115
 - développement durable, 119
 - développement social, 120
 - droit et justice, 123-124
 - éducation, 126
 - égalité des sexes, 127-128
 - emploi et protection sociale, 129
 - énergie et mines, 130
 - environnement, 131
 - Europe et Asie centrale, 99
 - évaluation des opérations, 127
 - fraude, 134
 - gestion de l'eau, 132
 - Groupe pour le développement du secteur public, 116
 - Indicateurs de développement de l'Afrique*, 52
 - Indicateurs sur le développement dans le monde*, 52, 77
- InfoShop, 58
- Infrastructures, 133-134
- Mondialisation, 135
- Moyen-Orient et Afrique du Nord, 107
- pauvreté, 136
- Perspectives économiques mondiales*, 52
- points de contact, 52e, 149
- populations autochtones, 137
- prévention des conflits et reconstruction, 138
- Rapport sur le développement dans le monde*, 52
- Rapport sur le financement du développement dans le monde*, 52
- rapports annuels, 46-47, 150
- Recueil de textes sources relatifs aux stratégies de lutte contre la pauvreté*, 38
- réseau du secteur financier, 141
- Resettlement Handbook*, 137
- santé et nutrition, 140-141
- santé publique. *Voir* santé et nutrition
- secteur privé, 118
- technologies de l'information et de la communication, 143
- transports, 144
- Q**
- qualité de l'air, 94, 103. *Voir aussi* environnement
- questions d'éthique, 27. *Voir aussi* corruption et fraude
- responsabilité sociale des entreprises, 117
- R**
- Rapport annuel de la Banque mondiale*, 46-47, 150
- Rapport sur le développement dans le monde*, 52
- Rapport sur le financement du développement dans le monde*, 52
- rapports annuels, 46-47, 150
- rapports financiers, 46-47
- Relations extérieures, 26
- recherches. *Voir aussi* partage des connaissances économiques, 51, 121-122
- publications, 123
- Recueil de textes sources relatifs aux stratégies de lutte contre la pauvreté*, 38
- regroupements régionaux, 80-81
- répartition du droit de vote des pays membres, 9, 9f, 44, 78, 161-167
- réseaux
- secteurs de, 23-24
 - vice-présidences des, 23-24
- réseau du développement du secteur privé et infrastructure (PSI), 24
- réseau du développement humain, 24, 128

réseau du secteur financier, 24, 141
Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique (PREM), 24, 136
groupe pour l'égalité des sexes et le développement, 127
Resettlement Handbook, 137
Responsabilité sociale des entreprises (CSR), 117
ressources humaines, 27
Roll Back Malaria, 139

S

santé et nutrition, 138-141
santé génésique, 139
santé mentale, 139
santé publique. *Voir* santé et nutrition
Santé, nutrition et population (HNP), 138
Secteurs, 23-24
 codes des, 179-180
 interruption de prêts, 2002, 36f
 public, 115-116
 stratégies des, 35-36
 types de, 24
Secrétariat des entreprises, 26
service de conseils en matière de nutrition, 139
service de conseils en matière de protection sociale, 128
service de conseils en matière de santé et de population, 140
Service de promotion de l'entreprise au sud-est de l'Europe, 99
Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud, 90
Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF), 85
Service de promotion et de développement des investissements en Chine 90
Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong, 90
Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord, 107
services d'analyse, 51-52
services de conseils
 de la Banque mondiale, 51-51
 de la SFI, 53
services de formation et apprentissage. *Voir* éducation; Institut de la Banque mondiale (IBM)
services généraux, 27
services juridiques, 28, 40
 MIGA, 21, 54-55
service pour la mobilisation des ressources et le cofinancement, 44
sexes, égalité des, 17-128
SFI. *Voir* Société financière internationale, 92

SIDA
 Afrique, 83
 Europe et Asie centrale, 96
 Programme de lutte contre le SIDA de la SFI, 140
 Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA (MAP), 85
 Programme plurinational de prêts pour la prévention et le contrôle du VIH/SIDA dans les Caraïbes, 103
 site Internet, 138-139
siège (Washington, D.C.), 9
 bâtiments, 6, 146
 délocalisation du personnel, 25
 fondation du, 65
sites Internet, 26, 181
 BIRD, 12e
 CIRDI, 22e
 CSLP, 38
 Development Gateway, 63-64
 données et statistiques, 121
 IDA, 16e
 informations sur les pays membres, 72e
 informations sur les projets, 59e, 149
 MIGA, 20e
 ODM, 34
 partenaires de la Banque mondiale, 62e
 PovertyNet, 135
 régions, 80
 SFI, 16e
Société de services de gestion pour l'Afrique (AMSCO), 85
Société financière internationale (SFI), 8, 16-19
 conditions d'adhésion, 72, 77
 conseiller/médiateur en matière de confort, 28
 cycle des projets, 60-62
 département agroalimentaire, 110
 département du développement social et de l'environnement, 120, 130
 différences avec la Banque mondiale, 16-17, 25
 économiste en chef, 26
 en bref, 16e
 financement des projets, 18-19
 financement et prêts, 18-19, 44, 53-54
 finances municipales, 133
 gestion financière, 27
 Groupe des marchés financiers mondiaux, 141
 mobilisation des ressources, 19, 54, 61
 objectifs, 16-18
 points de contact, 148
 politiques et procédures, 43
 produits et services, 53-54

- projets de développement
 - agriculture et monde rural, 110-111
 - autonomisation et participation, 113-114
 - commerce, 114-115
 - développement durable, 16, 119
 - éducation, 125-126
 - environnement, 130-131
 - infrastructures, 133
 - populations autochtones, 137
 - ressources en eau, 132
 - santé, nutrition et population, 140
 - secteur privé, 116-119
 - SIDA, 140
 - Transports, 144
- ressources humaines, 27
- services de conseils, 19
- services généraux, 27
- services juridiques, 28
- site Internet, 16e
- statuts, 9
- Sommets, 53
- statistiques, 53
 - sites Internet, 121
- Statuts, 8. *Voir* textes fondateurs
 - sur la nationalité du président, 9-10
- Stratégie d'assistance au pays (CAS), 38-39, 40, 48,
- stratégies du Groupe de la Banque mondiale, 34-39
 - CAS. *Voir* Stratégie d'assistance au pays
 - CDG, 36-37
 - lutte contre la pauvreté, 37-38
 - Objectifs de développement pour le Millénaire, 34

- structure et directions, 35
 - thématiques et sectorielles, 35-36, 36f
- subventions, 51
- Système de résolution des conflits, 27, 28

T

- Tabac, 139
- technologie de la communication, 27, 142-143
- Technologies de l'information et de la communication au niveau mondial (GICT), 142
- textes fondateurs, 8. *Voir aussi* Statuts
- thèmes du développement, 109-144. *Voir aussi* thèmes spécifiques
- transports, 144
- travail des enfants, 128
- travaux forcés, 128
- tuberculose, 96, 139

U

- UE. *Voir* Union européenne
- U.N. Development Group (UNDG), 34
- Union européenne (UE), 62, 97

V

- vaccins. *Voir* immunisations
- vice-présidences (VP), 23
- vice-présidences régionales, 25
- VIH. *Voir* SIDA

W

- Wolfensohn, James D., 10, 10e
- World Links pour le développement, 125

Guide de

la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources au monde en matière d'aide au développement. En 2002, cette institution a octroyé des prêts à ses pays clients pour un montant de USD 19,5 milliards. Elle œuvre dans plus de cent économies en développement, avec comme objectif premier de venir en aide aux personnes et aux pays les plus pauvres.

Le **Guide de la Banque mondiale** est un ouvrage de référence sur les cinq institutions qui composent le Groupe : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Il brosse un tableau de l'historique, de l'organisation, de la mission et des objectifs de la Banque mondiale.

Après une présentation succincte du Groupe, vous trouverez une description des opérations de la Banque mondiale ainsi qu'un bref aperçu de ses politiques, projets et procédures. Une introduction à la multitude des sources d'informations que propose la Banque mondiale permettra aux lecteurs de mieux appréhender et utiliser les divers types de documents, statistiques et rapports que cette institution publie, sur son site internet ou en version papier.

En outre, un chapitre sur les thèmes du développement résume les questions auxquelles les économies en développement font face aujourd'hui et les réponses, au cas par cas, que la Banque mondiale y apporte. Un autre chapitre, consacré à l'organisation, traite des différents services du Groupe de la Banque mondiale et de la manière dont ils joignent leurs efforts pour lutter contre la pauvreté.

Bonne introduction pour quiconque s'intéresse aux travaux et aux modes d'actions de la Banque mondiale, cet ouvrage montre aux lecteurs désireux d'en savoir plus par où commencer.



de boeck

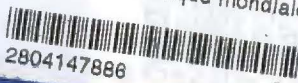


LA BANQUE MONDIALE

World Bank InfoShop

French

Guide de la Banque mondiale



2804147886

\$4.98

ISBN 2-8041-4788-6